



EXCLUSIF **TCHAD** MAHAMAT IDRIS DÉBY
L'interview vérité

**NOUVELLE
FORMULE
ENRICHIE**

N° 3102 – JUILLET 2021

jeune **afrique**

www.jeuneafrique.com

CÔTE D'IVOIRE

Sortie
de crise(s)

SPÉCIAL 30 PAGES



ENQUÊTE
**Jean-Yves
Le Drian**
Business,
famille, patrie

TSHISEKEDI « Le Congo ne sera plus l'otage de ses politiciens »

Rupture avec Kabila, Union sacrée, Kamerhe, élections
de 2023, corruption, est du pays, Union africaine, Kagame,
Mobutu... **Une interview exclusive du chef de l'État.**

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada A 12,99 \$ CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1 000 XPF
Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUPE

M 01936 - 3102 - F - 7,90 € - RD





REJOIGNEZ LA PERFORMANCE

Moov
Africa



L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

Moov Africa est la marque commerciale qui rassemble l'ensemble des filiales de Maroc Telecom dans les 10 pays de présence du groupe : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Tchad et Togo.

La marque Moov Africa révèle au monde l'empreinte panafricaine du Groupe Maroc Telecom et illustre sa vision d'une « Afrique en mouvement » qui réside dans le principe de partage du savoir-faire du groupe et sa capacité d'innovation au profit des pays dans lesquels il opère.

Moov Africa c'est la promesse d'une offre multiservices pour répondre aux besoins essentiels des populations dans les domaines des télécoms, de l'éducation, du mobile banking, de la culture et du développement durable.

MOOV AFRICA UN MONDE NOUVEAU VOUS APPELLE



L'édito

Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

L'Afrique de papa a vécu

C'est une vague poussée par des vents nouveaux. Faite d'écume, de désespoir, parfois de rage. Un phénomène que nous pensions révolu depuis la fin des années 1990, après les déferlantes des Conférences nationales et l'avènement du multipartisme. Les contestations populaires, c'est de cela qu'il s'agit, font florès un peu partout sur le continent (mais aussi ailleurs dans le monde). Avec plus ou moins d'ampleur et des effets concrets différents.

En Afrique, c'est d'abord dans le Nord qu'elles sont apparues, en 2011. En particulier en Tunisie, en Égypte et en Libye. L'onde de choc se propagea, malgré les différences inhérentes à chaque contexte local, gagnant le Burkina (2014), la Gambie (2016), le Rif marocain et le Zimbabwe (2017), l'Afrique du Sud (2018), l'Algérie et le Soudan (2019), le Mali (juin 2020) et même le Sénégal (2021), dans la foulée de l'affaire Sonko, marqueur d'une fracture sociale jusqu'ici mésestimée. En cause la plupart du temps, en tout cas de prime abord, des dirigeants frappés du syndrome

d'hubris, qui s'accrochent au pouvoir tels des arapèdes. Voilà pour le déclencheur fatidique, l'étincelle qui ravive les braises qu'on pensait éteintes.

Au fond, et c'est sans doute plus significatif car plus structurel, les raisons de la colère tiennent à une gouvernance en total décalage avec les aspirations d'une grande partie de la population. Désillusion tenace et défiance sans précédent vis-à-vis d'une classe politique, pouvoir et opposition confondus, qui peine à se renouveler. Défiance qui n'épargne guère les élites, accusées de se préoccuper davantage d'amasser des sommes indécentes de manière

suspecte et d'en jouir ostensiblement que de jouer leur rôle de catalyseur et de créateur de richesse et d'emplois pour tous. La pression – sociale, économique, démographique – monte inexorablement. Partout en Afrique.

Nos dirigeants, guère préparés à affronter cette mer agitée, sont déboussolés. Ils ont désormais face à eux non plus des opposants affaiblis, sans moyens, corrompibles ou trop « marqués » par un long compagnonnage avec ceux qu'ils vouent aux gémonies pour incarner une quelconque rupture, mais des opinions publiques qui ont considérablement changé dans un laps de temps très court. En première ligne, une jeunesse désœuvrée, mais connectée, qui ne souffre plus aujourd'hui ce que ses parents enduraient hier. Confrontés à cette nouvelle menace, nos chefs appliquent, réflexe pavlovien, les « bonnes vieilles méthodes » : l'usage de la force, l'utilisation dévoyée de l'appareil judiciaire ou des médias, l'argent, la fraude électorale. Parfois cela marche, ou permet de gagner

● ● ●
Une gouvernance en total décalage avec les aspirations d'une grande partie de la population.

du temps, mais de moins en moins. S'ils ne prennent pas la mesure de cette lame de fond qui se propage inexorablement – et qui ne refluera pas avant d'avoir produit les effets attendus –, il y a fort à craindre pour la stabilité de leur pouvoir et, partant, de nos pays. Car il vaut toujours mieux prévenir que guérir. Changer ce qui existe, car tout n'est pas à jeter, plutôt que reconstruire à l'emporte-pièce sur un champ de ruines.



Mieux vaut changer ce qui existe plutôt que de reconstruire à l'em- porte-pièce sur un champ de ruines.

Soyons objectifs : les défis auxquels nos dirigeants, bons ou mauvais, sont désormais confrontés sont bien plus complexes et difficiles. D'eux, on attend plus et mieux, mais leur tâche est des plus ardue. Si, jadis, il était question, en Afrique, de se battre successivement pour l'indépendance, la construction d'un État-nation, la démocratie, puis la souveraineté économique dans un environnement mondial assez lisible, aujourd'hui, la liste des challenges à relever et des écueils à surmonter donnerait des sueurs froides aux plus valeureux ou aux plus téméraires d'entre eux, fussent-ils de la trempe d'un Thomas Sankara, d'un Nelson Mandela ou d'un Lee Kuan Yew... Effets de la globalisation, révolution numérique, dérèglement climatique, aspirations croissantes d'une jeunesse de plus en plus nombreuse, nécessité pour le continent de trouver sa place dans le monde, terrorisme, soit de changement des populations... Dans un contexte toujours plus mouvant : tout va plus vite, tout est plus « transparent ». L'émergence et la toute-puissance des réseaux sociaux, caisse de résonance, tribunal

populaire et miroir déformant, sont un fer aux pieds supplémentaire pour ceux qui président à nos destinées. Il n'empêche, plus de soixante ans après les indépendances, il est hélas toujours question de construire des États et des nations qui répondent aux besoins de leurs citoyens. Tout comme d'élaborer un nouveau mode de gouvernance (et de dévolution du pouvoir) qui fasse consensus, sans lequel la démocratisation lancée depuis les années 1990 aura bien du mal à prendre racine. Il suffit d'égrener le nombre de processus électoraux contestés ou contestables pour mesurer l'urgence.

Le continent est-il condamné à subir, ad vitam æternam, des politiciens dépourvus de vision, de légitimité et des qualifications requises ? Des dirigeants qui, par ailleurs, s'escriment à ne pas laisser de nouveaux talents émerger de crainte qu'ils ne leur fassent de l'ombre, alors que l'essence même du leadership consiste à préparer l'avenir et à faire en sorte que ce qui a été mis en place survive aux hommes qui en sont à l'origine. Nos pays ont-ils vocation à se contenter de si peu, alors que leur potentiel est immense ? Évidemment non, n'en déplaise aux chantes d'une Afrique folklorique mais ontologiquement immobile ou qui rechignerait à « entrer dans l'Histoire », comme diraient certains...

Ceux qui nous gouvernent devraient avoir une seule priorité : bâtir enfin des économies modernes et susceptibles de créer suffisamment d'emplois pour le nombre croissant de jeunes en quête d'un avenir qui arrivent chaque année sur le marché du travail (ils seront près de 800 millions à l'horizon 2050), en veillant à une meilleure répartition des richesses, dans le cadre d'un État nation (et de droit) fort, seul à même de garantir la préservation de l'intérêt général sur le long terme, qui se préoccupe pleinement de l'éducation, de la formation, de la santé et de la sécurité de la population. Une gageure, certes, tant les retards accumulés dans tous ces domaines semblent effrayants. Mais c'est la seule voie raisonnable possible. L'Afrique de papa a vécu. ●

Humour et sagesse

//////
Pour réfléchir ou sourire,
chaque mois, notre
sélection des citations les
plus marquantes, les plus
intelligentes ou les plus drôles.

Le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres.

Charles de Gaulle

Lorsque les Blancs sont venus en Afrique, nous avions la terre et ils avaient la Bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés : lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient la terre et nous la Bible.

Jomo Kenyatta

Croire que sa race, ou sa religion, est seule détentrice de vérité est une erreur.

Amadou Hampâté Bâ

Si vous voulez que votre femme écoute ce que vous dites, dites-le à une autre femme.

Sacha Guitry

Entendre ou lire sans réfléchir est une occupation vaine ; réfléchir sans livre ni maître est dangereux.

Confucius

Expérience : nom dont les hommes baptisent leurs erreurs.

Oscar Wilde

Celui qui cherche ce qu'il ne doit pas chercher finit par trouver ce qu'il ne cherchait pas.

Proverbe africain



HYDROMA

Le Mali à la pointe de la transition énergétique



La transition énergétique n'est plus un discours au Mali mais une véritable réalité. Depuis la crise de 2012, la seule compagnie pétrolière et gazière opérant au Mali est Hydroma, société majoritairement contrôlée par l'entrepreneur malien Aliou Boubacar DIALLO.

Les autres compagnies pétrolières étrangères ont soit mis la clé sous le paillason ou se sont abritées derrière la clause de force majeure pour geler leurs activités.

De par l'importance et la connaissance du gisement, le Mali vient en première position.

Aliou B. DIALLO continue d'opérer son bloc 25 en réussissant des prouesses avec un hydrogène pur à 98 % qui ouvre la voie de la transition énergétique mondiale.

À l'issue d'une campagne massive de forages, Hydroma a pu confirmer plus de 700 milliards de m³ d'hydrogène (rapport 51-101 du 1^{er} juillet 2020). Ce nouvel Or durable et renouvelable, que le programme national d'hydrogène de l'Allemagne appelle « Hydrogène Blanc », est un espoir pour le monde entier. D'après le BGR d'Allemagne, l'hydrogène naturel a été découvert dans une dizaine de pays dont le Mali, l'Allemagne, la Russie, le Canada, les USA, etc.

Dans son n°42 d'octobre 2018, la célèbre revue scientifique Elsevier (ScienceDirect) parle de cette gigantesque découverte d'hydrogène naturel au Mali, sous le craton ouest

africain, à Bourakébougou, situé à moins de 60 km de la capitale Bamako. Ce positionnement naturel très stratégique permet d'envisager son exploitation à grande échelle pour la production d'électricité, la mobilité légère et lourde, la production d'ammoniac et d'hydrogène liquéfié pour l'export.

Depuis 2012, les travaux d'Hydroma font du Mali le premier pays au monde où l'hydrogène naturel a été utilisé pour produire de l'électricité, sans émission de CO₂.

Le plan d'Hydroma est son projet d'« African Big Green Deal » qui comporte deux business unit : l'hydrogène naturel et l'hydrogène vert. Dans l'hydrogène vert, Hydroma est présent dans plusieurs pays, où des filiales sont déjà constituées pour faire de cette société l'un des futurs grands leaders mondiaux du secteur.

Les prochaines étapes seront, en premier lieu, le développement d'une énergie hybride (solaire et hydrogène naturel), fermant ainsi l'ère des énergies électriques polluantes en Afrique.

Une autre étape porte sur la mobilité légère et lourde à travers des piles à combustible qui feront du Mali et de l'Afrique les plus modernes en matière de mobilité verte avec en perspective des trains ou encore des véhicules alimentés par cette ressource purement africaine. Une première en Afrique.

Au Mali, Hydroma a proposé ses services pour le redémarrage du chemin de fer avec des trains à Hydrogène. Ces projets sont réalisables et n'attendent qu'une véritable volonté politique pour se concrétiser.

Bientôt, le Mali sera la première économie décarbonée du continent !



BLOC 25 - HYDROMA INC

- Permis de recherche 43 174 km²
- Permis d'exploitation 1 264 km²



HYDROMA - 1 place Ville-Marie, Montréal (Québec) H3B 4M4
Tél. : (+1) 514 871-1522 - Fax : (+1) 514 871-8977
Courriel : a.triai@hydroma.ca - www.hydroma.ca

SOMMAIRE

- 03 L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

- 08 L'homme du mois**
Laurent Gbagbo
- 12 10 choses à savoir sur...**
Choguel Kokalla Maïga
- 14 Le match**
Abiy Ahmed vs Antony Blinken
- 16 Le jour où...**
... Barthélémy Dias s'est battu pour sa vie
- 21 L'actu vue par...**
Makhtar Diop
- 22 L'œil de Glez**
Cryptomirage?
- 24 Le dessous des cartes**
Incorrigible Jacob Zuma

- 26 Partis pris**
La fin de la race blanche ?
par François Soudan
- 28 Twitter vs Buhari, un déni de démocratie ?**
- 29 Insouciant d'argent**



LA GRANDE INTERVIEW

- 30 Félix Tshisekedi**
Président de la RD Congo



ENQUÊTE

- 38 Jean-Yves Le Drian**
Business, famille, patrie



POLITIQUE

- 50 Tchad**
Interview de Mahamat Idriss Déby, chef de l'État
- 56 Cameroun**
Joseph Dion Ngute envers et contre tous
- 60 Rencontre avec**
Roland Lumumba
- 62 Sénégal**
Un TER nommé désir
- 66 Secrets d'histoire**
Baptême du feu pour le Soudan du Sud
- 68 Congo**
La fidélité récompensée
- 71 Tribune**
Mali-Tchad : deux poids, deux mesures
- 72 Enquête**
« Erik » Goaid sur la piste des milliards de Kadhafi
- 78 Maroc**
De quoi les Moorish sont-ils le nom ?
- 84 Algérie**
Le gant de velours cachait une poigne de fer

Fondateur: Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social: 57 bis,
rue d'Auteuil - 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Amir Ben Yahmed
Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique
sont à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements: Service abonnements
Jeune Afrique, 56, rue du Rocher
75008 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour
la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale
de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel: regie@jeuneafrique.com



Imprimeur: Siep - France
Commission paritaire: 1021c80822
Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285



PHOTO COUVERTURES: ÉDITION AFRIQUE SUBSAHARIENNE, VINCENT FOURNIER POUR JA, ÉDITION CÔTE D'IVOIRE, THIERRY GOUËGNON/REUTERS, ÉDITION INTERNATIONALE, TCHANDROU N'ANGA/AFAP, ÉDITION MAGHREB MOYEN-ORIENT, MONTAGE JA

OBJECTIF MAROC

88 Du bon usage de la crise

ÉCONOMIE

- 110 Infrastructures**
Gagan Gupta
sort le grand jeu
- 114 Infographie**
Réforme du franc CFA:
où en est-on avec l'eco?
- 115 Institution**
La BOAD « flèche »
sa croissance
- 116 La galaxie des...**
Frères Mabrouk
- 118 Finance**
Les banques nigérianes
poussent leurs pions
en Afrique
- 122 Énergie**
L'Algérie se met au vert
- 124 Investisseurs**
Out of Tunisia
- 126 Agroalimentaire**
Au Maroc, Adil Douiri
voit grand pour Mutandis

DOSSIER RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

130 Les recettes qui marchent

FOCUS AUTO

- 150 Gestion de flotte**
Les entreprises réajustent leurs
déplacements

CULTURE

- 160 Gastronomie**
Cotonou au goût du jour
- 166 Exposition**
Quand l'Afrique sort des cases



GRAND FORMAT CÔTE D'IVOIRE

171 Le monde d'après

JEUNE AFRIQUE & VOUS

- 231 Le tour de la question**
- 232 Ce jour-là...**
- 234 Post-Scriptum**

Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74

► L'homme du mois

Laurent Gbagbo attendu au tournant

Rentré à Abidjan le 7 juin, l'ancien président ivoirien assure qu'il n'a aucun compte à régler, mais se positionne comme chef du FPI et opposant au pouvoir d'Alassane Ouattara.

Laurent Gbagbo aura donc choisi la cathédrale Saint-Paul d'Abidjan pour sa première sortie en public depuis son retour en Côte d'Ivoire. Au micro ce dimanche 20 juin, le cardinal Jean-Pierre Kutwa invite l'ancien président à le rejoindre près de l'autel. Il lui offre un chapelet blanc, symbolisant son retour à la foi catholique, puis déclare : « Je vous confie à la Vierge. Parce que le train de la réconciliation est sur les rails. Mais il faut qu'il aille jusqu'à la gare de la paix. » Les chœurs sont de sortie. Laurent Gbagbo regagne lentement sa place, esquissant tout de même quelques pas de danse.

Habilement mis en scène, le retour de l'ex-président marque la fin d'un cycle : dix ans hors de son pays, un interminable procès devant la Cour pénale internationale (CPI) et un acquittement qui a sonné comme une revanche sur l'Histoire.

Pour Laurent Gbagbo, c'est aussi le début d'une nouvelle ère. Dès son arrivée à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny, le 17 juin, il a pu constater que sa popularité était intacte. Tout le monde se pressait pour l'apercevoir. Ses partisans bien sûr, mais aussi le personnel de l'aéroport, les dames du ménage, les policiers en faction... Sur la route, des milliers de personnes ont accompagné son convoi malgré

une pluie de gaz lacrymogène. Un peu plus tard, autour de l'ancien quartier général du Front populaire ivoirien (FPI), qui appartient à Nady Bamba, sa seconde épouse, la foule était encore dense et ivre de bonheur. Gbagbo y a prononcé ses premières phrases. Un court discours dont il a pesé chaque mot. Depuis son arrestation, le 11 avril 2011, l'ancien président s'était exprimé deux fois : devant les juges de la CPI et lors d'une interview à TV5 Monde.

Aux cadres de son parti rassemblés, il a parlé de la Côte d'Ivoire mais aussi de l'Afrique. Il a évoqué les dernières élections législatives, donnant quelques indices sur le rôle qu'il sera amené à jouer, exprimant sa volonté de se mettre à la disposition du FPI : « Vous avez mené une bonne bataille. Soyez-en remerciés. Monsieur le secrétaire général,



**« Vous avez
mené une bonne
bataille. Soyez-en
remerciés. Je suis
votre soldat,
je suis mobilisé. »**

voilà ce que je voulais dire pour aujourd'hui. La prochaine fois, nous allons travailler. Vous allez me dire quand. Je suis votre soldat, je suis mobilisé. »

Restructurer le parti

À ceux qui l'appellent à prendre du recul, Laurent Gbagbo envoie un message clair : il ne compte pas s'éloigner de la vie politique, mais au contraire s'engager, assumer son statut de chef de parti et d'opposant au président Alassane Ouattara. Des intentions confirmées dans un communiqué publié le 20 juin par son porte-parole, Justin Koné Katinan. Commentant les circonstances de son retour, l'ancien président y dénonce « les scènes de violence provoquées par les forces de l'ordre et les forces parallèles ». Il poursuit en appelant « à la retenue pour donner enfin une chance à la réconciliation de prospérer pour que la paix s'installe définitivement dans le pays ».

Est-il capable, à 76 ans, de restructurer le FPI, de porter un nouveau projet politique et de l'imposer à l'ensemble de son parti ? Lors de ses années de détention, Laurent Gbagbo avait confié à ses proches avoir beaucoup réfléchi à l'évolution qu'il voulait donner au FPI, souhaitant en refaire une véritable formation de gauche. →



S'exprimant au siège du FPI, à Abidjan, le 17 juin 2021.

MACLINE HENREUTERS

→ « Qu'est-ce qu'être social-démocrate aujourd'hui en Afrique? Que veut dire la souveraineté dans un monde globalisé? Nous devons être capables d'y répondre », interroge en écho un cadre du FPI.

Dans les prochaines semaines, l'ancien président devrait convoquer une grande réunion du FPI afin d'acter son retour effectif à la tête du parti. Ceux qui ne veulent pas le suivre seront amenés à faire un choix. Comment réagiront Pascal Affi N'Guessan et Simone Gbagbo? Le premier a toujours déclaré qu'il se rangerait derrière son ancien patron à son retour. Tiendra-t-il parole? Depuis plusieurs jours, l'ex-Premier ministre se montre très discret. Mais il est encore le président légalement reconnu du FPI et ne fera aucun cadeau. « Pour Gbagbo, Affi est un épiphénomène. Qu'il se range derrière lui ou non n'a aucune importance », rétorque un proche de l'ancien président.

L'équation Simone

L'équation Simone est bien plus complexe, car elle mêle le privé et le politique. Le 21 juin, Gbagbo a officialisé, par le biais de son avocat, sa volonté d'acter leur séparation. Le ton du communiqué est sans ambiguïté sur l'état de leurs relations : « M. Laurent Gbagbo annonce qu'en raison du refus réitéré depuis des années de Dame Simone Ehivet de consentir à une séparation à l'amiable il s'est résolu à saisir le juge des affaires matrimoniales du Tribunal de première instance d'Abidjan d'une demande de divorce. »

Ce choix ne sera pas sans conséquence, il a même déjà écorné son image. Doit-on s'attendre à un bras de fer entre les deux époux? L'ex-première dame a toujours suivi une ligne politique différente de celle de son mari. Lorsqu'il était au pouvoir, Gbagbo s'en était accommodé, s'appuyant sur la popularité de sa femme dans la sphère évangélique. Mais il donne aujourd'hui l'impression de vouloir s'éloigner de cette ligne. « Simone a profité de l'absence de son mari pour occuper

le devant de la scène, accroître sa popularité et se construire une nouvelle image, affirme un intime de Laurent Gbagbo. Elle ne lâchera pas comme ça. »

Défiance

Dès son retour, Laurent Gbagbo a par ailleurs laissé entendre qu'il irait rendre visite à Henri Konan Bédié dans son village de Daoukro. Les deux hommes n'entendent pas remettre en cause leur alliance, mais la question du leadership de l'opposition va rapidement se poser. Et quid d'Alassane Ouattara? Aucune rencontre n'est prévue. Le chef de l'État voulait faire du retour de Gbagbo un non-événement. Il avait donné instruction à ses proches de le banaliser au maximum. Malgré le souhait exprimé par le ministre de la Réconciliation, Kouadio Konan Bertin, aucun membre du gouvernement ni aucun représentant du parti au pouvoir n'était présent à l'aéroport.

Le président, raconte l'un de ses proches, n'a pas vraiment apprécié le premier discours de son prédécesseur : « Il espérait qu'il tiendrait des propos d'apaisement et qu'il ferait un pas vers lui. Or Gbagbo semble plutôt se positionner comme son adversaire. » Plusieurs personnalités tentent actuellement d'apaiser les tensions et de faciliter un contact direct entre les deux hommes. Mais la tâche s'annonce difficile, commente notre source : « Il y a une telle défiance entre les deux... Ils n'ont rien oublié de leurs différends passés! »

Alassane Ouattara envisage-t-il toujours de gracier ou d'amnistier son vieux rival? Celui-ci a en effet écopé de vingt ans de prison dans l'affaire dite du « casse » de la BCEAO. Selon nos informations, si le chef de l'État souhaite se donner du temps avant de trancher, il ne compte pas faire en sorte que son prédécesseur soit contraint d'exécuter cette peine. En revanche, cette condamnation, qui entache le casier judiciaire de Gbagbo, pourrait empêcher une éventuelle candidature. ●

Vincent Duhem, à Abidjan



Henri-Marie Dondra

Ministre des Finances depuis 2016, il a été nommé Premier ministre de la Centrafrique, poste auquel il remplace Firmin Ngrebada.



Ons Jabeur

En s'imposant à Birmingham, la championne de tennis tunisienne devient la première Maghrébine à remporter un tournoi du circuit WTA.



Mohamed Ould Abdelaziz

Inculpé en mars pour des faits présumés de corruption, l'ancien président mauritanien a été écroué le 22 juin sur décision du juge chargé de l'enquête.



Eugène Mba

Éclaboussé par une affaire de détournement de fonds publics, le maire de Libreville a été contraint à la démission. Il était en poste depuis moins de six mois.

CRÉDITS PHOTO: DE HAUT EN BAS: BARBARA DEBOUT/AFP; PANORAMIC; BÉCHIR MALUM POUR J&J; DR.

Des projets d'envergure mondiale en Afrique

Dangote Petroleum Refinery

- La plus grande raffinerie de pétrole à train unique au monde 650 000 barils par jour avec une usine de polypropylène de 838 milles tonnes par an.
- La deuxième plus grande usine d'urée au monde - 3 millions de tonnes par an.
- La plus grande infrastructure de pipelines sous-marins au monde _ 1100 km pour le traitement de 3 milliards de PCS de gaz par jour.
- Des stations de traitement du gaz à l'échelle mondiale
- Un complexe pétrochimique de classe mondiale
- Une centrale électrique de 480 MW au sein de la raffinerie et le complexe d'engrais.
- Une usine de polyéthylène de 500 mille tonnes par an.



Choguel Kokalla Maïga

Fer de lance de l'opposition au régime d'IBK, puis au Conseil national de transition, il a été nommé Premier ministre le 7 juin, juste après l'investiture d'Assimi Goïta à la présidence du Mali.

1 Au pays des Soviets

Il naît en 1958 à Tabango, près de Gao. Après le bac, il part en Biélorussie puis en URSS, où il intègre l'Institut des télécommunications de Moscou. Il en sort avec un diplôme d'ingénieur en télécommunications.

2 Moussa Traoré

Après la chute de Moussa Traoré, en 1991, il crée le Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR), qui revendique l'héritage contesté de l'ancien président. « Au moment où les Maliens voulaient faire table rase du passé, il avait, lui, l'ambition de faire renaître Traoré de ses cendres », résume l'un de ses proches.

3 Opportunités

Il a travaillé avec presque tous les régimes. Après Moussa Traoré, il a rallié Amadou Toumani Touré lors du second tour de la présidentielle de 2002. Il deviendra son ministre de l'Industrie et du Commerce. En 2015, il se rapproche d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et le portefeuille de l'Économie numérique lui est confié. Ses détracteurs le qualifient volontiers « d'opportuniste » sans « véritable identité politique ».

4 Éviction

Son éviction du gouvernement, en 2016, a été le point de rupture avec IBK. Sa rancœur sera l'un des moteurs de son combat au sein du mouvement M5-RFP. En août 2020, quand IBK est renversé et que la Cedeao prend des sanctions

contre le Mali, Choguel rétorque que c'est IBK qu'elle aurait dû punir.

5 Clivant

Sa nomination n'a fait consensus ni au sein de la classe politique, où d'autres personnalités lorgnaient le poste, ni au sein de son propre mouvement, que certains lui reprochent d'avoir « pris en otage à des fins politiques ».

6 Dicko

Le nouveau Premier ministre est un visiteur régulier au domicile de Mahmoud Dicko. Il s'y rend pour prendre « des conseils » auprès de l'imam le plus influent du Mali, qui voit en lui « un homme politique très intelligent ».

7 Accord de paix

Il s'est toujours montré très critique vis-à-vis de l'accord de paix de 2015. En 2019, il déclarait que celui-ci devait « être renégocié » et il exhortait la communauté

internationale à avoir « le courage » de le faire. Après sa nomination, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a pris soin d'insister sur le nécessaire « respect de la feuille de route de la transition ».

8 Volte-face

À Bamako, son choix d'accepter de travailler avec l'ex-junte alors qu'il avait critiqué l'influence des militaires et refusé de coopérer avec le gouvernement de Moctar Ouane fait grincer des dents. Pour certains, sa nomination à la primature souligne l'incohérence du M5.

9 Soupçons

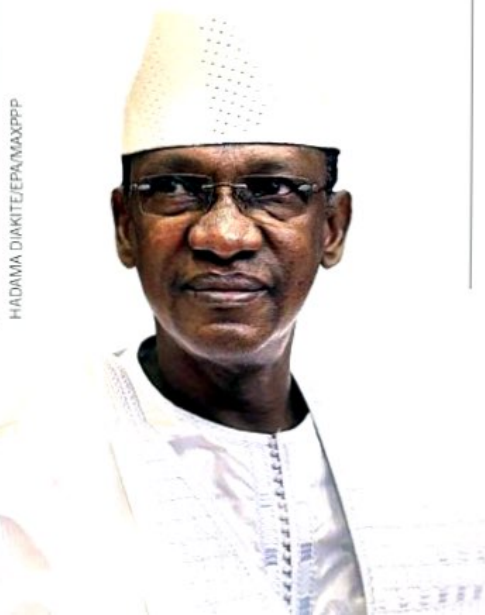
Dans les arcanes du pouvoir, il se murmure encore que s'il a été débarqué en 2016 c'est à cause de soupçons de mauvaise gestion à l'époque où il dirigeait l'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes (AMRTP). Après sa sortie du gouvernement, des inspecteurs ont été envoyés dans les locaux de l'AMRTP à la demande d'IBK et de son Premier ministre. Mais aucune accusation n'a jamais été étayée. Un ex-ministre dénonce une cabale politique.

10 Rassembleur ?

Si son entourage se réjouit de sa nomination, certains doutent en coulisses qu'il ait l'envergure politique nécessaire pour le poste et qu'il soit suffisamment rassembleur. Il a pourtant été deux fois candidat à la magistrature suprême, en 2002 et 2018. ●

Fatoumata Diallo

HADAMA DIAKITE/EPA/NAAPPP





AFRICA **CEO** FORUM

Shaping the future of Africa

DIGITAL EDITION

SAVE THE DATE

du 28 au 30 septembre 2021

Le monde qui vient

Quelles stratégies pour l'Afrique
et son secteur privé ?

INSCRIPTION

www.theafricaceoforum.com

CO-HOST



ORGANISATEUR



Point de rupture

Enlisé dans le Tigré, le Premier ministre éthiopien est soumis à de fortes pressions diplomatiques, notamment de la part du secrétaire d'État américain, qui a annoncé la mise en place de sanctions.

Antony Blinken fera-t-il plier Abiy Ahmed ? Après sept mois de conflit dans le Tigré, le chef de la diplomatie américaine s'est résolu à s'engager dans un bras de fer avec le Premier ministre éthiopien en annonçant, le 23 mai, la mise en place de restrictions de visas à l'encontre de plusieurs officiels. S'il a pris soin de préciser que ces sanctions visaient « tous les acteurs impliqués », aussi bien « des responsables gouvernementaux éthiopiens et érythréens [...] que des membres des forces de sécurité ou d'autres personnes », il ne fait pas de doute que la cible la plus inattendue est l'administration d'Abiy. Pour se justifier, le diplomate américain a accusé les parties visées de n'avoir pris « aucune mesure significative » pour mettre fin aux hostilités dans le Tigré, où la situation – encore floue du fait de l'accès restreint pour les

journalistes et les humanitaires – inquiète de plus en plus.

Sous le feu des critiques d'une partie de la communauté internationale, qui réclame depuis plusieurs mois un cessez-le-feu, le Premier ministre éthiopien a jusque-là semblé imperméable à la pression. Son ministère des Affaires étrangères a d'ailleurs immédiatement réagi au discours d'Antony Blinken en accusant l'administration américaine de s'ingérer dans un conflit interne.

Intérêts sécuritaires

Cette décision traduit un durcissement dans l'approche de Washington vis-à-vis d'Addis-Abeba. Elle intervient après plusieurs mois de mises en garde et d'efforts diplomatiques. Dès le début de son mandat, Blinken avait fait de la situation dans la Corne de l'Afrique l'une de ses priorités, appelant Washington

à « ne pas être absent lorsque des problèmes apparaissent ».

Le fait que les États-Unis soient le premier partenaire majeur de l'Éthiopie à franchir le cap des sanctions ciblées, auxquelles s'ajoutent de « larges restrictions de l'assistance économique et sécuritaire », est significatif à plus d'un égard. D'abord parce qu'Addis-Abeba, au cours de ces dernières années, été un allié incontournable de Washington pour la sécurité régionale, les États-Unis ayant des intérêts stratégiques, diplomatiques et sécuritaires dans plusieurs pays voisins – dont la Somalie et Djibouti, qui héberge sa principale base militaire en Afrique. Ensuite parce que ce géant de plus de 100 millions d'habitants est le principal bénéficiaire de l'aide américaine (Usaid) sur le continent.

Mais l'escalade diplomatique en cours entre Washington et

**Abiy
Ahmed**
– 44 ans –

AVANTAGE

Acteur économique et sécuritaire clé dans la Corne de l'Afrique. Confortable majorité politique.

FAIBLESSE

Instabilité territoriale (multitude de conflits intercommunautaires). Isolement sur la scène internationale.

MISTRULLI/PHOTOGRAFIA/ROPI-REA



Addis-Abeba illustre surtout le revirement de la communauté internationale vis-à-vis d'Abiy Ahmed, loué à son arrivée au pouvoir pour la vague de réformes qu'il a entreprises dès le mois d'avril 2018 et qui lui a valu le prix Nobel de la paix en 2019.

Les sanctions peuvent-elles l'amener à revoir sa position? Une semaine après leur adoption, plusieurs manifestations aux slogans antiaméricains ont été organisées dans la capitale éthiopienne. Dans la foule, certains ont brandi des photos du Russe Vladimir Poutine et du Chinois Xi Jinping, dont l'influence en Éthiopie reste un défi majeur pour Washington, qui a des intérêts économiques à préserver. Une mobilisation significative à l'approche des élections générales du 21 juin, qui devaient permettre à Abiy de consolider sa position. « Le monde entier dit que nous allons nous battre, a-t-il lancé le 16 juin, lors de l'unique meeting qu'il a tenu à Jimma, en Oromia. Mais nous allons leur montrer qu'il en est autrement! »

Si Abiy semble déterminé à faire de la pression américaine un atout pour rassembler sa base, il n'a pour autant pas renoncé à mener bataille sur le front diplomatique. D'importants efforts de lobbying

ont été déployés depuis le début de l'année à Washington, où le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) a longtemps disposé de bons relais auprès de l'administration américaine. Dès février, l'ambassade sur place, dirigée par l'ancien directeur de cabinet d'Abiy, Fitsum Arega, s'est tournée vers le cabinet

Washington accuse Addis-Abeba de n'avoir pris « aucune mesure significative ».

Ventable pour défendre la politique d'Addis-Abeba dans le Tigré. La ministre de la Paix, Muferiat Kamil, a pour sa part engagé, en avril, le cabinet de lobbying américain Holland & Knight pour une mission de six mois.

Cette débauche d'efforts portera-t-elle ses fruits? « Les États-Unis espèrent surtout qu'ils seront suivis dans leur démarche pour

augmenter la pression », explique un diplomate européen en poste dans la région. L'Union européenne (UE) n'a pour l'instant pas franchi ce cap des sanctions ciblées. Après avoir reporté le versement d'une aide de 90 millions d'euros en décembre 2020, puis renoncé à envoyer une mission d'observation pour les élections du 21 juin, elle a agité à la mi-mai la menace de mesures plus lourdes. Son haut représentant, Josep Borrell, a également assuré que ceux qui feraient obstruction au travail des humanitaires devraient « rendre des comptes ».

Mais, pour la communauté internationale, les options sont limitées. « Qu'il n'écoute pas les Européens, les Américains, c'est une chose... Mais il n'écoute même pas ses partenaires africains », soupire un diplomate européen qui a rencontré à plusieurs reprises Abiy Ahmed. Ce qui inquiète d'autant plus qu'une autre échéance périlleuse approche : la seconde phase du remplissage du barrage de la Renaissance, courant juillet. Un dossier sur lequel l'Éthiopie s'oppose à l'Égypte et au Soudan et dans lequel les Américains se sont fortement impliqués. ●

Romain Gras



Antony Blinken

– 59 ans –

AVANTAGE

Grande influence des États-Unis dans la région. Principal bailleur de fonds auprès d'Addis-Abeba pour l'aide au développement.

FAIBLESSE

Risque de recul face à la montée en puissance de la Chine.

ALEX BRANDON/AFP

... je me suis battu pour ma vie

Barthélémy Dias



Condamné à six mois de prison ferme pour coups mortels, le candidat à la mairie de Dakar revient sur ce 22 décembre 2011, quand une fusillade l'a opposé à des nervis envoyés par le parti au pouvoir.

A l'époque, j'étais le responsable des jeunesses socialistes et luttais contre le troisième mandat du président Abdoulaye Wade. Les tensions étaient vives, l'élection s'annonçait mouvementée. Le 22 décembre 2011, en fin de matinée, je me trouvais dans mon bureau, à l'hôtel de ville, lorsque j'ai reçu la visite d'individus envoyés et convoyés par le Parti démocratique sénégalais (PDS), alors au pouvoir. Ils ont encerclé le bâtiment. Comme la mairie se trouve dans une impasse, je ne pouvais pas m'échapper. J'ai appelé la police, qui a tout fait pour les disperser, en vain. Quand j'ai compris que les forces de l'ordre n'arriveraient pas à les faire partir, je suis sorti avec un membre de ma sécurité. J'étais quand même le maire de la commune, je ne pouvais pas fuir devant des voyous ! Et, ce jour-là, j'ai été obligé de me battre pour ma vie.

J'avais une arme à feu et deux armes factices. J'ai peut-être vidé trois ou quatre chargeurs. Ce n'était pas des tirs de sommation, car les personnes en face de moi étaient

armées elles aussi. La fusillade a duré presque une demi-heure. J'aurais pu être touché, mais il faut croire que mon heure n'était pas venue. Et puis les nervis du PDS ont pris la poudre d'escampette.

Aile dure

Je rappelle qu'à l'époque les autorités ne faisaient pas dans la diplomatie. Beaucoup d'hommes politiques avaient eux aussi été attaqués : Alioune Tine, Moustapha Niasse, Ousmane Tanor Dieng... Mais ils étaient allés rendre visite à des papis ! Quand ils sont arrivés chez moi, ils ont trouvé un homme jeune, comme eux. Je savais qu'ils n'étaient pas venus m'apporter un carton d'invitation pour un anniversaire ! Je savais que ce jour arriverait, que je serais agressé tôt ou tard, car mon nom revenait souvent dans les réunions des états-majors et que j'incarnais à leurs yeux l'aile dure de l'opposition. Chez nous, quand on n'a plus d'arguments à opposer, on choisit la force.

Quelqu'un a été touché par balle lors de la fusillade. Au lieu d'être transporté à l'hôpital par ses amis, il a été conduit au siège du PDS.

● ● ●

J'ai vidé trois ou quatre chargeurs. J'étais le maire de la commune, je ne pouvais pas fuir devant des voyous !

L'enquête l'a établi. Je précise que je n'ai pas été agressé par des militants ou des cadres du PDS, mais par de jeunes garçons des banlieues, recrutés moyennant 10 000 ou 15 000 F CFA.

Après, Macky Sall lui-même est venu chez moi, aux côtés de mon père [Jean Paul Dias, son conseiller], pour me défendre et rappeler que cette agression était inadmissible dans un État de droit. J'ai été mis en prison de façon injuste, mes droits ont été bafoués.

Depuis ma cellule, j'ai appelé à voter Macky Sall, mais, avec le recul, je le regrette. On ne s'était pas battus pour ça. J'ai finalement été jugé en 2017, et vous remarquerez que cela correspond au moment où j'ai soutenu Khalifa Sall en vue d'une candidature à l'élection présidentielle. J'ai ensuite été condamné à six mois de prison ferme. Pour le meurtre d'une personne ! Vous connaissez un pays sérieux où l'on condamne quelqu'un à six mois de détention pour un meurtre ? J'ai été condamné pour une peine que j'avais déjà purgée, et c'est pourtant moi qui ai fait appel. Si j'avais été condamné à un seul jour de prison, je l'aurais contesté.

Aujourd'hui, à la veille des élections locales, on agite la menace d'un procès comme une épée de Damoclès au-dessus de ma tête, mais cela ne marchera pas. La seule personne qui ne doit pas participer à un scrutin aujourd'hui, c'est Macky Sall. Moi, je suis en paix avec ma conscience. ●

Propos recueillis par
Marième Soumaré, à Dakar

GUINÉE

Mobilisation et sécurisation des ressources internes



Depuis trois années, la Guinée poursuit la réforme de son système fiscal pour atteindre des objectifs récemment renouvelés dans les contrats de performance de l'administration publique et le pacte de doublement des recettes conclus entre les régions financières et le Ministère du Budget.



Le Président Alpha Condé dans la salle des machines du Port de Conakry



Activités portuaires à Conakry



Le Président Alpha Condé en visite au Port de Conakry

La première étape de la nouvelle réforme de l'administration fiscale guinéenne s'est traduite par la réorganisation de la Direction nationale des impôts et le renforcement des capacités de gestion des contributions fiscales. Notamment, par l'élaboration d'un nouveau Code Général des Impôts (CGI), réalisé par une commission comprenant

des cadres, acteurs du secteur privé guinéen, experts du FMI et Consultants de la Sous-région, qui a procédé à une révision complète du Code actuel. Les travaux qui ont duré plus de deux ans, ont permis de valider le document au niveau des chambres consulaires et autres structures patronales. Ce dispositif en vigueur depuis le mois de janvier 2019, est

LE DÉFI DE L'AMÉLIORATION DES RECETTES

Pour prévenir les risques d'évasion et/ou de fraude fiscale liés aux opérations conduites par les grandes entreprises de certains secteurs, notamment à travers les prix de transfert, le nouveau dispositif prévoit la revue de l'application effective des dispositions fiscales et douanières par les grandes entreprises (exercices 2017, 2018 et 2019). A cet effet, le Ministère du Budget bénéficie de l'assistance technique de l'OCDE, de l'IGF et d'Inspecteurs des Impôts Sans Frontières (IISF). Dans ce cadre, une autre initiative est consacrée à l'approfondissement des niches existant en matière de téléphonie. Car ce secteur joue un rôle important dans la croissance économique. Le nombre d'abonnés mobiles ayant été multiplié par 10 entre 2007 (1,3 million) et 2019 (12,9 millions) et le revenu global déclaré des opérateurs de téléphonie mobile est passé selon l'ARPT de 4173 Mds GNF en 2017 à 5 335 Mds GNF en 2019 (+ 27,8%). La contribution fiscale de ce secteur est aujourd'hui mieux contrôlée car une partie de l'assiette fiscale du secteur qui échappait à l'impôt. Le gouvernement désormais prône une solution logicielle pour assurer en temps réel, un contrôle sur les flux et le volume d'activités déclarées par les opérateurs de télécommunication. Un opérateur est chargé du contrôle des flux financiers au niveau des communications (appels entrants et sortants, SMS, mobile).

renforcé par l'instauration d'un Numéro d'Identification Fiscale Permanent (NIFp). Ce NIFp est exploité par toutes les structures d'échanges d'information (Douanes, Chaîne Dépenses, Marchés Publics, etc.) et permet de maîtriser l'assiette fiscale. Ce code est marqué par la modernisation du paiement par recours au virement RTGS (Real Time Gross Settlement). Cette réforme, offre une meilleure sécurisation des recettes fiscales et une plus grande traçabilité dans le recouvrement des impôts et taxes. Le compte des Receveurs spéciaux des Impôts et de la Douane à la BCRG est ainsi consulté en temps réel par le pool comptable. Désormais, le paiement des impôts, droits, taxes et redevances s'effectue par un virement RTGS. En termes d'avantages, le système se développe par la mise en place d'un portail de téléprocédures fiscales (eTax) <https://etax.gov.gn> qui est en ligne depuis septembre 2020, et offre la possibilité aux entreprises, de remplir leurs obligations de télédéclaration et télépaiement sur Internet. Les résultats des premiers mois d'utilisation sont positifs pour la nouvelle gouvernance : plus de 1 000 entreprises ont ainsi adhéré spontanément au portail et plus de 1 000 milliards de Francs guinéens ont été encaissés en ligne.

**Désormais,
le paiement des
impôts, droits,
taxes et redevances
s'effectue par un
virement RTGS**

LA RÉFORME DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ET DOUANES

La seconde étape du changement concerne la direction générale des douanes qui est renforcée par la restructuration des services



Scanner à rayon X au port de Conakry

centraux et déconcentrés et uniformisation du personnel en un corps unique d'agents paramilitaires. Aujourd'hui, des mesures nouvelles consacrant : l'extension de l'assiette fiscale avec l'adaptation du cadre légal et réglementaire, en application d'un nouveau Code des Douanes, du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO. La signature des Protocoles d'Accord en matière douanière avec certains pays voisins de la République de Guinée dont le Mali et le Sénégal. Le code inclut également la facilitation des procédures douanières et optimisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. À titre d'exemple, le secteur portuaire accroît ses potentialités avec la mise en place et utilisation de scanners à rayon X au port de Conakry (Scanner mobile à conteneurs) et scanner à bagages et à palettes à l'aéroport ou la migration du Sydonia ++ au

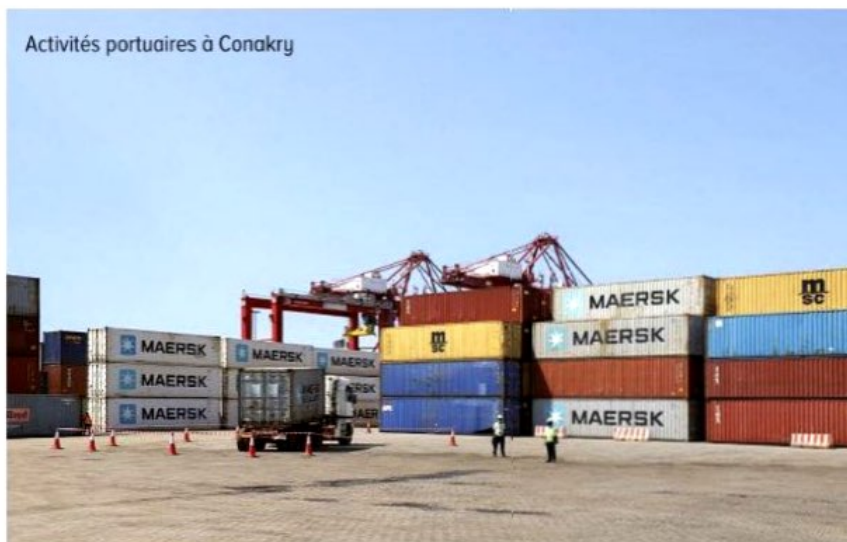
Sydonia world, version plus performante dont le déploiement est fait au niveau des dix bureaux de Douane de Conakry et de quatre Bureaux de province. Et l'établissement d'un guichet unique du commerce extérieur. Les services des douanes

Un contribuable ne peut procéder à une opération d'importation et/ou d'exportation au niveau de la Douane que lorsqu'il est en règle vis-à-vis de l'administration fiscale.

bénéficient également d'un Portail interactif des opérations commerciales et portuaires. Cette plateforme peut être utilisée par l'ensemble des acteurs, y compris le grand public qui souhaite avoir des informations sur le commerce extérieur. Le

site enregistre aujourd'hui, plus de 1 500 adhérents avec près de 500 000 visiteurs. La modernisation des services de douanes implique d'abord la gestion en ligne des domiciliations bancaires et des Déclarations descriptives d'importation - DDI/ déclarations Descriptives d'exportation -DDE . Cette fonctionnalité est régulièrement mise en service en faveur des opérateurs économiques, transitaires, banques, Service DDI/ DDE du Ministère du Commerce et la Douane. Elle permet la soumission et la délivrance en ligne des domiciliations et DDI/DDE. La fonctionnalité de paiement en ligne a été aussi lancée et permet d'acquitter les redevances DDI et DDE en ligne. Cette opération se fait aujourd'hui, en moins de 24 heures avec en moyenne, plus de 200 dossiers traités par jour. Ensuite, La gestion en ligne des Licences d'importation et d'exportation des produits pharmaceutiques instaure une mesure destinée aux grossistes répartiteurs et agents de la Direction Nationale de la Pharmacie et du Médicament du Ministère de la Santé. Ce module permet la soumission, la délivrance et le contrôle en ligne par la Douane des autorisations et visas d'importation de médicaments. Près de 500 demandes ont été traitées à ce jour.

Activités portuaires à Conakry





Marché de Conakry.

La connexion
impôts-douanes Bcrg
permet d'avoir en
temps réel, la position
des encaissements
effectifs.

L'INTERCONNEXION DES DIFFÉRENTES ADMINISTRATIONS

Depuis le mois de janvier 2019, Impôts-Douanes œuvrent en faveur de l'imposition d'une nouvelle assiette fiscale unique : un contribuable ne peut ainsi procéder à une opération d'importation et/ou d'exportation au niveau de la Douane que lorsqu'il est en règle

vis-à-vis de l'administration fiscale. Le croisement de données entre les deux régies est automatique et le blocage peut être systématique pour cette catégorie de déclarant. Cette interconnexion permet d'identifier et d'anticiper sur les obligations fiscales en amont de la création formelle de l'entreprise. L'illustration de ces nouvelles règles se fait par une liaison impôts Apip. La connexion Impôts-

Douanes-BCRG : permet d'avoir en temps réel la position des encaissements effectifs ainsi que des restes à recouvrer pour les receveurs spéciaux des Impôts et des Douanes. Du côté des dépenses : désormais, tout titulaire d'un marché public est tenu d'être à jour au plan fiscal et d'avoir un NIFp sous réserve de blocage de l'exécution du contrat et du paiement de la créance.

LA DIGITALISATION FISCALE

Pour accroître la mobilisation des ressources internes, la Guinée s'est engagée dans la digitalisation de la déclaration et du paiement des impôts : la déclaration et le paiement en ligne des impôts et taxes sont rendus obligatoires pour les grandes et moyennes entreprises depuis respectivement le 1^{er} janvier et le 1^{er} mars 2021. Les mesures d'identification (NIFp) couplées aux mesures de géo localisation qui sont en cours permettent d'améliorer le recouvrement. Comme également, les travaux sur le paiement des impôts par portefeuille électronique à travers eTax finalisés pour les petites entreprises. Le portail de téléprocédures fiscales (Lot 1) qui est disponible depuis septembre 2020. Les autres fonctionnalités services seront déployés dans tous les centres des impôts avant la fin de l'année 2021. Elles permettront le Déploiement eTax et Système d'Administration Fiscale (SAFIG). Et l'Implémentation du module eBilan (télétransmission des états financiers SYSCOHADA) : ce module pourrait être lancé avant janvier 2022 pour toutes les entreprises du Service des Grandes Entreprises de la Direction Nationale des Impôts. D'autres réformes sont envisagées comme : La finalisation de la cartographie des sous-traitants des secteurs Mines et Hydrocarbures et le lancement du plateau de facturation électronique (eFacturation) : l'étude sera réalisée en 90 jours et la plateforme eFacturation prévus pour le mois de juillet 2021. Comme l'introduction du Timbre électronique fiscal (TEF) prévue avant la fin de cette année.



Makhtar Diop

« Au Mali, les investisseurs peuvent promouvoir la paix »

Entre défis climatiques et risques sécuritaires, le directeur général d'IFC (filiale du groupe Banque mondiale) définit les priorités que l'Afrique doit se fixer.

Jeune Afrique : Un navire transportant illégalement des tonnes de déchets en plastique a été saisi au Sénégal en mai. Au Cameroun, en juin, des ONG ont dû nettoyer elles-mêmes le canal du Wouri... Comment les pays africains peuvent-ils relever le défi de la protection de leur environnement ?

Makhtar Diop : Légiférer pour réduire les déchets et améliorer les standards est important, mais insuffisant sans investissements dans les filières de traitement et de valorisation des déchets. J'ai récemment eu une conversation passionnante avec l'acteur hollywoodien Don Cheadle sur la justice climatique. Les premières victimes du dérèglement climatique sont celles qui y contribuent le moins. C'est un fait qu'il faut prendre en compte.

Les négociateurs africains se sont réunis au début de juin, en Égypte, pour préparer la COP 26, qui aura lieu en novembre, en Écosse. Quelles devraient être les priorités du continent ?

Je crois que la crise actuelle a provoqué une prise de conscience collective sur la nécessité de transformer notre façon de consommer et de travailler afin de promouvoir une croissance plus équitable et plus respectueuse de l'environnement. Il faut repenser les investissements établis sur un modèle de croissance obsolète. Je

pense que l'Afrique doit miser sur ses ressources solaires, éoliennes et hydroélectriques pour produire une énergie verte et combler son retard. L'accent doit aussi être mis sur l'adaptation au changement climatique. L'agriculture climatique-intelligente, par exemple, peut aider les pays du Sahel à faire face à leurs énormes défis. Enfin, les emprunts obligataires verts et sociaux peuvent contribuer à financer les investissements nécessaires. Nous sommes d'ailleurs l'une des institutions pionnières en la matière.

Ces dernières années, les acteurs privés avaient accru leurs investissements dans des pays qui sont aujourd'hui en crise, comme le Mali ou l'Éthiopie. Comment les rassurer ?

Il faut insister sur le fait qu'ils ont un rôle fondamental à jouer pour promouvoir la paix et la stabilité. Il faut aussi les accompagner en réduisant les risques auxquels ils font face. C'est l'un des objectifs de la « fenêtre dédiée au secteur privé » que nous avons créée. Au cœur de notre stratégie, il y a l'idée de créer des marchés dans les zones fragiles. L'objectif est que, d'ici à 2030, 40 % de nos investissements soient réalisés dans les pays pauvres, contre 20 % aujourd'hui, un chiffre qui a déjà doublé en dix ans. ●

Propos recueillis par Aurélie M'Bida



CAMILLE VILLERAND POUR JA



Cryptomirage ?

Déjà à la pointe dans le secteur du *mobile banking*, l'Afrique n'a plus peur de l'argent dématérialisé. Il arrive déjà que, confronté à des économies instables et à une inflation parfois galopante, l'argent local soit délaissé au profit de devises occidentales ou de monnaies virtuelles. Alors ajoutez-y le caractère « branché » des cryptomonnaies et le fantasme d'une émission monétaire sans banque centrale et vous obtenez un engouement certain de la part des concepteurs ou des usagers.

Inconstance inquiétante

Les utilisateurs africains de crypto-actifs, ce sont les épargnants de pays économiquement chahutés ou les spéculateurs du dimanche de zones plus stables sur le plan monétaire. Les concepteurs de cryptomonnaie africaine, ce sont notamment des artistes, comme le chanteur

sénégalais Akon, qui a annoncé dès 2018 le lancement de l'akoin, ou le Sénégalais Mansour Ciss et le Canadien Baruch Gottlieb, géniteurs de l'afro, devise aussi militante que virtuelle, à l'effigie notamment de Léopold Sédar Senghor et enrobée d'un discours panafricain.

Selon le journaliste Ijeoma Ndukwe interrogé par la BBC, « le commerce des cryptomonnaies est déjà plus important au Nigeria que presque partout ailleurs dans le monde ». On estime que 9 % des Nigériens et 11 % des Sud-Africains en possèdent.

Pourtant, c'est un vent africain glacial qui souffle, ces dernières semaines, sur le marché de ces devises. Ces derniers mois, la plus ancrée des cryptomonnaies donnait en effet les signes d'une inconstance inquiétante. À la fin de mai, le bitcoin perdait la moitié de sa valeur en quelques jours. Certes, il y a quatre ou cinq ans, il valait à peu

près cent fois moins. Mais la volatilité – favorable ou non – reste préoccupante pour qui veut sécuriser son épargne. Et bien malin l'économiste qui sera capable de prédire si son cours va maintenant grimper ou baisser...

Pirates informatiques

Au caractère erratique de cet objet de spéculation s'ajoutent des risques particulièrement prégnants sur le continent. L'agrément nécessaire à la collecte de l'épargne y est moins contrôlé qu'ailleurs ; des pirates informatiques s'insinuent, par le biais des ordinateurs ou des téléphones portables, au début et à la conclusion des transactions de ces monnaies par ailleurs extrêmement sécurisées ; les assurances spécialisées sont quasiment inexistantes... Un peu d'organisation, de sécurisation et de contrôle pourrait stabiliser le secteur des crypto-actifs en Afrique. ●



LA CHAÎNE DES SÉRIES AFRICAINES

CAPITALES AFRICAINES DAKAR

Du lundi au vendredi à 15H00

A+ EST DISPONIBLE SUR **CANAL+**
À PARTIR DE LA FORMULE ACCESS SUR LE CANAL 31
DISPONIBLE ÉGALEMENT SUR **EASY TV**

a-plus.com

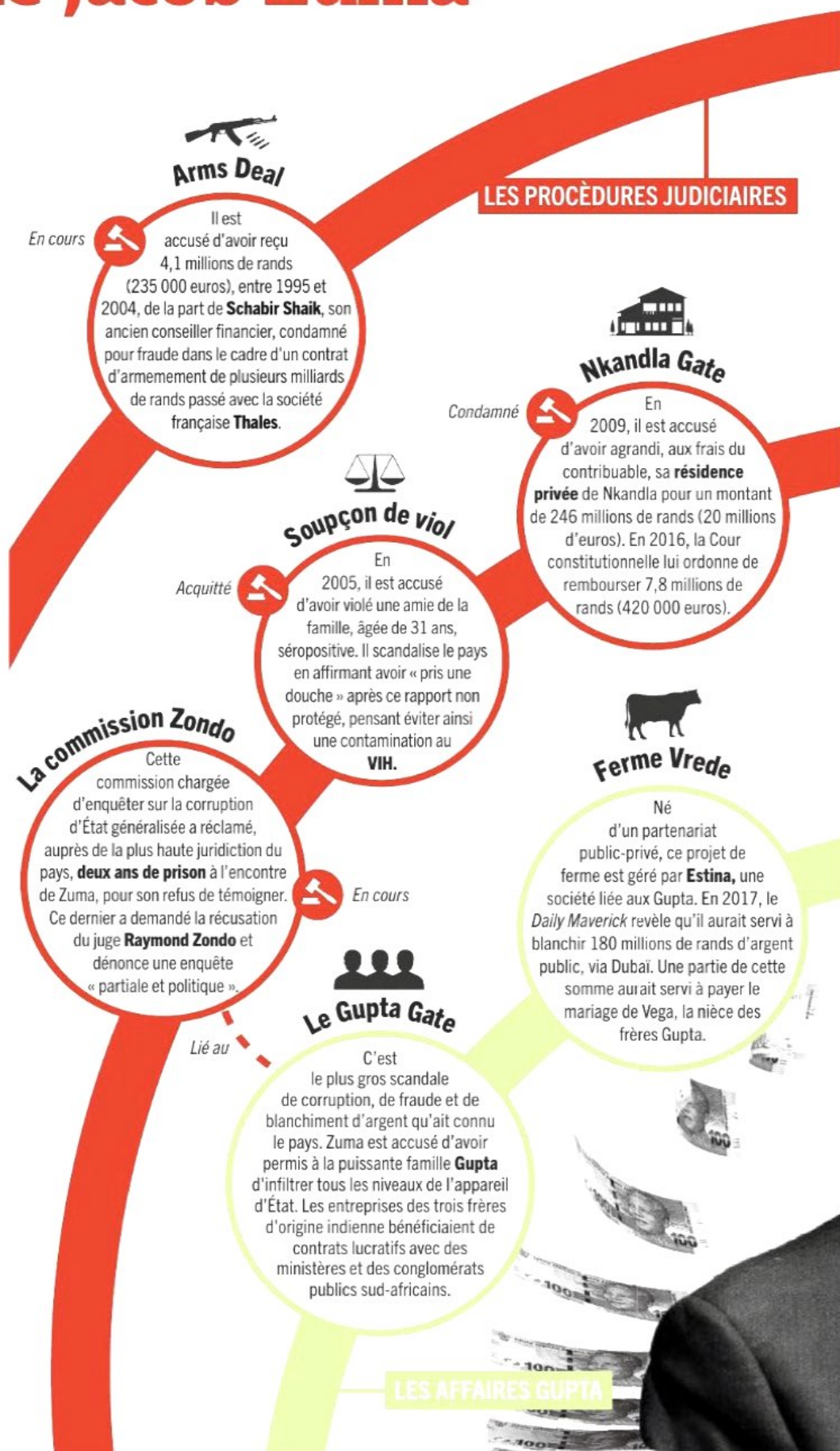


Incorrigible Jacob Zuma

Touché mais pas coulé. Acculé par une myriade de scandales qui ont fini par lui coûter son poste de président au début de 2018, Jacob Zuma n'a toujours pas dit son dernier mot. Depuis vingt ans, Gedleyihlekisa (« celui qui rit en broyant ses ennemis », en zoulou) est devenu maître dans l'art de jouer au chat et à la souris avec la justice sud-africaine. Sa stratégie ? La défense de Stalingrad : retarder les procédures par tous les moyens pour éviter d'avoir à comparaître, s'opposer à tous les arguments du plaignant et faire appel de toute décision qui lui est défavorable. Dernier exemple en date ? Le procès de l'Arms Deal, vieux de vingt ans. Zuma a plaidé non coupable sans ciller, le 26 mai dernier. Ses avocats ont réclamé la récusation du procureur principal, Billy Downer, qu'ils accusent de partialité. Les juges se pencheront sur ses arguments le 19 juillet.

Ramaphosa veut le faire tomber
Depuis son accession au pouvoir, Cyril Ramaphosa livre bataille à son prédécesseur dans l'espoir de le faire enfin tomber. La lutte contre la corruption est la priorité de son gouvernement, mais il ne serait pas mécontent d'être débarrassé de l'encombrante influence de son rival au sein du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir, déchiré par une véritable lutte des clans. Paradoxalement, c'est Zuma lui-même qui – contraint et forcé par l'opinion publique – a mis en place en 2018 la commission Zondo, chargée d'enquêter sur les soupçons de corruption qui pèsent contre l'ancien président. Au cœur de ce faisceau d'accusations, la famille Gupta, mise en cause pour avoir infiltré tous les étages de l'appareil d'État lorsque Zuma était au pouvoir de 2009 à 2018. ●

Marie Toulemonde



LES AFFAIRES



Limogeage de Nene

Le 9 décembre 2015, **Nhlanhla Nene**, le ministre des Finances, est subitement congédié. Il aurait été révoqué pour avoir refusé la renégociation d'un contrat avec la compagnie aérienne South African Airways (SAA), dirigée par **Dudu Myeni**, une amie très proche de Zuma.



Son ami Bozizé

Fin 2012, contre l'avis de son ministre de la Défense, Zuma envoie 200 soldats à Bangui après une attaque des Séléka. L'opposition l'accuse d'être intervenu en raison de son amitié avec **François Bozizé**, le président centrafricain. Le *Mail and Guardian* affirme que cette intervention aurait servi à protéger des intérêts privés de l'ANC dans les ressources minières.



Frais de justice

Grâce à un « chèque en blanc » que lui a remis son prédécesseur, **Thabo Mbeki**, Zuma a utilisé les ressources de l'État pour mener ses batailles judiciaires pendant une décennie. Le montant des honoraires à rembourser est estimé à 11 millions de rands.



Les caisses noires du SAA

Les renseignements sud-africains auraient conduit des opérations destinées à protéger les intérêts de Zuma. Parmi elles, une campagne de lobbying pour garder la tête de l'ANC et discréditer son concurrent, **Cyril Ramaphosa**, ou encore des tentatives pour soudoyer des juges dans des affaires le concernant.



Contrats juteux

Durant le mandat de Zuma, la famille Gupta décroche plusieurs contrats avec des entreprises publiques sud-africaines notamment par le biais d'Oakbay, une entreprise dirigée par **Duduzane**, le fils de Zuma.

Eskom,
South African Airways,
Denel



Ingérence politique

Entre 2015 et 2016, **Ajay Gupta** a rencontré – en présence de Zuma ou de son fils Duduzane – au moins trois personnalités politiques et leur a proposé un poste au gouvernement en échange de décisions favorables à leur business. Toutes ont refusé.



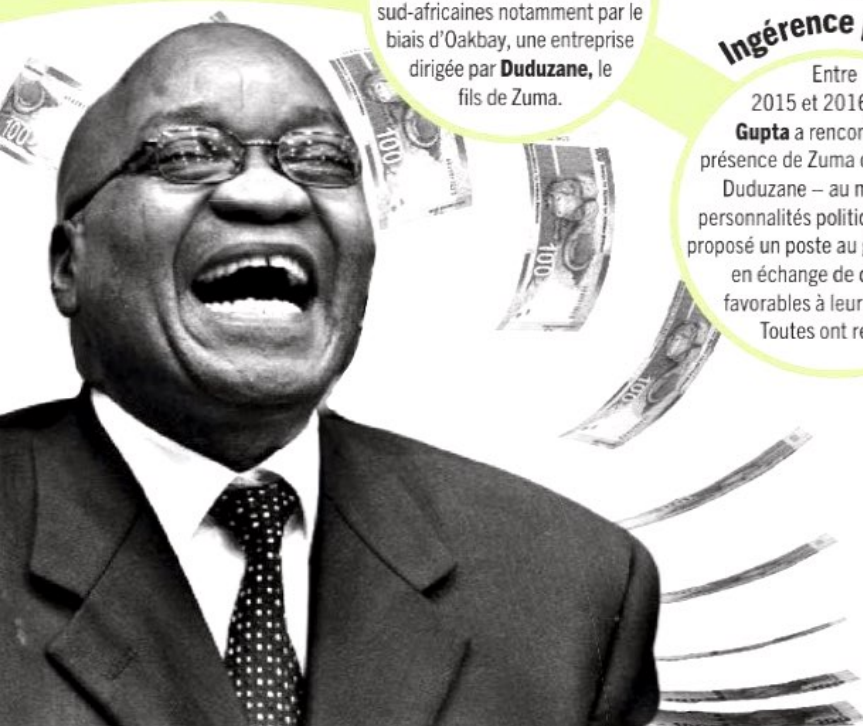
Les dollars de Kadhafi

Le 7 avril 2019, le *Sunday Times* affirme que **Mouammar Kadhafi** aurait remis, avant sa chute en 2011, 27 millions d'euros en espèces à Zuma. Ce dernier les aurait d'abord cachés dans sa ferme à Nkandla avant de les remettre au roi d'Eswatini, Mswati II, ce que les deux concernés démentent fermement.



Le mariage de Vega

En 2013, un jet privé atterrit sans « aucune permission » à Waterkloof (Pretoria) avec 200 personnes venues assister au mariage de **Vega Gupta**. La police escorte les convives jusqu'au complexe touristique de Sun City, où est célébré le « mariage de l'année ».





François Soudan

La fin de la race blanche ?

Populistes africanophobes d'Europe et d'ailleurs, sachez-le : le monde de demain sera de moins en moins blanc et de plus en plus africain. Chercher par tous les moyens à enrayer cette irrésistible tendance, c'est un peu comme vouloir arrêter la mer avec ses bras. Toutes les prévisions démographiques, y compris les plus conservatrices, sont formelles : en 2100, un habitant de la planète sur trois sera originaire d'Afrique subsaharienne, et la population du Nigeria aura dépassé celle de la Chine pour se situer au deuxième rang mondial, juste derrière l'Inde. Dès 2050, dans moins de trente ans, la RD Congo flirtera avec les 200 millions d'habitants (dont 30 millions pour l'agglomération de Kinshasa !), Abidjan comptera 10 millions d'âmes, et les quatre pays du Sahel auront vu leur population globale tripler. Relativement aux autres continents, cette croissance est exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité, nous disent les démographes. Sans doute, à condition de la situer dans son contexte.

Revenons aux chiffres. Même si ce taux baisse régulièrement

depuis la fin des années 1990, c'est en Afrique subsaharienne que la fécondité reste de loin la plus élevée : 4,7 enfants par femme en moyenne, contre 2,4 au niveau mondial. Avec des pics à plus de 5 dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Djibouti, Maurice, le Cap-Vert ont maîtrisé leur croissance démographique, mais ce sont de petits pays. L'Éthiopie, l'Afrique du Sud, le Rwanda font de leur mieux pour enrayer la leur. Et la liste des pays qui, en termes malthusiens, peuvent être considérés comme méritants s'arrête là. Rien d'étonnant dès lors à ce que cette région, qui, au rythme d'accroissement actuel, représentera 35 % de la population planétaire en 2100, soit aussi la plus jeune : 19 ans en moyenne, contre 42 ans en Europe.*

« Hiver démographique »

Mais si notre monde sera de plus en plus africain, c'est avant tout parce que quatre continents sur cinq sont entrés dans ce que le pape François, qui s'en inquiète, appelle « l'hiver démographique ». Presque partout hors d'Afrique subsaharienne, y compris au

Maghreb, le taux de fertilité tend à descendre au-dessous du « *replacement rate* », ce fameux seuil plancher de 2,1 enfants par famille qui assure le renouvellement de la population. Inexorable, cette spirale négative, qui débouchera sur un processus de régression de



En 2100, un habitant de la planète sur trois sera africain, et la population du Nigeria dépassera celle de la Chine.

la population du globe à partir de 2060, avertit la très sérieuse revue *The Lancet*, est déjà à l'œuvre dans tous les pays riches. En Europe et en Amérique du Nord, le taux de fertilité varie entre 1,5 et 2. En Asie, celui de la Corée du Sud est descendu au-dessous de 1, et l'on vend désormais au Japon plus de couches pour adultes que pour bébés. Le cas de la Chine est

significatif. Longtemps objet de fantasmes en Occident et motif de fierté pour le Parti communiste, le statut de pays le plus peuplé du monde dont s'enorgueillit le régime de Pékin ne tiendra pas au-delà de 2030. L'Inde, puis, vers 2090, le Nigeria, dépasseront ce géant vieillissant entré dans un cycle de déclin démographique : de 1,5 milliard d'habitants aujourd'hui, le pays de Xi Jinping pourrait, selon diverses études, dont celle du *Lancet*, régresser jusqu'à atteindre 730 millions à la fin de ce siècle. Face à cette perspective, le bureau politique du PC chinois a décidé il y a un mois d'autoriser les couples mariés à avoir un troisième enfant. Au vu du peu d'enthousiasme soulevé par cette mesure, il est douteux cependant que cela suffise ne serait-ce qu'à enrayer cette tendance.

Dividende

On risque de se perdre en conjectures à égrener la liste des raisons qui font qu'en Chine et partout ailleurs, sauf en Afrique subsaharienne, le désir d'enfants est en chute libre. L'anxiété face à l'avenir, la crainte du chômage et du déclassement, la peur écologique, l'accès aisé à la contraception, le recul de la foi religieuse, d'autres motifs encore, ont eu raison de toutes les politiques d'incitation à la natalité dans les pays nantis ou en voie de l'être. En quinze ans, le gouvernement de Séoul a dépensé 178 milliards de dollars en allocations diverses, congés payés, soins gratuits, crèches, écoles primaires, cadeaux aux familles, bourses d'études et même dons massifs d'iPhones à travers tout le pays pour encourager les naissances. En pure perte. Le taux de fécondité de la Corée du Sud est aujourd'hui de 0,9, le plus faible au monde.

En dehors de l'allongement indéfini de l'âge du départ à la retraite (l'Allemagne envisage de le reporter à 69 ans), la seule

anticipation possible pour les pays du Nord en proie au cauchemar d'une société où les inactifs seront deux fois plus nombreux que les actifs et où les décès surpasseront les naissances est donc de compter sur la persistance de l'apport migratoire, en provenance notamment du seul continent où la dynamique démographique est encore en hausse : l'Afrique. Pour maintenir sa popu-

● ● ●
**C'est précisément
là où l'espérance
de vie est la plus
faible que l'on fait
le plus d'enfants.
Quel paradoxe !**

lation au niveau actuel, l'Europe doit intégrer chaque année entre 2 et 3 millions d'immigrés. Sans le soutien de la surnatalité de ses citoyens d'origine africaine ou domienne, la France serait déjà au niveau de ses voisins du Sud (Italie, Espagne, Portugal) ou de l'Est (Allemagne), où la population stagne et décroît bientôt. C'est un fait : en pure logique capitaliste, les gouvernements européens devraient non pas multiplier les obstacles à l'immigration mais au contraire l'encourager, voire payer des bonus pour cela. D'autant plus que le niveau moyen des candidats à l'émigration en Afrique subsaharienne a évolué depuis une quinzaine d'années : désormais, beaucoup d'entre eux sont instruits et proviennent de pays qui, comme la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Nigeria, ne font pas partie du groupe des États où le revenu moyen par habitant est le plus faible. Cette dernière constatation pose d'ailleurs un problème nouveau, puisqu'elle remet en cause la thèse communément

admise selon laquelle le développement entraînerait mécaniquement une baisse de la propension à émigrer.

Est-ce à dire que le fameux dividende démographique, auquel le continent serait en principe le seul à pouvoir prétendre d'ici à la fin de ce siècle, est une illusion ? Non. Mais un certain nombre de prérequis sont indispensables pour en bénéficier. Le paradoxe qui veut que ce soit dans les pays d'Afrique subsaharienne, là où l'espérance de vie est la moins élevée au monde (61 ans, contre 72) et les indicateurs de développement humain les plus faibles, que l'on fait le plus grand nombre d'enfants n'est pas lié à cet acte de foi et de confiance en l'avenir qu'est souvent la décision de procréer. Dans les foyers les plus pauvres, le besoin de sécurité pour la vieillesse – les jeunes étant censés prendre soin des aînés – et la contribution économique du travail des enfants restent des facteurs déterminants. Plus les niveaux de vie, d'instruction et d'urbanisation sont élevés, plus le taux de fécondité baisse. Pour que l'Afrique retienne cette part dynamique, audacieuse et créative d'elle-même tentée par les chemins hasardeux de l'émigration et qu'elle jouisse de son dividende démographique en dehors des discours convenus de ses chefs d'État, il lui faut donc accompagner la maîtrise de la fécondité par l'éducation, la formation du capital humain et la création d'emplois modernes. Son développement durable et la place proportionnelle à son poids démographique, qu'elle se doit d'occuper dans le monde de demain, sont à ce prix. ●

* L'écart entre l'âge médian de la population africaine et celui de ses dirigeants (62 ans) est le plus élevé au monde. À titre d'exemple, le président camerounais Paul Biya a 88 ans, alors que ses compatriotes ont en moyenne 19 ans. Le Nigérien Buhari 78 ans vs 18 ans, l'Ougandais Museveni 76 ans vs 17 ans, etc.



Julie Owono

Chercheuse au Berkman Klein Center de l'université de Harvard (États-Unis) et directrice d'Internet Sans Frontières.

Twitter vs Buhari, un déni de démocratie ?

Le 1^{er} juin dernier, Twitter supprimait un message dans lequel le président nigérian Muhammadu Buhari menaçait de représailles armées les indépendantistes du Biafra, accusés entre autres d'être à l'origine de l'assassinat de représentants de la force publique. Pour le réseau social, il s'agissait ni plus ni moins d'appliquer les règles de sa plateforme de contenus, qui interdisent de promouvoir la violence contre des individus ou des groupes.

En réaction, les autorités nigérianes suspendaient Twitter pour une période « indéfinie », arguant de la « litanie de problèmes avec [ce] réseau social au Nigeria, où la désinformation et les fausses nouvelles se propagent, avec des conséquences violentes dans le monde réel ». Un vrai pied de nez à la firme américaine : ce sont, mot pour mot, les termes utilisés par l'entreprise pour supprimer le compte de Donald Trump – lequel a d'ailleurs félicité son ancien homologue nigérian. Six mois auparavant, en effet, le 7 janvier, Twitter, Facebook, Youtube (Google), Apple, puis Amazon avaient créé la stupeur

en décidant de bannir de leurs plateformes celui qui était alors président des États-Unis.

Saluées par les uns, décriées par les autres parce qu'elles seraient la manifestation la plus évidente de l'omnipotence des plateformes de contenus, ces décisions, tout comme le blocage de Twitter au Nigeria, témoignent de la complexité des changements qui s'opèrent aujourd'hui dans le monde et des difficultés qu'ils soulèvent. La grande « déplateformisation » de Trump puis la

● ● ●
Les Gafam doivent donner la possibilité aux internautes de se défendre, qu'ils soient président ou simple citoyen.

censure contre Buhari sont en effet les dernières manifestations d'un changement de paradigme amorcé depuis la démocratisation d'Internet, qui force l'humanité

à repenser les rapports entre gouvernants et citoyens.

Jusqu'à la décision du conseil de surveillance de Facebook, les comptes des personnalités politiques bénéficiaient d'un statut et de processus de modération spéciaux. Certes, dans un Nigeria, où, depuis 2019, les autorités tentent de faire passer une loi contre les *fake news* et la haine en ligne dans le dessein inavoué de mieux contrôler l'information, appliquer les mêmes règles pour tous pourrait être une avancée des Gafam. Mais ces géants ont longtemps péché par négligence face à la circulation de contenus haineux, violents et inexacts en Afrique. En tant que directrice d'Internet sans frontières, je m'efforce depuis 2018 de mettre en garde ces entreprises contre leur propre turpitude, et le risque de retour de bâton. Par ailleurs, la modération de contenus ne doit pas se faire derrière les portes closes du bureau du fondateur de l'entreprise. Ces décisions concernent notre liberté d'expression.

Absence de sécurité juridique

L'heure est donc à la transparence. Les entreprises doivent expliquer pourquoi elles suppriment des contenus, et doivent donner la possibilité aux utilisateurs de se défendre, qu'ils soient président ou simple citoyen. À ce jour, Twitter ne semble pas avoir publié une explication détaillée de la violation des règles identifiée dans le tweet du président Buhari. Et celui-ci, semble-t-il, n'a pas pu contester la décision du réseau social. Cette absence de sécurité juridique est antidémocratique.

De véritables discussions doivent s'ouvrir au Nigeria, comme partout en Afrique, sur la modération des contenus en ligne, ses principes et ses limites. Faire l'économie de tels débats serait transformer les citoyens africains en grands perdants de l'affrontement entre leurs gouvernements et leurs réseaux sociaux préférés. ●



Estelle Maussion

Journaliste à Jeune Afrique

Insoucis d'argent

de patrimoine l'avaient fait à la fin de 2020, selon l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite. Cette insouciance manifeste vis-à-vis de ceux qui en théorie tiennent les cordons de la bourse montre bien qu'ils ne tiennent pas grand-chose. Qui paie, commande... sauf à Bamako, semble-t-il.

Ne pouvant suspendre leur mobilisation sous peine d'asphyxier le pays ni avoir la garantie de la bonne utilisation de leurs fonds, les bailleurs sont en outre sommés par les exécutifs depuis les capitales occidentales de poursuivre les décaissements au nom de la lutte contre le terrorisme... Quitte à fermer les yeux, voire à se boucher le nez.

Avec le Mali, les bailleurs de fonds ne savent pas sur quel pied danser.

Cette impuissance quasi « voulue » arrive peut-être à ses limites. La Banque mondiale a annoncé au début de juin « une pause temporaire » – « et non une suspension », a-t-elle insisté – de ses décaissements, la deuxième après celle intervenue en août 2020 : dans les deux cas en application des politiques de la banque face aux « gouvernements de facto ».

Surtout, la Commission européenne avait bloqué, en mai, 38 millions d'euros d'appui budgétaire prévus au titre de l'année 2020 pour non atteinte des objectifs conjointement fixés. Une autre incarnation de la non regrettée « aide liée » ? Peut-être, mais les autres méthodes n'ont pas l'air de mieux fonctionner. Après tout, on ne peut se voiler la face qu'un certain temps seulement avant de « se prendre un mur », comme dit l'expression populaire. ●

« **L**e fort engagement des autorités en faveur des réformes et leur mise en œuvre résolue seront la clé du succès, et pourraient également contribuer à débloquent le soutien supplémentaire des bailleurs de fonds. » Sans les sous-titres, impossible de savoir si les équipes du Fonds monétaire international (FMI) croient réellement à cette « analyse » de la situation du Mali lorsqu'elles l'utilisent pour justifier le décaissement de 57 millions de dollars d'aide en mars dernier. Cela intervient sept mois après le coup d'État contre Ibrahim Boubacar Keïta et moins de sept semaines avant « l'auto-putsch » de la junte contre Bah N'Daw.

D'une certaine façon – et là est le cœur du problème –, qu'ils aient cru ou non aux « réformes », que pouvaient bien écrire d'autres représentants du FMI ? Avec le Mali, les bailleurs de fonds ne savent pas sur quel pied danser. Une réalité que les autorités au pouvoir à Bamako – en civil ou en armes – connaissent depuis bien longtemps et qui n'en finit pas d'exaspérer les spécialistes de l'aide au développement.

Officieusement, ils sont plusieurs à plaider pour des réponses plus musclées. « Ce rapport du FMI est un scandale.

Le ton des équipes durant la revue était beaucoup plus critique sur l'évaluation fiscale et la question de l'évaporation de l'aide », explique un membre d'une institution de développement européenne à Bamako. Fort bien. Mais pourquoi ne pas porter ces critiques sur la place publique ? Ce n'est pas comme si les insuffisances de la gouvernance au Mali étaient un secret.

Depuis la crise de 2012, la communauté internationale ne cesse de répondre présent. Après un pic à 2,2 milliards de dollars en 2013, l'aide multilatérale se maintient depuis à environ 1 milliard de dollars chaque année. À titre de comparaison, le budget 2020 du Mali était d'environ 4,2 milliards de dollars.

Impuissance « voulue »

Sur la majorité des indicateurs socio-économiques, de l'amélioration des services de base à la lutte contre la corruption en passant par le redressement des sociétés publiques, les résultats ne sont pas au rendez-vous. « Les autorités redoublent d'efforts pour améliorer la gouvernance, la transparence et l'environnement des affaires », assure pourtant le rapport du FMI. Mais les faits sont têtus : moins de un sixième des fonctionnaires censés effectuer une déclaration

Félix Tshisekedi

« J'ai une vision pour mon pays, je veux la concrétiser »

Ses relations avec Joseph Kabila, le cas Vital Kamerhe, l'avenir de l'Union sacrée, la présidentielle de 2023... Désormais débarrassé de son partenaire de coalition, le chef de l'État congolais se retrouve en première ligne. En visite à Goma, dans l'Est, il a répondu aux questions de JA. En exclusivité.

Au palais de l'Élysée, à Paris, le 12 novembre 2019.



HAMILTON/POOL/ABACA

PROPOS RECUEILLIS PAR MARWANE
BEN YAHMED, ENVOYÉ SPÉCIAL À GOMA

F

Félix Tshisekedi est désormais un homme pressé. Six mois après l'annonce formelle de sa rupture avec Joseph Kabila, le chef de l'État a maintenant les mains libres, avec un gouvernement de 56 membres investi au Parlement à une écrasante majorité (410 députés sur les 412 présents) ainsi que le contrôle de l'Assemblée et du Sénat. En lieu et place de l'intenable attelage que formaient Cap pour le changement (Cach) et le Front commun pour le Congo (FCC), une mégacoalition à la dénomination lyrique, l'Union sacrée, improbable cocktail composé de son propre parti, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), d'alliés de la première heure comme l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, de transfuges du FCC, mais aussi des formations de deux poids lourds de l'opposition, Ensemble pour la République, de Moïse Katumbi, et le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba.

Un retournement de situation inimaginable il y a seulement quelques mois, à une époque où la plupart des observateurs expliquaient que Tshisekedi pouvait déjà s'estimer heureux d'avoir été élu et qu'il était condamné à se contenter d'un rôle honorifique de chef d'État aux allures de reine d'Angleterre ou de marionnette de Joseph Kabila. Patiemment, discrètement, « Fatshi », comme l'appellent ses partisans, a tissé sa toile, placé ses hommes, notamment au sein de l'armée et des services de renseignements, prenant soin de ne jamais heurter de front son partenaire et laissant volontiers ses adversaires le sous-estimer. Il faut toujours se méfier de l'eau qui dort...

Revers de la médaille, le chef de l'État est désormais en première ligne et, à deux ans et demi de la fin de son mandat, il doit assumer seul la responsabilité de ses succès comme de ses échecs. Outre la gageure que représente la maîtrise d'une majorité aussi hétéroclite et

volatile, nombreux sont les écueils qu'il aura à surmonter. À commencer par le financement de l'ambitieux programme présenté aux députés par son Premier ministre, Sama Lukonde Kyenge, lors de son discours de politique générale, dont le coût est estimé à 12 milliards de dollars par an (9,9 milliards d'euros), soit 36 milliards à mobiliser d'ici à 2023. Ou la situation sécuritaire, en particulier dans l'est du Congo, qu'il s'est engagé à régler lors de la tournée effectuée dans le Nord-Kivu et en Ituri, deux provinces où l'état de siège a été décrété au début de mai. Sans parler des attentes immenses formulées par plus de 80 millions de Congolais, lassés des promesses sans lendemain de leurs dirigeants.

Félix Tshisekedi, qui vient de fêter ses 58 ans, nous a reçu le 20 juin, en milieu de matinée, dans sa résidence de Goma, sur les bords du lac Kivu. Un entretien d'un peu plus d'une heure au cours duquel il n'a éludé aucun sujet, a officialisé sa

Les couples
Tshisekedi
et Kamerhe,
le 10 janvier
2019, lors
de l'annonce
des résultats
de l'élection
présidentielle.

TRÉSOR KIBANGULA/JA





«

Joseph Kabila n'est pas mon ennemi. Mais, comme dans un couple, lorsque l'on n'est plus en accord sur les principes qui ont fondé une union, il faut se séparer, voilà tout.

»

candidature à la présidentielle de 2023 et a tenu à remettre de nombreuses pendules à l'heure, notamment à propos de Vital Kamerhe ou de Joseph Kabila. Il fallait s'y attendre, « Fatshi » n'a plus une minute à perdre.

Jeune Afrique : Le 6 décembre, à l'issue des consultations politiques que vous aviez lancées, vous avez annoncé la fin de la coalition FCC-Cach, qui liait la plateforme de votre prédécesseur, Joseph Kabila, à la vôtre. Quelles sont les vraies raisons de cette rupture ?

Félix Tshisekedi : Il y avait entre nous une trop grande divergence de vues, tout simplement. Nous n'étions pas d'accord sur plusieurs sujets que j'estime fondamentaux, tels que l'indépendance de la justice ou la transparence – indispensable selon moi – dans la gestion des affaires de l'État. Nous nous sommes battus dans le passé pour ces idéaux, et il était inconcevable que nous y renoncions.

Lorsque j'ai constaté que les actes que je posais pour réformer la magistrature, l'un des piliers de l'État de droit, faisaient l'objet de toutes les manœuvres possibles et que certains cherchaient à ruiner nos efforts, j'ai

compris que nous n'avions rien en commun. Tout ce que nous nous étions dit au départ, pour défendre un même programme et une même vision, n'était finalement que de la poudre aux yeux.

Avez-vous conservé des relations avec Joseph Kabila ?

Bien sûr. Nous nous sommes même récemment appelés pour nos anniversaires respectifs : nous sommes tous les deux nés en juin, lui le 4 et moi le 13. Joseph Kabila n'est pas mon ennemi. Mais, comme dans un couple, lorsque l'on n'est plus en accord sur les principes qui ont fondé une union, il faut se séparer, voilà tout.

Vous êtes désormais à la tête d'une autre coalition, l'Union sacrée. Quelle est la stratégie de cette vaste majorité, qui ressemble à un attelage pour le moins hétéroclite ?

L'Union sacrée n'est pas une nouvelle formation politique ni une nouvelle plateforme. C'est une union de bonnes intentions, ce qui peut expliquer l'hétérogénéité de ses composantes. J'ai invité la classe politique à me rejoindre dans cette union-là sur la base des principes que je défends : la sécurité des populations, surtout dans l'Est ; l'amélioration du quotidien des Congolais ; la lutte contre la corruption, etc. L'Union sacrée a été créée pour nous permettre de mener les réformes attendues jusqu'à la fin de mon mandat. Pour le reste, nous aviserons au moment des élections [prévues en 2023]. Nous évoquerons alors d'éventuelles coalitions, ainsi que les programmes et les ambitions des uns ou des autres. Aujourd'hui, c'est le temps de l'action, pas celui des calculs politiques.

Au sein de cette Union sacrée se trouvent inévitablement de futurs adversaires lors des prochaines élections, comme Moïse Katumbi ou Jean-Pierre Bemba...

Certes, mais où est le mal ? Cela ne me gêne absolument pas, en tout cas tant que nos accords sont respectés et que nous nous consacrons à notre mission. L'une des raisons qui

nous ont poussés à la rupture avec le FCC, c'est justement le fait que leur objectif était de me faire échouer pour pouvoir placer l'un des leurs en 2023. Pareille logique, basée sur la seule défense de petits intérêts personnels au détriment de ceux de la population, ne pouvait qu'être sanctionnée. Je n'accepterai jamais que la RD Congo soit prise en otage par ses hommes politiques.

Votre premier allié et ancien directeur de cabinet, Vital Kamerhe, est en prison depuis avril 2020. Il a été condamné en appel à treize ans de « travaux forcés » pour corruption et détournements de fonds, mais

irresponsables au sein de son parti jouent avec le feu, je le déplore, mais je sais qu'il ne laissera pas longtemps cette situation prospérer et qu'il les rappellera à l'ordre pour que notre coalition survive à l'épreuve de sa condamnation.

Quel est l'impact réel de la pandémie de Covid-19 sur l'économie congolaise ?

Il est très négatif. Les pays comme le nôtre ont besoin de quiétude, de concentration et de confiance pour mener leurs réformes, lutter contre les antivaleurs, mobiliser davantage de recettes et répondre aux attentes de la population. Hélas, cette pandémie nous a désorientés en nous contrai-

«

Il n'y a pas l'ombre d'une discordance entre Vital et moi. Je n'ai manipulé personne pour qu'il se trouve là où il est aujourd'hui. Il peut en témoigner.

»

son parti, l'UNC, dénonce un procès politique et menace de quitter la coalition. Le craignez-vous ?

Je vais être très clair, car tout et n'importe quoi a été dit sur cette affaire : il n'y a pas l'ombre d'une discordance entre Vital et moi. Je n'ai fait aucun calcul et n'ai manipulé personne pour qu'il se trouve là où il est aujourd'hui. Si quelqu'un peut témoigner de ma sincérité, c'est bien lui. Le reproche que je peux accepter, à la rigueur, de la part de certains de ses partisans, c'est de ne pas être intervenu pour empêcher la justice de faire son travail. Mais cela va à l'encontre de mes principes.

J'ai entendu que certains disaient qu'il était devenu un adversaire politique, mais c'est totalement faux : lui et moi avons discuté à plusieurs reprises d'une seconde candidature me concernant. Il était d'accord et il était prêt à s'effacer. C'est moi, d'ailleurs, qui lui disais : « Écoute, Vital, politiquement, il est trop tôt pour se prononcer. Tu le feras, mais pas maintenant, cela ne sert à rien. »

Vital et moi, mais aussi nos proches, formions une famille unie. Quelques

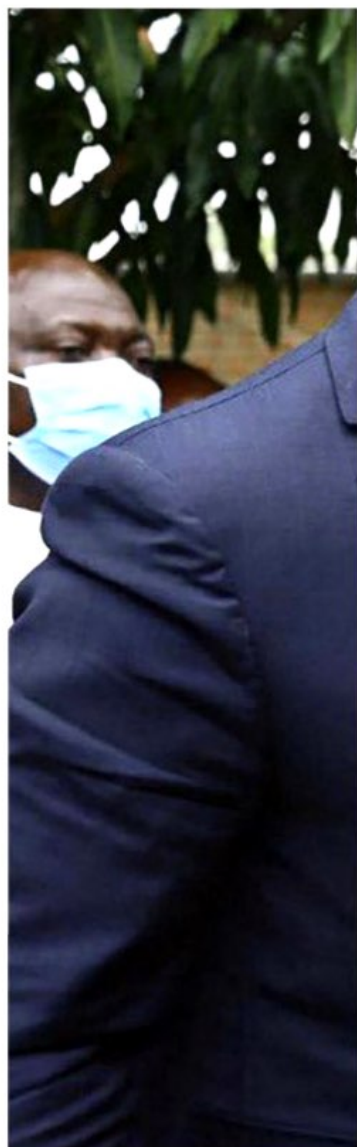
gnant dans l'urgence à revoir l'affectation de nos ressources et nos priorités. Heureusement – et j'en remercie les institutions financières internationales ainsi que le président Macron, qui nous a réunis à Paris en mai –, des facilités nous ont été accordées. Cela a été un véritable bol d'air qui nous a permis de faire face. Sur le plan sanitaire, même si nous n'avons pas connu la même déflagration que d'autres continents, il y a aujourd'hui des raisons de s'inquiéter quand on observe la troisième vague et sa virulence. Nous n'avons même pas vacciné 10 % de notre population et nous avons besoin de plus de doses. Nous demandons davantage d'efforts de la part de nos partenaires pour qu'ils nous fournissent ces vaccins, mais aussi pour que l'on nous permette de les produire sur le sol africain.

Vous avez fait de la lutte contre la corruption l'une de vos priorités. Deux ans et demi après votre arrivée au pouvoir, les fruits ont-ils passé la promesse des fleurs ?

Il y a des progrès, mais le chemin reste encore très long. La corruption,

dans notre pays, c'est presque un mode de vie ou une seconde nature depuis des décennies. Mettre fin à un tel fléau, aussi profondément enraciné, ne peut se faire en deux ans et demi ni même en un mandat.

Le premier chantier consiste déjà à l'extirper de nos institutions, afin qu'elles soient crédibles et exemplaires. On a vu, avec le refus du Sénat de lever l'immunité de l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo, pourtant accusé de détournements de fonds, qu'il y avait encore beaucoup de travail. C'est indécent et cela donne à penser qu'il y a plusieurs catégories de citoyens. Ceux qui doivent répondre à la justice et





PRÉSIDENT RD CONGO

En tournée dans l'Est, il était le 22 juin à Beni, dans le Nord-Kivu, l'une des deux provinces dans lesquelles l'état de siège a été décrété, au début de mai.

ceux qui peuvent y échapper. Vital Kamerhe, lui, ne s'est pas dérobé.

Le Ceni et sa composition sont encore l'objet de vives critiques, sans parler des questions qui se posent sur son budget et ses réels moyens. Pouvez-vous garantir aux Congolais que les élections générales prévues en 2023 se tiendront à bonne date ?

Bien malin celui qui pourra le garantir. Mais précisons les choses : le retard pris dans la désignation des membres de la Ceni n'a rien à voir avec moi. Rappelez-vous que, l'année dernière, c'était l'une des raisons de la crise entre le FCC et nous.

C'est moi qui avais demandé aux différents acteurs, dont l'Église, des pistes de réflexion pour mener à bien la réforme de la Ceni. Je les attends toujours ! Le FCC menait un processus totalement opaque pour imposer son candidat à sa tête, Ronsard Malonda, et cela avait provoqué d'importantes manifestations dans tout le pays. J'ai pris mes responsabilités et suis intervenu pour mettre fin à ces manœuvres détestables.

Cela fait plus de trente ans que mon parti, l'UDPS, se bat pour l'instauration d'un État de droit et pour des élections libres. Ce n'est pas pour cracher aujourd'hui sur la mémoire de tous ceux qui ont lutté en ce sens,

parfois au prix de leur vie ! Ce que je peux vous garantir, c'est que je souhaite les élections le plus transparentes possible et que nous allons régler les problèmes de la Ceni. Mais ce sont ses membres qui vont nous dire si les délais pourront être tenus ou non. S'ils sont respectés, tant mieux. S'ils ne le sont pas, tout le monde le verra et s'accordera sur la suite.

Serez-vous candidat ?

J'ai le droit de faire deux mandats, pourquoi m'arrêtera-t-on en chemin ? J'ai une vision pour mon pays, je veux la concrétiser. Si le peuple accepte de m'accorder ce second mandat, je →



KENNY KATONBA BUTUNKA / REUTERS

Joseph Kabila, en août 2018. « Je lui avais fait part de mon intention de gracier Eddy Kapend », affirme le chef de l'État.

→ poursuivrai ma mission. Et après, je passerai la main.

Êtes-vous favorable au rétablissement d'une présidentielle à deux tours ?

Absolument. Des présidents qui sont élus avec 30 % ou 40 % des voix, ce n'est pas un gage de légitimité. Le seul problème, c'est le budget, qui doit, peu ou prou, être doublé. Cela dit, ce n'est pas moi qui décide, c'est l'Assemblée nationale.

Vous effectuez une longue tournée dans l'Est, où les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont en état de siège depuis début mai. L'insécurité et les groupes armés y règnent depuis des lustres. Qu'avez-vous retenu de vos visites à Goma, Bukavu, Beni ou Bunia ?

Une mafia qui ne dit pas son nom sème la terreur pour pouvoir continuer à faire sa loi et à s'enrichir de ses petits et grands trafics. Il y a plusieurs catégories de personnes qui profitent de ce chaos, dont des responsables publics. J'ai décrété l'état de siège et désigné des administrateurs militaires, qui seront mes yeux et mes oreilles auprès des populations, afin de mettre un terme à cette tragédie. Nous opposerons à cette mafia la force de l'État et nous l'éradiquerons.

C'est pour cela que nous renforçons les capacités de nos forces de sécurité et de nos services de renseignements. Et nous réussissons, c'est une question de mois !

Doit-il, selon vous, y avoir un nouveau procès des assassins présumés du défenseur des droits de l'homme Floribert Chebeya et de son chauffeur Fidèle Bazana ?

Bien sûr, tant que les parties lésées ne se sentent pas rassurées par les verdicts qui ont été prononcés [en 2011 et 2015]. D'après ce que je sais, parce qu'il y a eu des arrestations et des développements récents, un nouveau procès serait souhaitable. Mais c'est l'affaire de la justice, pas la mienne.

Savez-vous où se trouve aujourd'hui le général John Numbi, soupçonné d'avoir commandité l'assassinat de Chebeya ?

Non. Sinon, il serait entre les mains de la justice.

Vous avez pris une décision hautement symbolique, en janvier dernier, en gracieant Eddy Kapend et les autres personnes condamnées pour l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila. C'était là un sujet particulièrement sensible pour Joseph Kabila.

L'avez-vous consulté avant de prendre cette mesure ?

Nous en avons discuté, oui, depuis longtemps d'ailleurs. Je lui avais fait part de mon intention de les gracier et, contrairement à ce que certaines personnes peuvent penser, il était d'accord.

La question du rapatriement de la dépouille de Mobutu a-t-elle progressé ?

Je respecte trop les familles pour leur imposer quoi que ce soit. Comme dans le cas de Patrice Lumumba, que nous sommes en train de gérer à la demande des siens, c'est à ses proches de prendre la décision de rapatrier sa dépouille. Le jour où la famille Mobutu en exprimera le souhait, je m'investirai à fond pour les y aider et pour que la cérémonie soit grandiose. Il mérite l'hommage de la nation.

Vous assumez la présidence de l'Union africaine depuis le mois de février. Quels sont les principaux chantiers que vous souhaitez voir mis en œuvre ?

Ils sont nombreux. D'abord, ceux qui sont relatifs au thème retenu cette année, le patrimoine, l'art et la culture africains. C'est-à-dire renouer avec notre identité, retrouver notre patrimoine et notre culture pour pouvoir donner un sens au fait d'être africain. Aujourd'hui, nous sommes dominés par le monde entier parce que nous n'avons plus de socle sur lequel nous pouvons nous appuyer et nous définir.

Il y a ensuite la jeunesse. L'Afrique a cette force dont aucun autre continent ne dispose, cette jeunesse qui, pour moi, est une chance inouïe. Au lieu de la gaspiller, de la laisser risquer sa vie en Méditerranée ou sous d'autres cieux, nous devons investir en elle, lui garantir un avenir. Autre défi : le combat pour l'autonomisation des femmes. Partout où la femme a pu s'émanciper et être l'égale de l'homme, les sociétés ont progressé. Elles jouent un rôle prépondérant, mais il n'est pas reconnu, encore moins facilité.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, la question de l'intégration. L'Afrique doit commercer avec l'Afrique, créer et partager en son sein ses propres richesses. Il n'y a qu'ainsi que nous pourrions échapper au joug

qui nous est imposé par plus puissants que nous. Tous les projets qui vont en ce sens, pour nous relier les uns aux autres, sont fondamentaux. Je suis allé récemment en Zambie pour l'inauguration d'un pont qui la relie au Botswana. Nous avons nous-mêmes des projets similaires avec l'Ouganda ou le Congo. Les temps changent...

Comment évoluent vos relations avec Paul Kagame ? On a assisté à un net réchauffement au début de votre mandat, puis à certaines tensions, notamment avec la très vive réaction de votre homologue rwandais au fameux « Rapport Mapping » de l'ONU et à la campagne menée par Denis Mukwege en faveur de la création d'un tribunal international sur les crimes commis au Congo...

Elles sont excellentes. Je pense que cette maladresse du président Kagame, et je le dis volontairement ainsi, c'est du passé. Nous en avons parlé tous les deux, le sujet est clos. Je peux comprendre son irritation, mais le « Rapport Mapping » a été réalisé par des experts. La meilleure manière de se défendre aurait été de le contredire de manière lucide et étayée, pas de crier au complot. Ce qui m'importe, en tout cas, c'est l'avenir de nos relations. Être en paix avec nos voisins et développer avec eux des projets qui bénéficient à nos populations, accroître les échanges entre nous. Le reste n'a que très peu d'intérêt, je ne suis pas quelqu'un de conflictuel.

Le dossier du barrage de la Renaissance est la source de graves tensions entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan. Vous tentez une médiation à haut risque. Êtes-vous confiant ?

Je dois diriger prochainement une conférence du bureau des présidents de l'Union africaine, à laquelle ces trois pays sont conviés. Les discus-

Monusco est la bienvenue en RD Congo.

En quelques mots, quel bilan faites-vous de votre action à mi-mandat ?

J'ai suscité l'espoir, malgré les circonstances et les bâtons dans les roues. Maintenant, il faut transformer l'essai.



La Monusco n'est pas ici pour nous nuire. Elle est la bienvenue en RD Congo.



sions progressent. J'ai effectué il y a quelques semaines une tournée à Addis-Abeba, au Caire et à Khartoum, les retours étaient vraiment encourageants. Nous sommes sur la bonne voie, et je n'ai aucune raison de douter d'une issue heureuse à ce dossier sensible.

La Monusco est confrontée à de nombreuses critiques au sein de la population. Cette méfiance est-elle justifiée ?

Je ne le crois pas. La Monusco n'est pas ici pour nous nuire. Bien sûr, comme partout, il a pu y avoir des brebis galeuses et, sans doute, des erreurs de communication. Il faut que nous mettions sur la table tous nos problèmes de manière transparente et que nous joignons nos efforts. Il n'y a qu'en travaillant ensemble que nous allons rétablir la confiance. La

Avez-vous évolué au contact du pouvoir ? Être opposant est une chose, diriger un pays comme la RD Congo en est une autre. La confrontation avec la réalité a-t-elle modifié votre perception de départ ?

Fondamentalement, je n'ai pas changé. En revanche, ma détermination à lutter contre les antivaleurs que sont la corruption, le mensonge, la cupidité ou le vol a décuplé. Je ne pensais pas, en toute franchise, que le mal était aussi profond. Il faudra du temps, beaucoup de temps, pour changer cela.

Comment, compte tenu de l'ampleur de la tâche, voyez-vous objectivement l'avenir de la RD Congo ? Disons dans dix ans...

Si nous parvenons à poursuivre ce qui a été commencé et, surtout, à nous mettre tous d'accord pour pouvoir agir concrètement – mener les travaux d'infrastructures qui nous permettront de relier tous les coins du Congo, capitaliser sur nos minerais, prendre langue avec les investisseurs de ce secteur pour leur faire comprendre que nous voulons un partenariat gagnant-gagnant –, si nous faisons plus d'efforts pour encadrer notre jeunesse, lui mettre le pied à l'étrier et lui donner des perspectives, je pense que dans une dizaine d'années on parlera autrement de la RD Congo. En bien, c'est-à-dire comme d'un pays qui exploite enfin son immense potentiel au bénéfice du plus grand nombre. ●



Lors de l'entretien, à Goma, le 20 juin.

Visitant la Grande Mosquée Cheikh-Zayed, à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, le 4 septembre 2018.



MAHMOUD KHALED-AFP



JEAN- YVES LE DRIAN

Business famille patrie

Le **patron du Quai d'Orsay** a-t-il fait jouer ses réseaux et son entregent pour favoriser les intérêts de son fils et des entreprises de sa région d'origine, la Bretagne ? D'Abou Dhabi à Bamako en passant par Paris, enquête sur un ministre VRP.

VINCENT DUHEM ET MATHIEU OLIVIER

Sous le soleil d'Abou Dhabi, un étrange véhicule attire les regards. Avec ses six roues motrices tout-terrain et ses deux portes avant ouvertes qui laissent entrevoir un cockpit à la pointe de la technologie, l'engin a des allures d'insecte des sables. Autour de ce dangereux scarabée doré, équipé de deux mitrailleuses légères, l'étrange ballet du commerce d'armement bat son plein. Des représentants de Renault Trucks Defense vantent les mérites de leur coléoptère géant. Des militaires en treillis insistent sur l'intérêt de son camouflage en zone désertique. Quelques Français en costume se sont quant à eux réfugiés un peu plus loin, sous la protection climatisée du hall d'exposition, où lance-roquettes chinois, blindés biélorusses et fusils d'assaut américains se disputent la vedette.

En cette fin du mois de février 2015, Jean-Yves Le Drian a fait le déplacement. Pour le ministre de la Défense de François Hollande, l'International Defence Exhibition & Conference (Idex), le plus important salon d'armement du Moyen-Orient, est un rendez-vous à ne pas manquer. Lorsqu'il débarque à Abou Dhabi, le patron de la sixième armée du monde (300 000 hommes environ) a une nouvelle fois mis le paquet : le pavillon tricolore est le deuxième le plus imposant chez les Européens (derrière l'Allemagne mais devant le Royaume-Uni). Des légionnaires du 2^e régiment étranger de parachutistes ont été réquisitionnés pour faire la démonstration de leur équipement. Jean-Yves Le Drian a endossé ses habits de représentant de commerce. Tout sourire, il se comporte à Abou Dhabi, où il se rend déjà pour la neuvième fois en tant que ministre, comme s'il était chez lui, sur un marché de Bretagne. Poignées de mains et tapes dans le dos, l'ancien édile sait y faire. Quelques pas derrière : un jeune homme discret, qui n'a que 31 ans.

Fine moustache et barbe de quelques jours, Thomas Le Drian détonne un peu dans cet aréopage d'industriels plus âgés, de militaires à la retraite et d'acheteurs émiratis. Peu le connaissent. Officiellement, il n'exerce aucune fonction auprès de son père. Diplômé de l'Institut supérieur de commerce de Paris en 2008, il a certes été contrôleur de gestion chez le fleuron français du transport maritime CMA-CGM pendant un an, de juin 2006 à juin 2007, mais il a ensuite poursuivi sa carrière comme consultant chez KPMG Advisory (janvier 2008-décembre 2012), avant de devenir conseiller de Jean-Pierre Jouyet, avocat et haut fonctionnaire proche de son père et intime de François Hollande, à la direction générale de la puissante Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Tout sourire, poignées de main et tapes dans le dos, le ministre français se comporte à Abou Dhabi comme s'il était chez lui, sur un marché de Bretagne.

À la CDC, il s'est alors orienté vers l'immobilier, au sein de la Société nationale immobilière (SNI, devenue CDC Habitat en 2018). Quand il arpente les allées de l'Idex d'Abou Dhabi, Thomas Le Drian est directeur de cabinet du président du directoire de la SNI, André Yché. Ce dernier a été directeur adjoint du cabinet d'Alain Richard, ancien ministre de la Défense du président Jacques Chirac, mais la présence du fils de Jean-Yves Le Drian à Abou Dhabi n'a malgré tout rien à voir avec la SNI, qui s'occupe de la politique de logement social de l'État français. « On savait que Thomas avait un poste officiel dans l'immobilier, mais aussi un rôle officieux dans les affaires, où le carnet d'adresses de son père était essentiel », se souvient un participant français de l'Idex.

Quelle était la raison de la présence de Thomas Le Drian à Abou Dhabi ? *Jeune Afrique* a bien entendu posé la question – ainsi que quelques autres – à l'intéressé. Mais nos interrogations sont restées sans réponse. Alors que nous avions transmis notre message, le

1^{er} juin dernier, via le réseau social LinkedIn (réseau sur lequel nous étions en relation depuis plusieurs mois sans communiquer), le profil de Thomas Le Drian nous est brusquement devenu inaccessible. Canal coupé et silence radio. Interrogé par *Jeune Afrique* dans le cadre de cette enquête, Jean-Yves Le Drian nous a fait savoir que la présence de son fils tenait à des « raisons personnelles » et que celui-ci ne faisait pas partie de la délégation officielle et n'avait participé à aucun autre déplacement que celui d'Abou Dhabi en neuf années de présence à la Défense et

au Quai d'Orsay. Une image de l'Idex 2015, dont l'existence nous avait été suggérée par un connaisseur ouest-africain du milieu de la défense et que nous avons pu retrouver après quelques semaines de recherche, avait pourtant attiré notre attention. À gauche : un quinquagénaire aux fines lunettes, Mohammed Ben Zayed Ben Sultan (MBZ), prince héritier et ministre de la Défense d'Abou Dhabi. Face à lui, lui serrant la main avec un grand sourire : Thomas Le Drian.

Une société aux contours vagues

Entre les deux hommes, Jean-Yves Le Drian joue les médiateurs, visiblement fier de présenter son héritier à celui de la famille Al Nahyane, qui règne sur Abou Dhabi, le plus riche des sept Émirats arabes unis. Le ministre français a-t-il saisi l'occasion d'une visite aux Émirats pour faire profiter son fils de son carnet d'adresses ? MBZ, qui a lui-même présenté



Jean-Yves Le Drian présentant son fils Thomas (à dr.) au prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed Ben Zayed, à l'Idex 2015, dans la capitale émiratie.

sa famille à son homologue français lors de l'édition précédente, en 2014, s'est-il brusquement intéressé à la politique de logement social de la CDC ? S'agissait-il d'une simple poignée de main de courtoisie ? Thomas Le Drian a choisi de ne pas nous répondre. « Personne ne posait vraiment de questions, se souvient un industriel présent en 2015. Jean-Yves Le Drian est très discret. Un jour, lors d'une visite, son fils a commencé à lui parler affaires dans une voiture. Le ministre l'a coupé en lui disant de faire attention aux oreilles indiscretes et qu'il ne fallait être sûr ni du chauffeur ni de l'hôtel. »

Mais les « oreilles indiscretes » sont légion, que ce soit au Moyen-Orient ou en Afrique, où la présence de Thomas Le Drian ne saurait passer longtemps inaperçue. Plusieurs sources nous ont ainsi confirmé que le fils du ministre s'est peu à peu lancé dans des activités de conseil en rapport avec le Golfe et sur le continent africain. « Tout le monde imagine la main de Jean-Yves Le Drian derrière lui. En Afrique, on le voit un peu comme un « Papa-m'a-dit » », nous explique un homme d'affaires familier des réseaux d'affaires franco-africains (ou françafricains). La référence à Jean-Christophe Mitterrand, surnommé ainsi par *Le Canard enchaîné* dans les années 1980, n'est pas, a priori, des plus flatteuses. Depuis le début de l'année 2020, Thomas Le Drian a quitté le cocon de la CDC, où il travaillait depuis sept ans. Gérant de l'entreprise Kaïros Feeling, basée dans les Hauts-de-Seine (Île-de-France), il a fondé avec Edwin Racine, un

ami ayant longtemps travaillé pour la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), la société Build-Up, dont il est aujourd'hui le directeur général.

Les contours de cette entreprise, « détaillés » dans des statuts dont *Jeune Afrique* s'est procuré la copie, sont assez vagues. Build-Up, enregistrée au registre du commerce de Rennes, a pour objet « la réalisation de toutes prestations de consultants, de conseil, de services, d'apporteurs d'affaires, d'assistance et d'accompagnement auprès de toute entreprise et tout véhicule d'investissement quel que soit leur domaine d'intervention, auprès des particuliers ainsi que de tout organisme public ou parapublic, notamment en matière immobilière, d'investissement ou stratégique, ainsi que la négociation de tous types de contrats ». Quelles sont donc les prestations exercées par Thomas Le Drian ? Là encore, l'intéressé a préféré ne pas répondre. Selon nos sources, le jeune Breton n'a toutefois pas délaissé le secteur de l'immobilier et partage son activité entre l'Île-de-France et la région Bretagne. Mais son champ d'action se limite-t-il au logement ? Visiblement non. Voici quelques mois, Thomas Le Drian a participé à plusieurs rendez-vous ayant pour thème les secteurs français de la défense et de la sécurité. Dans les discrets bureaux parisiens des entreprises françaises, où anciens militaires, espions de toujours et jeunes loups de la Macronie se côtoient sans forcément s'apprécier, le fils de ministre a même disposé d'un partenaire de choc : Bernard Squarcini,

l'ancien patron de la Direction centrale du renseignement intérieur française (DCRI), de 2008 à 2012, reconverti dans les affaires, notamment en Afrique. Étrange tandem que celui formé par un ancien chef espion familial de la Corsafrique et un jeune homme d'affaires biberonné aux réseaux de centre gauche bretons.

Contacté par *Jeune Afrique*, Bernard Squarcini a confirmé connaître Thomas Le Drian. Selon l'ancien commissaire des Renseignements généraux, cadre des réseaux Sarkozy né au Maroc, ils se seraient rencontrés par l'intermédiaire d'une connaissance commune voici « moins d'un an », alors que le plus jeune exerçait des activités « dans l'immobilier en Île-de-France et en Bretagne ». Mais la relation ne serait pas allée plus loin. En tout cas officiellement. Car, selon les informations recueillies par *Jeune Afrique*, les deux hommes se connaîtraient en réalité depuis plusieurs années et ont déjà été en contact bien avant l'année 2020. D'après un témoignage recueilli par l'une de nos sources auprès de l'un des deux intéressés, Thomas Le Drian et Bernard Squarcini collaborent au minimum depuis l'année 2016. À l'époque, François Hollande est en perte de vitesse. Pénalisé par une courbe du chômage qu'il ne parvient pas à inverser, il est en mauvaise posture à un an d'une présidentielle à laquelle il n'a pas encore renoncé à se présenter. Dans son propre camp, un certain Emmanuel Macron fourbit ses armes, et un autre cadre de la majorité ne fait plus mystère de ses ambitions, en la personne du Premier ministre, Manuel Valls. Ce dernier le sait : l'Afrique est un passage obligé pour un présidentiable. Valls n'y est pas particulièrement à l'aise, préférant le terrain sécuritaire français, mais il met en place ses réseaux, notamment en Afrique de l'Ouest, et s'active sur le terrain médiatique, se confiant même longuement à *Jeune Afrique* en septembre 2016.

Discrétion et renvoi d'ascenseur

« Les réseaux Le Drian et Squarcini se sont rapprochés à cette époque pour contrer la montée en puissance de Manuel Valls en Afrique, qui ne plaisait ni à François Hollande ni à Emmanuel Macron », explique notre source auprès du duo. L'aventure présidentielle de Valls, à qui Jean-Yves Le Drian s'était déjà opposé en 2013 alors que le Catalan souhaitait réduire le budget de la Défense, tournera court. Mais le tandem a-t-il continué à fonctionner ? Bernard Squarcini nie cette version des faits, s'en tenant à une unique rencontre, quasi fortuite, avec son cadet, tandis que Thomas Le Drian, contacté le même jour,

s'est muré dans le silence. Seulement, malgré toute leur discrétion, les deux hommes réapparaissent bel et bien ensemble sur les écrans radars au début de l'année 2021. Il n'est alors plus question d'immobilier, qu'il soit parisien ou breton. En ce premier trimestre de 2021, la pandémie de Covid-19 a fermé les restaurants et compliqué les déjeuners d'affaires. Mais le business continue de tourner, en particulier dans un secteur de la défense qui ne fonctionne jamais mieux que dans des pièces sécurisées, où les téléphones portables sont bannis. Thomas Le Drian et Bernard Squarcini comptent bien profiter de cette discrétion. Le discours, tenu lors d'une réunion courant 2021 et dont JA a eu connaissance, est rodé : le Squal, comme chacun surnomme Squarcini, met en avant ses réseaux issus de la DCRI et évoque son expertise dans le domaine de la sécurité, via l'entreprise Kyrnos, qu'il a fondée lors de sa reconversion dans le privé. Thomas Le Drian, lui, n'a pas besoin de beaucoup en dire. Son patronyme parle pour lui.

À leurs interlocuteurs, les deux hommes proposent de faire jouer leur entente. Ils se disent disposés à faire la promotion de l'entreprise qui les accueille auprès de Jean-Yves Le



Thomas Le Drian dispose d'un partenaire de choc : Bernard Squarcini, ex-patron de la DCRI, le contre-espionnage français.



CHRISTOPHE PETITTESSON/AFP

D'autres entreprises ont-elles bénéficié des services du tandem ? Dans un milieu où la grande muette est omniprésente, le silence est resté d'or. Et le Breton dispose en outre d'une cote de popularité non négligeable, y compris depuis qu'il a pris la direction du Quai d'Orsay, en 2017.

Expert ès ventes d'armes

Dans le milieu des affaires, chez les grands industriels français et les géants de l'armement, Jean-Yves Le Drian est une valeur sûre. Et pour cause : la vente d'armes, il s'y prépare depuis 2006. À l'époque, la gauche n'est pas encore au pouvoir, et Ségolène Royal s'apprête à affronter Nicolas Sarkozy. Le Breton vient de décider de ne pas se présenter de nouveau aux législatives de 2007 et de se consacrer à sa région. Mais l'ancien secrétaire d'État à la Mer n'entend pas se couper de Paris. Lors d'un déjeuner – « Chez Françoise », près de l'Assemblée nationale – avec Cédric Lewandowski, conseiller au Parti socialiste qui deviendra son directeur de cabinet, Le Drian évoque la nécessité de rester attentif à des opportunités gouvernementales. Lewandowski – franc-maçon du Grand Orient comme son futur patron – suggère la Défense. Le Breton, qui a commencé à travailler en tant que député au sein de la commission Défense de l'Assemblée dès 1978, acquiesce.

Pour l'ancien maire de Lorient, le domaine militaire est une évidence. Né dans cette ville d'après-guerre en ruines, il s'est formé politiquement au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne, dont ses parents sont militants, et a grandi au contact de l'arsenal de la ville, qui a longtemps produit les navires de combat de la République française. La guerre et l'industrie. En 2006, ces deux piliers deviennent l'alpha et l'oméga de son ambition ministérielle, que quatre hommes se chargent de concrétiser : Lewandowski, évidemment, l'énarque François Roussely, son futur conseiller spécial Jean-Claude Mallet (aujourd'hui directeur des affaires politiques chez Total) et l'ancien officier de l'armée de terre Jean-Michel Palagos. Ce groupe, baptisé Sémaphore, prépare officiellement les éléments de langage de la candidate Royal sur la défense. Mais il travaille en réalité pour Le Drian, qui multiplie déjà les rencontres avec les industriels et les militaires. Cela paie : en 2007, le Breton est appelé par Nicolas Sarkozy, qui a battu Royal, et travaille à un gouvernement d'ouverture. Le socialiste refuse. Il patientera cinq ans de plus, jusqu'à l'élection de François Hollande. Mais le travail de Sémaphore, qui se réunit environ une fois par mois autour d'une bonne table durant le quinquennat de Sarkozy, a porté ses

Drian. La technique est loin d'être nouvelle : dans un milieu où chacun tente de faire son trou, l'accès direct au meilleur vendeur d'armement de France (*dixit* l'industriel Serge Dassault en 2016) n'a pas de prix. Les deux hommes ne réclament officiellement rien en échange, si ce n'est de la discrétion et une promesse non formulée d'un futur renvoi d'ascenseur lors d'un autre contrat. « C'est fréquent dans le milieu des apporteurs d'affaires. Un carnet d'adresses, c'est une possibilité de rendre des services à quelqu'un et de s'en faire un obligé dans l'optique d'un futur marché », résume un fin connaisseur du milieu. Thomas Le Drian a-t-il durablement quitté le secteur de l'immobilier ? Selon nos informations, son nom est actuellement associé à l'entreprise de sécurité numérique Idemia, basée en France et née de la fusion de Morpho et d'Oberthur Technologies, au point que Thalès, concurrent attitré de cette dernière, s'en agace aujourd'hui ouvertement. Quant à son duo avec Bernard Squarcini, il en a décontenancé plus d'un. « Squarcini passe encore, car il a une expertise dans la sécurité. Mais Thomas Le Drian est censé être dans l'immobilier. Tout ce qu'il a, ce sont les réseaux de son père. Et puis c'est étrange de voir les réseaux de droite de Squarcini se mêler à ceux de centre gauche des Le Drian », confie une source dans le milieu.

Avec les présidents français Emmanuel Macron et malien Ibrahima Boubacar Keïta, dans un véhicule militaire, à Gao, au Mali, le 19 mai 2017.

fruits. De l'avis de tous, Le Drian est devenu l'un des meilleurs connaisseurs du système militaro-industriel français, en particulier au sein d'une gauche française où l'utopie antimilitariste a encore ses adeptes. Grâce à son Comité ministériel des exportations de défense (Comed, piloté par Lewandowski), il fait passer le montant des ventes d'armes françaises de 4,8 à 16 milliards d'euros lors de ses trois premières années à l'Hôtel de Brienne (*Le Phénomène Le Drian*, Les Éditions du coin de la rue, 2016). Pour les industriels de la défense, le VRP breton fait figure de champion. Un statut largement assumé par l'intéressé, qu'il a continué à endosser après son passage à l'Europe et aux Affaires étrangères, en 2017, où il a embrassé sans rechigner le concept de « diplomatie économique » vanté par l'un de ses prédécesseurs, Laurent Fabius.

S'il y a bien un endroit où la parole de Le Drian pèse, c'est en Afrique, particulièrement francophone. Quand il prend ses fonctions à la Défense, il ne connaît pourtant pas plus que ça ce continent où la France possède ses plus importantes bases militaires. Il y multiplie les déplacements, bénéficie de ses réseaux bretons et socialistes, et s'érige peu à peu en une figure incontournable du petit monde de la FrancAfrique. Celui que l'on surnommait lors du mandat de François Hollande « le ministre de l'Afrique » est reçu comme un chef d'État,

tutoie la plupart des dirigeants du continent qui connaissent ses liens forts avec Hollande, apprécient ce politique pragmatique, « à l'ancienne », et lui font une confiance quasi aveugle. Au point qu'un maître escroc franco-israélien, imitant sa voix à la perfection, parviendra à piéger au téléphone quelques chefs d'État du continent afin de leur extorquer de l'argent en guise de contribution au soi disant paiement de la rançon d'otages français au Mali. Quand Jean-Yves demande, on ne dit pas non. Alors on se plie en quatre pour obtenir ses faveurs, quitte parfois à lui rendre quelques services. Et le regretter par la suite.

« Quel ingrat ! »

Dans l'Airbus qui l'emmène ce 30 juin 2018 à Nouakchott, où doit se dérouler le 31^e sommet de l'Union africaine (UA), Ibrahim Boubacar Keïta rumine. Le chef de l'État malien n'a pas digéré les propos tenus par Jean-Yves Le Drian à son égard. « Dans les accords d'Alger, il y a tout ce qu'il faut pour retrouver la paix au Mali et plus globalement au Sahel. Encore faut-il avoir la volonté politique de traduire ces accords dans la réalité. Ce n'est pas encore le cas, je souhaite que ce le soit après l'élection présidentielle. S'il y a un message à faire passer au président [malien] – à celui-là ou un autre, je n'ai pas à prendre

En grande conversation avec, de g. à dr., les présidents Ali Bongo Ondimba (Gabon), Denis Sassou Nguesso (Congo), Macky Sall (Sénégal) et Mahamadou Issoufou (Niger), lors d'un sommet de l'UA, à Nouakchott, le 2 juillet 2018.



LUDOVIC MARIN/AFP

parti dans un processus électoral –, aux candidats, c'est de faire en sorte qu'ils s'engagent solennellement pour la mise en œuvre des accords d'Alger », a lancé le chef de la diplomatie française en marge d'un déplacement à Stockholm.

Nous sommes à quelques semaines du scrutin, et, en prenant connaissance de cette déclaration, IBK se sent définitivement lâché par Paris. Il fulmine. « Quel ingrat ! » lance-t-il, en parlant de Le Drian, à l'un de ses plus proches collaborateurs. Les deux hommes se connaissent pourtant bien. Ils se sont rencontrés à Paris en 2013. Mais leur relation, d'abord sans nuage, s'est progressivement tendue. Lorsque le chef de l'État malien retrouve ses pairs dans la capitale mauritanienne, le hasard des agendas présidentiels fait qu'Emmanuel Macron, le président français, doit lui-même effectuer une visite en Mauritanie les 2 et 3 juillet. En marge du sommet de l'UA, il doit s'entretenir avec Mohamed Ould Abdelaziz et prendre part à une réunion de travail avec les dirigeants du G5 Sahel.

Arrivé le 1^{er} juillet à midi, Macron participe illico à un déjeuner à huis clos avec les chefs d'État présents. IBK est l'un d'entre eux. Assis à côté du sénégalais Macky Sall, il n'a pas décoléré : il lance une pique remarquée au président français. Repu, chacun retrouve ensuite sa délégation, mais Emmanuel Macron n'a pas vraiment apprécié la remarque de son aîné. Le cadet demande des explications. « Cela ne t'était pas destiné. C'était pour Le Drian », répond le chef de l'État malien, qui se tourne ensuite vers l'intéressé breton, le regardant droit dans les yeux : « Quand c'est pour me demander un service, ce n'est pas la même histoire. » Les quelques personnes qui assistent à cette scène inhabituelle dans le monde si souvent feutré de la diplomatie s'interrogent. Mais que veut-il bien vouloir dire ? Ibrahim Boubacar Keïta fait en réalité référence à un épisode bien précis. Il concerne l'obtention, en 2015, du marché de la fabrication des passeports biométriques maliens par la société française Oberthur Technologie, devenue Idemia. Depuis 2001, c'est la Canadian Bank Note (CBN, une société canadienne) qui est chargée de leur confection. Mais son contrat arrive à échéance à la fin de l'année 2014. Les dirigeants d'Oberthur, qui ambitionnent de s'implanter au Mali depuis plusieurs années, se positionnent rapidement et bénéficient d'un important lobbying de l'État français.

« Quand c'est pour me demander un service, ce n'est pas la même histoire », lance IBK à Jean-Yves Le Drian en le regardant droit dans les yeux.

À la fin de 2013, l'ambassadeur français à Bamako, Gilles Huberson, est reçu par Ibrahim Boubacar Keïta au palais de Koulouba. Il n'y va pas par quatre chemins : il serait de bon goût que le dossier d'Oberthur soit étudié avec bienveillance, dit-il au président malien. IBK n'est pas particulièrement surpris par la démarche. Il l'est en revanche un peu plus quand le dossier Oberthur est cette fois abordé directement par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, et ce, selon nos sources, à plusieurs reprises au cours de l'année 2014. « Le Drian y tenait tellement qu'il a mentionné l'engagement militaire français au Mali lors des négociations, expliquant que les soldats des deux pays mourraient ensemble au front. Il était déjà arrivé que Hollande demande d'aider les entreprises françaises, mais jamais de manière si insistante. Alors on s'est posé des questions. Le président n'avait rien contre les Canadiens, il était d'abord réticent à changer », raconte l'un des plus proches collaborateurs d'IBK. Mais l'axe Paris-Bamako fonctionne à plein, et l'issue apparaît inéluctable. « Finalement, le président a cédé », conclut notre source.

Dossier « verrouillé »

Informé du non-renouvellement du contrat de la Canadian Bank, Ottawa tente malgré tout de s'accrocher à son bien. Son ambassadeur à Bamako, Louis de Lorimier, s'en émeut à deux reprises devant le ministre de la Sécurité, Sada Samaké, aujourd'hui décédé. Il s'étonne notamment qu'aucun appel d'offres n'ait été lancé pour renouveler le marché. Rien n'y fait. « Les autorités maliennes se sont contentées de prendre acte de mes démarches », raconte le diplomate. Selon un ancien de l'entreprise, le français Thalès (à l'époque concurrent d'Oberthur) a également tâté le terrain pour se positionner, mais a rapidement fait demi-tour : « On nous a fait comprendre que le dossier était verrouillé », explique notre source, qui précise que « le montant des commissions (fixé à 3 % du montant global chez Thalès à l'époque) était aussi trop élevé ».

Une convention de collaboration est finalement signée en janvier 2015. Contrairement à l'accord avec la Canadian Bank, c'est désormais Oberthur qui vend directement les passeports et non l'État malien. « Les passeports fournis par les Français étaient de meilleure qualité mais considérablement plus chers. On est passé du simple au double », précise une source au ministère de l'Économie et des Finances ayant travaillé sur le dossier à partir de janvier 2015. Un dossier brûlant : le contrat Oberthur fait en effet jaser dans la presse malienne, qui pointe du doigt le rôle du

ministre de la Sécurité et va jusqu'à l'accuser de corruption. Dans les couloirs du palais de Koulouba, on se veut plus pragmatique : au vu de l'engagement militaire français dans le pays, impossible de faire autrement. « Tous les gouvernements font du plaidoyer pour les entreprises de leur pays. Cela n'a rien d'exceptionnel ni de répréhensible », juge un important ministre d'IBK. Certains avancent tout de même une autre raison susceptible d'expliquer l'intérêt prononcé de Le Drian pour un contrat qui n'entre pas en théorie dans ses attributions de ministre de La Défense : Oberthur n'est pas une simple société française, mais un fleuron de la région Bretagne, si chère à Jean-Yves Le Drian. Spécialisé dans la production de billets de banque et de documents sécurisés, son principal site de production se situe près de Rennes. L'hypothèse bretonne explique-t-elle l'activisme du ministre français ? « C'est ce qu'on m'a dit quand j'ai pris mes fonctions », tranche un ancien ministre d'IBK. Contacté, le ministre français des Affaires étrangères réfute : s'il admet avoir conseillé à l'État malien de se doter d'un système moderne de documents sécurisés, il affirme ne jamais avoir mentionné Oberthur ou une autre entreprise à quelque interlocuteur que ce soit.

Avec Jean-Yves Le Drian, le lobby breton tient son meilleur représentant, au point d'être parfois accusé de pratiquer une sorte de préférence régionale. Sous son impulsion, Safran, spécialiste de l'aéronautique basé à Fougères et plus important employeur de ce coin breton, a bénéficié de deux importantes commandes d'avions de l'Égypte. Le ministre suit également l'évolution de Sabena Technics, implantée à Dinard et spécialisée dans l'entretien d'aéronefs, notamment africains. Thalès, Naval Group, ou encore Arquus (l'ex-Renault Trucks Defense, qui faisait sa promotion à Abou Dhabi en 2015 et qui équipe nombre d'armées africaines) ont également toutes des sites de production en terres bretonnes.

Le Drian n'a en outre jamais hésité à côtoyer le fameux Club des trente, un cercle créé en 1988 et rassemblant le gratin du patronat breton, soucieux de se réunir pour influencer les décisions prises à Paris. Vincent Bolloré et François Pinault y ont leur rond de serviette, bien que leur envergure soit en réalité suffisante à elle seule pour influencer le monde politique de Paris. Le Drian y

Sous son impulsion, Safran, spécialiste de l'aéronautique basé à Fougères, en Bretagne, a bénéficié de deux importantes commandes d'avions de l'Égypte.

Le Drian et nos chefs d'État

Le moment est solennel en ce 21 mai 2019, à Amdjarass, à quelque 1300 kilomètres de N'Djamena, dans l'Ennedi-Est, la province natale d'Idriss Déby Itno. Ce dernier assiste aux funérailles de son frère cadet, Timane, loin de la capitale tchadienne. Également présent dans le fief du futur maréchal du Tchad – sans être passé par N'Djamena, où l'attendait pourtant l'opposition –, Jean-Yves Le Drian est venu rendre visite au chef de l'État le plus important de la sous-région pour la diplomatie et l'armée françaises. Officiellement, il est là pour rappeler l'attachement de la France à la tenue rapide d'élections législatives. Mais, chez le ministre

des Affaires étrangères, les relations d'État à État ont souvent tendance à se confondre avec des liens plus personnels.

Le Drian, qui est déjà venu plusieurs fois discrètement à Amdjarass, présente ses condoléances à celui qu'il a parfois présenté comme son frère africain. Les deux hommes sont de la même génération et entretiennent une véritable amitié. Ils sont également tous deux francs-maçons, ce qui ne fait que renforcer leur proximité. Et puis le Breton est comme ça : volontiers familier et chaleureux, au point que certains le trouvent parfois trop « sans gêne ». Avec les chefs d'État, il manie sans vergogne le tutoiement – certes comme beaucoup d'hommes

politiques français. Parfois très décontracté dans un salon de réception officiel, il peut détonner dans le protocole parfois guindé des palais du continent.

Francs-maçons

Franc-maçon initié au Grand Orient de France (à Lorient, en 1982), Le Drian a d'autant plus de facilité à mettre en avant sa fraternité avec les chefs africains que nombre d'entre eux partagent son obédience : Ali Bongo Ondimba, Denis Sassou Nguesso – lequel a initié Idriss Déby Itno et François Bozizé –, Faustin Archange Touadéra, Faure Gnassingbé ou encore Alpha Condé, avec qui la relation s'est toutefois nettement dégradée depuis les prises de position

françaises réticentes par rapport au troisième mandat du Guinéen, en 2020. « Le Drian a un côté bonhomme, un peu chiraquien, et joue sur les réseaux francs-maçons et socialistes », résume un habitué des voyages du ministre français. « Mais certains le trouvent parfois trop familier avec les présidents ou se plaignent d'un double langage entre Paris et l'Afrique », poursuit notre source. Souvenir de son passage au ministère de la Défense, où il défendait farouchement l'honneur de l'armée française sur le dossier du génocide des Tutsi, ses relations sont en tout cas assez fraîches avec le Rwandais Paul Kagame. En outre, s'il a été proche du socialiste

entretient surtout d'excellents rapports avec le milliardaire Louis Le Duff (Brioche dorée, Del Arte, Bridor), à qui il a décerné la légion d'honneur en 2012, et a pu croiser au sein du Club Jean-Pierre Le Roch (Intermarché, aujourd'hui décédé), Daniel Roullier (Groupe Roullier), Claude Guillemot (Ubisoft) ou encore Brice Rocher. Ce petit-fils d'Yves Rocher, fondateur du groupe de cosmétique très présent en Afrique, a d'ailleurs vu son directeur de cabinet, Pierre Roussette, recevoir l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur en janvier 2020, à Vannes, des mains du ministre des Affaires étrangères.

L'Afrique, un débouché « essentiel »

Le « duc de Bretagne » a également régulièrement fréquenté l'Institut de Locarn, un discret centre de prospective économique créé en 1991 (où s'active également Louis Le Duff). L'Institut, rebaptisé Keréden cette année, s'est notamment donné pour mission de « fédérer les Bretons du monde entier pour qu'ils participent activement à l'essor économique de la région ». Un credo que Jean-Yves Le Drian ne peut que partager. Si le Keréden est classé à droite (il a longtemps été animé par le patron de TFI, Patrick Le Lay), et a été décrit comme

une « officine indépendantiste et nationaliste », le socialiste n'a jamais rechigné à y faire des apparitions. En 2004, il y a prononcé un discours devant près de 300 décideurs bretons, aux côtés de Pierre Méhaignerie ou de François Goulard, cadres régionaux de l'UMP de Nicolas Sarkozy.

Chiffre révélateur : entre 2012 et 2015, selon son agenda officiel, Jean-Yves Le Drian a effectué 153 déplacements en province en France, dont 53 pour la seule Bretagne. Lorsqu'il était ministre de la Défense, deux membres de son cabinet étaient également directement affectés aux affaires bretonnes, et le patron de l'hôtel de Brienne réunissait aussi régulièrement les parlementaires de sa région à son ministère ou participait souvent aux réunions de Bretagne commerce international (BCI). Le 12 janvier 2018, à Rennes, alors qu'il effectue une énième visite sur ses terres, le ministre n'y va d'ailleurs pas par quatre chemins. Devant les représentants de 200 entreprises adhérentes de BCI, il résume son action en deux phrases : « Il faut que nous prenions toute notre place dans le développement de l'Afrique. Pour l'exportation, c'est une destination essentielle. » Pour la France. Et pour la Bretagne. ●



Avec le président ivoirien
Alassane Ouattara,
le 10 juin 2021,
à Abidjan.

SIA KAMBOU/AFP

Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), la relation s'est ensuite, comme avec Alpha Condé, beaucoup refroidie. L'ancien ministre de la Défense s'entend en tout cas plutôt bien avec le Sénégalais Macky Sall et l'Ivoirien Alassane Ouattara – il était depuis le début plutôt favorable au troisième mandat de ce dernier, contrairement à Emmanuel Macron et à Franck Paris – et, bien sûr, avec l'Égyptien Abdel Fattah el-Sissi (dont le pays a été essentiel pour l'industrie d'armement française).

« Double langage »

Le Breton est également en bons termes avec Denis Sassou Nguesso, même si, comme IBK, il est arrivé au Congolais de se plaindre

du « double langage » du Français à l'égard de l'Afrique. En 2019, Jean-Yves Le Drian avait ainsi assuré, lors d'une visite de Sassou à Paris, avoir demandé « avec fermeté » au chef de l'État congolais « des actes » au sujet de l'opposant emprisonné Jean-Marie Michel Mokoko. Denis Sassou Nguesso, qui n'avait guère apprécié la sortie médiatique du Breton, s'en était d'autant plus étonné que ce dernier n'avait pas abordé ce sujet avec lui. Il s'en était même ouvert à Le Drian lui-même, lequel lui aurait répondu que sa sortie n'était faite que pour rassurer l'opinion française et qu'il ne fallait pas s'en inquiéter outre mesure. ●

V.D. et M.O.

Un Bénin uni

C'est le souhait du président **Patrice Talon** pour continuer d'engranger des victoires sur le développement



Investiture SEM Patrice TALON



Tournée dans le Septentrion du ministre de l'énergie Mr HOUSSOU en mai 2021

Réélu au premier tour de l'élection présidentielle du 11 avril dernier avec 86% des voix, Patrice Talon a été investi le 23 mai au stade Charles de Gaulle de Porto-Novo. Lors de cette cérémonie solennelle, le chef de l'État a rappelé quelques résultats obtenus lors de son premier mandat, de 2016 à 2021, et appelé les Béninois à l'unité face aux défis du développement

DES RÉSULTATS EXCEPTIONNELS RÉALISÉS LORS DU PREMIER MANDAT

Pour rappel, en juillet 2020, après quatre ans d'exécution du Programme d'action du gouvernement (PAG 2016-2021), le Bénin est passé des pays « à revenu faible » aux « pays à revenu intermédiaire » dans le classement de la Banque mondiale. Sa croissance est attendue en 2020 à 3,8%, le meilleur taux de l'UEMOA, malgré la crise sanitaire mondiale et la fermeture des frontières avec son partenaire nigérian, d'août 2019 à décembre 2020.

Mise en place d'infrastructures de base (eau, électricité, routes...), amélioration des conditions de vie, reconstruction de l'école béninoise et du système de santé, assainissement des finances publiques, réforme de l'environnement des affaires, Etat de droit... Le président Talon a énuméré les domaines dans lesquels le Bénin a performé ces cinq dernières années, salué par les institutions financières internationales. Des performances qui ont permis aux recettes intérieures de progresser de 50% entre 2016 et 2019, au déficit budgétaire de passer de 5,9% du PIB à seulement 0,5% et au taux d'endettement de rester sous la barre des 50% du PIB, loin de la norme communautaire fixée à 70% !

CONSOLIDER CES « PROUESSES »

« A présent, il s'agit pour nous, au cours des cinq années à venir, de transformer l'essai que constituent les avancées, voire - j'ose le dire - les prouesses qu'ensemble nous avons réalisées », a affirmé le président lors de son investiture.

Transformer l'essai, c'est aller le plus loin possible sur le chemin du développement.

(...)

Pour ce faire, nous devons tous croire en notre communauté de destin et y travailler de manière beaucoup plus harmonieuse.

Car, au regard de ce que nous parvenons à faire malgré nos divergences, nous devons nous convaincre qu'en étant plus unis, nous parviendrons à faire beaucoup plus.

Désormais donc, notre défi, notre leitmotiv, doivent être de taire nos querelles pour nous consacrer à l'essentiel : consolider notre marche vers le progrès en restant mobilisés et soudés dans notre lutte contre la pauvreté, notre réel et seul ennemi. »

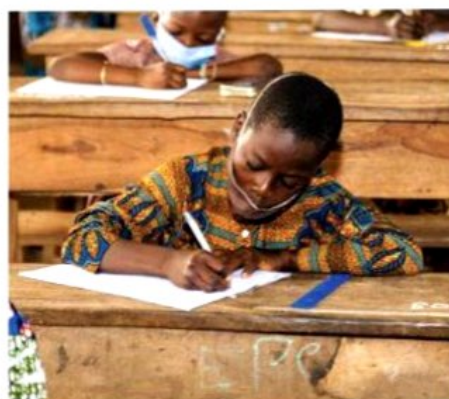
.....
« Notre défi est de rester soudés
dans notre lutte contre la pauvreté,
notre réel et seul ennemi »

UN MANDAT SOCIAL

Or, une victoire contre la pauvreté passe aussi par la consolidation de la démocratie béninoise. « Notre engagement commun sera d'œuvrer à consolider la démocratie et les libertés, puis d'instaurer durablement la bonne gouvernance, gage de réalisation de toutes nos ambitions.

Ainsi, notre autre devise ne devrait-elle pas être désormais Liberté, démocratie et bonne gouvernance ?

Elle définit le crédo qui sera le mien tout au cours du mandat ; c'est-à-dire le bien-être de chacun, en particulier celui des plus vulnérables d'entre nous. Ce mandat sera donc hautement social. »



Des engagements précis à l'horizon 2026

Plusieurs engagements, parfois chiffrés, ont été établis par le président Talon, en lien avec les résultats sectoriels déjà obtenus entre 2016 et 2020.

EAU POTABLE

Parmi les défis à relever, figure celui qui vise à « rendre l'eau potable disponible partout au Bénin d'ici à la fin de l'année 2023. » Le taux global de desserte est déjà passé en cinq ans de 45 à 70%, alors que la disponibilité de l'eau potable est assurée de façon permanente dans les centres urbains de grande concentration.



ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

D'ici 30 mois, le président projette de rendre le Bénin autonome en termes d'énergie électrique. En cinq ans, la production nationale d'électricité est déjà passée de pratiquement zéro à 60% des besoins nationaux. Le nombre de localités électrifiées est lui passé de 1775 en 2015 à 2099 en 2020 !

DENSIFICATION DU RÉSEAU ROUTIER

Le chef de l'État envisage de densifier le réseau routier national « de sorte qu'au terme du mandat, toutes nos communes seront reliées entre elles par des voies bitumées ». De 2016 à fin octobre 2020, les autorités ont entrepris des travaux sur un linéaire de plus de 2300 km, dont plus de la moitié pour les nouvelles constructions.



UN SYSTÈME DE SANTÉ PLUS EFFICACE

Un plan d'investissement doit rendre le système de santé « plus efficace », avec des plateaux techniques modernisés et des effectifs renforcés. Le programme mis en œuvre depuis 2016 a déjà permis, notamment, l'équipement de l'hôpital de zone d'Allada, l'acquisition d'une unité d'IRM au profit du Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga ou encore le lancement des travaux de construction de l'hôpital de référence d'Abomey-Calavi, avec 500 lits et des technologies de pointe.



UN ENSEIGNEMENT PROCHE DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE

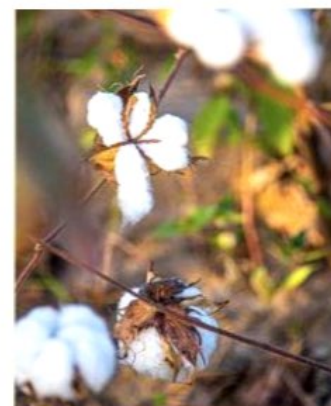
Le programme du président Talon, dans la continuité du précédent mandat, vise à rendre l'école béninoise plus compatible avec les besoins de l'économie, notamment en privilégiant l'enseignement technique et la formation professionnelle. « A cet effet, il sera construit une centaine de lycées techniques et d'écoles de métiers de référence, dont plus de la moitié d'ici à la fin de l'année 2023. » Dans le cadre du projet structurant Semé City, une École des Métiers du Numérique a été ouverte à Cotonou.



Agriculture

Le président Talon fait depuis 2016 de l'agriculture le principal levier de développement économique et de création de richesses et d'emplois du Bénin. En fluidifiant les relations entre privé et public, il a réussi en quelques mois à faire du Bénin le premier producteur ouest-africain de coton-graine depuis la campagne 2018-2019, avec une récolte record de 678 000 tonnes et qui ne cesse d'évoluer pour se porter à 731.000 tonnes en 2020-2021, contre 270 000 tonnes en 2015-2016. Il a mis l'accent aussi bien sur l'essor de filières agricoles à haute valeur ajoutée que sur des filières plus conventionnelles, destinées à assurer la sécurité alimentaire du pays.

Au total, 600 milliards FCFA ont été injectés entre 2016 et 2020 en investissements publics, soit environ 10% des dépenses de l'État, favorisant la création de plus de 169.000 emplois. Ces investissements, s'est engagé le président lors de son investiture, seront intensifiés, afin de « moderniser notre agriculture. Elle sera, dès lors, grâce à une mécanisation intelligente, plus performante et plus créatrice de richesses aussi bien pour ses acteurs que pour l'économie nationale. »



Politique



TCHAD

MAHAMAT IDRIS DÉBY
**« JE CROIS QUE MON PÈRE
SERAIT FIER DE MOI »**

Cameroun Joseph Dion Ngute envers et contre tous
RD Congo Rencontre avec Roland Lumumba
Sénégal Le TER, une épine dans le pied pour Macky Sall
Secret d'histoire Baptême du feu pour le Soudan du Sud

Congo La fidélité récompensée
Tunisie « Erik » Goaid sur la piste des milliards de Kadhafi
Maroc De quoi les Moorish sont-ils le nom ?
Algérie Le gant de velours cachait une poigne de fer

Les circonstances du décès
du maréchal, son ambition
pour le pays, ses intentions
personnelles, ses liens avec le
reste de la fratrie...
Pour sa première interview
depuis son accession au
pouvoir, le nouveau chef de
l'État s'est confié à JA.

FRANÇOIS SOUDAN,
ENVOYÉ SPÉCIAL

Quand on lui demande, histoire de tester ses éventuelles arrière-pensées, s'il préfère figurer en couverture de JA en militaire ou en civil, Mahamat Idriss Déby répond dans un demi-sourire : « Les deux. » Manière d'éviter un piège trop évident bien sûr, lui qui se sait scruté de près par les Tchadiens et par la communauté internationale. Une pose en boubou et le voici ipso facto accusé de se « civiliser » en vue de l'élection présidentielle qui doit tourner la page de la période de transition. Une pose en *battle dress* et le voilà consacré dans son statut politiquement incorrect de prétorien à quatre étoiles, autoproclamé successeur de son père depuis le 21 avril. Manière aussi de signifier que cet homme de 37 ans, propulsé au pouvoir comme une balle de ping-pong sur un jet d'eau dans des circonstances à la fois dramatiques et pacifiques, cherche encore ses marques et le juste point d'équilibre. Quitte à évacuer le stress, le soir venu, sur son tapis de course – sa seule distraction.

« Ma vie a été complètement bouleversée », confie celui qui vit désormais entre le « palais rose », où trônent toujours les portraits officiels d'Idriss Déby Itno, et la résidence qu'occupait ce dernier à cinquante mètres de là. Bouleversée et exposée, avec l'inévitable cortège de théories du complot, de rumeurs et de fake news à propos de sa filiation, de son lieu de naissance, de son âge véritable et des conditions de son arrivée à la tête de l'État. Un choc pour ce militaire discret, peu disert, le moins médiatisé de la fratrie sans doute et qui doit à sa fonction de chef de l'unité d'élite de l'armée d'avoir été coopté par ses pairs généraux à la tête de l'État tchadien.

Aujourd'hui, cet homme qui murmure plus qu'il ne parle, mais que l'on sent déterminé et habité par sa mission, apprend à communiquer autour d'un message simple : ordre, sécurité, ouverture politique, dialogue national, élections dans un délai de dix-huit mois à condition que l'aide internationale soit au rendez-vous. Mahamat Idriss Déby n'ignore pas que l'irruption sur la scène continentale d'un général de corps d'armée, « fils de » de surcroît, en dehors de tout processus démocratique, contrevient à toutes les règles de la bonne gouvernance. Mais N'Djamena n'est pas Bamako, plaide-t-il : lui n'a renversé personne, pas un seul coup de feu n'a été tiré, nul n'a été arrêté, il a juste comblé le vide béant laissé par la mort au combat de son père et le désistement de son successeur constitutionnel. Beaucoup de Tchadiens, y compris au sein de l'opposition, qui ne lui connaissent ni frasques ni business, lui font le crédit d'avoir maintenu la paix civile. À lui de mériter leur confiance.

Cet entretien, le premier accordé par Mahamat Idriss Déby depuis son arrivée au pouvoir, a été réalisé en deux parties, les 11 et 12 mai, au palais et à la résidence présidentielle. En militaire pour la première, en civil pour la seconde.

Jeune Afrique : Vous avez accédé au pouvoir dans des circonstances exceptionnelles. En dehors de votre famille et de l'armée, très peu de gens vous connaissent réellement. Qui est Mahamat Idriss Déby ?

Mahamat Idriss Déby : Je suis né le 4 avril 1984 à N'Djamena. Mon père était alors le chef d'état-major des forces armées, sous la présidence de Hissène Habré. J'ai été élevé par ma défunte grand-mère dès l'âge de 8 ans, d'où mon surnom « Kaka » [« grand-mère », en arabe tchadien]. Elle a joué un rôle capital dans mon éducation. J'ai suivi les cours du lycée français Montaigne dans la capitale, avant de passer mon bac littéraire à Abéché, en 2004. J'ai

toujours eu pour vocation de devenir officier, c'est pour cela que mon père m'a envoyé en classe préparatoire au lycée militaire d'Aix-en-Provence, en France, où je suis resté deux ans, jusqu'à la mi-2006. De retour à N'Djamena, je me suis inscrit au GMIA, le Groupement militaire interarmées, qui est notre école de formation d'officiers. J'y suis resté un an, avant d'intégrer l'armée d'active.

À quand remonte votre première expérience du feu ?

Au début de l'année 2007. Face aux rebelles de Mahamat Nouri, lors du combat victorieux de Djierna dans l'Est, à la frontière avec le Soudan. Je m'étais porté volontaire en tant qu'élève officier et je conduisais un 4x4 équipé d'une mitrailleuse. En février 2008, j'étais aux côtés du Maréchal lorsqu'il a rompu l'encerclement à Massaguet et organisé la défense du palais, à N'Djamena. En mai 2009, j'étais à nouveau sur le front en tant que commandant d'un régiment blindé lorsque nous avons

mis en déroute les rebelles de Timam Erdimi, à Am-Dam, à l'issue de la dernière grande bataille de l'Est.

Votre carrière militaire est désormais lancée...

On peut le dire comme cela. De 2009 au début de l'année 2013, j'ai exercé les fonctions de commandant du premier groupement de la Garde présidentielle. En février 2013, le Maréchal m'a fait l'honneur de me nommer en tant que second du général de division Oumar Bikimo, commandant en chef de notre contingent expéditionnaire au Mali. Là, pendant deux mois, aux côtés de l'armée française, les Fatim [Forces armées tchadiennes en intervention au Mali] ont, comme chacun le sait, joué un rôle clé dans le nettoyage de l'Adrar des Ifoghas face aux jihadistes d'Aqmi [Al-Qaïda au Maghreb islamique] et d'Ansar Eddine. Nous étions à 3 000 kilomètres de chez nous, sur un terrain et face à un ennemi que nous ne connaissions pas. Mais nous avons réussi.

Idriss Déby Itno avec son fils Mahamat (à dr.) et le général Oumar Bikimo, lors de la cérémonie de retour du premier contingent tchadien du Mali, le 13 mai 2013, à N'Djamena.



Pour beaucoup d'observateurs, le vrai patron des Fatim, c'était vous !

Non. J'étais le commandant en second de l'opération. La hiérarchie était claire.

À partir de 2013 et de la bataille du Tigharghar, l'armée tchadienne est considérée par ses partenaires et par les spécialistes comme la meilleure de la région. C'est un motif de fierté ?

Cela ne date pas de 2013. Souvenez-vous de ce que cette armée a infligé en 1987 aux légions de Kadhafi, malgré ses faibles moyens !

En 2014, le président Déby Itno vous nomme à la tête de la Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE), une unité d'élite au sein de l'armée. C'est à ce titre que vous remontez au front en avril dernier dans le Kanem pour stopper l'avancée d'une colonne rebelle descendue de Libye. Le maréchal se rend également sur zone le 17 avril au soir. Et c'est là que le drame survient. Comment l'avez-vous vécu ?

Le combat contre les colonnes de mercenaires de Mahdi Ali a commencé vers 5 heures du matin, à 200 kilomètres de N'Djamena. Le groupement du Maréchal et le mien étions dans la même zone, séparés l'un de l'autre par quelques kilomètres, lui au Nord et nous au Sud. Le contact a eu lieu quasi simultanément, à quinze minutes près. Lorsque le Maréchal a reçu la blessure qui allait lui être fatale, j'étais encore en plein combat. Ce n'est que vers midi, après avoir écrasé les mercenaires, que j'ai appris le drame. Le commandant de l'armée de l'air m'a informé que mon père avait été évacué par hélicoptère sur N'Djamena. Je m'y suis aussitôt rendu. C'est au cours de mon retour que j'ai été informé de son décès.

Quelle a été votre réaction ?

Ce fut un choc violent. Pour moi, pour notre famille, pour les Tchadiens, pour l'Afrique. Un choc, mais aussi un motif de fierté. Le Maréchal est mort en héros, comme il l'a toujours voulu : en défendant

son pays sur le champ d'honneur. À nous de nous montrer dignes de son héritage.

À N'Djamena, c'est la sidération. Chacun craint le pire et se terre chez soi...

Il faut dire que tous les pronostics établis par les soi-disant tchadologues prévoyaient le chaos en cas de disparition soudaine du Maréchal. Rien de cela ne s'est produit, et je

« NOUS AVONS PRIS NOS RESPONSABILITÉS POUR ÉVITER QUE LE VIDE NE S'INSTALLE. L'ARMÉE A TOUJOURS ÉTÉ LE REMPART DE LA NATION. »

remercie Dieu pour sa bienveillance, notre armée pour son professionnalisme et notre peuple pour sa maturité. La suite, vous la connaissez : le chef d'état-major est allé voir le président de l'Assemblée nationale pour lui dire d'assumer le pouvoir, comme le prévoit la Constitution. Arguant du fait que le pays était encore en guerre et qu'il ne pouvait prendre le risque de le diriger dans ces conditions, il a préféré décliner l'offre. Les chefs des différents corps de l'armée se sont alors réunis, et nous avons décidé de prendre nos responsabilités. Un conseil militaire de transition de quinze membres a été formé, et j'ai été désigné par mes frères d'armes pour le présider. Après réflexion, j'ai accepté. Il fallait à tout prix éviter que le vide ne s'installe. L'armée tchadienne a toujours joué le rôle de rempart pour la nation.

L'attaque d'avril qui a coûté la vie à votre père est venue de Libye. Ce pays constitue-t-il toujours une menace pour le Tchad ?

Incontestablement. Le Maréchal l'avait d'ailleurs prédit il y a dix ans : le chaos libyen aura des effets déstabilisateurs pour toute la région. Il y a là-bas 30 000 mercenaires de diverses nationalités, dont des Tchadiens, disponibles pour qui les paie. J'entends dire qu'ils doivent rentrer chez eux. Fort bien. Mais comment ? Avec armes et bagages ? Sans accompagnement ? Ce n'est pas

acceptable. Regardez Mahdi Ali et sa bande : mercenaires en Libye, ils se font passer pour des opposants armés une fois entrés au Tchad. On connaît la musique...

Le 31 mai, des affrontements ont opposé soldats tchadiens et soldats centrafricains, appuyés par des mercenaires russes du groupe Wagner, à la frontière entre vos deux pays – mais en

territoire tchadien. Quelle est votre réaction ?

L'enquête internationale sur laquelle Bangui et N'Djamena se sont mis d'accord déterminera les circonstances exactes de cet incident.

Cinq de vos soldats ont été faits prisonniers puis exécutés en Centrafrique. Pourquoi ne pas avoir riposté ?

Disons que nous avons fait preuve de beaucoup de retenue face à ces assassinats.

La présence de paramilitaires russes chez vos voisins du Sud vous inquiète-t-elle ?

Non. Il n'existe pas pour l'instant de menace russe vis-à-vis du Tchad.

Tout indique qu'Abubakar Shekau, le chef de Boko Haram, a été tué en mai dans le nord-est du Nigeria. C'est un soulagement ?

Pas vraiment. Avec ou sans Shekau et quelle que soit son appellation, Boko Haram reste Boko Haram. C'est-à-dire une organisation terroriste que nous combattons sans relâche.

Comment réagissez-vous aux récentes déclarations du président Macron annonçant la fin prochaine de l'opération Barkhane et le recalibrage de la présence militaire française au Sahel ?

Nous en prenons acte, en attendant



VINCENT FOURNIER POUR JA

Mahamat Idriss Déby, dans le bureau de son père, qui est désormais le sien.

es détails opérationnels de cette annonce. La France est un pays souverain. En ce qui concerne le Tchad, ses engagements seront maintenus, tant au sein de la Minusma que dans le cadre du G5 Sahel, dont il assure la présidence en exercice. Ainsi que le répétait le Maréchal, je crois que les Africains sont tout à fait capables de se défendre eux-mêmes contre le fléau jihadiste. Ce ne sont ni les hommes, ni le courage, ni l'intelligence au combat qui manquent. Seule est requise de la part de nos partenaires l'aide matérielle et logistique indispensable.

On entend parfois parler de dissensions au sein du comité militaire de transition et au sein même de votre famille, entre frères. Est-ce exact ?

Ce sont des histoires. Il n'y a aucune dissension ni au sein de l'armée ni au sein de notre famille. Notre objectif est le même : préserver l'unité et l'intégrité du Tchad, éviter le chaos, pour parvenir à des élections démocratiques dans un délai de dix-huit mois.

Votre père était zaghawa, votre mère est gorane. Cette double filiation est-elle une force ou une faiblesse ?

Cette lecture n'a pas lieu d'être. Je suis d'abord et avant tout un Tchadien avant d'être quoi que ce soit d'autre.

militaire est le reflet de notre diversité, et ce n'est pas un hasard si cette armée est le pilier de notre unité depuis l'indépendance. On y entre pour l'honneur et pour le service de la nation, pas pour l'argent ou le pouvoir. Vous savez, certains s'acharnent à discréditer

« LE CONSEIL MILITAIRE QUE JE PRÉSIDE N'A PAS Vocation à CONFISQUER LE POUVOIR. UNE FOIS LES ÉLECTIONS PASSÉES, SES MEMBRES REGAGNERONT LEURS CASERNES. »

Je refuse tout ce qui, de près ou de loin, s'apparente au tribalisme et au régionalisme.

Pourtant, on vous reproche déjà d'avoir fait procéder à des recrutements ethniques au sein de la DGSSIE...

C'est inexact. L'armée tchadienne est nationale et républicaine. Tout citoyen tchadien peut y postuler et, à l'inverse, on ne peut obliger personne à s'enrôler. Le commandement

diter notre armée. Mais ils ne rencontrent aucun écho auprès du peuple tchadien, qui sait ce qu'il lui doit.

Vous dites volontiers « nous » plutôt que « je ». Pourtant, c'est vous le chef.

Oui. Je suis le président du CMT [Conseil militaire de transition], chef de l'État. Mais nous sommes une équipe qui a décidé d'assumer ses responsabilités jusqu'à la fin de notre mission. Et nous jouons collectif.

Quelle comparaison peut-on faire entre le putsch survenu au Mali et votre arrivée au pouvoir ?

Aucune. Ce qui s'est passé ici n'était pas prémédité et n'avait rien à voir avec un coup d'État. Le Maréchal est mort au combat, un combat auquel j'ai moi aussi participé. Le président de l'Assemblée nationale, à qui revenait le pouvoir, a refusé d'assumer cette charge, et nul ne pouvait l'obliger à devenir président contre son gré. Libre à vous de l'interroger à ce propos. Il était donc de notre devoir de prendre en charge la transition.

Quel est le calendrier de cette transition ?

Le CMT est là pour assurer la continuité de l'État pendant cette période. Dans ce cadre, nous avons nommé un Premier ministre civil issu de l'opposition, Pahimi Padacké, lequel a formé un gouvernement de large ouverture au sein duquel figure un ministre d'État chargé de la Réconciliation et du Dialogue, Acheikh Ibn Oumar. La mission confiée au Premier ministre et à son gouvernement est claire : organiser un dialogue national et des élections dans dix-huit mois. C'est à eux qu'il revient de proposer un chronogramme précis, sous le contrôle du Conseil national de transition. Il est en voie de formation, comptera 93 membres et jouera le rôle de Parlement.

Le dialogue national aura-t-il pour objectif de toiletter la charte de la transition ou, au-delà, d'élaborer une nouvelle Constitution ?

Tout est ouvert. Les délégués décideront eux-mêmes de l'avenir de leur pays, au nom du peuple tchadien.

Vous avez procédé à des libérations de détenus emblématiques, comme le fils de l'ex-chef rebelle Timam Erdimi ou le militant des droits de l'homme Baradine Berdeï. Le parti de l'opposant Succès Masra, Les Transformateurs, vient d'être légalisé. Pourquoi ces décisions ?

Une transition inclusive et apaisée nécessite des concessions. Encore une fois : notre mission est de réunir tous les Tchadiens, sans exclusive, à travers le dialogue notamment. Puis,

une fois cela achevé, de rendre le pouvoir aux civils avec un président démocratiquement élu.

Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants hostiles à la transition militaire ont eu lieu à N'Djamena le 27 avril et ils ont fait des morts. Le regrettez-vous ?

Évidemment. Une enquête a été ouverte, mais, de ce que je sais, les bavures ont été plus le fait d'éléments minoritaires dont l'objectif était de semer le chaos que des policiers eux-mêmes.

Si cette enquête met en cause des policiers, les sanctionnerez-vous ?

Bien sûr. Faire régner la justice fait partie de notre rôle. Nul n'est au-dessus de la loi.

Dans sa formulation actuelle, la charte de la transition prévoit une possibilité de prolongation de dix-huit mois supplémentaires. Comptez-vous l'utiliser ?

Soyons clairs : nous sommes partis pour dix-huit mois, et notre souhait est de ne pas aller au-delà. Mais il y a deux conditions pour que ce délai soit respecté. La première est que nous, Tchadiens, soyons capables de nous entendre pour avancer au rythme prévu. La seconde est que nos partenaires nous aident à financer le dialogue et les élections, car il est évident que le Trésor tchadien ne pourra pas supporter seul un tel coût.

Si on s'entend et si l'on nous aide, les dix-huit mois sont à notre portée. Dans le cas contraire, ce sera très difficile. La démocratie a un coût, et on ne peut la prôner de l'extérieur sans nous aider à l'assumer.

Excluez-vous d'être vous-même candidat à la présidentielle ?

Le CMT que je préside n'a pas vocation à confisquer le pouvoir. Sa mission, je le redis, est de préserver les acquis de paix, d'unité et de souveraineté du Tchad puis, une fois les élections faites, de se retirer dans les casernes. Les membres du CMT ne se présenteront donc pas à l'élection une fois leur mission accomplie. C'est un engagement qui a été pris devant le peuple. Cela dit, en tant que croyant, je pense qu'il faut laisser à Dieu la part qui lui revient. Dieu décide de tout, du destin comme du pouvoir. Jamais je n'aurais imaginé être un jour chef de l'État.

Beaucoup de gens pensent que le Maréchal prépare une succession dynastique...

Cette idée ne l'a jamais effleuré. Son unique obsession, c'était l'unité et la prospérité du Tchad et des Tchadiens.

Pensez-vous que, là où il se trouve désormais, votre père soit fier de vous ?

Je l'imagine, oui. Fier du Tchad, des Tchadiens et de leur armée. Tout s'est passé dans un climat de paix, comme il l'aurait souhaité. ●



VINCENT FOURNIER POUR JA

Lors de l'interview au palais présidentiel, le 11 juin 2021.



CAMEROUN

JOSEPH DION NGUTE ENVERS ET CONTRE TOUS

Entendu par les enquêteurs sur la gestion des fonds alloués à la lutte contre le Covid-19, combattu par de puissants rivaux, le Premier ministre est plus que jamais sur la sellette.



Le chef du gouvernement (à dr.), le 18 mai.

VICTOR ZEBAZE

GEORGES DOUGUELI

Les secrets d'État ne sont plus ce qu'ils étaient. Rien ne se cache. En dépit du luxe de précautions prises, l'information selon laquelle le Premier ministre a été auditionné le 12 juin par les enquêteurs du Tribunal criminel spécial (TCS) n'a pas tardé à fuiter. Peu importe que la justice ait choisi un jour non ouvrable et la discrétion de la propre résidence de Joseph Dion Ngute, située au bord du lac municipal de Yaoundé, pour l'entendre sur l'affaire dite des fonds Covid, dont la gestion controversée fait scandale.

Au début de juin, les magistrats avaient déjà recueilli le témoignage de son directeur de cabinet, Balungeli Confiance Ebune. Il avait alors semblé qu'ils ne s'enhardiraient pas plus loin. A-t-on jamais vu un Premier ministre en fonction se faire cuisiner par des enquêteurs ? Le ministre de la Justice, le puissant Laurent Esso, qui est pourtant tout sauf un allié de Dion Ngute, a lui-même refusé de se mêler de cette procédure inédite. Mais, aiguillonnés par une main invisible prête à toutes les transgressions, les fins limiers sont parvenus à auditionner le chef du gouvernement.

Pour le meilleur et pour le pire

Cet anglophone de 67 ans nommé à la primature le 4 janvier 2019 est la deuxième personnalité de l'exécutif, selon la Constitution. Mais dans la pratique, le Premier ministre est mis en concurrence avec Ferdinand Ngoh Ngoh, secrétaire général de la présidence depuis dix ans. Et alors que cette rivalité riche en rebondissements secoue le landerneau politique camerounais, le président Paul Biya laisse faire. C'est même lui qui a fait la part belle à ce proche collaborateur auquel il a délégué de larges pouvoirs, conférant à ce haut fonctionnaire rang et prérogatives de ministre d'État. Dès lors, ces deux pôles de pouvoir cohabitent pour le meilleur et pour le pire. L'un prévu et organisé par la Loi fondamentale, l'autre répondant uniquement au Palais. L'essentiel, aux yeux de Paul Biya, étant qu'ils assurent un équilibre susceptible de lui garantir une certaine tranquillité.

Ce dernier voit quasi quotidiennement son secrétaire général, mais entretient généralement des rapports plus distants avec ses Premiers ministres. Chef du gouvernement de 2004 à 2009, Ephraïm Inoni ne songea même pas s'opposer à Laurent Esso, à l'époque grand manitou de la présidence. Conscient de son

impuissance, Inoni consacra l'essentiel de son temps à ses affaires personnelles, jouant de sa position comme d'un inépuisable fonds de commerce, aux dires de la justice.

Il finira d'ailleurs par se prendre les pieds dans le tapis : arrêté en avril 2012 et accusé de « malversations financières » à hauteur de 1,7 milliard de FCFA (2,6 millions d'euros) dans le cadre d'une transaction pour le compte de Cameroon Airlines (Camair), il est condamné à vingt ans de détention en septembre 2013. Agressé en prison en août 2019 lors d'une mutinerie, il est évacué vers la France. Désormais remis de ses blessures, il coule des jours tranquilles à Paris, tandis que sa peine court toujours.

En successeur avisé, Philémon Yang fut d'une remarquable discrétion. Locataire de la primature de 2009 à 2019, il n'est pour autant pas connu du commun des Camerounais. Il ne parlait pas aux journalistes, descendait peu sur le terrain, mettant ainsi un soin particulier à se faire oublier. Alors défier Ferdinand Ngoh Ngoh... De toute évidence, l'idée ne lui a jamais traversé l'esprit.

Il en est autrement de Dion Ngute. Ce monarque traditionnel de Bongong Barombi, issu d'un groupe ethnique minoritaire de la région anglophone du Sud-Ouest, est peu disposé à se laisser marcher sur les pieds. Déjà, au sein de la communauté anglophone, il a dû s'imposer pour exister face aux Bakweris et autres Bayanguis, plus nombreux et mieux représentés dans la haute administration. Cet enseignant en droit de l'université de Yaoundé-II a rongé son frein

pendant vingt et un ans à l'ombre de plusieurs ministres des Relations extérieures, qu'il secondait avec le titre de ministre délégué chargé du Commonwealth.

Duel au sommet

La patience est la vertu d'un caractère d'acier. Lorsqu'on évoquait le remplacement de Yang sur ce fauteuil réservé à une personnalité anglophone selon la géopolitique locale, Dion Ngute n'était cité qu'en outsider. En pole position, l'on mentionnait davantage Paul Elung Che, une étoile montante de 52 ans passée par le ministère des Finances et la direction générale de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH), dont l'ascension fulgurante ne s'arrêtera probablement pas au poste de secrétaire général adjoint de la présidence qu'il occupe en ce moment. Envisagés aussi, Francis Fai Yengo, le coordonnateur du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et même Paul Atanga Nji, actuel ministre de l'Administration territoriale et secrétaire permanent du Conseil national de sécurité, dont la poigne séduit Paul Biya.

Déjouant les pronostics, le président porta son choix sur Dion Ngute, qui goûta enfin la pleine lumière et, surtout, se retrouva en position d'imprimer une trace sur le destin de son pays. Quitte à bousculer l'ordre établi en allant grappiller ici et là un peu de pouvoir au détriment de son rival naturel de la présidence.

Sitôt installé, le voilà qui tente donc de prendre la main sur les nominations des

**Tels deux caïmans
du même marigot,
le Premier ministre
et le secrétaire général
de la présidence s'épient,
se jaugent et s'opposent,
tout en veillant à ne pas
faire trop de vagues.**

DANS LES MÉANDRES DU « COVIDGATE »

Divulgué à la mi-mai, un rapport de la Chambre des comptes relève des malversations dans l'attribution des marchés publics relatifs à la stratégie de riposte contre le Covid-19. Plusieurs enquêtes ont donc été ouvertes, dont celle du Tribunal criminel spécial (TCS). Principal mis en cause, le ministre de la Santé publique, Malachie Manaouda, qui a octroyé sans appel d'offres la quasi-totalité des marchés à deux entreprises contrôlées par un homme d'affaires, Mohamadou Dabo. La première, Mediline Medical Cameroon, dans laquelle Dabo est actionnaire à travers sa société Moda Corporation, a bénéficié d'une commande de

24,5 milliards de FCFA (37 millions d'euros), soit 89 % de part de marché, contre 10 % pour deux autres prestataires locaux ayant pourtant un plus grand avantage concurrentiel, selon les magistrats des comptes. Pour sa défense, Manaouda brandit une instruction du Premier ministre qui, dans un courrier du 23 juin 2020, lui ordonnait d'octroyer un contrat de livraison de 3 millions de tests « au partenaire coréen ». D'après l'entourage de Joseph Dion Ngute, il n'y a aucun conflit d'intérêts. « Le Premier ministre ne connaît pas Dabo. » Pour faire face à la situation d'urgence qui prévalait en 2020, due à la pénurie de

masques et de tests, décision avait été prise de passer des marchés spéciaux – sans appel d'offres – après que l'ambassade de Corée du Sud avait assuré aux autorités camerounaises que le matériel était disponible. L'homme d'affaires, qui est aussi consul honoraire de Corée du Sud à Douala, avait donc la capacité d'approvisionner le Cameroun. Aux enquêteurs de dire si le Premier ministre avait, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou personnel qui aurait pu compromettre son impartialité ou son indépendance dans la procédure de passation de ces marchés. ●
G.D.



VICTOR ZEBAZE

patrons d'entreprise et d'établissement public. Ferdinand Ngoh Ngoh s'interpose. Tels deux caïmans du même marigot, ils s'épient, se jaugent et s'opposent tout en veillant à ne pas faire trop de vagues. Le président ne perd pas une miette de ce duel au sommet et alimente même en munitions leur animosité. Tant que les coups qu'ils se portent ne dégénèrent pas en une guerre de tranchées trop bruyante, le « chef » savoure. Âgé de 87 ans, conscient que sa succession occupe tous les esprits, il se joue du choc des ego pour contenir les ambitieux.

Comme pour faire contrepoids à la puissance de Ngoh Ngoh, Paul Biya s'emploie maintenant à renforcer Dion Ngute. Il s'entretient tous les vendredis après-midi avec son Premier ministre. Une nouveauté que ce privilège accordé par un président qui apparaît de moins en moins en public et reçoit rarement ses ministres.

Preuve que Dion Ngute est malgré tout écouté, sa « victoire » face aux va-t-en-guerre, majoritaires dans l'entourage de Paul Biya, au sujet des sécessionnistes anglophones. En septembre 2019, le Premier ministre était

D'autres chefs de gouvernement se sont heurtés avant lui à l'influent Ferdinand Ngoh Ngoh.

le maître de cérémonie du Grand Dialogue national. Partisan d'une sortie de crise négociée, il n'a pas ménagé ses efforts pour sortir les sécessionnistes de la brousse alors que son rival s'activait, lui, pour imposer la médiation du Centre pour le dialogue humanitaire (HD). Aucune des deux initiatives concurrentes n'a prospéré, mais Dion Ngute a marqué des points en engrangeant le soutien du cardinal Tumi et, partant, celui de l'Église catholique d'expression anglaise.

Détracteur de l'option militaire, remonté contre le gouvernement, qu'il juge coupable de l'avoir empêché d'organiser la All Anglophone Conference à laquelle il tenait, l'ecclésiastique était venu avec l'intention de s'exprimer en toute franchise. « Leur première rencontre fut houleuse et faillit mal se terminer », confie un proche du cardinal décédé le 3 avril dernier. « *Let's agree to disagree* », avait même tranché le prélat avant de mettre de l'eau dans son vin face à l'attitude conciliante du Premier ministre. Après tout, ce dernier était à l'écoute, contrairement à Philémon Yang, qui n'avait jamais demandé à s'entretenir avec l'homme d'Église. À la fin de l'explication, les deux hommes amorcèrent une collaboration grâce à laquelle la violence a considérablement baissé, de nombreux combattants ayant déposé les armes.

Humilité et courtoisie

Son sens de la diplomatie n'a pas encore eu tous les effets escomptés, notamment à l'endroit des cadors du gouvernement, peu assidus en conseil de cabinet. Mais qui peut recadrer Laurent Easo, que Dion Ngute seconda autrefois comme ministre délégué aux Relations extérieures, ou Louis-Paul Motaze, le tout-puissant ministre des Finances ? Pas le Premier ministre en tout cas.

Depuis deux ans, la classe politique attend la formation d'un nouveau gouvernement, mais le chef de l'État prend son temps. En attendant, Dion Ngute soigne sa popularité. Le 18 mai dernier, il a répondu à l'invitation du patronat, auquel il a délivré un discours « *business friendly* » en français. Les chefs d'entreprise apprécient l'humilité et la courtoisie de ce juriste formé à l'université de Yaoundé et à celle de Warwick, en Angleterre. Les échanges se sont terminés avec une collecte de fonds lancée par les entrepreneurs pour jeter les bases d'une « solution économique » au marasme en pays anglophone : créer des emplois pour aider les jeunes à sortir du maquis. En attendant l'issue des procédures judiciaires en cours, la popularité garantie par de bons résultats est un atout contre ses concurrents. ●

RENCONTRE AVEC

Roland Lumumba

Initialement prévu en juin, le rapatriement de la dépouille de Patrice Lumumba a été reporté à janvier 2022. Mais son fils ne baisse pas les bras, déterminé à obtenir justice et à ce que le pays rende enfin hommage à son héros supplicié.

De son propre aveu, Roland Lumumba « ne se souvient pas toujours des dates ». Installé dans une chaise en plastique sur une terrasse encombrée, à l'arrière de la parcelle familiale, le fils de Patrice Lumumba prévient qu'il y aura sans doute « des approximations chronologiques » dans son récit. Comment pourrait-il en être autrement au moment de remonter le fil de ces soixante années de doutes et de faux espoirs et à l'heure de raconter ce deuil inachevé ?

C'est ce combat, mené par la fratrie Lumumba depuis plusieurs années, qui doit toucher à sa fin avec le rapatriement de la dépouille du héros de l'indépendance congolaise, assassiné le 17 janvier 1961. Une dépouille qui se résume à une dent. Une relique en apparence bien maigre au regard de l'ampleur du personnage, mais ô combien symbolique. « Parmi les rares choses qui unissent les Congolais, il y a Patrice Lumumba, reconnu héros national trois fois dans le même pays, souligne son fils. Peu importe ce qu'il reste de lui. Il n'y a qu'avec le retour de sa dépouille que le deuil pourra enfin s'achever. »

En cette chaude après-midi, à l'ombre de l'un des grands arbres qui entourent la résidence où il s'est installé, non loin de celle de sa sœur, Juliana, Roland prend le temps de se plonger dans ses souvenirs. Chemise blanche, « Lumumba » brodé en lettres dorées, il tient à « commencer par

le commencement » et par une image, celle de son père, éphémère Premier ministre d'un Congo tout juste indépendant, embarquant dans une Chevrolet en direction de Kisangani. « J'avais seulement 3 ans, j'étais le dernier à rester avec ma mère jusqu'à son départ. »

C'était un jour de novembre 1960. Quelques semaines plus tard, c'est à Lubumbashi que Lumumba est assassiné. Le corps est démembré puis dissous dans l'acide. Les assassins prennent soin de ne rien

Des restes qui se résument à une dent, une relique bien maigre au regard de l'ampleur du personnage.

laisser de lui. Excepté le macabre trophée dont l'existence ne sera révélée que plusieurs décennies plus tard. À ce moment-là, Roland a déjà rejoint ses frères et sœurs en Égypte. Ces derniers y ont été exfiltrés avec l'aide de Gamal Abdel Nasser. « Patrice Lumumba savait qu'il allait mourir. Il a refusé de fuir. La seule chose qu'il a essayé de faire c'est de mettre ses enfants en sécurité », se souvient Roland.

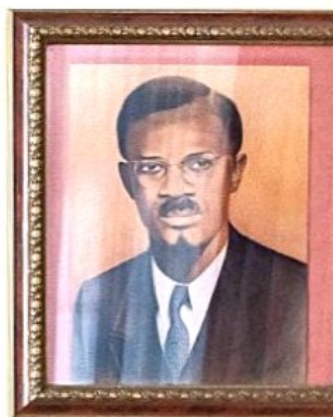
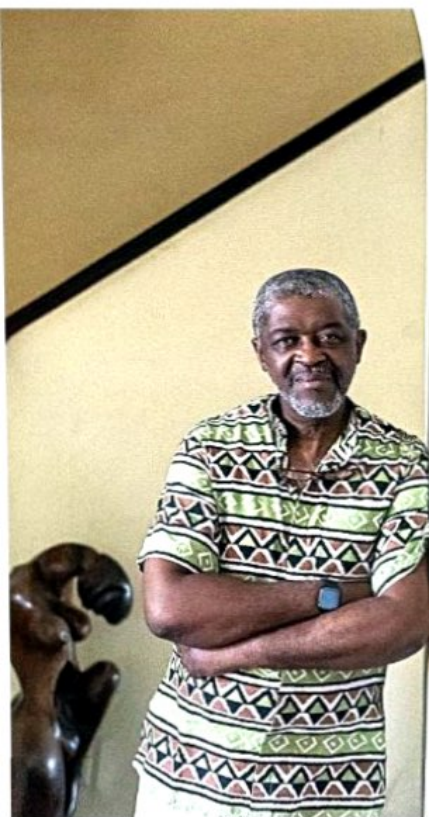
Ces derniers grandiront donc au Caire. Certains apprendront l'arabe, d'autres profiteront des

week-ends pour effectuer quelques balades sur le Nil. « Celui qui est resté le plus longtemps, c'est Patrice [fils aîné des Lumumba]. Il y a passé plus de trente ans. François y est resté dix ans, Juliana une quinzaine d'années. Moi je suis parti au bout de dix-huit ans. » Chacun ira ensuite poursuivre ses études ailleurs. Pour Roland, ce sera l'École spéciale d'architecture, à Paris.

Responsabilité morale

À Kinshasa, la vie politique a repris son cours. En 1966, Lumumba est élevé au rang de héros national par Mobutu. Mais sa descendance n'est pas naïve. « C'est quelqu'un qui a joué un rôle dans sa mort », insiste Roland en parlant de l'ancien président zaïrois. Les Lumumba ne commenceront à revenir au pays qu'au début des années 1990. Pour Roland, comme pour le reste de la fratrie, le manque d'explications sur les circonstances exactes de la mort du père et l'absence de dépouille demeurent un fardeau.

La quête de justice devient une obsession. En 1999, le sociologue belge Ludo de Witte publie *L'assassinat de Lumumba* et pointe la responsabilité des autorités belges. L'ouvrage fait grand bruit. Le 23 mars 2000, le Parlement belge ouvre une commission d'enquête et délivre, un an et demi plus tard, un volumineux rapport qui affirme que « certains membres du gouvernement belge et d'autres acteurs belges ont une responsabilité



À Kinshasa, le 10 juin 2021.

ARSENÉ MPANA POUR JA

morale dans les circonstances qui ont conduit à la mort de Lumumba ».

« Responsabilité morale... Cela ne voulait rien dire pour nous », soupire Roland Lumumba. Au rapport succèdent les regrets exprimés par le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel. C'était en février 2002. « Ils ont dit qu'ils allaient aider à mettre en place une fondation, ce qu'ils n'ont jamais fait. Nous avions déjà une fondation, mais ils nous ont dit qu'il en fallait une autre », ajoute Roland Lumumba.

Les honneurs et les regrets ne suffisent plus. En 2010, les Lumumba portent plainte contre dix Belges accusés d'être impliqués dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre. La famille prend contact avec des avocats sur place. « Nous voulions que ce soit géré par des gens qui savent comment cela se passe en Belgique, que ce ne soit pas Noirs contre Blancs, Congolais

contre Belges, explique Roland. Nous n'avons rien contre les Belges, beaucoup nous soutiennent. Mais pour se réconcilier il faut être deux, et dans une partie de l'histoire de la Belgique il y a cet homme qui s'est battu pour l'indépendance de son pays et qui mérite qu'on lui rende justice. »

Un long marathon judiciaire s'engage. La famille a de quoi étayer son dossier. Dix ans auparavant, l'un des bourreaux de Lumumba, le policier belge Gérard Soete, a avoué – sans une once de regret – avoir conservé une dent du héros

● ● ●
En 2010, sa famille porte plainte contre dix Belges accusés d'être impliqués dans l'assassinat.

supplicié. « On a grandi dans l'idée qu'il ne restait plus rien de notre père. C'était dur d'entendre ce monsieur, mais cela a aussi été un soulagement de voir les langues se délier », se souvient Roland. Soete affirme avoir jeté cette dent dans la mer du Nord, mais les enfants n'y croient pas. « Cela ne tenait pas debout. On ne peut pas garder un objet comme celui-ci pendant cinquante ans, en parler à tout le monde et le jeter du jour au lendemain. »

« Recel de corps »

La dent ressurgit finalement en 2016 chez la fille du policier belge. Le domicile de cette dernière est perquisitionné à la suite d'une plainte pour « recel de corps », déposée par Ludo de Witte. La dernière relique de Lumumba est transférée au Parquet. Il aura fallu que Juliana Lumumba s'adresse directement au roi des Belges, le 30 juin 2020, dans une lettre, pour que la justice accepte finalement de la restituer. La date du 30 juin 2021 est d'abord évoquée, mais c'est celle du 17 janvier 2022, qui est finalement retenue pour tenir compte de l'épidémie de Covid-19.

L'enquête ouverte en 2012 par la justice belge à la suite de la requalification de l'assassinat de Lumumba en « crime de guerre » n'a pour l'instant abouti à aucune mise en examen, et huit des dix personnes citées sont mortes. Le rapatriement de cette dent sera donc un premier soulagement pour la famille. Peu importe si elle n'a jamais fait l'objet d'une analyse ADN formelle. Les Lumumba veulent que l'hommage rendu soit à la hauteur du symbole. « On ne pouvait pas aller chercher sa dépouille dans un petit cortège familial, conclut Roland. Nous considérons qu'il faut qu'il ait un retour digne de ce qu'il a été. Il a dépassé la dimension familiale depuis bien longtemps. » ●

Romain Gras

SÉNÉGAL

UN TER NOMMÉ DÉSIR

Le train express régional roulera-t-il un jour ? Présenté comme le symbole de l'émergence et comme l'une des réalisations phares du président Macky Sall, ce grand projet accumule les retards. Du pain bénit pour l'opposition.

MARIÈME SOUMARÉ, ENVOYÉE SPÉCIALE



Le train doit relier
Dakar à Diamniadio
en quarante-cinq minutes.



SYLVAIN CHERKAOUJ POUR JA

Depuis le bureau du directeur, la vue est imprenable : on aperçoit plusieurs rames flambant neuves en contrebas et, un peu plus loin, les toits de Colobane, la deuxième gare la plus importante de Dakar. Frédéric Bardenet ouvre la fenêtre : « Vous voyez, ce sont de vraies rames ! Est-ce qu'elles sont en train de prendre la poussière ? » Le Français est le directeur général de la Seter, une filiale de la SNCF qui sera chargée de l'exploitation et de la maintenance du train express régional (TER) à ses débuts, avant qu'une structure sénégalaise prenne le relais. S'il veut montrer que tout est fait pour qu'il soit mis en service rapidement, c'est parce qu'il sait que beaucoup commencent à douter qu'ils monteront un jour dans ce train censé révolutionner le transport dans la capitale.

Une nouvelle date a pourtant été annoncée, le 5 mai, par Macky Sall lui-même. Il a promis que le TER roulerait avant la fin de l'année. Une échéance jugée réaliste par l'ensemble des acteurs interrogés par *Jeune Afrique*. Mais qui y croit encore ? À partir du moment où le chef de l'État avait circulé à bord du train, les Dakarais s'étaient attendus à pouvoir profiter très vite de ce nouveau mode de transport. C'était le 14 janvier 2019, à la veille de la présidentielle. Macky Sall a été réélu pour un second mandat, mais, deux ans et demi plus tard, les rames sont toujours à quai. « La première chose dont les gens nous parlent, c'est du retard », admet Aminata Dia, chargée par la Seter de faire connaître le TER avant sa mise en circulation.

Péché originel

En janvier 2019, un Macky Sall triomphant se félicitait de réceptionner « le tout premier projet ferroviaire de l'histoire du Sénégal indépendant », porteur de ses ambitions de « progrès, de bien-être et de modernité ». Le TER, assurait alors le chef de l'État, était rien de moins qu'une « grande révolution » et un symbole pour le « Sénégal émergent ». « Le TER n'est pas seulement un moyen de transport rapide. Il nous projette à grande vitesse dans la modernité », promettait Macky Sall. Vitesse de pointe de 160 km/h, rames climatisées en première et en seconde classe, le train doit parcourir les 36 kilomètres qui séparent Dakar du pôle urbain de Diamniadio en quarante-cinq minutes, et transporter 115 000 personnes par jour. L'idée aurait de quoi enthousiasmer... si seulement le train roulait.

« Cette mise en service, c'est un peu le péché originel. Le TER a été construit très vite pour une infrastructure de ce type. Or le 14 janvier 2019 avait été perçu comme une inauguration, et depuis le 15 janvier le projet est considéré comme étant en retard », déplore Frédéric Bardenet. Un

avis partagé par un proche de Macky Sall. « Les différentes annonces n'ont pas été concertées et sont politiques avant tout », admet-il. Pour justifier le retard, de nombreux acteurs rappellent que les délais annoncés étaient irréalistes. Faut-il faire confiance à Macky Sall et à ses équipes lorsqu'ils promettent que le train roulera d'ici à la fin de l'année ? « Ce qui change cette fois-ci, c'est que cette date a été endossée par le chef de l'État lui-même, précise une source diplomatique française. Certes, cette annonce est politique, mais l'idée, c'est bien de voir rouler le TER avant cette échéance. »

Prévu à la fin de 2018, puis au début de 2019, repoussé en avril 2020, puis au premier semestre de 2021, le TER est peu à peu devenu une épine dans le pied pour Macky Sall. Projet phare du Plan Sénégal émergent (PSE), il a déjà englouti plus de 850 milliards de F CFA (1,3 milliard d'euros), et constitue désormais un sujet sur lequel ses adversaires l'attaquent. Principale figure de l'opposition, Ousmane Sonko accuse l'exécutif d'avoir minoré le montant total du projet. « Le coût du TER a dépassé 1000 milliards de F CFA », lançait-il en 2020 devant l'Assemblée nationale. Une « arnaque », juge le député, qui reproche à Macky Sall de n'avoir pas su protéger les intérêts du Sénégal face à ses partenaires français.

Officiellement entamé en décembre 2016, le projet est porté par le financier Mountaga Sy, directeur de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (Apix), maître d'œuvre du TER. Imaginé pour désengorger la capitale, il doit convoyer ses centaines de milliers de travailleurs de la banlieue à la capitale. Quitte à y mettre le prix. « Selon la Banque mondiale, la congestion de Dakar faisait perdre 100 milliards de F CFA par an. Une inaction de sept ans équivaut donc à une perte de 700 milliards qui auraient pu financer le TER », assure Abdou Ndene Sall, le directeur général de Senter, la Société nationale de gestion du patrimoine du TER. L'ingénieur décrit une solution « rapide, moderne, structurante, respectueuse de l'environnement, qui va améliorer sensiblement la modernité urbaine. »

La décision est prise, reste à la financer. L'État est prêt à mettre 142 milliards de F CFA sur la table. Charge est donnée au ministre des Finances d'alors, Amadou Ba, de faire le tour des bailleurs de fonds. Il décroche un premier prêt de 120 milliards de F CFA auprès de la BAD, un deuxième de la Banque islamique de développement (BID) pour 197 milliards. Le financement français, aux procédures plus contraignantes, est plus difficile à obtenir. En avril 2017, Dakar, Paris et l'AFD finissent par signer des conventions d'un montant total de 129 milliards pour l'acquisition du matériel roulant ferroviaire. La somme montera finalement



**PRINCIPALE
FIGURE DE
L'OPPOSITION,
OUSMANE
SONKO ACCUSE
L'EXÉCUTIF
D'AVOIR MINORÉ
LE COÛT TOTAL
DU PROJET.**



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

Vitesse de pointe de 160 km/h, rames climatisées... « Le TER nous projette à grande vitesse dans la modernité », promettait Macky Sall en 2019.

jusqu'à 196,5 milliards de F CFA. Coût total de la première phase : 656 milliards de F CFA. Les travaux sont lancés au premier semestre de 2017.

« La plateforme ferroviaire, les voies, les deux sites industriels, les gares, les clôtures... L'essentiel a été construit en un peu plus de trois ans. L'avancement des systèmes [alimentation électrique, signalisation, billetterie], moins visible, est plus délicat à mesurer », détaille Frédéric Bardenet. Un « effet Covid » expliquerait également l'allongement de plusieurs mois du planning. En coulisses, des sources évoquent toutefois d'autres problèmes. Le premier, lié au délai de construction de certaines gares, renvoie à la société Getran. Le constructeur sénégalais, chargé de celle de Diamniadio, a pris un retard considérable. « Leur capacité financière a fait défaut, explique une source proche du dossier. Les travaux n'allaient pas aboutir. » Appelés à la rescousse, les constructeurs turcs Summa ont dû prendre le relais.

Un second problème concerne, lui, les liens entre le Sénégal et la France, partenaire privilégié sur le projet. Au-delà du financement, les Français sont très impliqués dans la construction du TER : ouvrage réalisé par un consortium franco-turco-sénégalais Eiffage-Yapi Merkezi-Compagnie sahélienne d'entreprises (CSE), conception et réalisation des infrastructures et des systèmes par Engie et Thales, fourniture des wagons par Alstom... Mais plusieurs d'entre ces

entreprises n'auraient pas été payées après janvier 2019. « Les sociétés françaises se sont retrouvées avec des décomptes non soldés », confirme notre source. Cette situation se serait débloquée après l'entretien de Macky Sall avec Emmanuel Macron à Paris, en août 2020.

Selon cette même source, le président sénégalais avait alors décroché un nouveau financement de la France pour la deuxième phase de travaux, sur les 19 km entre Diamniadio et l'aéroport de Dakar, au coût estimé à 300 millions d'euros. Un financement additionnel « qui inclut aussi le paiement des arriérés ». Mais ce coup de pouce français a eu du mal à passer auprès du bureau de l'AFD à Dakar, qui aurait préféré tirer les leçons des difficultés rencontrées lors de la première phase avant de poursuivre. Au début de juin, la visite à Dakar du ministre français chargé du Commerce extérieur, Franck Riester, a notamment servi à rassurer les entreprises hexagonales sur la suite des travaux.

Dernière ligne droite

Le Sénégal et ses partenaires se disent donc déterminés à respecter l'échéance fixée par le président. « On est dans la dernière ligne droite », assure Frédéric Bardenet. Les acteurs évoquent un chantier terminé à 97 %. Selon le directeur de la Seter, les essais dynamiques, c'est-à-dire les circulations quotidiennes des rames, débuteront juste après la mise sous tension de la caténaire, prévue dans les prochaines semaines. Derrière l'atelier de maintenance des rames, plusieurs dizaines de jeunes conducteurs doivent compléter leur formation. Jusqu'à présent, ils ont appris à conduire sur des simulateurs ou des rames lancées à vitesse limitée. Ils auront deux mois de « marche blanche » pour se familiariser avec leurs nouveaux outils de travail, dans des conditions de circulation normales, mais sans voyageurs.

Les principaux acteurs concernés, quant à eux, continuent de se réunir tous les mercredis autour de Mountaga Sy, qui suit de près l'évolution des travaux. Il était aussi de la partie au cours de la deuxième « tournée économique » de Macky Sall, qui s'est rendu du 12 au 19 juin dans le nord du pays. Des voyages dans l'intérieur du pays que beaucoup voient comme une campagne électorale avant l'heure. Pour les locales, les législatives... voire pour la présidentielle de 2024, à laquelle certains le soupçonnent de vouloir participer. « Le TER comporte beaucoup de défis techniques et technologiques, mais c'est le choix que nous avons fait. Quand le train va commencer à rouler, nous oublierons tous ces obstacles », répétait-il en avril dernier. Macky Sall le sait : son projet à 700 milliards de F CFA, tant qu'il reste à quai, peut lui coûter politiquement. ●

Baptême du feu pour le Soudan du Sud

Il y a tout juste dix ans, le 9 juillet 2011, le 54^e pays d'Afrique voyait officiellement le jour, après des années de guerre civile. Mais cette première décennie aura été à l'image des précédentes : tumultueuse.

« **L**e 9 juillet 2011, nous étions heureux. Heureux d'être libres, enfin, et optimistes. On le voit sur les images de l'époque. » Professeur à l'université de Djouba, la capitale sud-soudanaise, Leben Moro garde un souvenir précis du contexte dans lequel son pays a accédé à l'indépendance. « Il y avait eu trop de problèmes, poursuit-il. Les morts, les maladies, la loi islamique imposée par Khartoum, les réfugiés... Moi-même, j'ai vécu en Ouganda, puis en Égypte. Ma famille n'est revenue au pays qu'après la fin de la guerre, en 2009. Nous pensions vraiment qu'avec l'indépendance nous serions sauvés de nos problèmes, que nous laisserions tout ça derrière nous. »

Il est vrai que jusqu'alors l'histoire du Soudan uni avait été pour le moins chaotique. Une première guerre civile avait éclaté dès l'indépendance, concédée par les Britanniques en 1956, et avait duré plus de quinze ans. Une seconde avait démarré en 1983, mettant aux prises le pouvoir de Khartoum et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), sudiste, de John Garang. Les combats meurtriers avaient duré jusqu'en 2002, année du cessez-le-feu. Puis, la paix avait été conclue en 2005, accordant au sud du pays – majoritairement chrétien – une autonomie renforcée

et, prévoyant pour 2011, un référendum d'autodétermination, dont le résultat fut sans appel (98,93 % de suffrages en faveur d'un État séparé). C'était ce processus qui s'achevait ce 9 juillet 2011.

Le Soudan du Sud devient alors immédiatement le 193^e membre de l'ONU, puis le 54^e pays de l'Union africaine. Une monnaie est créée, un hymne national composé, et il est décidé qu'à terme la nouvelle capitale serait Ramciel, dont la situation est plus centrale. Le Soudan, mais aussi l'Afrique du Sud, l'Allemagne et Israël sont parmi les premiers à reconnaître le nouvel État et à établir des relations diplomatiques avec lui. Les États-Unis apportent un soutien logistique et financier significatif. De nombreux chantiers restent toutefois sur la table, et non des moindres : il faut négocier avec Khartoum le dessin précis de la frontière, et surtout la façon dont les revenus du pétrole soudanais – dont la majorité des gisements se

situent dans le Sud, mais le pays a besoin des pipelines du Nord pour accéder à la mer et aux marchés mondiaux – seront partagés.

Une nation « née dans le sang »

Bien sûr, la presse internationale fait les gros titres sur l'événement. Ce n'est pas tous les jours que naît un nouvel État ! La plupart des commentateurs sont pourtant pessimistes, évoquant une nation « née dans le sang » et confrontée à une somme insurmontable de défis. Consciente de ces difficultés, la communauté internationale accorde toute son attention au pays. Les Casques bleus se déploient dans l'espoir de faciliter la transition, tandis que les voisins ougandais, kényans, éthiopiens et même égyptiens se montrent très présents.

« Après le 9 juillet, notre bureau a été transféré de Khartoum à Djouba, se souvient l'un des responsables de la mission des Nations unies au Soudan du Sud, la Minuss. Nous avions des contacts avec le gouvernement, avec l'APLS, mais aussi avec les humanitaires qui étaient très nombreux sur place. Nous avions un document intitulé *Saving Lives Together*, qui établissait un protocole d'action strict. Bien sûr, je voyais bien qu'il y avait des frictions entre certains groupes, mais on avait quand même le sentiment d'avancer, de contribuer à quelque

● ● ●
**Le référendum
d'autodétermination
fut sans appel, avec
98,93 % de suffrages en
faveur d'un État séparé.**

chose de positif. Les gros problèmes sont arrivés à la fin de 2013... »

Le 23 juillet 2013, le président Salva Kiir, qui accuse de corruption l'ensemble des élites du pays, limoge l'ensemble de son gouvernement, dont son vice-président et principal rival depuis des années, Riek Machar, qui ne faisait pas mystère de son intention de se présenter à l'élection présidentielle prévue pour 2015. La situation n'a, depuis, cessé de se dégrader, et l'« Armée blanche » de Machar, essentiellement constituée de membres de l'ethnie nuer, se fait menaçante. Le 16 décembre 2013, le président Kiir affirme que ses services de sécurité ont déjoué une tentative de coup d'État orchestrée par son rival, il décrète alors le couvre-feu.

Durant les cinq années suivantes, le Soudan du Sud s'enfoncé dans le chaos. La guerre civile fait rage, aggravant la famine et favorisant la propagation des maladies telles que le choléra. Humanitaires et envoyés de l'ONU multiplient les rapports faisant état d'enrôlement d'enfants soldats, de massacres de civils, de viols de masse, tandis que l'Éthiopie et le Kenya tentent de jouer les médiateurs. Et que l'Ouganda envoie des troupes dans le sud du pays.

Frères ennemis

Dans beaucoup de commentaires, l'idée d'une « guerre tribale » entre les Kindas, fidèles au président Kiir, et les Nuers de Riek Machar revient fréquemment. Simpliste et faux, pour beaucoup de spécialistes, qui notent que chaque camp réunit des personnes issues de groupes différents et que c'est avant tout le contrôle des sites pétroliers qui se joue lors des combats.

« La rébellion sudiste a toujours été divisée depuis les années 1970, précise Leben Moro. Chaque camp veut le pouvoir politique parce que cela signifie aussi détenir le pouvoir économique, ce qui dans notre pays veut dire le pétrole. »



Finalement, ce n'est qu'en 2018 que Salva Kiir et Riek Machar font la paix.

Une analyse, au moins pour sa première partie, qui semble être confirmée par les deux protagonistes. En 2016, lors d'une trêve, Kiir et Machar cosignent une tribune dans le *New York Times* : « Nous avons combattu côte à côte, comme des frères, pour l'indépendance. Quand le pays est né, nous étions pleins d'espoir. Nous pensions que nous pourrions avancer ensemble, comme une nation. Puis nous avons pris conscience que ce qui liait notre peuple dans sa quête de liberté était la lutte elle-même. Et que ce ne serait pas aisé à transposer en temps de paix. »

La fragile paix de 2016 vole à son tour en éclats, et c'est finalement en septembre 2018 qu'une médiation menée par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, est couronnée de succès. La paix est signée. Les frères ennemis Kiir et Machar s'engagent, une fois encore, à gouverner ensemble et à oublier leurs différends.

Leurs conflits ont fait au moins 400 000 morts, 2 millions de déplacés dans un pays qui compte

un peu plus de 12 millions d'habitants. En 2021, la question de savoir si les coupables de crimes de guerre seront un jour jugés n'est pas tranchée et, selon l'ONU, 60 % de la

● ● ●
La question de savoir si les coupables de crimes de guerre seront un jour jugés n'est toujours pas tranchée.

population souffre de « malnutrition aiguë », « Aujourd'hui, la ville de Djouba est tranquille, conclut Leben Moro. L'économie va mieux, le cours de la monnaie est remonté, les marchés sont approvisionnés. On manque encore d'infrastructures et il faut gérer le retour des réfugiés, mais les choses vont mieux. L'armée, par contre, n'est toujours pas réunifiée, et c'est sans doute le point le plus inquiétant. » ●

Olivier Marbot

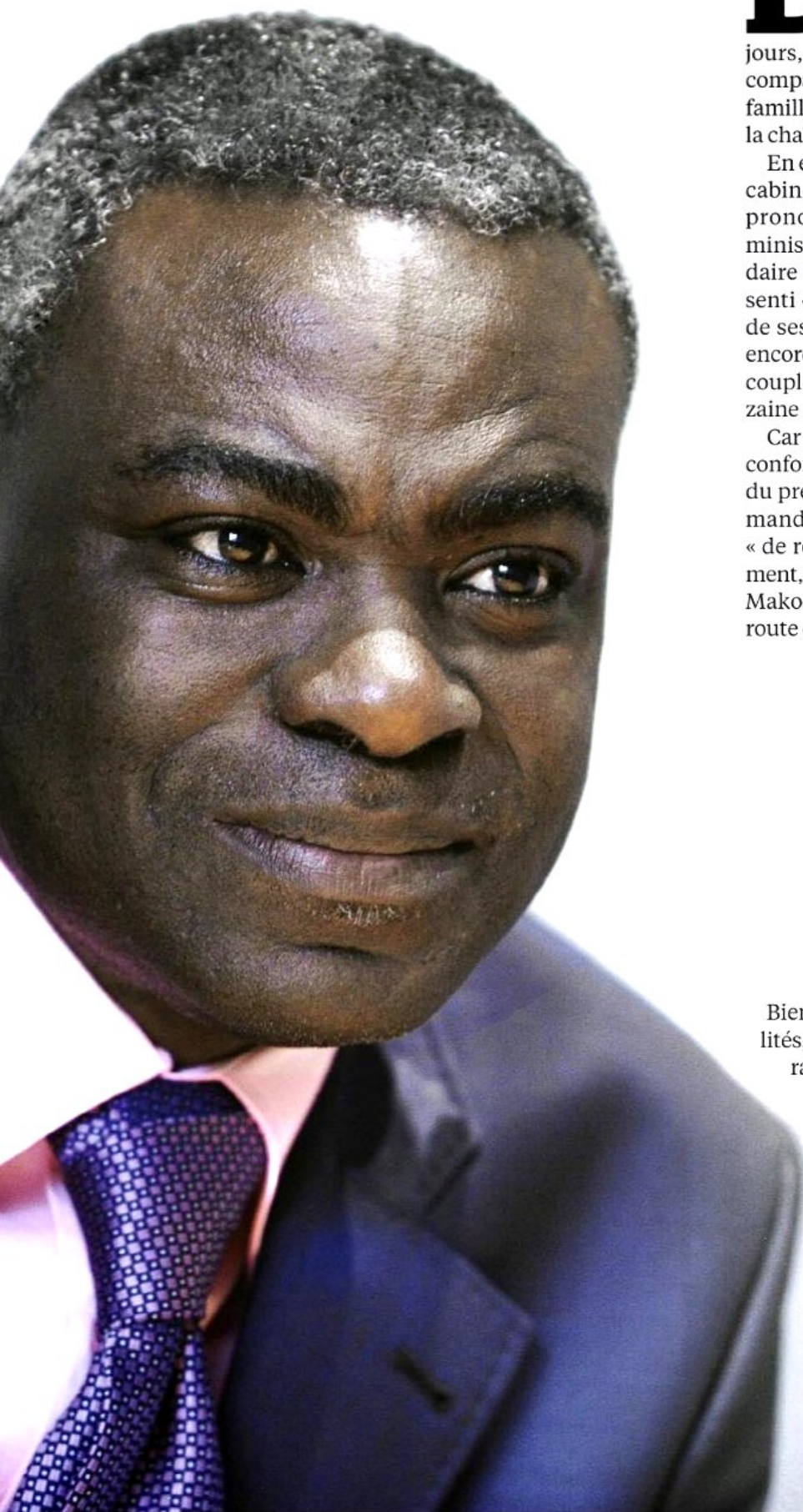
CONGO

LA FIDÉLITÉ RÉCOMPENSÉE

Homme de lettres, magistrat de formation, ex-animateur radio... Anatole Collinet Makosso, réputé proche du couple Sassou Nguesso depuis quinze ans, a été nommé à la mi-mai à la tête du gouvernement.

OLIVIER CASLIN





Depuis le 12 mai, Anatole Collinet Makosso est Premier ministre de la république du Congo. Et même si la rumeur circulait depuis quelques jours, c'est comme la grande majorité de ses compatriotes qu'il a appris sa nomination : en famille, à l'heure du dîner, devant Télé Congo, la chaîne nationale.

En entendant Florent Ntsiba, le directeur de cabinet du président Denis Sassou Nguesso, prononcer son nom, celui qui était alors ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation avoue avoir ressenti « une très forte émotion ». À la hauteur de ses nouvelles fonctions et peut-être plus encore des relations très étroites qui le lient au couple présidentiel depuis bientôt une quinzaine d'années.

Car c'est à un fidèle que le chef de l'État, réélu confortablement début avril, a confié les rênes du premier gouvernement de son cinquième mandat. Celui qui doit permettre au Congo « de reprendre sa marche vers le développement, lancée en 2016 », déclare Anatole Collinet Makosso, comme pour résumer la feuille de route que vient de lui donner le président.

**« ACM » poursuit
une ascension sans
tache et semble
apporter, à 56 ans,
un vent de fraîcheur
sur la scène politique.**

Bien conscient de ses nouvelles responsabilités, « ACM », comme l'appellent ses collaborateurs, poursuit une ascension sans tache et semble apporter, à 56 ans, un vent de fraîcheur sur une scène politique congolaise dont il occupe désormais l'un des tout premiers rangs sans l'avoir vraiment voulu. Magistrat de formation, il bachotait il y a quelques semaines encore pour le concours d'agrégation en droit privé qu'il doit passer en novembre. Avant d'être appelé par le chef au chevet du pays.

Denis Sassou Nguesso sait parfaitement à qui il vient de remettre les clefs du gouvernement. Avant d'entrer dans la lumière des projecteurs en devenant ministre de la Jeunesse et de

l'Éducation civique en 2011, Anatole Collinet Makosso évoluait dans l'ombre des cabinets. D'abord, au début des années 1990, en tant que conseiller puis directeur de celui du préfet de la région du Kouilou, dont ce Vili est originaire. Avant de prendre la tête, le 31 janvier 1998, du cabinet de la première dame, Antoinette Sassou Nguesso, tout en devenant conseiller à la présidence.

Il y a des occasions à ne pas manquer, et en 1992, Anatole Collinet Makosso l'a bien compris, lorsqu'il a dû remplacer au pied levé le préfet lors d'une audience avec l'épouse du chef de l'État, alors en visite à Pointe-Noire. S'ensuivit une longue discussion, suffisamment remarquée pour provoquer l'ire de son supérieur de l'époque. D'autant qu'il n'appartient pas vraiment au sérail puisqu'il n'est alors même pas membre du Parti congolais du travail (PCT, au pouvoir).

D'abord instituteur puis professeur de lycée, c'est aux côtés de Jean-Pierre Thystère-Tchicaya et de son Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) qu'il s'engage officiellement en politique, en mars 1991, « dans la ferveur de la conférence nationale », se souvient-il aujourd'hui. Il met d'ailleurs sur le compte de cette appartenance sa bonne relation avec Antoinette Sassou Nguesso, alors volontiers rassembleuse, quand lui-même montrait déjà des signes d'ouverture.

Journaliste

La deuxième rencontre, en 1995, entre ces deux personnalités qui ont également en commun leur jeunesse ponténégrine ne fait que confirmer la première impression née quelques années plus tôt. Parti du RDPS, libre de tout mouvement et de tout engagement, Anatole Collinet Makosso est en phase avec celle qui commence alors à préparer activement le retour de son mari pour la campagne présidentielle de 1997.

C'est à cette occasion qu'il rencontre Denis Sassou Nguesso pour la première fois, au lendemain de son retour d'exil. Antoinette Sassou Nguesso le fait chercher et, après trois heures d'entretien dans sa résidence de Pointe-Noire, son époux veut s'attacher les services d'ACM. Ce sera chose faite quelques mois plus tard, en octobre, une fois la guerre civile terminée et la situation politique du pays à nouveau stabilisée.

Anatole Collinet Makosso rouvre les micros de la radio nationale à Pointe-Noire. « Je m'improvise journaliste pendant une semaine,

raconte-t-il, le temps de calmer l'opinion publique et d'expliquer les enjeux liés au retour du président. » Et aussi de se rappeler, à titre personnel, l'époque où il animait sur la même antenne, chaque matin à 6 heures, le « Téléx pour la jeunesse », lorsque cette dernière était encadrée de près par le PCT.

Passé l'interlude radiophonique, il se rend à Brazzaville pour assister à l'investiture du président, avant de prendre ses fonctions quelques mois plus tard auprès de la première dame. Poste qu'il conserve pendant treize ans, jusqu'à ce qu'on lui attribue en 2011 son premier maroquin, celui de la Jeunesse, puis, en 2016, celui de l'Éducation.

Nouveau chapitre

L'occasion de rapprocher, dès 2000, ses deux mentors politiques : « C'est Tchicaya qui m'a conçu et Sassou qui m'a développé. » Le temps surtout de tisser une relation de confiance et de loyauté quasi filiale avec le couple présidentiel et sa famille. Celui qui dispose de « l'oreille de madame » a également participé à un recueil de poésie écrit en hommage à Edith Lucie Bongo, disparue en 2009, « pour ne pas me faire voler mon chagrin par d'autres », explique-t-il.

On le dit également proche de son ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso. Qu'importe si la nomination du fils du président a un peu éclipsé la sienne dans les médias internationaux, « ils incarnent tous les deux l'atout jeunesse du boss », constate un observateur local.

Assuré du soutien du chef de l'État, ACM va pouvoir mobiliser « la formidable force de travail » mise en avant par ses proches « au service du pays », ainsi qu'il dit concevoir la politique. Avec, tout en haut de son agenda, la reprise des négociations avec le FMI destinées à sortir le Congo de son impasse économique actuelle. « Nous devons montrer notre bonne volonté », assure ce fervent protestant qui sait que sur un tel dossier les prières ne suffiront pas.

Amoureux des livres dont il tapisse les murs de sa maison, auteur, par le passé, de nombreux essais comme cette monographie sur le PCT où il est encarté depuis 2011, c'est donc à lui d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire de son pays. Et de répondre aux espoirs suscités par son arrivée à la primature auprès de la jeunesse congolaise. ●



ARRIVÉE SURPRISE

Les nouveaux gouvernements réservent toujours leur lot de surprises. Celui d'Anatole Collinet Makosso n'échappe pas à la règle puisque, parmi ses 36 membres, figure — et ce pour la première fois — Denis Christel Sassou Nguesso, 46 ans. Le fils du chef de l'État prend le portefeuille fraîchement créé de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé.

Même si, officiellement, il ne figure qu'à la 22^e place dans l'ordre protocolaire, sa nomination n'a pas manqué de faire jaser. « Nul ne peut être favorisé ou désavantagé en raison de son origine familiale, ethnique, de sa condition sociale, de ses convictions politiques, religieuses, philosophiques ou autres », rétorque le Premier ministre, en opposant l'article 15 de la Constitution à ceux qui mettent en doute l'opportunité de cette promotion.



Tribune

Yann Gwet *Essayiste camerounais*

Mali-Tchad : deux poids, deux mesures

Deux coups d'État, deux réactions différentes. Incohérence de la communauté internationale, nous dit-on. Par la force des choses, cette communauté internationale en Afrique subsaharienne francophone, c'est souvent la France. Et sa réaction aux coups de force tchadien et malien est particulièrement illisible.

S'agissant du Tchad, tout en déplorant, dans le décès d'Idriss Déby, « la perte d'un ami et d'un partenaire fiable qui a œuvré sans relâche pour la sécurité de son pays et la stabilité du Sahel », Paris a exprimé son « ferme attachement à la stabilité et à l'intégrité territoriale du Tchad ». En clair, soutien à la junte.

S'agissant du Mali, il a « réitéré », à la fin de mai, dans la foulée du deuxième coup de force de la junte, « sa ferme condamnation du coup d'État ayant abouti à la démission forcée du président Bah N'Daw et de son Premier ministre ». On imagine le colonel Assimi Goïta se demandant ce qu'il a bien pu faire pour mériter pareille discrimination de la part d'une France qui s'est en outre aussitôt empressée de saluer « la suspension [de son pays] des institutions de la Cedeao » et d'interrompre, « à titre conservatoire et temporaire », sa coopération militaire bilatérale avec le Mali. Quelques jours après, le président Macron

annonçait une redéfinition de l'opération Barkhane, qui peut difficilement être interprétée comme un soutien de la France au Conseil national de la transition malienne.

La question de fond est celle de l'arbitrage entre démocratie et stabilité. D'un côté, les classes urbaines et connectées d'Afrique francophone réclament le « respect des normes démocratiques », là où les institutions régionales et continentales, ainsi que les principaux partenaires internationaux de l'Afrique, prônent la « stabilité ». D'ailleurs, JA ne s'y est pas trompé, qui, dans un article du 31 mai expliquant les enjeux de la réunion des chefs d'État de la Cedeao après



La réaction de la France aux deux coups de force est particulièrement illisible.

le deuxième putsch de Goïta, indiquait que « si les termes [du communiqué final] peuvent paraître fermes, l'option choisie est clairement celle de la reconnaissance de l'état de fait ». L'idée est assez simple : d'un côté, il faut éviter de donner l'impression d'une normalisation des putschs

qui pourraient faire tache d'huile. En ce sens, brandir l'étendard de la « démocratie » est opportun. De l'autre, la perspective d'une instabilité politique prolongée dans des régions considérablement fragilisées sur le plan sécuritaire est une pilule amère pour la « communauté internationale ». Concilier ces deux impératifs consiste donc à promouvoir les « normes démocratiques » dans les mots, pour mieux s'en éloigner dans les faits.

Pouvoirs incompetents

Mais poser le débat entre « démocratie » et « stabilité » est problématique. Les deux sont supposés indissociables. Pourtant, un coup d'œil à la situation politique des pays les plus ostensiblement démocratiques suffit à nuancer très sérieusement cette idée. Sans la « stabilité », rien n'est possible. Mais, trop souvent, elle n'a aucun ancrage démocratique. Dès lors, les pouvoirs qui en sont issus n'ont parfois d'autre choix que d'asseoir leur légitimité par la violence – violence d'autant plus incontournable que ces pouvoirs prétendument stabilisateurs sont souvent incompetents.

Or si les processus démocratiques sont parfois porteurs d'instabilité, l'aspiration des peuples à la maîtrise de leur destin ne peut être ignorée, et la « légitimité démocratique » est un des meilleurs remparts contre l'instabilité politique. ●



Mouammar
Kadhafi, en
février 2000,
à N'Djamena,
au Tchad.

REZA/GETTY IMAGES

ENQUÊTE

« ERIK » GOAIED SUR LA PISTE DES MILLIARDS DE KADHAFI

Mystérieux businessman bien introduit à Tripoli et à Pretoria, cet aventurier tunisien au parcours éclectique est le personnage principal de la course au trésor qu'aurait caché en Afrique du Sud le guide de la Jamahiriya.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Ce 20 avril, un téléspectateur tunisien regarde d'un œil distrait le documentaire diffusé par Arte *Où sont les milliards de Kadhafi ?* quand, abasourdi, il reconnaît un camarade de classe. « C'est Iskander, même s'il ne porte pas le même prénom, il n'a pas changé. Nous étions pendant deux ans à l'école de David Solal et voisins dans la même cité du quartier de Lafayette, à Tunis », confie-t-il sous le coup de la surprise à un ami. Iskander se fait désormais appeler Erik et est, à 54 ans, le personnage principal d'une enquête sur la course aux milliards qu'aurait cachés en Afrique du Sud le guide de la Jamahiriya libyenne avant sa chute, en 2011.

Rien ne destinait Erik Goaied à devenir chasseur de trésor. Grand, réservé, le sourire rare, il a l'allure du gendre idéal, sans rapport avec l'univers interlope des barbouzes et des secrets d'État. Et Erik Goaied n'a pas changé. Ou presque pas : celui qui, dans les années 2000, écumait les Salons de l'agriculture à Tunis en quête d'innovation pour

l'exploitation agricole héritée de sa famille a simplement le regard plus dur derrière ses lunettes rectangulaires, une légère crispation de la mâchoire, et semble sur le qui-vive.

Issu de la tribu des Frachiches, il est propriétaire de vastes terres familiales à Bhiret Barmajna, dans leur fief originel de Thala, à la frontière algérienne. Il a grandi dans le récit de la saga de son grand-oncle Mohamed Lamine el-Ghidaoui et de ses grands-pères, Mohamed et Abdesalem Goaied, des notables et lettrés de la région. Précurseurs de la résistance à la colonisation, ces derniers ont été, en 1906, sous l'impulsion d'un marabout algérien, à l'origine de la première insurrection d'importance contre les autorités coloniales en Tunisie, un épisode connu sous le nom de « l'affaire Thala-Kasserine ». Celui qui, à Thala, s'appelle Iskander et non Erik, son autre prénom dû à une ascendance maternelle suédoise, veut reprendre le flambeau et assure que « les valeurs de [leurs] ancêtres sont dans [leurs] gènes et [les] font vivre ». Nourri de l'épopée des Frachiches, →



Le leader libyen entouré, de g. à dr., de Jacob Zuma, Denis Sassou Nguesso, Mohamed Ould Abdelaziz et Jean Ping, à Tripoli, le 10 avril 2011.

JOSEPH EDVAF

→ Iskander Goaied imagine « Terre d'ancêtres », un projet de valorisation de ses terres, qui bruissent de légendes. Entre 2005 et 2006, les agriculteurs du cru suivent avec attention le bras de fer entre Iskander Goaied et les autorités, qui lui refusent l'accès aux entrepôts frigorifiques où il veut déposer sa production de pommes de terre. L'idée pour l'État est alors de contrer les spéculateurs qui entreposent la pomme de terre et attendent qu'elle se fasse plus rare pour la mettre sur le marché à des prix élevés. Spontanément, devant le réalisateur qui relate sa chasse au trésor de Kadhafi, il regrette d'avoir négligé son exploitation agricole durant cette quête fiévreuse.

Double vie

Quand il semblait être un paisible propriétaire terrien, Iskander Goaied avait en fait déjà une double vie. À Tunis, autour de 2006, il se présentait comme un revendeur de matériel médical auprès des autorités libyennes et ne cachait pas ses difficultés financières. Il avait d'ailleurs lancé « Terre d'ancêtres » comme une soupape de sécurité, un retour aux fondamentaux, ou plutôt une solution de repli, au cas où ses activités libyennes tourneraient mal. Mais celui qui, très jeune et brièvement, aurait été consultant d'Elf Aquitaine au Togo

et au Nigeria, s'est imposé sur le marché libyen comme fournisseur exclusif d'une compresse miracle contre les brûlures, le « burnshield », fabriquée en Afrique du Sud. Erik a ainsi ses entrées à Pretoria et à Tripoli, une position idéale qui lui permettra d'entretenir un beau carnet d'adresses, notamment en période d'embargo international sur la Libye.

Ali Farkash, un beau-frère de Kadhafi, lui mettra des bâtons dans les roues en bloquant les règlements qui lui sont destinés, Goaied

IL COMPTE PARMIS SES AMIS MOHAMED TAG, PATRON, DEPUIS 2014, DU COMITÉ LIBYEN DE RESTITUTION DES AVOIRS.

refusant de lui rétrocéder une commission. Farkash ira jusqu'à le faire emprisonner quelques jours. Mais l'homme peut compter sur sa solide amitié avec Mohamed Tag, officier supérieur influent de l'armée libyenne, pour se remettre en selle, en 2008, et récupérer en partie son dû. Trois ans plus tard, Kadhafi chute. Tag, qui a conservé de bonnes relations avec les kadhafistes, reprend du

service et devient, en 2014, le patron du Comité de restitution des avoirs créé par le gouvernement libyen. Un hasard qui tombe à pic pour celui qui, dès 2012, va utiliser ses relations sud-africaines pour un autre type de business, loin des produits paramédicaux.

Mais avant d'entamer ce tronçon de vie singulier, Iskander s'efface pour opérer en tant qu'Erik, qui a déjà pris ses marques et affiche une carrière intrigante. Observateur averti de la scène libyenne, le professeur universitaire canadien Howard Adelman s'étonne des fonctions cumulées par Goaied. Sans qu'aucun document ne l'atteste, il serait conseiller d'un groupe international spécialisé dans l'affrètement aérien, qui porte le même logo que « Terre d'ancêtres », exploitant de carrière de marbre et opérateur dans la gestion des réseaux – une façon pudique d'évoquer du lobbying – et dans celle de sociétés pétrolières, sans qu'il soit possible d'obtenir davantage de précisions. Il dit être également directeur du marketing international de Darron en Afrique du Sud, mais cette entreprise semble être une couverture qui lui a permis d'être conseiller technique de l'entreprise d'armement germano-sud-africaine Rheinmetall Denel Munition (Pty) Ltd.

En 2012, les autorités libyennes de transition approchent Iskander-Erik Goaied pour un



Iskander
« Erik »
Goaied.

contrat d'armement à conclure avec l'Afrique du Sud. Durant ces négociations, il a vent d'un transfert depuis Tripoli, à la fin de 2010, de 12,5 milliards de dollars en petites coupures vers l'aéroport de Johannesburg. Débute alors le pan le plus obscur mais aussi le plus médiatisé du parcours éclectique et pour le moins opaque d'un aventurier également formé au pilotage d'avion aux États-Unis.

Surnommé Erik « Niemand », soit Erik « personne », en afrikaans, Goaied estime qu'« il y en a pour 400 milliards de dollars » en évoquant la totalité du pactole caché par Kadhafi à travers le monde, profite du retour de Mohamed Tag aux affaires en 2014 et a l'idée de régler la commande d'armes d'un montant de 5 millions de dollars avec les fonds transférés par Kadhafi. En Libye, les briscards de l'ancien régime sont aux aguets, et, en Afrique du Sud, les négociateurs mandatés par Tripoli suscitent la méfiance faute d'exhiber un bon de commande en bonne et due forme.

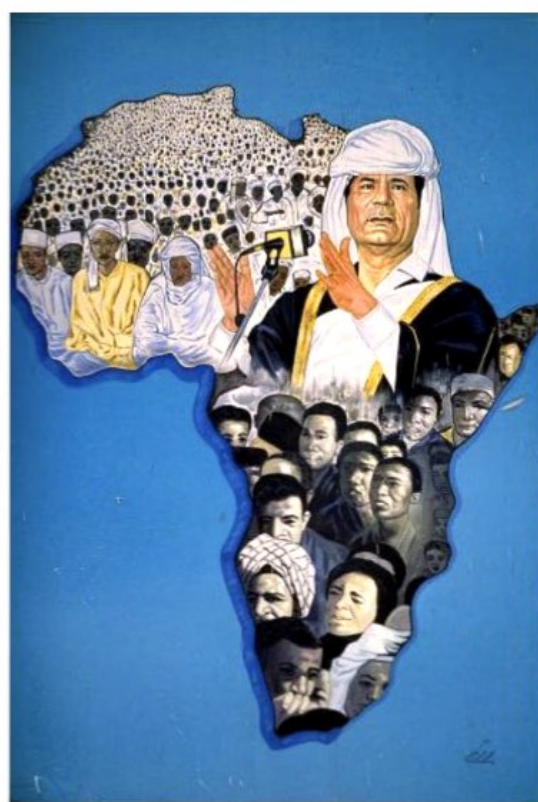
La livraison d'armes passe à la trappe, et les discussions autour d'une restitution du trésor de Kadhafi s'enlisent. Les autorités de Pretoria, et plus généralement les dirigeants sud-africains, avaient un rapport très étroit avec le régime Kadhafi, dont le soutien financier et militaire a été essentiel dans la lutte contre l'apartheid. Une sorte de reconnaissance →

D'AUTRES CACHETTES EN AFRIQUE

Pour l'ex-colonel, le continent était un lieu sûr au point d'y cacher ses avoirs. Mais dix ans après sa disparition, il est toujours difficile d'identifier les pays où des sommes colossales auraient été disséminées. Outre les fonds en Afrique du Sud, un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies relève, en 2017, malgré le démenti des banques, des transferts entre l'Afrique du Sud et le Kenya. Conformément à la légende qui se construit autour du magot de Kadhafi, à Ouagadougou, 560 millions de dollars en coupures de 100 entreposés dans des caisses en acier devaient être

convoyés vers Tripoli, mais la société de transport internationale chargée du transfert moyennant une commission s'est révélée être une entreprise fantôme, selon le gouvernement burkinabè. Même scénario, ou presque, au Ghana. L'argent, à l'abri dans des coffres au logo du Comité international pour la protection des droits de l'homme, aurait été déplacé ailleurs. Certains évoquent l'existence d'une cagnotte au Niger. En 2011, Saadi, l'un des fils de Kadhafi, aurait eu la vie sauve lors de sa fuite vers Niamey en livrant des informations sur ce trésor. ●

F.D.



À partir de 1999, le guide joue la carte du panafricanisme.

→ qui fait que le leader libyen, devenu un panafricain convaincu, était suffisamment en confiance pour envoyer une partie de son pactole en Afrique du Sud. Les survivants du pré-carré de Kadhafi, dont Bachir Saleh, sourient à l'évocation du magot de toutes les convoitises, tandis que les autorités de Pretoria éluent adroitement le sujet en renvoyant la balle aux anciens dirigeants du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC).

Tous les coups sont permis

Mandaté, selon lui, par les autorités libyennes depuis 2014, Goaied cherche à tout prix à remonter une piste qui refroidit au fil des ans, mais il prend vite conscience que ses vis-à-vis sud-africains ne jouent pas franc-jeu. Avec l'appui de personnages sulfureux, dont Johan Erasmus, un marchand d'armes issu du renseignement, et de son ami Fanie Fondse, un ancien membre des forces spéciales, ainsi que de George Darmanovic, témoin oculaire et ancien influent agent des services secrets sud-africains, Goaied plonge un peu plus du côté obscur d'une affaire où tous les coups sont permis. George Darmanovic est assassiné à Belgrade peu après sa promesse de révéler les destinataires sud-africains du magot de Kadhafi. Les rivalités sont exacerbées, Johan Erasmus doute de Goaied, qu'il soupçonne de vouloir le rouler dans la farine, et le menace avec un taser. La chasse au trésor semble maudite, et le pactole de Kadhafi s'éloigne à mesure que Goaied paraît s'en rapprocher.

Des témoignages et des images prouvent que cette somme colossale est bien arrivée à Johannesburg, mais il semble qu'elle se soit évaporée rapidement. Autant d'éléments qui incitent Goaied, même « en distanciel », à s'entêter. Installé en partie à Washington,



Il n'est pas le seul ; sociétés privées, avocats d'affaires et chasseurs de prime s'improvisent aussi fins limiers. L'équipe de la société maltaise Sam Serj, dirigée par les Libyens Tahar el-Buishi et Mohammed el-Sherwy, est en concurrence directe avec celle du WACG. D'autres ont également tenté l'aventure. Sur les rangs, une mystérieuse entreprise canado-libyenne, Odyssey Consulting, dirigée par le Canado-Libyen Abdullah Ahmed, mais aussi une autre compagnie canadienne de lobbying, Dickens & Madson, présidée par Ari Ben-Menashe, sulfureux Israélo-Canadien et ex-agent de la direction du renseignement militaire israélien. Ce dernier a eu pour clients différents intervenants de la scène politique libyenne, dont Khalifa Haftar et le Conseil de transition de la Cyrénaïque (CTC), ou encore le chef de milice Ibrahim Jadhraan. Il est connu à Tunis pour avoir été sollicité par Nabil Karoui lors de la course à la présidentielle de 2019. Pour la plupart de ces fins limiers, la chasse au trésor tourne court. Malgré sa puissance et son entregent, El-Buishi sera kidnappé pendant quelques mois en 2016, puis relâché à son arrivée en jet à l'aéroport d'Al-Abraq, en Libye. Il n'apparaîtra plus en personne et met

SOCIÉTÉS PRIVÉES, AVOCATS D'AFFAIRES ET CHASSEURS DE PRIMES S'IMPROVISENT AUSSI FINS LIMIERS. SANS SUCCÈS.

Goaied opère aujourd'hui, très discrètement, sous le label du Washington African Consulting Group (WACG), qu'il dirige en partenariat avec Mohamed Tag et Douglas Keith Foree, exploitant de pétrole, et avec l'appui du Ben Barnes Group, basé au Texas. Il ne perd pas une miette de l'évolution de cette traque inédite sur fond d'instabilité politique et de conflit en Libye. Le moindre changement politique peut ouvrir, ou fermer, des portes.



Le guide de la Jamahiriya accueillant Jacob Zuma, le 31 mai 2011, à Tripoli, pour évoquer le plan de paix élaboré par l'UA pour mettre fin au conflit en Libye.

NTSWE MOKOENNAFF

en cause Goaid dans sa mésaventure. Lequel affirme que Buishi a été emprisonné pour fraude fiscale. Faute de moyens ou par prudence, certains, comme le Franco-Tunisien Taïeb Talbi, qui préside Business Network Investment & Debt, renoncent à cette course présentée comme une action de recouvrement de la dette libyenne.

Tout comme Goaid, personne n'a l'expérience d'une réelle chasse au trésor ni assez d'atouts et de relations pour l'emporter

dans un contexte politique parasité par les réseaux d'influence et la corruption. Être proche de l'ancien chef de la sécurité et du renseignement de l'ANC, Tito Maleka, bénéficié de la bienveillance de certains services libyens et avoir accès à des informations par le biais d'offices de renseignements ne suffisent pas à Goaid pour obtenir des données précises. D'autant que l'argent aurait été transféré, avant 2018, au Swaziland ou dans les environs, sous la présidence de Jacob Zuma. Pour le mystérieux Goaid, qui aurait été appâté, comme ses rivaux, par une commission de 10 %, le temps tourne. Avec détermination et sens du défi, il persiste, quitte à se mettre en danger. Après tout, 10 % d'une somme folle, même à partager, peuvent changer une vie. Mais cet homme méticuleux, qui semble lui-même entraîné à préve-

L'ARGENT AURAIT ÉTÉ TRANSFÉRÉ, AVANT 2018, AU SWAZILAND OU DANS LES ENVIRONS SOUS LA PRÉSIDENTIE DE JACOB ZUMA.

nir les risques, ne baisse jamais la garde. Il a fait capoter un accord entre le gouvernement sud-africain et les mandataires de Sam Serj, qui étaient prêts, en bons mercenaires, à brader le marché en se contentant d'une commission de 7 %. Malgré les dénégations de Goaid, l'Audit Bureau de la Chambre des représentants de Tobrouk dément que l'intéressé et son cabinet de consulting, le WACG, soient mandatés pour récupérer l'argent de Kadhafi. À ce petit jeu de poker menteur, le Tuniso-Américano-Suédois excelle, ne dit pas tout et, surtout, s'obstine à poursuivre ce que beaucoup estiment n'être plus qu'une folle chimère. ●

KADHAFI, INVESTISSEUR ET BAILLEUR DE FONDS PANAFRICAIN

La prodigalité envers les dirigeants africains de l'autoproclamé « roi des rois d'Afrique » est notoire, mais peu d'entre eux s'en sont prévalus, à l'exception du Guinéen Dadis Camara. Kadhafi, qui a présidé l'Union africaine (UA) en 2009, a aussi soutenu le développement des pays

du continent. Le Soudan, l'Éthiopie, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Tchad, la Tanzanie, la Zambie, la Côte d'Ivoire, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie figurent parmi les pays auxquels le régime libyen a octroyé des crédits. Mais Kadhafi était aussi un investisseur

qui détenait de nombreux actifs dans des entreprises au Maghreb, en Afrique subsaharienne, mais aussi en Europe. Le fonds souverain Libyan Investment Authority (LIA), la Libyan Arab African Investment Company (LAAICO) et la Libyan Foreign Investment Company (LAFICO) ont

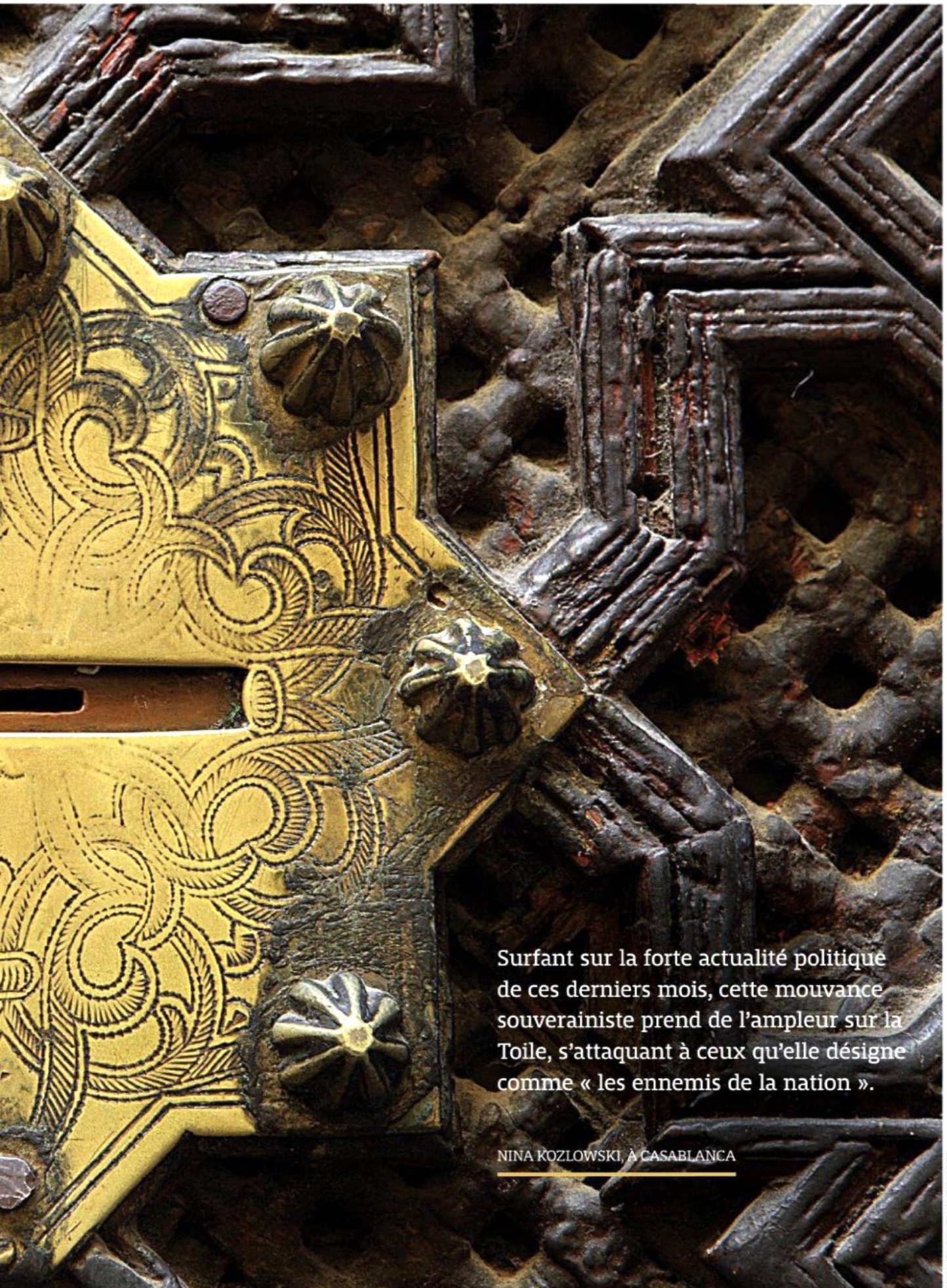
permis à la Libye, mais surtout à Kadhafi, de détenir un portefeuille d'avoirs diversifiés, allant de l'hôtellerie aux télécommunications en passant par l'agriculture et l'industrie. Une nébuleuse aux montages et au fonctionnement opaques. ●

F.D.

MAROC

DE QUOI LES MOORISH SONT-ILS LE NOM ?

Boîte recueillant les
donations, à la mosquée
Moulay-Idriss-II, à Fez.



Surfant sur la forte actualité politique de ces derniers mois, cette mouvance souverainiste prend de l'ampleur sur la Toile, s'attaquant à ceux qu'elle désigne comme « les ennemis de la nation ».

NINA KOZLOWSKI, À CASABLANCA

MANUEL COHEN/ALPIMAGES



Montage réalisé par un compte Moorish présentant les armoiries des différentes dynasties qui ont régné sur le Maroc, à la manière de *Game of Thrones*.

Le 21 avril, Brahim Ghali, chef du Front Polisario, est admis en urgence – et en catimini – à l'hôpital de Logrono, en Espagne. Des dizaines de profils de la twittoma (le Twitter marocain) appellent immédiatement à la « *reconquista* des territoires qui sont encore sous occupation espagnole », à « cesser d'être le gendarme de l'Europe », à « punir l'Espagne avec des migrants », voire à « récupérer l'Andalousie ».

Au début de mars, au moment du renouvellement des instances de la Confédération africaine de football (CAF), l'ex-international marocain, Abdeslam Ouaddou, affiche son soutien au président de la Fédération algérienne de football, Kheïreddine Zetchi, alors candidat au conseil de la Fifa (avant de devoir abandonner). Pris à partie sur les réseaux marocains, le joueur est interrogé sur sa position concernant le Sahara. « C'est un vaste espace géographique que Dieu a créé sur le continent africain pour vivre fraternellement, allant de l'Atlantique au Nil sur la longitude et de la Méditerranée à l'extrême sud du tropique du Cancer sur la latitude », répond Ouaddou. Il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres.

Insultes et menaces

Le sportif est immédiatement victime d'un harcèlement en ligne mêlant anonymes, faux profils, quelques personnalités du ballon rond marocain et une poignée d'internautes, sous le couvert de « patriotisme ». Ouaddou subit notamment des attaques racistes sur sa couleur de peau et se voit étiqueté « ennemi de la nation ». Et tant pis si l'ex-international marocain a, par exemple, fait don de 1 million

de dirhams au Fonds Covid-19, consacré à la gestion de la pandémie...

À la mi-décembre, juste après la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara par l'ex-président américain Donald Trump, des dizaines de comptes Twitter éclosent pour soutenir la « normalisation » du Maroc avec Israël, avec à l'appui les mêmes arguments que le ministère des Affaires étrangères, notamment le fait qu'en étant « proche » d'Israël le royaume pourrait mieux défendre les intérêts de la Palestine. Un faux compte baptisé « Ambassade d'Israël en Algérie », suspendu depuis, est même créé et promeut les tweets de @MarocDiplomatie. Même si au sein de l'opinion marocaine, la « normalisation » en

question n'est pas des plus populaires, cet activisme en ligne donne le sentiment d'une vague de soutien, par un effet de saturation des réseaux sociaux.

Derrière ces phénomènes, beaucoup de profils douteux – des comptes créés récemment, sans vraies photos, sans abon-

nés –, mais aussi un mouvement qui fait de plus en plus parler de lui, les Moorish (« Maures », en anglais). Lorsque ce mouvement naît en 2018, il s'agit surtout de conservateurs bon teint, grands défenseurs de la « marocanité du couscous », en extase devant des images de verres de thé à la menthe, de somptueux paysages marocains ou des costumes traditionnels berbères. Autant de publications consensuelles et séduisantes, à même de générer likes, retweets et abonnements sur un sujet aussi peu sensible que le folklore marocain. À mesure que ces comptes drainent de nouveaux sympathisants, les tweets prennent une tournure plus radicale : ultranationaliste, voire raciste (certains

LORSQUE CE MOUVEMENT NAÎT, EN 2018, IL S'AGIT SURTOUT DE CONSERVATEURS BON TEINT, GRANDS DÉFENSEURS DE LA « MAROCANITÉ DU COUSCOUS ».

réfutent l'idée selon laquelle les populations maures et berbères puissent être noires), avec une fascination marquée pour les hommes du type Poutine ou Erdogan, et une haine exacerbée pour les « islamistes », les « gauchistes » et l'Algérie.

Ces « Moorish », qui utilisent l'étoile de la dynastie mérinide comme symbole, comptabilisent au moins 14 comptes vitrines en français, en anglais, en arabe et en espagnol : @MoorishMovement, @MoorishTimes, @MoorsKingdom et des dizaines de milliers d'abonnés (essentiellement francophones et arabophones), se déclarant pour une bonne partie appartenir à la même mouvance. Mais on peut légitimement douter de leur authenticité tant leur nombre est industriel et leur taux de suspension automatique, sur Twitter notamment, non négligeable.

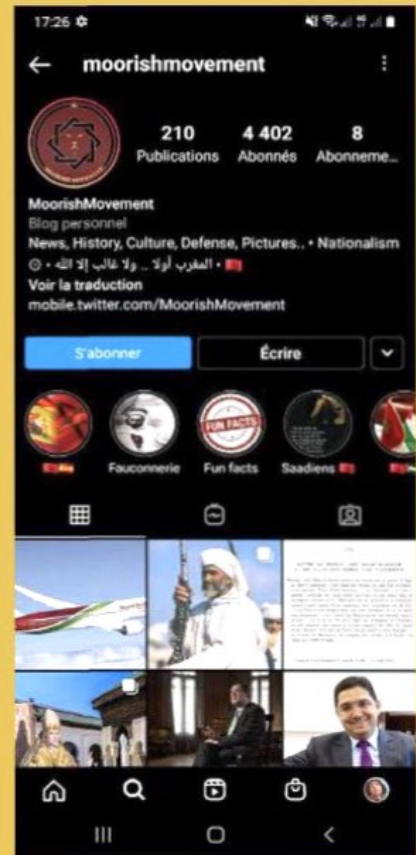
Parmi ces comptes donc, beaucoup n'hésitent pas à s'adonner au harcèlement, à proférer des insultes et des menaces de mort, certains allant jusqu'à écrire que « l'acide ne coûte pas cher », un appel à peine dissimulé à punir des militants de gauche qui ont douté de l'authenticité des comptes Moorish. Et une référence morbide à Mehdi Ben Barka, dont le corps n'a officiellement jamais été retrouvé. L'épouse de Souleiman Raissouni, un journaliste actuellement emprisonné et en grève de la faim, a, elle, été menacée de viol...

« Revival » identitaire

Les leaders de la mouvance sont anonymes. Les plus actifs et les plus suivis se cachent derrière des pseudos tels Armando Smith ou Carl Johnson, et la plupart de leurs sympathisants derrière des profils anonymes. Interrogé par *Jeune Afrique*, Carl Johnson, qui apparaît comme le théoricien du mouvement, plutôt ouvert aux échanges, évoque une « organisation Moorish » qui se « structure de plus en plus » et réfute la paternité de certains hashtags ou propos « extrémistes », tout en se tenant « à distance des dynamiques nihilistes, par essence non productives ». Au Maroc, de Hassan II à Mohammed VI, le mot « nihilisme » renvoie à la gauche ou, plus récemment, au Mouvement du 20-Février (2011).

Et certains responsables marocains se laissent aller à relayer du contenu Moorish, voire à participer à certaines campagnes de harcèlement. Un certain Anas Fellaki, diplomate en poste à La Haye puis à Londres, s'est ainsi associé aux détracteurs acharnés de l'historien et opposant politique Maâti Monjib, →

LES LEADERS LES PLUS ACTIFS DE LA MOUVANCE ET LEURS SYMPATHISANTS SE CACHENT DERRIÈRE DES PSEUDOS ET DES PROFILS ANONYMES.



Un buzz qui donne l'impression d'une mobilisation massive.

→ ainsi que des journalistes Omar Radi et Imad Stitou, qui font tous l'objet de poursuites judiciaires. Faisant fi de son devoir de réserve, le diplomate a même tweeté des extraits de procès-verbaux non authentifiés sur l'affaire Omar Radi et Imad Stitou. Dénoncé, Anas Fellaki a depuis disparu du web.

Au cours des derniers mois, la presse s'est emparée du sujet Moorish. Au Maroc, on parle d'un « revival de l'identité marocaine », d'un « nationalisme new age », et d'un « contenu qui défend un État-nation fort mais aux racines millénaires ». L'agence de presse espagnole EFE s'est elle aussi fendue d'un article qui évoque un mouvement d'extrême droite. En réalité, les contours idéologiques de la mouvance sont flous, notamment sur la question de l'identité berbère, tantôt valorisée, tantôt méprisée. Une seule constante : la volonté de promouvoir un « Morocco first » – le « Make America Great Again » de Trump ayant fait des émules.

Un phénomène mondial

Récemment, un obscur site qui se déclare algérien, Kassaman Times, a été plus loin en livrant la – supposée – identité d'une poignée de fondateurs du mouvement Moorish (dont Carl Johnson) : tous sont des Marocains installés à l'étranger, souvent liés à la jeunesse du parti du RNI, sans lien apparent avec l'État, et qui ont, bien entendu, démenti. Les Moorish sont-ils déconnectés de la réalité du royaume ? De fait, leurs cibles favorites – la gauche, les militants des droits de l'homme, ceux du Rif, les détenus politiques – ne constituent pas des sujets de préoccupation majeurs au sein de l'opinion marocaine. Les tweets qui traitent les « gauchistes » de « fils de bourgeois dépressifs », de « violeurs », ou de buveurs de « Spécial à La Cigale », renvoient eux aussi à un microcosme. L'activisme en ligne des Moorish semble ainsi inversement proportionnel à l'intérêt des Marocains pour leurs sujets de prédilection. Mais le « bruit » qu'ils suscitent en ligne donne une tout autre impression : celle d'une mobilisation massive et spontanée de l'opinion, alors qu'il n'en est rien.

Les Moorish – relayés par des comptes authentiques et de faux comptes – ne sont qu'un maillon d'un écosystème consacré à la promotion agressive des intérêts perçus de l'État marocain. Citons, parmi d'autres, Chouf TV, un site arabophone populiste, qui s'est transformé en machine à harceler et à

UNE SEULE
CONSTANTE :
LA VOLONTÉ DE
PROMOUVOIR
UN « MOROCCO
FIRST » – LE
« MAKE AMERICA
GREAT AGAIN » DE
TRUMP AYANT
FAIT DES ÉMULES.



Le footballeur Abdeslam Ouaddou, victime d'une campagne de harcèlement en ligne.

diffamer. À la fin de février, Facebook a d'ailleurs supprimé 385 faux comptes, « principalement du Maroc » et qui « ciblèrent un public national », liés à Chouf TV, dont l'objectif est de gonfler les réactions positives aux reportages pro-gouvernementaux. D'ailleurs, le diplomate Anas Fellaki n'a pas hésité à partager de nombreux articles de Chouf TV.

« C'est un phénomène mondial, explique Fabrice Epelboin, spécialiste des médias sociaux et du web social, enseignant à Sciences Po-Paris. Des militants de La République en Marche sont mobilisés et payés pour défendre le gouvernement et attaquer les voix critiques, ils se sont d'ailleurs beaucoup radicalisés après l'épisode des « gilets jaunes ». Aux États-Unis, entre 30 000 et 60 000 personnes rattachées à l'armée trollent les réseaux sociaux pour manipuler l'opinion publique. Bref, c'est un secret de polichinelle. » Plus proche du Maroc, la Tunisie : Zine el-Abidine Ben Ali, passionné d'informatique, qui a d'ailleurs fait de cette discipline une spécialité des universités locales, a, dès 2010, financé les études à l'étranger de nombreux jeunes Tunisiens en échange de posts favorables au régime et hostiles à certains opposants. Les années 2011 dans le monde arabe et 2016 dans le Rif ont clairement démontré qu'internet pouvait devenir un espace de contre-pouvoir. Au royaume, c'est d'ailleurs une élite plutôt campée à gauche, mais aussi les islamistes (dont le PJD) qui ont longtemps régné en maître sur la Toile. « Tous les États ont donc massivement investi dans le digital et n'ont pas pour habitude de faire dans la subtilité pour toucher les masses », conclut Fabrice Epelboin. ●

CANAL+ ADVERTISING

RÉGIE PUBLICITAIRE N°1

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

TELEVISION | DIGITAL | CINEMA



COMMUNICATION PANAFRICAINNE

A TRAVERS 25 PAYS

CANAL+

**CANAL+
SPORT**

NOVELAS^{TV}

NOLLYWOOD^DTV



**NOLLYWOOD^DTV
EPIC**



TRACE

Cuisines



COMMUNICATION LOCALE

POUR UN CIBLAGE PAYS

Côte d'Ivoire



Sénégal



Madagascar



RDC & Congo



Culture
Mandingue



Afrique
Anglophone



+ de 12 pays



COMMERCIAL.ADVERTISING@CANAL-PLUS.COM

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SUR WWW.CANALPLUSADVERTISING.COM

ALGÉRIE

LE GANT DE VELOURS CACHAIT UNE POIGNE DE FER

Alors que le président Tebboune jurait vouloir solder les années Bouteflika, la répression des opposants atteint des niveaux jamais observés sous la présidence précédente.

FARID ALILAT

Antar! Il y a quelques années, il suffisait de prononcer le nom de cette caserne de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi, ex-DRS) pour glacer d'effroi tout opposant, quelle que fût sa couleur politique. Si le détail de ce que cachent les murs de ce centre opérationnel des services secrets situé sur les hauteurs d'Alger n'est pas connu, les quelques témoignages qui ont filtré sur les conditions dans lesquelles les suspects ont été détenus et interrogés suffisent à en faire une sinistre légende.

En février, la caserne est au cœur d'une affaire de tortures et de sévices présumés dont l'étudiant Walid Nekiche se dit être victime. En 2019, il y a été détenu et interrogé dans le plus grand secret pendant une semaine, avant d'être déféré devant un juge et placé en détention préventive. L'affaire Walid Nekiche éclate dans l'enceinte d'un tribunal avec les révélations de l'étudiant devant le juge, et soulève un tel tollé en Algérie et à l'étranger que la justice civile décide d'ouvrir une enquête qui sera récupérée par le tribunal militaire de Blida.

Le cas de cet étudiant aura propulsé la caserne Antar sur le devant de la scène et aggravé un peu plus sa réputation de lieu de détentions extrajudiciaires, d'autant que le général Wassini Bouazza, ex-tout-puissant chef de la DGSi, ainsi que le colonel Yacine, qui dirigeait ce centre au moment des faits, purgent aujourd'hui de lourdes peines à la prison militaire de Blida, notamment pour « outrages à corps constitué » et « faux et usage de faux ».

Les derniers événements qui se sont déroulés à la veille des élections législatives du 12 juin jettent une nouvelle fois une lumière crue sur cette caserne Antar, devenue le symbole de la répression qui touche manifestants, hommes politiques, journalistes ou militants des droits de l'homme. Interpellés jeudi 10 juin, les journalistes El Kadi Ihsane et Khaled Drareni, connus pour leur engagement dans le Hirak, y ont été détenus et interrogés pendant plus de trente heures avant d'être relâchés. Si les auditions des deux journalistes se sont déroulées sans contraintes ni violences, dans une ambiance plutôt cordiale, selon leurs témoignages respectifs, les questions, les requêtes et les interrogations des officiers de la DGSi en ont dit long sur la volonté des autorités de tenir les opposants d'une main de fer.

220 prisonniers d'opinion

La comptabilité tenue au jour le jour par le Comité national pour la libération des détenus (CNLD) éclaire ce virage répressif qui s'est amorcé depuis la reprise des manifestations du Hirak, en février 2021, après une pause d'une année due à la pandémie de Covid-19. Selon les données actualisées par cette association, qui a vu le jour en août 2019, on dénombre aujourd'hui plus de 220 prisonniers d'opinion. Du jamais-vu en Algérie au cours des deux dernières décennies.

Sous le régime du président déchu Abdelaziz Bouteflika, les militants qui s'étaient opposés à ce qu'il effectue un quatrième mandat en 2014 avaient été réprimés, traqués et fichés, sans pour autant être jetés en prison. En →





Après une pause due à la crise sanitaire, les marches du Hirak ont repris en février.

SABRI BENALYCHER/HANSLUCAS

→ février 2011, les manifestations organisées à Alger dans la foulée des révoltes qui avaient balayé le Tunisien Ben Ali et l'Égyptien Moubarak ont été étouffées sans que la répression ne débouche sur des emprisonnements. Les autorités algériennes se plaisaient alors à employer l'élément de langage « gestion démocratique des foules » pour évoquer l'usage de moyens non coercitifs destinés à museler l'opposition.

Journalistes, syndicalistes, avocats, étudiants, hommes politiques ou militants du mouvement associatif, la détention préventive touche aujourd'hui indistinctement toute voix contestataire. Atteinte à l'unité nationale, incitation à l'attroupement non autorisé, entrave au déroulement des opérations de vote, désobéissance civile, financement étranger ou encore crimes liés aux technologies de l'information et de la communication, la palette des chefs d'inculpation visant les prévenus s'est élargie au fil des mois et débouche souvent sur des mandats de dépôt. Ce qui fait dire à un avocat que la détention préventive est devenue une règle, alors qu'elle relève d'une mesure d'exception.

Cette politique de tolérance presque zéro a pourtant été précédée d'une attitude plus conciliante. De retour à Alger, en février, après une longue convalescence en Allemagne où il s'est fait soigner des séquelles de sa contamination au coronavirus, Abdelmadjid Tebboune affiche une volonté d'apaisement en accordant la grâce présidentielle à une soixantaine de détenus d'opinion, alors que le gouvernement

réfuse l'usage de ce vocable. Le chef de l'État ne manque pas, dans la foulée de l'annonce de ces libérations, de tresser des lauriers au Hirak, qu'il qualifie de mouvement populaire béni qui a débarrassé le pays de la Issaba (la bande maffieuse) et évité l'effondrement de l'État.

Dispositif policier anti-Hirak

La récréation n'a pas duré. La volonté affichée d'apaiser les esprits, de faire baisser les tensions politiques et sociales, de diminuer les pressions et les critiques contre l'appareil judiciaire cède rapidement la place à une politique de fermeté. Celle-ci coïncide avec la reprise des marches du mardi et du vendredi qui drainent des centaines de milliers de personnes, notamment à Alger. Remise en question de la légitimité du président Tebboune, exigence du départ du système, mise en place d'une période de transition, ciblage de l'institution militaire et mise en cause des services secrets dans la gestion de la lutte antiterroriste durant la décennie noire : les manifestations hebdomadaires et leurs lots de revendications hétéroclites sonnent comme autant de camouflets pour le chef de l'État, qui répète à l'envi que son projet d'instaurer une « nouvelle Algérie » est sur les bons rails.

Fallait-il alors laisser la rue gronder au risque d'hypothéquer le déroulement des législatives du 12 juin et de voir le mouvement de contestation s'amplifier au fil des semaines au point de devenir ingérable ? Le gant de velours tombe et laisse apparaître la main de fer. Les marches sont soumises à l'autorisation du ministère de

**DES PARTIS
ET DES
ASSOCIATIONS
AGRÉÉS SONT
DÉSORMAIS
SOUS LA
MENACE D'UNE
DISSOLUTION.**



Manifestation de soutien au journaliste Khaled Drareni, arrêté le 10 juin.

l'Intérieur, les arrestations et les incarcérations se multiplient, alors qu'un dispositif policier est déployé à Alger pour empêcher les manifestations. Résultat : le Hirak de rue est étouffé, sauf en Kabylie, où des milliers de personnes continuent de manifester chaque vendredi.

Ce dispositif semble plutôt fonctionner dans la mesure où la rue ne gronde plus et que les opérations de vote se sont déroulées sans heurts à travers le pays, sauf, là encore, dans les villes de Kabylie, où des bureaux de vote ont été saccagés. Ce n'est guère nouveau dans cette région frondeuse, où, depuis vingt ans, chaque scrutin débouche sur des opérations de destruction des urnes. À ce dispositif policier et aux arrestations de dizaines d'opposants s'ajoutent d'autres tours de vis pour réduire la contestation.

Des partis politiques agréés depuis l'avènement du pluralisme, en 1989, ainsi que des associations actives depuis une vingtaine d'années sont désormais sous la menace d'une dissolution. Du jamais-vu sous Bouteflika. Si ce dernier s'est obstinément refusé à accorder l'agrément à une poignée de partis politiques fondés par d'anciens ministres, comme Ahmed Taleb Ibrahim ou Sid Ahmed Ghazali, il n'est pas pour autant allé jusqu'à prononcer l'interdiction de formations qui font partie du paysage politique depuis trois décennies.

Amendements liberticides

Dernier acte de cette politique qui consiste à resserrer de plus en plus l'étau autour des voix dissonantes ? Les amendements portés récemment au système juridique de lutte contre le terrorisme, avec la création d'une liste nationale des personnes et des entités terroristes. Le nouveau texte évoque tout « acte terroriste ou sabotage, tout acte visant la sûreté de l'État, l'unité nationale et la stabilité et le fonctionnement normal des institutions par toute action ayant pour objet », notamment d'« œuvrer ou d'inciter, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels », ou « porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'inciter à le faire, par quelque moyen que ce soit ».

Des partis politiques et des militants des droits de l'homme craignent que, sous couvert de lutte contre la subversion, l'interprétation de ce nouvel arsenal ne donne lieu à des dérives judiciaires ou à des arrestations arbitraires, un risque loin d'être abstrait avec des accusations aussi vagues. Si l'expression de « nouvelle Algérie » n'est, de fait, pas galvaudée, il n'est pas certain que c'est celle qu'attendaient les Algériens après la chute de Bouteflika. ●

FLN UN JOUR...

À la chute du président Bouteflika, en avril 2019, les Algériens croyaient le Front de libération nationale (FLN) fini et bon pour les musées. Deux ans plus tard, l'ex-parti unique est sorti vainqueur des élections législatives du 12 juin en remportant 105 sièges sur les 407 que compte l'Assemblée nationale. Le Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste) arrive deuxième avec 64 députés, alors que le Rassemblement national démocratique (RND) en dénombre 57. Ces trois formations politiques, qui composaient l'alliance présidentielle sous Bouteflika, détiennent ainsi la majorité dans cette nouvelle Assemblée. Les candidats indépendants, à qui il avait été pronostiqué une victoire écrasante, raflent 78 sièges. Le Front El-Moustakbal, d'Abdelaziz Belaïd, ainsi que le Mouvement El-Bina, d'Abdelkader Bengrina, obtiennent respectivement 48 et 40 députés.

Le taux de participation n'a été que de 23,03 %, soit un niveau particulièrement faible par rapport aux scrutins précédents. Le référendum constitutionnel du 1^{er} novembre 2020, pierre angulaire du mandat d'Abdelmadjid Tebboune, avait enregistré une participation de 23,7 %.

La victoire du FLN constitue une surprise tant il a perdu en influence et en crédibilité pour son soutien indéfectible à l'ancien

chef de l'État. Le 9 février 2019, le parti avait organisé un meeting à La Coupole du 5-Juillet, sur les hauteurs d'Alger, pour appeler le président Bouteflika à briger un cinquième mandat en dépit de sa maladie. Un rendez-vous qui a contribué au déclenchement du soulèvement populaire du 22 février contre la présidence à vie de Bouteflika et le maintien au pouvoir de la Issaba (la bande maffieuse), dont les principales figures de proue purgent de lourdes peines de réclusion. Cette victoire du FLN est également un revers pour Tebboune tant celui-ci s'est tenu à distance de cette formation, ainsi que du RND, lesquels incarnent, aux yeux des Algériens, la compromission avec le régime de Bouteflika. La majorité relative obtenue par le FLN s'explique par la grande désaffection des électeurs, qui rejettent ce scrutin. Le vieux parti, ainsi que les autres formations, en activité depuis plus de trois décennies, ont donc mobilisé leurs bases et leurs structures locales particulièrement bien implantées dans l'Algérie profonde. En dépit de la majorité obtenue par ces trois partis (FLN-RND-MSP), avec 229 sièges, il y a peu de chances de voir se reformer la défunte alliance présidentielle. Tebboune ne souhaite pas s'encombrer de cet attelage et n'en a pas besoin pour continuer à gouverner. ●

F.A.

OBJECTIF **MAROC**



Depuis la mi-mai, la vie « normale » reprend peu à peu son cours. Ici, à la terrasse d'un café du centre-ville de Rabat.

POLITIQUE

Du bon usage de la crise

La campagne de vaccination est exemplaire, des réformes de fond sont engagées, le nouveau modèle de développement s'esquisse...
Le royaume se relève doucement, mais sûrement, des affres de la pandémie.
Dont il pourrait bien sortir plus fort et plus solidaire.

Un indice boursier qui frôle les 10 % de performance depuis le début de l'année, des baromètres socio-économiques qui affichent meilleure mine, une campagne agricole commençant sous de meilleurs auspices... Il souffle sur le royaume comme un vent de relance, de changement et d'optimisme. Même dans la rue, le décor change progressivement depuis la fin du ramadan. Une vie « normale » reprend peu à peu ses droits, au rythme de l'allègement des restrictions.

Bien qu'il ait été décidé de maintenir les mesures de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet, l'espace public a regagné en activité dès la fin de mai. Les Marocains peuvent aller à la mosquée, au hammam, au cinéma, célébrer des mariages... « L'année dernière, les gens se demandaient les uns aux autres "depuis quand tu n'es pas sorti ?", aujourd'hui ils se disent "et le vaccin, c'était comment ?" », résume un quadragénaire à la sortie de l'un des 3 000 centres de vaccination installés dans le royaume.

La politique proactive de gestion de la pandémie a permis au Maroc de maîtriser autant que faire se peut la propagation du virus, d'atténuer son impact socio-économique et, très tôt, de se positionner sur le marché d'acquisition des vaccins. Les premiers accords avec les fournisseurs ont, en effet, été signés en août 2020, et les préparatifs pour la campagne de vaccination ont démarré dès septembre, sur instructions du roi Mohammed VI. Un déploiement

efficace a ainsi pu s'organiser dès le lancement officiel de ladite campagne, à la fin de janvier, avec la livraison de 5 millions de premières doses.

Bientôt l'immunité collective

La situation sanitaire devient de moins en moins préoccupante. « Le nombre de cas actifs atteints du Covid-19 représente à peine 10 % de la capacité hospitalière en lits de réanimation. Surtout, la campagne de vaccination, menée au pas de charge, touche désormais la population des trentenaires, laissant espérer une immunité collective d'ici à l'automne », explique un membre du comité national scientifique et technique. Cette organisation consultative indépendante, chargée d'éclairer la décision publique sur la pertinence des mesures de lutte contre la pandémie, a été sollicitée dès l'apparition du premier cas.

La bonne gestion de la crise et la conduite de la campagne de vaccination – qui ont même fait des jaloux parmi les pays occidentaux – se confirment, jour après jour, et renforcent l'espoir de voir le pays bientôt immunisé. « Le rythme soutenu, exemplaire [de la campagne de vaccination] a apporté un grand bol d'air au climat des affaires », confirme le Centre marocain de conjoncture (CMC). Il n'est pas le seul à véhiculer l'espoir d'une nouvelle dynamique économique. L'indice de confiance des ménages, élaboré par le Haut-Commissariat au plan (HCP), a déjà gagné sept points au cours du premier trimestre de 2021. Et le meilleur reste à venir. Selon le HCP, les revenus de 35 % de foyers devraient s'améliorer au cours des douze prochains mois.

Autre signe de retour progressif à la normale : les meetings politiques se tiennent désormais en présentiel, dans le respect des gestes barrières. Le Rassemblement national des indépendants (RNI) a été le premier à ouvrir le bal, au début de juin, en présentant les grandes lignes de son programme pour les scrutins (législatives, régionales et communales) prévus pour le 8 septembre prochain. De même qu'ils attendent que ces futures élections fassent souffler

un vent de changement dans la vie politique, beaucoup espèrent que le pays va tourner définitivement la page de la pandémie de Covid-19. Et qu'il va capitaliser l'expérience à laquelle cette dernière l'a contraint, et en sortir plus fort. L'économie marocaine a d'ailleurs pu démontrer sa capacité de résilience durant la crise. La demande intérieure, l'endettement public et la rigidité du marché de l'emploi ont permis d'amortir le choc. Les autorités financières et monétaires ont, quant à elles, réussi la prouesse de stabiliser les taux d'emprunt de l'État, alors même que le besoin de financement du Trésor a doublé en 2020.

Une relance à crédit

Le pays a dû déployer des efforts considérables pour s'assurer un matelas financier à même de couvrir ses besoins. Outre l'appel aux dons lancé par le roi dès les premiers jours de la crise – qui a permis de collecter plus de 32 milliards de dirhams (près de 3 milliards d'euros) –, le grand argentier du royaume a ouvert les vannes de crédits, aussi bien inté-

Le roi a voulu que la généralisation de la protection sociale, qui s'adresse à toute la population, soit engagée sans attendre.

rieurs qu'extérieurs. « Jamais le Maroc n'a poussé le bouchon de l'endettement extérieur aussi loin, avec deux sorties sur le marché international, la mobilisation de crédits bilatéraux et l'utilisation de sa "ligne de précaution et de liquidité" contractée auprès du FMI, explique un banquier d'affaires. Cela nous a valu une dégradation de la note du pays, mais cela en valait la peine. »

Désormais, les regards sont tournés vers le plan de relance 2021-2023, dont plusieurs volets commencent à se concrétiser. Le gouvernement a fait preuve de célérité pour faciliter la mise en place du Fonds →



La campagne de vaccination se poursuit avec efficacité. Ici, à Salé, à la fin de janvier.

→ Mohammed-VI pour l'investissement, qui a été institué en février dernier et auquel une enveloppe de 15 milliards de dirhams a été allouée sur le budget général de l'État.

Cependant, sur les 120 milliards prévus par le plan de relance, seule la partie monétaire est active, avec, notamment, le déblocage de crédits de relance. Selon le ministre de l'Économie et des Finances, Mohamed Benchaâboun, « au total, 96 000 prêts ont été garantis par l'État, pour un montant de près de 67 milliards de dirhams, dans le cadre des programmes Damane Oxygène et de la garantie autoentrepreneurs Covid-19 ». Néanmoins, si doper la trésorerie des entreprises permet de ne pas engager leur pronostic vital, l'approche reste insuffisante pour les remettre véritablement sur pied.

Nouveau modèle de développement

« Il faudra des capitaux durables et à faibles coûts, tels que ceux que devrait injecter le vecteur d'investissement qu'est le Fonds Mohammed-VI, reconnaît un banquier. Mais il faut aussi de la commande publique qui profite aux entreprises nationales. » Dans ce cadre, le Conseil de gouvernement

a adopté un décret remaniant le code des marchés publics. « Nous avons travaillé avec le ministère des Finances de façon que le texte passe et que nous puissions adresser la commande publique aux entreprises marocaines », a souligné le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moulay Hafid Elalamy.

Force est de constater que le royaume a bien tiré les leçons de cette crise sanitaire, qui a mis à genoux les économies les plus performantes de la planète. La préférence nationale est devenue un *motto* dans la commande publique, considérée comme un important levier pour la relance économique.

Autre dossier stratégique sur lequel la pandémie a eu un effet accélérateur, la généralisation de la protection sociale, dans tous ses paramètres : généralisation de l'assurance maladie obligatoire (pour couvrir 85 % de la population), puis des allocations familiales, extension des régimes de retraite aux indépendants et de l'indemnité de perte d'emploi aux non-salariés. Le roi Mohammed VI a voulu que cette réforme structurelle destinée à l'ensemble de la population, en particulier aux plus vulnérables, soit engagée dès cette année, sans

attendre que le pays soit définitivement sorti de la pandémie. Ce chantier gigantesque, qui devrait coûter environ 51 milliards de dirhams (dont 23 milliards seront mobilisés par l'État), va dans le même sens qu'une autre réforme de taille : la mise en place du registre social unique (RSU), dont l'objectif est de mieux « cibler » les populations les plus vulnérables, afin de rendre les instruments publics d'action sociale plus efficaces. L'architecture de cette infrastructure uniformisée est censée se déployer au lendemain de la nouvelle législature, mais, déjà, le pays a réussi à faire des avancées considérables en la matière dans le cadre de son plan de riposte au Covid-19.

L'ensemble de ces mesures est en cohérence avec le nouveau modèle de développement voulu par Mohammed VI, sur lequel la commission Benmoussa a présenté son rapport au roi le 25 mai dernier – cette instance a été constituée quelques mois seulement avant le déclenchement de la crise sanitaire. « La commission a fait un travail d'analyse et d'articulation de propositions venant des acteurs de divers horizons afin de concevoir un référentiel de développement à même

La préférence nationale est devenue un *motto* dans la commande publique, considérée comme un levier majeur pour la relance.

de créer les conditions de prospérité pour le pays, et de façon équitable », explique Chakib Benmoussa, qui a mené une série de rencontres pour sensibiliser les politiques et les mobiliser autour d'un « pacte de développement ». Une sorte de socle commun pour les partis, avant qu'ils s'affrontent au cours des scrutins de septembre prochain, pour s'assurer d'une vision partagée menant à un Maroc doté d'un État fort et d'une société solide et solidaire. ●

There's a place
where **"NOW"**
means tomorrow



MOROCCO
NOW
INVESTMENT AND EXPORT

www.morocconow.com

Maroc-Espagne

Une histoire de royaumes

FRANÇOIS SOUDAN

Les relations entre le Maroc et les anciennes puissances du protectorat sont faites de réalités objectives, mais aussi de subjectivité. C'est vrai avec la France, c'est aussi vrai avec l'Espagne, cet autre royaume accroché aux confettis de son empire défunt – Ceuta, Melilla et une poussière d'îlots – comme une huître au rocher d'Alhucemas.

Pour mieux comprendre la crise qui a éclaté en avril de cette année entre Rabat et Madrid, sur fond de tensions migratoires et de raidissement nationaliste, l'histoire est une clé indispensable. Une histoire de colonisation et de résistance, de coopération et de guerre, d'échanges et de violences, dont les prémices remontent au début du XV^e siècle, période à partir de laquelle toutes les dynasties marocaines, des Mérinides aux Alaouites, seront confrontées à l'Espagne.

De l'autre côté du détroit

Lorsque Paris et Madrid se partagent le Maroc, en 1912 – le Nord et l'Extrême-Sud saharien revenant à l'Espagne –, cette dernière, qui n'est plus que l'ombre de la puissance mondiale d'antan, y trouve une grande cause pour reprendre foi en son destin. Une exaltation de l'*hispanidad* liée à cette prise de conscience : l'avenir de la péninsule se joue au sud d'Algésiras, de l'autre côté du détroit. Mais cette colonisation sera une colonisation pauvre, sans les outils financiers et militaires pour

l'accomplir. Quand éclate l'interminable guerre du Rif, l'armée espagnole est écrasée et surtout humiliée sur le plateau d'Anoual par les tribus d'Abdelkrim, et la reconquête dévastatrice ne sera possible que grâce aux Français.

L'Espagne est saignée et n'occupe en réalité que les côtes. Au sud, au Rio de Oro, le tableau a des allures d'étouffoir. Jusqu'à leur retrait, en 1975, les Espagnols patrouillent, surveillent, répriment, exploitent un peu les phosphates de Boukraa, mais n'administrent presque pas et, surtout, ne créent rien. La persistance du double lien d'allégeance et d'appartenance, tant religieuse que personnelle, des grandes tribus



Les Sahraouis sont marocains. Et la question est réglée parce qu'elle ne peut pas être posée.

sahraouies au sultan du Maroc s'explique aussi par cela : le joug, donc l'aliénation culturelle suscitée par une colonisation somnolente, fut ici beaucoup moins pesant que sous le protectorat français et n'engendra qu'un ersatz de sentiment national.

Vu de Rabat aujourd'hui, l'acte refondateur du pacte entre la monarchie et son peuple que fut la récupération du Sahara occidental

est plus que jamais une évidence. Les notions d'autodétermination et de libération de l'ex-colonie espagnole ne sont pas recevables aux yeux d'une majorité écrasante de Marocains. Qui s'oppose à la cause sacrée se met en dehors de la communauté nationale, les Sahraouis sont marocains, et la question est réglée parce qu'elle ne peut pas être posée. Quant à l'Algérie, elle a « créé » le Polisario dans l'unique but de s'ouvrir un débouché sur l'Atlantique par petit vassal interposé. Le débat s'arrête là.

Une odeur d'*ista'mar*

L'Espagne, elle, est dans une position ambiguë. Si plus personne ne cultive la nostalgie de l'époque où le Tercio montait la garde sur les fortins d'El Aaiún ou de Villa Cisneros, la double culpabilité d'avoir abandonné à leur sort la poignée de militants sahraouis indépendantistes et de ne pas être parvenu à se ménager un État sous influence ibérique à quelques encablures des îles Canaries irrite encore la classe politique, les ONG, les médias et une partie de l'opinion.

Entre ces deux vieilles nations où le sentiment national repose sur la terre, sur les morts et sur le sang versé transmis par hérédité, les relations ne peuvent être que passionnelles. Surtout quand revient à chaque crise cette odeur d'*ista'mar* (« colonialisme ») que les Marocains sont si prompts à détecter. ●

Nous puisons dans
nos racines...



... pour conquérir l'avenir

Pour tracer son cap dans un monde qui va vite, il faut savoir d'où l'on vient. Depuis plus d'un demi siècle, Holmarcom a su faire face aux évolutions économiques et anticiper les enjeux du futur. Fier de ses racines et fort d'une vision de développement renouvelée, le Groupe renforce ses métiers stratégiques et s'ouvre à de nouveaux défis. Il conforte sa position au Maroc et s'ouvre à de nouvelles opportunités dans le Continent.

Maroc - Sénégal - Côte d'Ivoire - Bénin - Burkina Faso - Kenya

www.holmarcom.ma



HOLMARCOM
GROUP

RÉFORMES

Abdelghani Youmni

Économiste spécialiste des politiques publiques

« Le big bang social nécessitera un big bang fiscal »

PROPOS RECUEILLIS À CASABLANCA
PAR NINA KOZLOWSKI

D'ici à la fin de l'année 2022, quelque 22 millions de Marocains bénéficieront d'une couverture santé, en plus des 9 millions qui en bénéficient actuellement. C'est le premier volet de la généralisation de la protection sociale à l'ensemble de la population annoncée par Mohammed VI dans son discours de la fête du Trône de 2020. Et c'est une étape majeure, en matière de cohésion sociale et de lutte contre les inégalités, qui va changer la vie de bien des Marocains. Selon la loi-cadre adoptée en février dernier, l'entrée en vigueur des différentes réformes doit s'échelonner sur cinq ans : en 2021-2022, la généralisation de l'assurance maladie obligatoire de base (AMO) à 22 millions de nouveaux bénéficiaires; en 2023-2024, celle des allocations familiales; puis, en 2025, l'élargissement de l'assiette des adhérents aux régimes de retraite (qui ne couvrent aujourd'hui que 40 % de la population active) et la généralisation de l'indemnité pour perte d'emploi. Une véritable « révolution sociale » que décrypte l'économiste Abdelghani Youmni, spécialiste des politiques publiques.

Jeune Afrique : La mise en place d'une politique de protection sociale universelle est-elle liée à la crise sanitaire ?

Abdelghani Youmni : Au cours des vingt dernières années, le Maroc a connu une réelle réduction de la pauvreté, qui a paradoxalement été

conjuguée à une aggravation des inégalités. Celles-ci résultent de disparités territoriales et de revenus, de discriminations dans l'accès à l'éducation, à la santé et au numérique. Mais aussi dans l'accès à la monnaie, à cause du faible niveau de bancarisation et de l'omniprésence de l'économie informelle. Le royaume a engagé un travail de remise à plat des réformes prioritaires bien avant la crise sanitaire, mais la pandémie a eu sans aucun doute un effet d'accélérateur dans la mise en place d'une protection sociale universelle et de filets de sécurité conjoncturels pour tous les Marocains.

« **Le Maroc veut devenir un État social assumé, à défaut de pouvoir être un État providence, au regard de la modeste taille de son économie.**

Certains parlent d'un « big bang social ». Permettra-t-il d'atteindre plus d'efficacité que les dispositifs actuels, surtout en matière de santé ?

Les directives du roi Mohammed VI pour « garantir une couverture sociale universelle à la fin de 2022 » représentent un acte politique majeur de son règne. Le « big bang social »

nécessitera surtout un « big bang fiscal », car le pays va devoir révolutionner son modèle de collecte et de redistribution des prélèvements sociaux.

Il faut donc réformer au plus vite pour sortir de l'imbroglio créé par la multiplication des régimes et des caisses, en fusionnant le régime d'assistance médicale [Ramed] – couvrant 14 millions de personnes et financé à 75 % par l'État – avec celui de la caisse nationale de sécurité sociale [CNSS], qui n'a que 3,54 millions de cotisants, soit moins de 32 % de la population active. Selon les données publiées par le Haut-Commissariat au plan [HCP], sur une population active de 11 millions d'habitants, le secteur privé formel compte 3,54 millions de salariés, celui de l'économie informelle presque le double. Il semble naturel de se demander si ces 3,54 millions de cotisants à la CNSS pourront assurer l'équilibre des financements sociaux pour l'ensemble de la population active du secteur privé.

Les écueils en matière de gouvernance risquent-ils d'être un frein à la réussite de cette réforme ?

De nombreuses expériences attestent que la réussite de toute politique publique est tributaire du modèle de gouvernance, du niveau de compétences et des innovations en matière de management public. Quand on parle de gouvernance, on oublie de parler d'efficience : le service public se doit de rompre avec la



NAOUIFAL SEAOUI POUR L'AFRIQUE

bureaucratie pour arborer les habits de l'efficacité et du désintéressement. Plutôt que d'édicter des règles et de les publier, il va falloir accompagner cette réforme volontariste de la protection sociale universelle, qui, outre l'obligation de reddition des comptes et d'évaluation comptable, va nécessiter de moderniser la gestion au sein des administrations, de promouvoir la culture du résultat et du *benchmark*, d'accélérer la digitalisation des services sociaux et des données.

Comment la généralisation de la couverture sociale sera-t-elle financée ?

Elle nécessitera un effort budgétaire annuel de 51 milliards de

dirhams [environ 4,7 milliards d'euros], soit l'équivalent de 4,25 % du PIB marocain, dont 23 milliards seront financés par le budget général de l'État, 5 milliards par la contribution professionnelle unique (CPU), qui sera collectée auprès des professionnels et prestataires indépendants, et le reste par la caisse de compensation.

Une réforme fiscale est-elle nécessaire ?

Elle reste la priorité pour aller vers un progressisme fondé sur la justice sociale et la répartition équitable du poids de l'impôt. Il s'agira également d'alléger le fardeau de la dette en réduisant l'écart entre les dépenses publiques et les recettes. Les chiffres

sont éloquentes : au Maroc, 70 % de l'impôt sur le revenu provient des revenus salariaux imposés à la source, 1 % des entreprises assurent 80 % de l'impôt sur les sociétés. Quant à la TVA, 70 % de son montant est collecté et reversé par moins de 0,7 % des contributeurs.

Le gouvernement a déjà annoncé qu'en matière de santé il continuerait de s'appuyer sur le privé. Peut-on parler d'un modèle hybride ?

Le modèle hybride mêlant public et privé n'est pas un choix, mais il s'est imposé aux pays du Sud dans les années 1980 et 1990, dans le cadre des directives du FMI et de la Banque mondiale afférentes au plan d'ajustement structurel, à la libéralisation financière et au désengagement forcé de l'État providence. On peut aisément comprendre que ces options ne sont pas les meilleures, mais elles représentent le seul rempart face au risque de l'aggravation de la dette et à l'incapacité des économies de ces pays à décoller.

Le Maroc est-il désormais un « État social » ?

Par sa réforme de protection sociale universelle, le Maroc veut devenir un État social assumé, à défaut de pouvoir être un État providence, au regard de la modeste taille de son économie. Ce volontarisme est un triomphe contre les inégalités et un levier essentiel pour le développement. Ainsi, le Maroc semble refuser le libéralisme absolu qui réduit la taille et le rôle de l'État, fait disparaître la solidarité par la fiscalité et crée une citoyenneté inachevée.

Quels effets aura cette réforme sur le développement humain ?

Difficile de répondre à cette question. La réforme est très audacieuse, mais nous n'avons pas de certitude quant à sa totale réussite. La répartition du poids de la fiscalité sur le capital, la rente, le travail et la consommation sera déterminante en ce qui concerne la réduction des inégalités, l'équilibre des finances publiques et, plus particulièrement, l'émancipation de la classe moyenne et son élargissement. ●



Laboratoire de l'école de codage « 1337 » de Khouribga (Centre), un campus ultramoderne.

FADEL SENNA / AFP

ÉCONOMIE

(Re)décollage imminent

Si l'impact de la pandémie et la récession y ont été plus sévères que dans la plupart des pays de la zone Mena, le royaume devrait faire mieux que les autres en 2021, avec de belles perspectives de reprise, en particulier dans ses secteurs clés.

NINA KOZLOWSKI, À CASABLANCA

En 2020, le royaume a été confronté à la pandémie de Covid-19, affectant, entre autres, les revenus liés au tourisme, mais il a dû aussi affronter la sécheresse, qui a sérieusement nui aux récoltes. Ce double choc a causé la perte de plus de 430 000 emplois et infligé à l'économie marocaine une sévère récession de 7 %, alors que la moyenne de croissance s'est établie à - 3,4 % pour la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (Mena). Pourtant, les voyants semblent être déjà repassés au vert, avec de belles perspectives de reprise dès cette année.

Selon les projections publiées au début d'avril par le FMI, l'économie

marocaine devrait enregistrer un taux de croissance de 4,5 % en 2021 (voir « Repères », p. 98). La prévision de 5,3 % annoncée à la fin de mars par le gouverneur de Bank Al-Maghrib (BAM) est plus optimiste, car elle tient compte d'une saison agricole meilleure que prévue, du bon déroulement de la campagne de vaccination et du maintien de la relance budgétaire. Bien qu'il ait consacré 11 % de son PIB au soutien de l'économie et des ménages, et que ses recettes fiscales aient baissé de 15 milliards de dirhams (environ 1,38 milliard d'euros) en 2020, le Maroc a maîtrisé son déficit budgétaire (à - 7,7 % du PIB), ainsi que son équilibre monétaire.

Pourquoi l'économie nationale ne s'est-elle pas effondrée, alors que tout le monde ou presque s'attendait à un cataclysme ? « La pandémie a montré certaines fragilités du système économique, mais elle a aussi révélé des atouts, notamment la solide capacité de production des Marocains et leur réactivité », souligne l'économiste Nabil Adel, fondateur du mouvement politique Maan. « La transition numérique fonctionne, les chaînes de production n'ont pas été interrompues, l'industrie agroalimentaire a montré un fort potentiel, le textile aussi avec sa capacité à se réinventer et à fabriquer des masques, par exemple, poursuit-il. On s'attendait à une →

N°1

En Afrique du Nord
Classement des Business Schools

**jeune
afrique**
2020

RABAT BUSINESS SCHOOL

100 BUSINESS SCHOOLS PARTENAIRES
DIPLOMES RECONNUS PAR L'ÉTAT **60%** ENSEIGNANTS CHERCHEURS INTERNATIONAUX
MASTERS DOUBLES MOBILITÉ DIPLOMES INTERNATIONALES
1800 ÉTUDIANTS
ACCREDITÉE AACSB

BACHELORS

- International Program in Management
- International Program in Logistics

MASTERS

- Finance et Économie Appliquée - CCA
- Strategic & Digital Marketing
- Programme Grande École
- International Finance
- Human Resources Management
- Supply Chain Management
- International Business
- Executive MBA



Scannez-moi

CONTACT

+212 5 30 11 20 48
+212 5 30 10 30 88
rbs.info@uir.ac.ma

→ baisse drastique du PIB, ça n'a pas été le cas. Cela dit, 2020 reste une année blanche. » En effet, les principaux moteurs de croissance du pays ont, quant à eux, été mis à l'arrêt : le tourisme, évidemment, mais également l'automobile et l'aéronautique. « Mais, généralement, ce sont des secteurs qui explosent après de grosses crises », veut croire Nabil Adel.

Talon d'Achille

Fort de ces constats, le gouvernement marocain a, dès le mois de septembre 2020, enclenché son plan de relance industrielle 2021-2023, afin de soutenir le secteur, qui, au plus fort de la crise sanitaire, a prouvé qu'il était capable de fabriquer des produits d'aussi bonne qualité, et moins chers, que ceux fabriqués à l'étranger.

Au cœur de cette stratégie : la substitution aux importations, la préférence nationale et la commande publique. Le ministère de l'Industrie s'est fixé l'objectif de remplacer 34 milliards de dirhams (environ 3,2 milliards d'euros) d'importations par des productions marocaines à l'horizon 2023 (sachant que le total des importations s'élevait à 183 milliards de dirhams en 2019). Ce plan devrait engendrer un potentiel à l'export estimé à 17 milliards de dirhams, mais aussi permettre de créer jusqu'à 100 000 emplois et avoir un impact positif sur la balance commerciale – de l'ordre de 51 milliards de dirhams

d'ici à 2023. « En matière de planification, le Maroc est très bon. Le problème, c'est la capacité d'exécution, les moyens mis en place ne cadrant pas toujours avec les objectifs, estime Nabil Adel. Selon plusieurs rapports nationaux et internationaux, il y a un manque global de coordination et d'articulation entre les différents départements ministériels et les administrations. Les investisseurs étrangers se plaignent également de la gouvernance et de la lenteur bureaucratique. Si on règle ces problématiques, le pays aura une croissance soutenue. »

Atouts industriels

Si l'aéronautique a été l'un des secteurs les plus touchés par la pandémie – avec une baisse des exportations de 30 % (soit 4,7 milliards de dirhams) et 1700 emplois perdus sur un total de 17500 (soit 10 %, contre 43 % au niveau mondial) –, il a déjà affiché sa résilience. C'est l'occasion pour cette industrie de réaliser une mutation, en engageant sa transition écologique et en attirant de nouvelles opportunités. Confiant, le ministre de l'Industrie, Moulay Hafid Elalamy, a déjà affirmé « que tous les avions dans le monde porteront au moins une pièce marocaine ». Leader africain de la construction de véhicules pour les particuliers, le pays table aussi sur son secteur automobile, qui a redémarré sur les chapeaux de

roues dès le mois de janvier. Au début de l'année, Moulay Hafid Elalamy a signé deux protocoles d'accord avec les japonais Sumitomo et Yazaki, qui prévoient la construction de quatre usines, pour un investissement global de 912 millions de dirhams, et la création d'au moins 8300 emplois. Quant à Renault, le groupe envisage pour le Maroc une reprise des activités de 10 % en 2021, soit la construction de 150 000 véhicules.

Leader africain de la construction de véhicules pour les particuliers, le secteur automobile marocain est reparti sur les chapeaux de roue dès le mois de janvier.

L'industrie agroalimentaire a de bonnes perspectives et escompte une hausse de 10 % des exportations pour l'exercice en cours. De son côté, l'agriculture enregistre d'excellentes récoltes, et son taux de croissance devrait avoisiner les 5 % pour 2021. Elle reste cependant le secteur le plus touché par le chômage, avec une perte de 273 000 emplois en 2020, selon les autorités. Le ministère de l'Agriculture a lancé le plan Green Generation 2020-2030, qui donne une grande place à l'agriculture solidaire, aux petits exploitants et aux jeunes du monde rural. Quant au secteur de l'*offshoring*, il s'est déjà remis de la crise depuis des mois et a généré 13 milliards de dirhams de revenus à l'export en 2020.

La vigueur de la croissance dépendra aussi de facteurs qui ne sont pas strictement économiques, tels que le rythme de vaccination, l'attentisme des réformes à la veille des élections législatives (qui doivent se tenir en septembre prochain), la réouverture des frontières (pour le tourisme) et la dégradation des relations avec des partenaires majeurs, dont l'Espagne, premier partenaire commercial. « Le royaume gagnerait à mieux profiter des accords de libre-échange avec l'Europe », souligne Nabil Adel. ●

REPÈRES

Poussée de croissance... après une profonde récession

	2019	2020	2021	2022
	↳ Projections (en %) ↲			
	(en %)			
Croissance (PIB réel, à prix constants)	2,5	-7,0	4,5	3,9
Agriculture	-4,6	-7,1	10,3	4,1
Industrie	3,5	-6,3	3,4	3,6
Services	4,0	-6,8	3,1	3,7
Inflation (moyenne annuelle)	0,2	0,6	0,8	1,2
	(en % du PIB)			
Solde du compte courant	-4,1	-3,0	-3,5	-3,9
Solde budgétaire	-3,6	-7,7	-6,5	-6,4
Dettes publiques totales	64,9	77,8	78,4	78,7
Solde primaire	-1,3	-5,2	-4,0	-3,9

SOURCES : FMI, Banque mondiale - Avril 2021

Fiscalité africaine : L'étau se resserre

La fiscalité africaine est en train de connaître une évolution considérable amorcée il y a une petite dizaine d'années sous l'influence des travaux de l'OCDE et de la volonté des États de lutter contre l'évasion et la fraude fiscale.

Cette évolution est principalement fondée par quatre séries de normes multilatérales OCDE. Il s'agit en premier lieu de la convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale qui prévoit toutes les formes possibles de coopération entre les États en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscale, des accords « CRS MCAA » et « Cbc MCAA » qui déterminent les modalités d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers d'une part et aux déclarations pays par pays d'autre part et enfin de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Une vingtaine d'États africains (Afrique du Sud, Nigéria, Égypte, Cameroun, Sénégal, Maroc, Côte d'Ivoire, Kenya, etc.) ont signé au moins l'un de ces traités dont cer-

tains sont déjà ratifiés et d'application effective.

En parallèle de cette évolution on observe que les formes et les procédures de déclaration et de paiement de l'impôt sont également profondément impactées à l'ère de la digitalisation.

Avec ces nouveaux outils juridiques et ces évolutions technologiques, il est fort probable que les administrations fiscales africaines gagnent en efficacité s'agissant des programmes de contrôles fiscaux et lors de ces contrôles. Les obligations de reporting en matière de prix de



Marc Veuillot,
Managing Partner, CMS Maroc

avoirs financiers à l'étranger non déclarés, la dernière réforme du régime CFC pour ne citer que le Maroc sont autant d'exemples de modifications caractéristiques de cette évolution. Les fiscalités nationales africaines

L'évolution récente des législations africaines sous les influences OCDE et BEPS renforce considérablement les pouvoirs des administrations fiscales.

transfert, l'institution des possibilités d'accords préalables sur les prix, les nouvelles obligations déclaratives concernant les « déclarations pays par pays », les obligations des établissements de crédit à raison des informations à collecter s'agissant des comptes et avoirs bancaires, les procédures d'amnisties au titre des

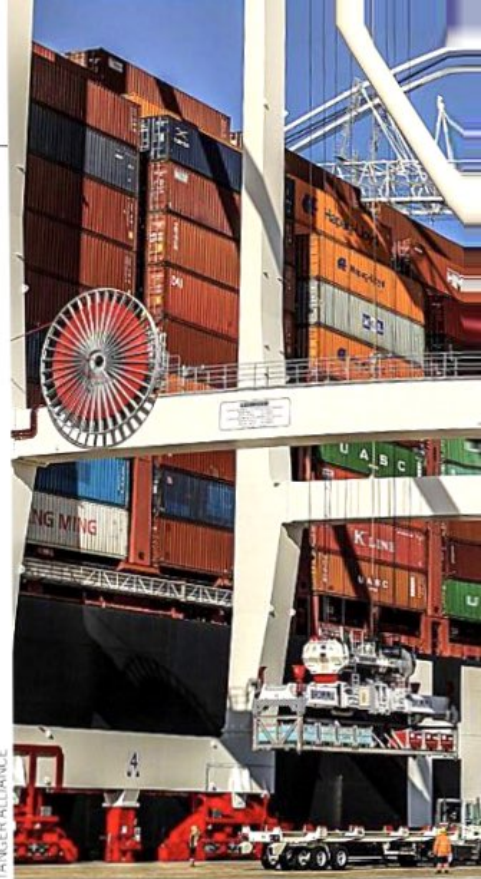
convergent toutes vers des référentiels et des principes fiscaux identiques communs aux plus grands nombres d'États à travers le monde. La fiscalité africaine gagne en technicité et sophistication. Il s'agit d'une évolution majeure et sans doute inexorable, difficilement réversible à tout le moins.

LOGISTIQUE

Tanger Med 2 conduit Marsa Maroc à bon port

Malgré la difficile conjoncture, le leader national de l'exploitation portuaire a tenu le cap en 2020. Et avec le démarrage de sa filiale Tanger Alliance, qui gère le nouveau terminal à conteneurs, les augures sont plutôt bons.

EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA



TANGER ALLIANCE

Le transport maritime semble avoir été relativement épargné par l'impact de la pandémie de Covid-19, comparé à nombreux autres secteurs d'activité sur lesquels les conséquences de la crise sanitaire ont été bien plus lourdes, et dont certains suffoquent encore. Les échanges internationaux, qui passent majoritairement par les voies maritimes, ne pouvaient pas s'arrêter et, donc, le fonctionnement des ports de commerce et des sociétés chargées de l'exploitation de leurs terminaux s'est poursuivi de façon plutôt normale.

À lui seul, le TC3 a traité 1,8 million de tonnes au premier trimestre. Il est appelé à devenir l'un des principaux relais de croissance du groupe.

C'est le cas de Marsa Maroc. Le leader national de l'exploitation de terminaux portuaires, malgré une conjoncture difficile, a réussi à maintenir son chiffre d'affaires 2020 à un niveau satisfaisant de près de 2,8 milliards de dirhams (plus de

255,18 millions d'euros), en recul de seulement 5 %. Quant au trafic traité par la société semi-publique (60 % du capital est encore détenu par l'État), « il s'est établi à 35,6 millions de tonnes en 2020, en repli de 6 % par rapport à 2019 », soulignent les analystes d'Attijari Intermédiation, ajoutant que « la baisse du trafic global s'est nettement accélérée au cours de la seconde moitié de l'année avec des replis plus importants que ceux observés durant les trois premiers mois » de 2020.

Surtout, Marsa Maroc a particulièrement bien commencé l'année 2021, avec un trafic en hausse de 10 % (à 10,9 millions de tonnes) et un chiffre d'affaires en progression de 6 % (à 815 millions de dirhams), pour le premier trimestre par rapport à la même période en 2020. Cette performance s'explique par le démarrage des activités de Tanger Alliance – filiale de Marsa Maroc (50 % du capital), de Contship Italia et Eurogate International GmbH (40 %), et du géant Hapag-Lloyd AG (10 %) –, qui exploite le nouveau terminal à conteneurs de Tanger Med 2, le « TC3 ». À lui seul, ce dernier a traité un trafic de 1,8 million de tonnes au premier trimestre et il est appelé à devenir l'un des principaux relais de croissance dans le plan de développement du groupe. Il a accueilli son premier

porte-conteneurs le 1^{er} janvier dernier, après dix-huit mois de travaux, qui ont nécessité un investissement global de 175 millions d'euros. Le TC3 s'étend sur 36 hectares. Doté d'un tirant d'eau de 18 mètres, il dispose de 800 mètres linéaires de quais, équipés de huit grues, auxquels s'ajoutent 22 portiques de parc pour le stockage des conteneurs. Sa capacité de traitement à terme est de 1,5 million d'EVP (équivalent vingt pieds).

Investissements soutenus

Le président de Marsa Maroc, Mohammed Abdeljalil, semble enthousiasmé par les premiers résultats de la nouvelle filiale, pour laquelle il prévoit d'atteindre une rentabilité très rapidement, peut-être dès la fin de cette année. Lorsque le nouveau terminal tournera à plein régime, l'activité de Tanger Alliance devrait représenter entre 20 % et 25 % du chiffre d'affaires du groupe.

« Le démarrage de l'activité à Tanger Med 2, même si elle a commencé plus d'un an après le lancement de la deuxième partie du port, est une surprise, y compris pour les dirigeants de Marsa Maroc, souligne le conseiller financier d'une société de gestion. C'est rassurant ! D'autant qu'un essoufflement du trafic était prévu en début d'année. Or, on s'attend désormais à une montée en puissance. »



Le terminal 3, dans le port de Tanger Med 2, est opérationnel depuis le mois de janvier.

Étant donné la situation de Tanger Med, au croisement des principales routes maritimes mondiales, le volume le plus important du trafic est composé de conteneurs en transbordement, c'est-à-dire déchargés d'un navire puis rechargés à bord d'un autre, et dont la destination finale n'est pas le Maroc, mais des pays d'Afrique de l'Ouest ou d'Europe. « Depuis 2007, la façon de concevoir les ports a évolué, avec une automatisation accrue des opérations de transbordement et des tirants d'eau plus importants », indiquait à *Jeune Afrique* Rachid Houari, le directeur central du complexe portuaire, lors de l'inauguration de Tanger Med 2, en 2019.

Souvent privilégié par les armateurs pour des raisons de coût et d'optimisation des trajectoires, Tanger Med était déjà le premier port africain dans le classement World Top Container Ports, édité par la revue *Container management*. En 2020, il a été classé premier port à conteneurs du bassin méditerranéen.

Rassuré par sa résilience face à la crise et conforté par les résultats de ces derniers mois, Marsa Maroc poursuit sa stratégie d'investissements soutenus. Au cours du premier trimestre de 2021, il a ainsi investi 60 millions de dirhams

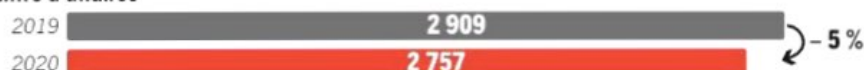
(contre 38 millions à la même période en 2020) et cherche de nouveaux relais de croissance, au niveau local comme sur le plan international, pour accélérer son développement et, en particulier, élargir son offre de services et renforcer sa présence sur le marché du transbordement. « Le groupe bénéficie de fondamentaux solides et reste actif dans la recherche de nouvelles opportunités de croissance afin d'élargir son portefeuille de terminaux sous

concession, confirme l'équipe de management de Marsa Maroc. Avec la reprise des activités, nous sommes prêts à accompagner le développement de l'activité de nos clients. »

Au niveau national, la stratégie de construction de ports se poursuit, qui ouvre des perspectives prometteuses pour l'opérateur marocain avec, sur la côte Atlantique, les ports de Safi, de Kenitra et de Dakhla et, sur la façade méditerranéenne, celui de Nador West Med, dont les activités devraient démarrer prochainement. Sur le plan international, il semble plus difficile pour Marsa Maroc de soutenir la concurrence et d'être aussi compétitif que les géants mondiaux tels que le néerlandais APM Terminals ou le français Bolloré Transport & Logistics. Le groupe a échoué à remporter la concession de Takoradi, premier port commercial du Ghana, puis celle du terminal polyvalent du port autonome de Kribi, au Cameroun, qui a été confiée au philippin International Container Terminal Services Inc. (Ictsi). Cela étant dit, Marsa Maroc ne semble en rien avoir abandonné sa recherche de grands marchés. Mohamed Abdeljalil a d'ailleurs toujours expliqué qu'il est très important de trouver des relais de croissance complémentaires au niveau international pour accélérer le développement du groupe. ●

Résilience du chiffre d'affaires (en millions de dirhams)

Chiffre d'affaires



Résultat d'exploitation



Résultat net (part du groupe)



Un premier trimestre de bon augure

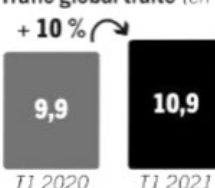
Chiffre d'affaires (en millions de dirhams)



Investissements (en millions de dirhams)



Trafic global traité (en millions de tonnes)



INFRASTRUCTURES

Dakhla Atlantique, escale pour l'Afrique de l'Ouest

Projet stratégique dans la politique africaine du royaume et pour le développement des provinces du Sud, le chantier du complexe portuaire de Dakhla devrait être confié au tandem 100 % marocain Somagec-SGTM.

EL MEHDI BERRADA

Le royaume poursuit sa politique de construction de ports afin de conforter son rôle de carrefour économique continental et international. Sur la Méditerranée, après la réussite de Tanger Med, désormais premier port à conteneurs du bassin, la suprématie marocaine devrait être bientôt renforcée par le démarrage des activités de Nador West Med. Sur la façade atlantique, après ceux de Mohammedia, de Casablanca, de Jorf Lasfar et le nouveau port de Safi, entre autres, le Maroc prépare désormais la construction d'un complexe portuaire à Dakhla.

Considérée comme une porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest, la région Dakhla-Oued Eddahab est appelée, grâce au futur port Dakhla Atlantique, à devenir un hub régional majeur. Ce mégaprojet imaginé en 2016 joue donc un rôle stratégique, à la fois dans la politique africaine du royaume et dans le développement économique, social et industriel des provinces du Sud, dont il marque l'ouverture aux investisseurs marocains et étrangers, en particulier ceux désireux d'accroître les échanges avec l'Afrique subsaharienne. « C'est un projet structurant qui suscite l'intérêt de nombreuses délégations d'investisseurs étrangers que nous recevons, conscientes du hub que peut constituer cette infrastructure portuaire pour desservir le continent africain, surtout avec la mise en place de la Zlecaf [Zone de libre-échange

continentale africaine] », confirme Mounir El Houari, le directeur du Centre régional d'investissement (CRI) de la région.

Trois pôles

Situé à 40 km du centre-ville, sur une superficie de 1600 hectares, le complexe sera organisé en trois pôles : un port de commerce spécialisé dans les échanges avec le continent et avec l'Amérique, un port de pêche et un chantier naval pour la maintenance des bateaux. Le trafic prévisionnel est de 2,2 millions de tonnes pour les marchandises, dès les premières années d'activité, et de près de 1 million de tonnes pour les produits de la mer, la région offrant

des ressources halieutiques particulièrement abondantes (65 % du potentiel national exploitable). Le futur port sera par ailleurs adossé à une zone industrialo-logistique, qui sera également pourvoyeuse de nombre d'emplois directs et indirects, notamment dans les secteurs de l'agro-industrie et des produits de la mer.

Le groupement Somagec-SGTM a été retenu lors de la phase de présélection à la fin d'avril (face à des concurrents tels que le français Eiffage et l'égyptien Arab Contractors). Et tout porte à croire que c'est bel et bien cette équipe 100 % marocaine qui sera chargée de réaliser Dakhla Atlantique, après examen de l'offre technique. Le chantier devrait durer huit ans, pour un coût estimé à 10 milliards de dirhams (environ 930 millions d'euros). SGTM, le groupe dirigé par la famille Kabbaj, a déjà de solides références en infrastructures maritimes. En effet, il vient d'achever le chantier du port de Safi et participe également à la construction de Nador West Med, dont la livraison est prévue au début de 2022. ●



Dakhla, chef-lieu de la province d'Oued Eddahab, est à 1 400 km de Rabat et à 1 000 km de Dakar.

« Nos solutions sont parfaitement adaptées aux nouvelles attentes de l'Afrique en matière de paiements »

Pouvez-vous vous présenter ?

HPS est un groupe créé en 1995 à Casablanca (Maroc) et spécialisé dans l'édition de solutions de paiements. Nous proposons aux acteurs du monde des paiements (émetteurs de cartes, banques, clients, entités financières, etc.) PowerCARD, un ensemble de solutions via une plateforme digitale qui permet de réaliser des transactions de manière efficace et au moindre coût. Notre plateforme est utilisée par plus de 400 entités dans plus de 90 pays. L'essentiel de notre chiffre d'affaires (plus de 95%) est réalisé à l'international (Afrique, Moyen-Orient, Asie, Europe et Amérique du nord). Nous accordons une importance prioritaire à la Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE). Pour vous donner un exemple, nous avons des objectifs très précis en matière d'égalité hommes/femmes à tous les échelons de notre organisation.

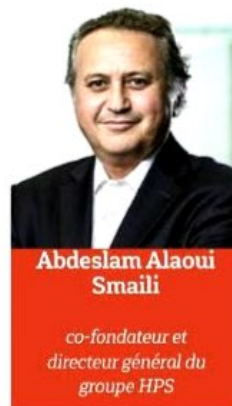
Quelle est votre présence en Afrique ?

Nos technologies sont utilisées dans plus de 40 pays africains, où nous accompagnons de grands groupes financiers comme Attijariwafa Bank et BCP au Maroc, FNB et ABSA en Afrique du Sud, Zenith Bank au Nigéria, pour ne citer qu'eux. Nous travaillons également pour les filiales du groupe Société Générale en Afrique avec une solution de processing complète, hébergée dans le cloud. Nous disposons de deux bureaux dans le continent, situés à Casablanca et à Johannesburg. En février 2021, nous avons racheté la société ICPS, basée à Maurice et présente dans une vingtaine de pays en Afrique anglophone. Ce rapprochement va nous permettre de renforcer notre présence dans cette partie de l'Afrique, de mutualiser les

infrastructures des deux sociétés et de conférer à notre activité processing une taille critique en Afrique. Ce continent représente un tiers de notre chiffre d'affaires et constitue une zone prioritaire pour le développement de notre activité.

Comment avez-vous réagi face au Covid-19 ?

La priorité a été d'assurer la sécurité de nos collaborateurs et de nos clients. Nous avons mis en place le télétravail et l'activité a pu être maintenue dans tous les pays où nous sommes présents : pendant la pandémie nous avons honoré toutes nos obligations. Cette crise nous a également conduit à adapter notre offre en fonction des nouvelles attentes des clients. Les paiements par carte ont été davantage utilisés : nous avons aidé, par exemple, à la mise en place ou à l'élargissement du dispositif de paiement sans contact. Nous avons aussi assisté des gouvernements dans la mise en place des infrastructures nécessaires pour distribuer les aides directes à la population non-bancarisée. En définitive, cette crise a agi comme un facteur d'accélération de la modernisation des systèmes de paiement dans le monde. Nous avons constaté une vraie prise de conscience des coûts du cash (impression des billets, transport, etc.). Le cas de l'Afrique est particulièrement intéressant. La technologie a pour effet non seulement de faciliter les paiements mais aussi d'ouvrir un vaste champ de possibilités aux populations non-bancarisées : distribution ciblée des subventions, paiement des factures, crédit, assurances, etc. L'inclusion financière est un facteur essentiel de lutte contre la pauvreté.



Abdeslam Alaoui Smaili

co-fondateur et
directeur général du
groupe HPS

Quels sont vos projets en Afrique ?

Nous allons continuer à recruter et former des talents en Afrique. 550 de nos 700 collaborateurs sont Africains et travaillent dans cette zone géographique. Une de nos fiertés consiste à embaucher des Africains ayant une expérience professionnelle en Europe ou en Amérique du nord en leur proposant un environnement de travail propice à leur épanouissement professionnel. Nous allons continuer à innover pour permettre une meilleure inclusion financière, à travers le paiement électronique notamment. Un des facteurs d'accélération de ce dernier n'est autre que l'interopérabilité nationale, régionale ou même continentale. Nous sommes témoins d'une belle réussite dans la région ouest africaine, avec les réalisations du GIM-UEMOA, ou encore à l'échelle nationale au Ghana avec les projets mis en place par GhIPPS. L'inclusion financière en Afrique passe également par l'accompagnement des fintechs qui en sont des acteurs incontournables. Les possibilités de collaboration sont multiples : information, conseil, facilitation de l'accès aux réseaux de paiement, etc. Nous avons des expériences réussies dans plusieurs pays de la région : Afrique du nord, Afrique du Sud, Kenya, etc.

E-COMMERCE

Chari, cliquez, c'est acheté!

Avec sa plateforme digitale au service des magasins de proximité, la start-up réussit à séduire de grands fonds d'investissement... et de plus en plus de petits commerçants.

EL MEHDI BERRADA

En dix-huit mois, Chari a réussi à s'imposer dans le paysage de la logistique et de la distribution. La start-up, fondée par Ismael Belkhatat et Sofia Alj, a développé une application mobile permettant aux commerces de proximité – qui assurent 80 % de la distribution dans le pays – de commander tout ce dont ils ont besoin, à des prix compétitifs et avec la promesse d'être livrés gratuitement en moins de vingt-quatre heures. Depuis janvier 2020, 15 000 usagers se sont inscrits sur l'application chari.ma et l'ont utilisée au moins une fois, dont 5 000 au moins trois fois au cours du mois d'avril dernier. Au vu des résultats en constante progression de l'entreprise, ses fondateurs estiment que son chiffre d'affaires global devrait atteindre 25 millions de dollars (environ 20 millions d'euros) d'ici à la fin de l'année 2021.

Un petit pas hors des frontières

La centrale d'achats ne disposait jusqu'à présent que d'un seul entrepôt, à Casablanca, pour couvrir l'axe Rabat-El Jadida, mais elle vient d'en ouvrir un à Tanger, qui dessert le nord du pays. L'ambition des deux fondateurs est de réussir à couvrir l'ensemble du royaume d'ici à la fin de 2022, puis à s'implanter en Afrique francophone. Et ils viennent de faire un petit pas hors des frontières en ouvrant leur première représentation à Tunis le



Sofia Alj et Ismael Belkhatat, les fondateurs de l'entreprise.

1^{er} juin. « Le marché tunisien ressemble beaucoup au marché marocain, les épiciers tiennent une place prépondérante dans la distribution, comme en Afrique de l'Ouest d'ailleurs, souligne Ismael Belkhatat. Cette implantation est importante, car nous voulons démontrer que

nous sommes capables de dupliquer notre modèle en dehors du Maroc. » C'est aussi une façon de séduire les fonds d'investissement. Dans cet exercice, la start-up a déjà convaincu le très sélectif incubateur californien Y Combinator et le fonds Orange Ventures. L'entreprise est



Camionnette de la société livrant une épicerie.

actuellement valorisée à hauteur de 20 millions de dollars.

Marge de croissance

« Le commerce de proximité reste culturellement le moyen le plus apprécié au Maroc, et cela ne changera pas de sitôt », assure Ismael Belkhayat. À 37 ans, le frère cadet de Moncef Belkhayat (patron de Dislog et président du holding familial H&S Invest) est convaincu que le développement de la grande distribution n'entravera en rien l'essor de Chari. L'entreprise dispose pour le moment d'une flotte de vingt camions et s'est organisée de façon à

On recense quelque 200 000 petites boutiques de quartier, qui représentent encore près de 80 % de la distribution dans le pays.

être ultra-efficace. « Nous avons développé en interne toutes les applications avec lesquelles nous travaillons, et, grâce à la technologie, nous avons tout optimisé, notamment les coûts

de transport. Désormais, nous sommes capables de prendre et de livrer plus de commandes chaque jour en parcourant moins de kilomètres », explique l'entrepreneur.

Sur le terrain, comme il n'est pas facile de convaincre les petits commerçants, souvent réticents à l'idée d'utiliser l'outil technologique et de livrer des données personnelles, Chari a engagé des ambassadeurs, qui parlent le même langage qu'eux et peuvent les convaincre d'utiliser la plateforme. Et le pays comptant quelque 200 000 magasins de proximité, la marge de croissance se révèle énorme. ●

DISTRIBUTION ÉQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES À L'INTERNATIONALE



Froid Industriel



CVC



Froid Commercial



Cuisine Professionnelle

NOTRE FORCE ?

CONCEVOIR - OPTIMISER - GARANTIR
Le résultat de vos projets !



www.groupe-mondial-frigo



contact@medit-frigo.com



MEDIT FRIGO



SOLUTIONS PERFORMANTES
EN ÉNERGIE
ET FAIBLE CONSOMMATION

- ✓ Fluides naturels
Propane, Ammoniac, CO2
- ✓ Autres fluides
HFO et HFC

Venez rejoindre notre réseau
de partenaires installateurs locaux !

TOURISME

Confiance retrouvée, saison sauvée ?

Les professionnels ont peaufiné leur stratégie pour figurer parmi les destinations à même d'accueillir des visiteurs en toute sécurité dès la reprise du trafic aérien, le 15 juin. Un enjeu de taille pour un secteur qui vit sous perfusion depuis quinze mois.

FAHD IRAQI



À Marrakech, le 6 mai, la célèbre place Jemaa El Fna n'avait pas encore retrouvé ses touristes.

FADEL SENNA/AFIP

Début juin. Dans un hôtel 4 étoiles de Marrakech. Les quelques Marocains en séjour d'affaires dans l'établissement observent un petit groupe de jeunes touristes américains comme s'il s'agissait d'extraterrestres. « Les *gwers* [« étrangers »] nous manquent. Ces Américains sont les premiers que l'on voit débarquer depuis six mois. Durant cette période, sans les touristes de Casa et de Rabat qui venaient, malgré toutes les restrictions de déplacement entre les villes,

nous aurions été encore en chômage technique », explique Aziz, un serveur qui a dû rester plusieurs mois en arrêt de travail, se contentant d'une aide substantielle de 2000 dirhams (environ 185 euros) versée par l'État, au gré de la situation de la trésorerie publique.

Opération Marhaba

Dès la première semaine de juin, qui semble bel et bien avoir ouvert la « saison 2021 », les autorités ont décidé de faire sauter quelques verrous de

l'état d'urgence sanitaire (maintenu jusqu'au 10 juillet), redonnant l'espoir à Aziz et à quelque 500 000 de ses confrères marocains travaillant dans le secteur. À l'instar d'autres pays à travers le monde, le royaume a commencé à rouvrir progressivement son ciel dès le 15 de ce mois. Une liste restrictive a été fixée, selon laquelle 72 États ne sont pas concernés par les mesures d'allègement, lesquelles sont, en revanche, valables pour les autres pays, dont les ressortissants peuvent donc entrer sur le →

Il est temps d'AGIRH !

AGIRH "The Everything HR ToolKit" pour garantir la réussite de la transformation digitale de vos processus RH, en mode **cloud** ou on **premise**



DIGITALISEZ L'INTÉGRALITÉ DE VOS PROCESSUS RH

DÉMATÉRIALISEZ L'ENSEMBLE DE VOS DOCUMENTS RH

ANALYSEZ POUR MIEUX DÉCIDER

AGIRH

Votre solution pour aujourd'hui et demain



LE PORTAIL RH AGIRH

Tous les services en un clic



AGIRH MOBILE

Pour des collaborateurs de plus en plus mobiles



+212 (0)5 22 22 94 92



contact@e-agirh.com



www.e-agirh.com



/ AGIRH.SIRH

Une société de

ténor
group

→ territoire marocain, sur présentation d'un passeport de vaccination ou d'un test PCR négatif de moins de quarante-huit heures.

En parallèle, le pays a rendu public les grandes lignes du dispositif mis en place pour accueillir ses ressortissants installés à l'étranger et qui n'avaient pas pu se rendre au pays pendant l'été 2020. Depuis la mi-juin, des routes maritimes sont à nouveau opérationnelles pour les Marocains résidant à l'étranger (MRE), dont les hôteliers du royaume attendent la venue « en masse » dans le cadre de l'opération Marhaba 2021. Quant aux touristes locaux, les restrictions de déplacement interurbain ont été définitivement levées pour les dix millions de Marocains qui ont déjà reçu leur double dose de vaccin.

« Nous commençons à voir le bout du tunnel ! Nous allons enfin pouvoir déployer notre plan axé sur la résilience, la relance et la réinvention de notre produit touristique », se félicite Hamid Bentaher, le président du centre régional du tourisme (CRT) de Marrakech. Selon lui, le royaume pourra tirer profit de cette saison estivale, sachant qu'il a gagné en crédibilité avec sa gestion efficace de la crise sanitaire et la conduite exemplaire de la campagne de vaccination. « Le royaume inspire confiance aux touristes, dont le désir de voyager est devenu encore plus fort », assure-t-il.

Encore besoin de soutien

Les organismes publics ont également profité de cette période de crise pour peaufiner une stratégie plus appropriée afin de promouvoir au mieux la destination Maroc. Un nouveau dispositif marketing a été annoncé, en mai, pour permettre la relance du secteur. « Nous avons effectué un travail de fond sur de nombreux fronts, tels que les études de marché, la stratégie des marques ou la stratégie produit, afin de mettre en place les outils idoines pour la reprise », expliquait à la fin d'avril Adel El Fakir, le directeur général de l'Office national marocain du tourisme (ONMT), en dévoilant la nouvelle architecture de marques spécifiques à chaque catégorie de clientèle.

En plus de la marque historique Visit Morocco, pour la promotion de



Contrôle des passagers et des bagages à l'aéroport international Mohammed-V de Casablanca.

la destination auprès des touristes étrangers, qui a été remise au goût du jour, ont été créées l'opération « Ntla9awfbladna » (« On se retrouve dans notre pays »), destinée aux touristes marocains – locaux et MRE –, ainsi qu'une plateforme institutionnelle ONMT, avec une nouvelle identité visuelle, pour les interactions avec l'écosystème professionnel et institutionnel. Par ailleurs, une grande campagne de communication a été lancée au niveau national dès le mois de

Les opérateurs espèrent de bons résultats pour le troisième trimestre. Mais un retour à la situation de 2019 ne sera pas possible dès cette année.

mai, suivie par une campagne internationale ciblée, déployée au fur et à mesure que le ciel marocain s'ouvre à nouveau.

Avec tout ce dispositif, les opérateurs espèrent une bonne saison estivale qui permettrait d'atténuer les dégâts causés par la crise. Rien que sur le premier trimestre de 2021, les revenus du secteur ont dégringolé de près de 70 %, selon les statistiques de la direction des études et des prévisions financières du ministère des

Finances. Ce qui équivaut à des pertes sèches de l'ordre de 12 milliards de dirhams.

Même après le démarrage des activités, les entreprises du secteur continueront d'avoir besoin du soutien de l'État. La Confédération nationale du tourisme (CNT), comme le nouveau collectif créé, demande la prorogation du mécanisme de l'indemnité forfaitaire et des mesures de soutien jusqu'à trois mois au moins après la levée de l'état d'urgence sanitaire. « Idéalement, il faut maintenir ces mesures d'accompagnement jusqu'à une reprise de 50 % du trafic aérien », souligne Hamid Bentaher. Les professionnels demandent également la prolongation des reports de crédits et de traites pour l'ensemble des employés du secteur. « Ce, d'autant que certaines banques ne respectent pas leurs engagements de reports. Plusieurs de nos salariés se sont vu prélever de leurs comptes l'aide de 2000 dirhams versée par les pouvoirs publics », confie un hôtelier de Marrakech.

La ministre du Tourisme, Nadia Fettah Alaoui, en est particulièrement consciente : il faudra du temps pour que le secteur se remette définitivement de cette crise. Selon elle, un retour à la situation de 2019 ne sera pas possible dès cette année. Pour l'heure, il est juste question de sauver les meubles du mieux possible, en espérant que la situation sanitaire ne se dégrade pas à nouveau. ●

TANGER MED, PLATEFORME RÉGIONALE DE COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE



Tanger Med Zones dispose d'une assiette foncière de 5 000 Ha dont 2 000 Ha sont déjà engagés. Elle comprend 6 zones d'activités industrielles et logistiques aménagées selon les meilleurs standards et benchmarks internationaux. Sa position géographique unique lui confère un avantage compétitif pour adresser les marchés cibles.

Tanger Med Zones constitue une plateforme industrielle attractive pour les grands industriels internationaux de renom. Plus de 1 100 entreprises y sont installées représentant un volume d'affaires annuel à l'export de 5 300 MEUR dans différents secteurs tels que l'automobile, l'aéronautique, le textile, le commerce et la logistique.

2ND ECONOMIC ZONE
IN THE WORLD



SPECIALISM AWARD
AUTOMOTIVE



Économie

INFRASTRUCTURES

Gagan Gupta sort le grand jeu

Avec l'ouverture de sa première plateforme industrielle au Togo, le groupe Arise, cofondé par l'entrepreneur d'origine indienne, pose les jalons d'une expansion en Afrique de l'Ouest, loin de son bastion gabonais.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO,
ENVOYÉ SPÉCIAL À LOMÉ ET À LIBREVILLE

« **U**n génie avec une capacité rare d'appréhension des modèles ». Venue de Liban Soleman, alors coordinateur du Plan Gabon émergent, cette description de Gagan Gupta (46 ans) dans le portrait que *Jeune Afrique* consacrait en 2018 à celui qui était alors directeur général d'Olam Gabon avait fait sourire – ou rire jaune, c'est selon – à Libreville.

Entre sceptiques sincères, concurrents bilieux et *Gabon-firsters* de tout genre, les détracteurs du quadragénaire, qui, débarqué d'Inde en 2008, a fait du groupe agro-industriel singapourien le premier créateur d'emplois du pays après l'informel et l'État (10 % à 20 % des salariés du secteur privé), sont aussi nombreux et variés que les essences des bois du Woleu-Ntem.

Qu'importe. Quand, trois ans plus tard, la même idée est émise cette fois par un ministre ouest-africain peu connu pour ses envolées lyriques, n'est-il pas temps d'y prêter un tout petit peu plus d'attention ? « La

proposition qu'Arise nous a faite est en phase avec notre ambition qui est de transformer, d'industrialiser et de moderniser le Togo. Le génie du promoteur a été de prendre le temps de comprendre la vision du président de la République ainsi que l'ambition du gouvernement et de proposer une solution », explique Sani Yaya.

Une renommée internationale

Pour ce haut fonctionnaire et banquier de métier, ministre des Finances du président Faure Gnassingbé depuis 2016, l'inauguration de la Plateforme industrielle d'Adetikope (PIA), exactement le 6 juin 2021, comme l'avait promis Gagan Gupta onze mois auparavant, est le signe qu'avec Arise Industrial Integrated Platform (Arise IIP) et son cofondateur, Lomé a enfin trouvé un « partenaire de choix crédible, avec une force de frappe remarquable et une renommée internationale ».

Quelques esprits chagrins noteront que PIA a été inaugurée le jour même des 55 ans du président Faure et que l'achèvement réel de la →



Gagan Gupta, 46 ans, s'est installé en Afrique, au Gabon, en 2008.

Infographie Réforme du franc CFA

Institution La BOAD « flèche » sa croissance

Galaxie Frères Mabrouk

Finance Les banques nigérianes poussent leurs pions en Afrique

Énergie L'Algérie se met au vert



→ phase initiale de construction est attendu en septembre 2021. À ceux qui s'émeuvent de l'entregent du natif du Rajasthan, si diligent à obtenir les bonnes grâces des chefs d'État africains, d'aucuns rappelleront une évidence tirée de la Bible. Dans nos contrées, peut-être plus qu'ailleurs, « *Indignatio regis nuntii mortis...* » (« Quand un roi se met en colère, sa fureur est comme une messagère de mort » – Proverbes 16:14).

D'autres se concentreront plutôt sur deux points clés. Premièrement, la phase initiale de ce projet (au coût de 127 millions d'euros sur un total de 200 millions) a été menée à une cadence singulière en dépit de la pandémie de Covid-19. Deuxièmement, la plateforme « intégrée » sortie de terre en quelques mois à 21 km au nord de Lomé – 132 hectares en phase initiale, 400 prévus à moyen terme et peut-être jusqu'à 1 000 hectares à long terme, selon la Première ministre Victoire Tomegah-Dogbé – est à cent lieues des versions précédentes du projet.

Depuis les années 2010, le gouvernement togolais souhaitait valoriser Adetikope, place marchande et agricole clé sur le corridor Lomé-Ouagadougou. Les itérations précédentes du projet tablaient le plus souvent sur la création d'un « port sec » (essentiellement un immense parking avec des grues, une infirmerie et des gardiens de nuit) pour désengorger le Port autonome de

coton et d'autres produits agricoles », égrènent les équipes d'Arise.

Cela veut dire beaucoup et pas grand-chose à la fois. L'essentiel est ailleurs : il s'agit, comme l'a rappelé Victoire Tomegah-Dogbé, de faire du pays des « Nanas Benz », célèbres marchandes de tissus en wax hollandais dont la renommée a traversé toute l'Afrique de l'Ouest, un véritable transformateur de sa production locale. Le coton donc, avec une production nationale supérieure à 100 000 tonnes par an, mais aussi le soja, l'anacarde, le riz, le sésame, le bois, le maïs, les arachides, les mangues, les ananas mais aussi le phosphate.

La cheffe du gouvernement togolais a salué la pose des premières pierres de deux usines de textiles (sur cinq prévues), capables à terme d'absorber l'ensemble des fibres produites dans le pays, afin d'en faire des tissus, voire des tee-shirts et bientôt des pagnes. Une demi-douzaine d'entreprises (indiennes en majorité, mais aussi togolaises) se sont déjà engagées à installer leurs usines sur le site d'Adetikope.

Avec la création de PIA, le Togo accomplit « une évolution majeure » et une « révolution moderne » dans son parcours industriel, s'est félicitée Victoire Tomegah-Dogbé, saluant « la méthode du président Faure qui porte ses fruits », autant que « le savoir-faire et l'approche holistique » de Gagan Gupta et d'Arise. « Vous avez eu raison, et vos orientations étaient justes », a ajouté le Premier ministre du Togo.

À Adetikope, Arise IIP a accompli trois choses remarquables. D'un, élargir la palette du projet, passé d'un port sec ou d'un « parc à camions » à une véritable zone industrielle intégrée. De deux, assumer une part considérable de la charge financière et du risque. De trois, avoir compris mieux que quiconque la finalité des ambitions industrielles des pays de la région. « Le premier défi est la création d'emplois », explique Gagan Gupta, interrogé par *Jeune Afrique*. « Nous avons un continent où les ressources naturelles sont exportées à l'état brut. Ce qui revient à exporter des emplois et importer du chômage. Cela ne peut pas marcher bien longtemps. Si

nous réussissons, nous créerons un nouveau marché. Je ne dis pas une « nouvelle industrie ». Il s'agit plutôt de ramener cette industrie là où elle source déjà ces produits de base. Chaque pays a ses propres produits, ce que nous apportons est l'additionnalité », complète-t-il. « Additionnalité », c'est-à-dire la valeur ajoutée industrielle et, plus que tout, la création d'emplois. Environ « 12 500 emplois directs permanents et temporaires ainsi que plus de 755 emplois indirects et induits » sont attendus durant la phase initiale de PIA (132 hectares), pour un total de 35 000 emplois sur la phase complète (400 hectares).

Un pari financier risqué mais assumé

À première vue, la « recette » de Gagan Gupta et d'Arise est simple comme un Cognac tonic : il fallait juste y penser. Dans le détail, elle tient autant de l'acte de foi que du coup de poker. Et la plateforme d'Adetikope en est la parfaite illustration. « La contribution directe de l'État dans la phase actuelle est l'apport du foncier », explique-t-on au ministère togolais des Finances. Lomé apporte également – c'est à la fois important et l'objet de controverses – une large variété d'exemptions fiscales et douanières, ainsi qu'une panoplie de facilités administratives tant pour PIA que pour les futures entreprises de la plateforme, que d'aucuns au sein du patronat togolais auraient également souhaité obtenir.

Cela revient à dire qu'Arise IIP – contrôlé à 50,5 % par Africa Finance Corporation (AFC), fonds ouest-africain de développement d'infrastructures, et à 49,5 % par Olam – assume l'essentiel des 38 millions d'euros de fonds propres injectés pour le financement de PIA et une part majoritaire du prêt de 30,5 millions d'euros apporté par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), ainsi que de l'emprunt syndiqué de 59 millions d'euros arrangé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Mieux : parallèlement au développement de PIA, Olam a accepté en 2020 de prendre le contrôle (51 %) de la Nouvelle Société cotonnière du Togo (NSCT) pour 15 millions d'euros.

« C'est évidemment un pari risqué.

Avec la création de PIA, le Togo accomplit une « révolution moderne » dans son parcours industriel.

Lomé et les routes de sortie de la capitale. La plateforme développée par Arise IIP (qui détient 65 % de PIA, contre 35 % pour l'État togolais) comprendra « une zone industrielle, une zone commerciale, un parc pouvant accueillir 12 500 conteneurs, un parking pour 700 camions, des entrepôts et des unités de stockage pour le



L'inauguration de la Plateforme industrielle d'Adetikope (PIA), à 21 km de Lomé, le 6 juin 2021.

À toute étape du projet, de la phase de conception au financement des études et à la structuration du deal, des négociations financières à la construction, de l'inauguration au démarrage opérationnel, tout peut capoter à n'importe quel moment, et vous êtes seuls à assumer le risque », décrypte un haut cadre de l'administration publique, familier des opérations d'Arise au Gabon. « Ce n'est pas un risque, c'est plutôt la possibilité de résoudre un problème », estime pour sa part Gagan Gupta.

Pour d'autres connaisseurs du secteur de la logistique sur le continent, PIA marque aussi un changement de braquet pour Gagan Gupta : une émancipation du Gabon. Aujourd'hui, le quadragénaire est « cofondateur » d'un groupe (Arise) qui a proprement parler n'en est pas un mais plutôt une constellation comptant trois entités distinctes (Arise IIP, Arise Ports and Logistics, Arise Infrastructure Services) et qui n'a pas d'autre « cofondateur ». À part, peut-être – vaguement –, Olam International, au

comité exécutif duquel il siège, et qui est actionnaire à différents degrés ou promoteur plus ou moins direct des initiatives logistiques et industrielles portées par Gagan Gupta.

Résistance aux chocs

Les yeux « dormants », comme ils disent en Côte d'Ivoire, ont disparu. La moustache à la Eddy Murphy aussi, depuis belle lurette. À 46 ans, Gagan Gupta est un stakhanoviste (quatre ou cinq heures de sommeil et une heure ou plus de sport au quotidien), marié et père de deux enfants, teint olive, voix douce réticente plutôt qu'hésitante en français – langue qu'il comprend assez bien pourtant. Pour ceux qui le connaissent, le Togo n'est qu'une première étape, après le Gabon. Doivent suivre la Côte d'Ivoire et le Bénin, peut-être le Burkina Faso bientôt, pour le volet plateforme logistique du « groupe » Arise.

Le premier – véritable – pari est tenu : ajouter d'autres cordes à son arc que le seul Gabon, où

l'omniprésence d'Olam et les investissements pas toujours extraordinairement heureux du groupe industriel ont fini par poser question. Le deuxième – celui de la résilience – est en voie d'être gagné. Après un face-à-face risqué avec Bolloré au port d'Owendo, au Gabon, Arise a pu décrocher en 2017 un compromis au forceps avec la multinationale française. La plateforme fondée par Gagan Gupta a également résisté au contre-choc de la transition démocratique en Mauritanie, où le contrat signé sous la présidence de Mohamed Ould Abdel Aziz a dû être renégocié à la hâte et dans des conditions difficiles, en 2020, avec les équipes de son successeur, Mohamed Ould Ghazouani.

De ses adversaires, Mike Tyson disait : « Quand ils montent sur le ring, ils ont tous un plan... jusqu'à ce qu'ils se prennent un poing dans le visage ». Si les expériences récentes de Gagan Gupta prouvent quelque chose, c'est qu'il a un plan. Même après. ●

INFOGRAPHIE

Réforme du franc CFA : où en est-on avec l'eco ?

Alors que la Cedeao a adopté une feuille de route pour lancer sa monnaie commune en 2027, la réforme – engagée à la fin de 2019 et portée par l'Uemoa – avance progressivement. Jeune Afrique fait le point.

FRANC CFA, UNE RÉFORME A PETITS PAS

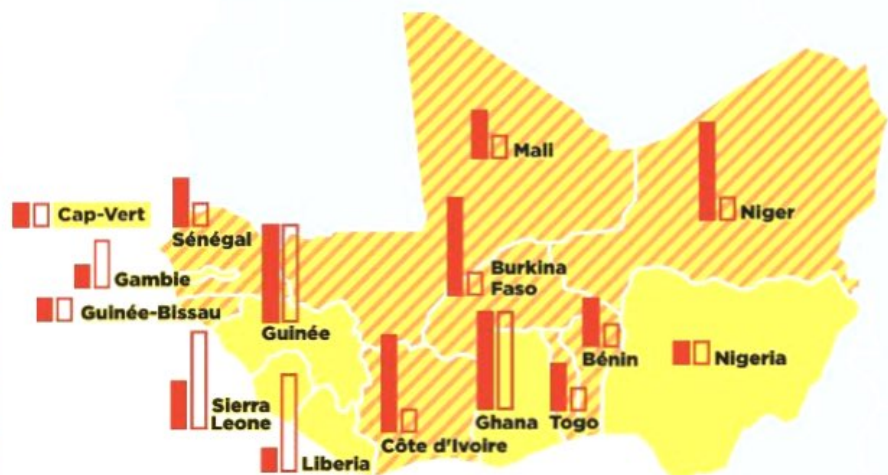
Avant la réforme	Après la réforme	Ce qui a changé
Nom : franc CFA	Nouveau nom : eco	... Promise pour 2020, la réforme est encore en projet, mais sa mise en place dépend des États de l'Uemoa
Obligation de centraliser au moins 50 % des réserves de change auprès du Trésor français	Plus d'obligation	✓ 5 milliards d'euros sont en cours de transfert à la BCEAO
Présence de représentants nommés par la France dans les instances de la BCEAO	Départ des représentants	✓ Leur départ en avril 2020 s'est accompagné de la création d'un mécanisme de surveillance et de dialogue ad hoc avec Paris
Parité fixe à l'euro 1 euro = 655,95 F CFA (depuis 1999)	Inchangée	
Garantie de convertibilité illimitée et inconditionnelle par Paris	Inchangée	



ECO vs ECO

Zone concernée	
CEDEAO 15 pays, dont l'Uemoa	UEMOA 8 pays
Création du nom	
Abuja 29 juin 2019	Abidjan 21 déc. 2019
Régime de change	
Flexible	Parité fixe à l'€
Banque centrale	
Système fédéral	Système centralisé
Garantie	
Aucune	Garantie de la France
Critères de convergence	
Moins de 3 % de déficit Moins de 10 % d'inflation Ratio dette/PIB inférieur à 70 %	

CEDEAO vs UEMOA : LA COURSE AU LEADERSHIP



Deux zones économiques distinctes



Croissance moyenne du PIB de 2010 à 2019



Inflation moyenne de 2010 à 2019



Sources : UEMOA, Sénat français

200 km

INSTITUTION

La BOAD « flèche » sa croissance

La Banque ouest-africaine de développement veut doubler son capital et espère obtenir une partie des droits de tirage spéciaux dédiés aux pays du Sud.

JOËL TÈ-LÉSSIA ASSOKO, À LOMÉ

Dans les couloirs de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), nombreux sont ceux qui ont entendu le mantra du chef : « Le développement, c'est l'affaire d'une génération. »

Aux commandes de l'institution publique commune aux huit pays de l'Uemoa depuis août 2020, le financier béninois Serge Ekué a passé l'essentiel de sa carrière au sein du secteur privé, pilotant plusieurs divisions de la banque d'investissement français Natixis, en Asie notamment. Et c'est avec une approche hautement concrète et réaliste qu'il aborde sa mission au siège de Lomé. « Dans sa conception, le développement, à la base, c'est un sujet technique. Il s'agit d'apporter l'eau, l'électricité, les routes, les

logements, la nourriture, les soins et l'éducation. En une génération, tout cela peut être réglé », décrypte un investisseur proche du patron de la BOAD, qui rapproche son pragmatisme de celui d'Akinwumi Adesina, le patron de la Banque africaine de développement (BAD).

« L'idée est d'être le plus technique possible, pour éviter de tomber dans divers travers », poursuit notre source. Autrement dit : identifier les problèmes, sélectionner les projets qui permettent de les résoudre, « structurer » le projet, mobiliser le financement, s'assurer de son exécution, mais aussi évaluer son impact.

Accroître l'activité de 50 %

C'est la « méthode » qu'entend suivre la BOAD pour son plan stratégique 2021-2025, dénommé Djoliba, le nom mandingue du fleuve Niger. « L'objectif global est d'augmenter le capital de 1,5 milliard de dollars pour accroître l'activité de 50 % sur la période », explique une source impliquée dans les négociations.

L'idée est aussi de « décorréler » l'activité de la banque de son actionnariat, explique Lucie Villa, chargée de crédit senior à l'agence de notation Moody's. La BOAD est détenue à 93,4 % par la BCEAO (47 %) et les huit pays de l'Uemoa, contre 6,6 % pour des investisseurs institutionnels (dont la BAD, la Banque européenne d'investissement, ainsi que la Belgique, le Maroc et la France). Or plus de 70 % de son portefeuille de crédit est composé de prêts aux États. « Cela signifie qu'il existe une forte corrélation entre

la qualité de crédit de ses emprunteurs et la capacité des actionnaires à fournir un soutien en cas de besoin », complète l'analyste. L'augmentation de capital permettra d'accroître la part détenue par les investisseurs non régionaux, voire admettre des actionnaires privés.

« La levée de fonds peut aller très vite, pour un bouclage avant la fin de l'année », complète un cadre de la banque. Cette dernière mise sur une carte maîtresse : les droits de tirage spéciaux, ces nouvelles ressources financières que va émettre le FMI et dont 35 à 100 milliards de dollars pourraient aller aux pays africains. Pour accéder à ces fonds, les bénéficiaires doivent pouvoir justifier de leur utilisation, de leur « fléchage » vers des projets spécifiques, pour accompagner entre autres la relance post-Covid-19.

Et sur ce créneau, les équipes de la BOAD estiment avoir une longueur d'avance, prise dès l'émission de 750 millions d'euros d'obligations dédiées spécifiquement aux projets « verts et sociaux », en janvier 2021. Le plan d'investissements, certifié par le spécialiste français Vigeo, a été plébiscité par les investisseurs, avec un carnet d'ordres supérieur à 4 milliards d'euros.

« Qui mieux que la BOAD peut justifier le fléchage des fonds ? Dès l'opération de janvier, nous nous étions engagés dans le *reporting* de tout ce que nous comptons faire avec les ressources allouées. Quel est l'impact pour les femmes, les hommes, les emplois ? La finance et le développement, c'est cela », assure-t-on dans l'entourage de Serge Ekué. ●



Serge Ekué,
président de
la BOAD.

CYRIL BAILLEUL

Frères Mabrouk

Dirigé par Mohamed Ali, Ismaïl et Marouane (56, 55 et 49 ans), le groupe Mabrouk est un champion tunisien. Son essor durant les années Ben Ali, puis les démêlés avec la justice de Marouane, un temps beau-fils de l'ex-président, incitent ses patrons à conserver un profil bas. Si l'aîné supervise la grande distribution et le benjamin est aux manettes d'Orange Tunisie, le cadet concentre le plus de responsabilités dans les domaines bancaire (Biat) et agroalimentaire (Saïda).

MATHIEU GALTIER, A TUNIS



LES FIDÈLES SOLDATS

Mohamed Agrebi, Fakher Cheikhrouhou, Seifeddine Ben Jemia, Imed Gharbi

Ils sont les directeurs généraux des sociétés phares du groupe. Mohamed Agrebi, qui dirige la Banque internationale arabe de Tunisie (Biat) depuis 2014, est entré à la comptabilité de la banque en 1995. Fakher Cheikhrouhou préside aux destinées d'Industrie alimentaire de Tunisie (IAT) depuis 1999. Monoprix est entre les mains de Seifeddine Ben Jemia depuis un an, mais ce diplômé de l'École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne (sud-est de la France) a aussi été responsable de la stratégie et de la transformation au sein d'Exis Holding, le pôle distribution de Mabrouk. Imed Gharbi, impliqué dans le lancement du premier hypermarché Géant du groupe, était novice dans le secteur automobile quand il a été mis, en 2019, au volant de la société Le Moteur – concessionnaire Mercedes-Benz et Tata Motors.



LES RÉSEAUX POLITICO-ÉCONOMIQUES



Fadhel Abdelkefi

Avec le rachat de Tunisie Valeurs par la Biat en 2020, Fadhel Abdelkefi entre au conseil d'administration de la banque. S'il est étranger à la culture Mabrouk, le président du parti politique libéral Afek Tounes et ancien ministre de l'Économie (2016-2017) apporte un mastodonte de la gestion d'actifs. La preuve, en mars, Biat Asset Management est renommé Tunisie Valeurs Asset Management. Et non l'inverse.



Tahar Sioud

Ayant ses entrées dans toutes les banques et sous tous les ors ministériels, le « pionnier de la diplomatie économique » a été une prise de choix des frères Mabrouk. Ancien vice-gouverneur de la Banque centrale, ex-ambassadeur, plusieurs fois ministre, il a intégré le conseil d'administration de la Biat en 2007. Ses relations avec les diplomates du nord de la Méditerranée comptent aussi beaucoup.



Nabil Chettaoui

Fort de quatre années à la tête de Tunisair (2017-2011) et près de six à diriger le leader du secteur laitier Delice (2013-2019), partenaire de Danone en Tunisie, Nabil Chettaoui est expert en logistique et en négociations avec les multinationales. Toutes les qualités requises pour présider le conseil d'administration de Monoprix Tunisie, dont cet ingénieur de l'École nationale de l'aviation civile de Toulouse (1983) a la charge depuis 2019.



Jean Messinesi

C'est à un carnet d'adresses étoffé de personnalités tant du monde bancaire du Maghreb et du Moyen-Orient que de la classe politique française que ce membre du conseil d'administration de la Biat, proche de Laurent Fabius, doit sa nomination. Cet ancien économiste au FMI a sillonné le Maghreb pour l'Arab Banking Corporation et HSBC, avant de lancer, en 2011, Messinesi & Associés, une société de conseil consacrée à l'investissement dans la région.



LES FINANCIERS 4.0

Fatima-Zohra El Fihri et Marc Beaujean

Si la Biat écrase la concurrence grâce à sa gestion prudente, elle est à la peine sur le numérique. Un trou noir auquel Ismaël veut remédier. D'où la double nomination, en avril, au conseil d'administration de la banque de Fatima-Zohra El Fihri et Marc Beaujean. La première, passée par BMCE Capital (pôle banque d'affaires du géant marocain BOA-BMCE), est la responsable stratégie d'Advanced Derivative Solutions, spécialiste de la transformation numérique des sociétés financières. Le second est un Belge qui a passé vingt ans au sein du cabinet de conseil en stratégie McKinsey avant de creuser son sillon dans la banque, au Luxembourg et à Genève, pilotant des programmes de transformation. Avec ces deux profils fintech, la Biat veut définitivement acter sa conversion numérique.

LES ICONOCLASTES

Stéphane Maquaire



Un ancien directeur général de Monoprix (2013-2016) au conseil d'administration de Monoprix Tunisie, rien de plus normal. Mais que le mandat du Français Stéphane Maquaire soit renouvelé en mai alors qu'il est maintenant directeur général d'une enseigne concurrente, à savoir Carrefour, et qui plus est installé en Argentine, cela laisse les observateurs cois. Et le groupe Mabrouk silencieux.



Frédéric Pecastaings

Jusqu'en 2013, Mohamed Ali Mabrouk laissait volontiers Frédéric Pecastaings parler aux journalistes de la stratégie commerciale du groupe dans le secteur de l'alimentation et de la distribution. Depuis, l'ex-directeur des acquisitions de Danone pour les pays émergents se montre plus discret. En 2015, il apparaît à la tête du conseil d'administration du groupe ivoirien Sapled, spécialiste des produits laitiers et dérivés. En Tunisie, selon nos informations, il avait ses entrées à Monoprix jusqu'au premier confinement, avant de disparaître des radars. Sur les réseaux sociaux, le Français se présente comme « Chief International Officer » du groupe Mabrouk, qui n'a pas plus répondu à nos sollicitations à son sujet qu'à celui de Stéphane Maquaire.

LES SOUTIENS DE MAROUANE MABROUK

Nicolas Boulay



Spécialiste des contentieux transfrontaliers et expert de la préservation de la réputation, il est le nouvel avocat de Marouane Mabrouk après le décès de Jean-René Farthouat. Moins connu que ce dernier et qu'un précédent conseil, le très médiatique Jean-Pierre Mignard, Nicolas Boulay a les épaules pour tenter de blanchir l'homme d'affaires tunisien poursuivi dans le cadre de l'affaire des « biens mal acquis » du clan Ben Ali. Marouane est accusé de malversations et d'avoir profité de sa position de beau-fils de l'ancien dirigeant Zine el-Abidine Ben Ali pour prendre le contrôle d'Orange Tunisie, ce qu'il a toujours nié.

Stéphane Richard



Le patron d'Orange veut s'extraire de la galaxie Mabrouk depuis longtemps. Pas par inimitié envers Marouane Mabrouk – qui préside le conseil d'administration d'Orange Tunisie et en détient 51 % –, les deux hommes étant proches, mais pour enfin déclencher le pacte d'actionnaires signé en 2009 entre le géant français et la société Investec, créée par Marouane et son ex-femme Cyrine Ben Ali, qui prévoit une option d'achat permettant à Orange de devenir actionnaire majoritaire. Seulement, les recours judiciaires contre Marouane, malgré le dégel de ses avoirs par l'Union européenne au début de 2019, font traîner les choses. Au point que Stéphane Richard menace régulièrement de quitter le pays s'il n'obtient pas gain de cause rapidement.

Hakim el-Karoui



Proche de la Macronie, l'essayiste et conseiller français, né de père tunisien, est un ami très proche de Marouane Mabrouk. À la veille de la révolution, ce dernier l'avait nommé au conseil d'administration d'Orange Tunisie. Depuis, dans les dîners parisiens comme dans les cabinets de pouvoir, l'ancien directeur des fusions-acquisitions pour l'Afrique et le pourtour méditerranéen de Rothschild & Cie défend son ami bec et ongles.

FINANCE

Les banques nigérianes poussent leurs pions en Afrique

Confrontés à des difficultés sur leur marché local, les établissements nigériens, pariant sur la Zone de libre-échange continentale africaine, s'étendent ailleurs sur le continent.

AURÉLIE M'BIDA

Un cadre pastoral, une table dressée avec raffinement, des convives apprêtés et souriants... Il n'y a pas l'ombre d'un nuage dans le ciel, en ce début de mai, quand Herbert Wigwe, le dirigeant du premier groupe bancaire du Nigeria, est reçu à Gaborone par son homologue Kgotsotso Bannalotlhe, le DG de BancABC Botswana. À la mi-avril, le géant nigérian Access Bank, fort de ses 516 milliards de nairas de revenus en 2020 (1 milliard d'euros), a en effet sorti son carnet de chèques pour acquérir, via ABC Holdings, les 78 % de participation du britannique Atlas Mara dans African Banking Corporation of Botswana Limited (BancABC Botswana).

D'après la cédante, cinquième acteur en total d'actifs sur le marché national à la fin de 2019, derrière les filiales locales de Standard Chartered, Stanbic Bank, Absa (ex-Barclays Botswana) et First National Bank of Botswana, le montant en cash représente environ 1,13 fois la valeur comptable de la banque, chiffrée à plus de 1 milliard de pulas, soit près de 90 millions d'euros, à la fin de 2019. Une acquisition dont le montant reste raisonnable comparé aux quelque 200 millions de dollars (177 millions d'euros) déboursés pour le rachat de sa compatriote Diamond

Bank, en 2019. Cette opération ne devrait pas faire vaciller le bilan d'Access Bank tout en lui permettant de pénétrer sur l'un de ses marchés cibles, s'accordent à dire les observateurs de la place de Lagos.

C'est surtout une nouvelle pierre à l'édifice d'Access Bank Group, dont l'ambition n'est autre que de « devenir la banque africaine la plus respectée au monde ». Depuis 2019 et l'acquisition de Diamond Bank, le groupe

Le rythme des acquisitions connaît une accélération ces derniers mois.

a consolidé son statut de banque de premier rang (*tier-one*) au Nigeria, devenant même le plus important acteur bancaire du continent en nombre de clients (31 millions). Il y est aujourd'hui présent dans huit pays, en dehors du Nigeria (Gambie, Ghana, Kenya, Mozambique, RDC, Rwanda, Sierra Leone et Zambie), sans compter une filiale au Royaume-Uni et des bureaux de représentation en Chine, aux Émirats arabes unis, au Liban et en Inde. « La croissance organique est dans l'ADN d'Access Bank

depuis le début. Après sa prise en main par Herbert Wigwe et Aigboje Aig-Imoukhuede, en 2002, il y a eu l'acquisition de Marina Bank et de Capital Bank en 2005, puis celle d'Intercontinental Bank sept ans plus tard », rappelle Adesoji Solanke, analyste à Renaissance Capital. Le rythme des acquisitions connaît toutefois une accélération ces derniers mois. Outre la percée au Botswana, le groupe a finalisé à la fin de mai la prise de contrôle par sa filiale locale au Mozambique de BancABC Mozambique (Atlas Mara). En mars 2020, le groupe nigérian a réalisé sa première incursion sur le marché sud-africain grâce à une prise de participation significative, pour 60 millions de dollars, dans la septuagénaire Grobank.

Diversification et rentabilité

Avant cela, en janvier, c'est avec la namibienne Cavmont Bank que le géant de Lagos finalisait une transaction pour l'acquisition de sa filiale en Zambie. Quelques semaines plus tard, Access bouclait le rachat de la kényane Transnational Bank, portant ainsi à trois le nombre de banques nigérianes au Kenya, avec United Bank of Africa (UBA) et Guaranty Trust Bank (GT Bank). Dans sa conquête de nouveaux marchés en Afrique, Access Bank ne fait pas



Herbert Wigwe dirige Access Bank, qui veut « devenir la banque africaine la plus respectée au monde ».

cavalier seul. Et alors que le Nigeria est considéré par les spécialistes comme « un méga marché », l'appétit des banques nigérianes pour le continent ne se dément pas. Même si le phénomène n'est pas nouveau, la conjoncture le renforce.

Depuis le krach qui a ébranlé le secteur bancaire au début de la décennie précédente, déjà éreinté par le choc pétrolier de 2008, les principaux groupes du top 5 nigérian ont choisi de s'implanter sur d'autres marchés africains pour diversifier leurs actifs et rétablir leur rentabilité par rapport aux résultats au Nigeria. C'est

notamment le scénario adopté par United Bank for Africa (UBA), peu avant Access Bank. Rien qu'entre 2008 et 2011, le réseau du groupe de Tony Elumelu est passé de huit à dix-neuf filiales africaines, suivi par une phase de consolidation et de croissance organique, avec une seule nouvelle implantation depuis, au Mali, en 2019. La part de l'activité africaine hors Nigeria d'UBA sur le chiffre d'affaires (d'un montant de 620 milliards de nairas, soit 1,2 milliard d'euros) se renforce. Elle passe de 30 % à la fin de 2019 à plus de 37 % au 31 décembre 2020, contre respectivement 72 % et

60 % pour le Nigeria. Un résultat en ligne avec la mission du nouveau DG Afrique du groupe, Oliver Alawuba, de développer UBA sur le continent.

Mais ces résultats sont à analyser avec distance. En effet, comme le relève Adesoji Solanke, les performances en dehors du Nigeria sont essentiellement portées par un pays : le Ghana. « Sur le reste de l'Afrique, les opérations des groupes nigériens sont plutôt petites et faiblement rentables. » Si l'on parle du Ghana et de la Sierra Leone comme implantations de prédilection de ces banques en Afrique de l'Ouest, il faut aussi mentionner le Kenya, le Rwanda et la Tanzanie, en Afrique de l'Est. À noter qu'un autre acteur nigérian, Zenith Bank, est également installé en Gambie quand GT Bank est en Côte d'Ivoire et que First Bank of Nigeria (FBN) dispose d'une filiale au Sénégal.

Huit pays cibles

Enfin, seule Access Bank semble sortir du schéma classique adopté par ses compatriotes avec ses percées en Afrique australe et sa volonté de s'implanter en Afrique du Nord. En janvier, le premier groupe bancaire nigérian, qui dispose d'un total d'actifs de 8 700 milliards de nairas, a identifié huit nouveaux pays en tant que marchés potentiels, rappelle Moody's : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, l'Éthiopie, l'Angola et la Namibie. « Nous pensons que l'expansion internationale de la banque soutiendra sa stratégie visant à devenir un agrégateur de transactions transfrontalières à travers, depuis et vers le continent africain », souligne l'agence de notation.

À cet égard, Access Bank et consorts misent sur l'accord créant la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), entré en vigueur en début d'année. « Cet accord est vu comme un accélérateur des décisions d'expansion pour la banque transactionnelle et les paiements à partir de plateformes digitales. Mais le chemin sera encore long », souligne Yoann Lhonneur, directeur associé de Devlhon Consulting. Un optimisme en demi-teinte que partage Yinka Adeoti, de Global Credit

CHEVENING

Ratings Nigeria. « Bien que nous nous attendions à ce que ce mouvement d'expansion améliore la diversification et la stabilité des revenus de la banque, il pourrait également augmenter son profil de risque [en particulier les risques opérationnels et réglementaires] à moyen terme », explique l'analyste.

« Sur le reste de l'Afrique, les opérations des groupes nigériens sont plutôt petites et faiblement rentables. »

En attendant, le groupe d'Herbert Wigwe amorce sa transformation en groupe consolidé autour d'un holding, ce qu'ont fait avant lui Tony Elumelu et Segun Agbaje au sein de GT Bank. En décembre 2020, ce dernier a obtenu le feu vert de la banque centrale (CBN) et du régulateur boursier (Securities and Exchange

Commission) pour se restructurer en une société de holding financier. Un processus qui doit aboutir à la création de nouvelles entités régionales : GT Bank Nigeria, GT Bank East Africa et GT Bank West Africa. Segun Agbaje est d'ailleurs appelé à prendre les rênes du holding, tandis que le nom du futur CEO de GT Bank Nigeria doit être dévoilé dans les prochaines semaines.

Après une première annulation de sa licence bancaire universelle, en 2011, par la CBN, la cinquième banque du Nigeria, en termes de total de bilan, revoit sa stratégie et veut se concentrer sur son premier métier : la banque. Elle a notamment cédé ses filiales assurances pour se consacrer aux activités de paiement, de gestion d'actifs et de pensions. En toile de fond : l'évolution du paysage concurrentiel et le ralentissement de la croissance de l'activité bancaire traditionnelle qui ont amené GT Bank, comme ses consœurs, à repenser leur stratégie et leurs modèles opérationnels. GT Bank a ainsi enregistré une croissance moyenne de son bénéfice avant impôts de 8 % entre 2018

et 2019, comparé à une moyenne de près de 30 % au cours de la période 2016-2017.

Marché bancaire punitif

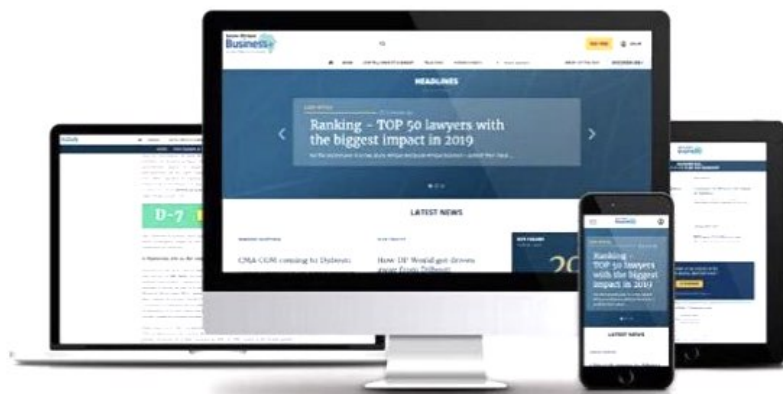
Les institutions financières du pays pointent en effet les politiques monétaires récentes de la CBN, qui a exercé une pression à la baisse sur les marges d'intérêt nettes des banques, les poussant à chercher du profit ailleurs. Le marché bancaire local est des plus punitifs, avec par exemple un taux de réserve de trésorerie imposé par la banque centrale aux établissements de crédit, fixé à ce jour à 27,5 %. Bloquant ainsi plus du quart des dépôts des banques ! Également incriminée, la baisse progressive de l'assiette des commissions applicables à leurs opérations – à l'initiative de la CBN, qui n'avait pas répondu à nos questions lors du bouclage de notre article. Et il faut s'attendre à une poursuite de cette tendance, voire à des consolidations sur les marchés panafricains, dans le contexte actuel de pandémie de coronavirus et d'exposition à la volatilité des prix du pétrole. ●



Tinubu Square, le quartier des banques, sur Ikohi, à Lagos, au Nigeria.

Jeune Afrique Business+

- Fusions-acquisitions
- Levées de fonds
- Nominations...



Soyez le premier informé,
et prenez les meilleures décisions d'investissements

DÉCOUVREZ
JEUNEAFRIQUEBUSINESSPLUS.COM
 abonnements@jeuneafriquebusinessplus.com
 +33 1 44 30 19 03

NOSTALGIE

SÉRIEUSEMENT DÉCALÉE

disponible sur **GOOGLE PLAY ET APP STORE**



Toutes vos émissions et toutes vos vidéos fun
dans l'appli NOSTALGIE CI



www.nostalgie.ci

ÉNERGIE

L'Algérie se met au vert

Géant gazier et pétrolier, le pays amorce un virage avec le lancement d'un appel d'offres pour 1 gigawatt de projets « propres ». Avec 800 millions de dollars d'investissement à la clé.

ESTELLE MAUSSION

L'Algérie, prochain eldorado africain des énergies renouvelables ? De plus en plus d'observateurs y croient. Certes, le pays, troisième producteur de pétrole d'Afrique et dans le top 10 mondial des producteurs de gaz naturel, part de très loin. Le renouvelable ne compte que pour 3 % de son mix énergétique, 97 % de son électricité étant générée à partir d'énergies fossiles, en très grande majorité du gaz. Mais force est de constater qu'un vent nouveau souffle à Alger, où un appel d'offres pour 1 gigawatt (GW) de projets verts est en préparation dans le cadre d'un plan visant à en créer 4 GW à l'horizon 2024.

Les autorités, confrontées à une demande croissante (+7 % par an entre 2010 et 2018) et au déclin des ressources pétrolières et gazières, tablent sur un énorme potentiel éolien et solaire identifié de longue date sans jamais avoir été exploité. Si cette tentative est loin d'être la première, elle pourrait bien être la bonne, d'où une certaine effervescence... Ces derniers mois, les signaux faibles en faveur des énergies renouvelables (ENR) se multiplient. Sur le plan politique, après la création à la fin de 2019 d'un commissariat chargé d'élaborer une stratégie nationale de transition énergétique (le Cerefe), le président Abdelmadjid Tebboune a profité du remaniement de juin 2020 pour instaurer un ministère consacré aux ENR (intégrées jusqu'ici au portefeuille de l'Environnement), dirigé par le professeur de l'École nationale polytechnique d'Alger, Chems Eddine Chitour.

C'est ce dernier qui a annoncé, au début de 2021, le lancement prochain de l'appel d'offres de 1 GW (10 × 100 MW) qui doit générer des investissements d'environ 800 millions de dollars. « Il y a nécessité de sortir du fossile. Le futur énergétique de l'Algérie sera renouvelable », a insisté en avril le ministre, formé en thermodynamique et expert du raffinage de pétrole mais devenu le fer de lance de la transition verte. Si le pays se distingue par son taux d'électrification de près de 100 %, il est fragilisé par sa dépendance au gaz, ressource clé pour produire de l'électricité et

La sacro-sainte règle dite du 51/49 a été levée pour le secteur des ENR, une réforme unanimement saluée.

assurer des recettes d'exportation mais qui se raréfie, d'où l'urgence de diversifier le mix énergétique. En parallèle, des verrous réglementaires et économiques ont sauté. La sacro-sainte règle dite du 51/49, qui oblige tout investisseur dans le pays à s'associer avec un partenaire algérien majoritaire, a été levée pour le secteur des ENR, une réforme unanimement saluée.

Les offres d'aide affluent

L'autre annonce de taille concerne le recours aux producteurs indépendants d'électricité (dits IPP, pour Independent Power Producer) pour

développer les projets. Ce modèle, fondé sur la conclusion d'un accord d'achat d'électricité de long terme entre l'État et l'acteur privé, permet à ce dernier de mobiliser un financement international, point bloquant jusqu'à présent en Algérie. De fait, alors qu'il est largement plébiscité sur le continent, le schéma IPP n'a été utilisé qu'une fois dans le pays pour mettre en œuvre un programme national de dessalement d'eau de mer. Le ralliement à ce système ne peut que motiver les investisseurs. D'autant qu'une autre case a été cochée avec la création de la Société algérienne des énergies renouvelables (Shaems), une société conjointe entre la compagnie nationale pétrolière Sonatrach et celle chargée du gaz, Sonelgaz, et qui doit devenir leur interlocuteur unique.

Dans ce contexte, les offres d'aide affluent à Alger. Si l'Allemagne est présente sur le secteur depuis 2015 avec son Agence de coopération internationale (GIZ), la Banque africaine de développement (BAD) lui a récemment emboîté le pas, accompagnant les autorités pour établir le cahier des charges de la tranche de 1 GW. En avril, elle a débloqué, via son Fonds pour l'énergie durable en Afrique (Sefa), un don de 1 million de dollars pour financer le recrutement et les services d'un consultant et d'un cabinet de conseil, un processus lancé en juin. Selon nos informations, l'Agence française de développement (AFD), la banque publique allemande KfW et la Banque mondiale, avec sa filiale consacrée au secteur privé IFC, sont sur les rangs. Une étude d'IFC, publiée en octobre 2020, a d'ailleurs

rappelé que l'Algérie disposait du plus important potentiel éolien du continent, soit 7700 GW, (tout en ayant de considérables ressources solaires).

La frénésie touche aussi les partenaires économiques du pays : rien qu'entre le début de mai et le début de juin, le ministre Chitour a reçu pas moins de trois ambassadeurs – de l'Inde, du Royaume-Uni et de la Turquie – venus proposer leur collaboration. Bien qu'ils souhaitent rester discrets, les opérateurs privés sont également sur le qui-vive. Selon nos informations, un grand groupe chinois, déjà actif sur le continent dans le domaine hydroélectrique, regarde le marché algérien de près, quand un important industriel italien vient d'ouvrir un bureau à Alger. Le français Engie, présent de longue date avec sa filiale consacrée à l'efficacité énergétique Cofely, l'espagnol Cobra, leader mondial de l'éolien offshore, et des IPP émiratis sont en phase de réflexion. Et quid du groupe américain GE, très actif dans le pays grâce à une coentreprise de fabrication de turbines (Geat) avec Sonelgaz ? D'autres acteurs entendent bien se positionner sur la construction des projets (la partie EPC), notamment Power China, dont la filiale Sinohydro est déjà implantée en Algérie, et l'indien Sterling & Wilson, qui veut percer dans le pays.

Sans oublier les entreprises locales, producteurs de structures métalliques, panneaux solaires et câbles ou groupes de BTP, qui espèrent profiter de contrats de fourniture et de sous-traitance.

Trop de questions sans réponses

Reste que tout le monde n'est pas aussi enthousiaste. « Malgré l'énorme potentiel, certains de nos clients habituels sont assez réservés face à des années de fermeture et à un pays sans aucun *track record* », confie un avocat, spécialiste du secteur énergétique et des infrastructures. De fait, même si une ouverture et des réformes sont en cours, l'état du système bancaire, les exigences en termes de « contenu local », la question du foncier et la bureaucratie refroidissent encore largement les investisseurs.

De même, l'Algérie a plusieurs fois affiché de grandes ambitions énergétiques, en vain. « C'est à partir de 2011 que la volonté de développer les ENR a émergé. Depuis, on ne compte que 400 MW de puissance verte [sur une capacité totale de 21 GW], c'est peu », pointe un bon connaisseur du pays. Et les derniers appels d'offres lancés dans le secteur, pour des projets de moindre ampleur que ceux prévus dans le plan de 1 GW, ont calé faute de candidats. D'où la forte pression qui

repose sur les épaules des autorités pour réussir le pari cette fois-ci. Alors que le lancement de l'appel d'offres avait été annoncé pour juin puis septembre, la majorité des acteurs s'accordent à dire qu'une concrétisation avant la fin de l'année serait déjà un exploit. « Il y a encore trop de questions sans réponses sur la mise en œuvre concrète du modèle IPP autour des producteurs d'électricité indépendants, notamment en ce qui concerne les garanties, le profil des développeurs pouvant se présenter et l'alignement du cahier des charges sur les standards internationaux », reprend le bon connaisseur du pays.

Autant de points qui nécessitent des arbitrages de la part du ministère des Finances dans un contexte politique global demeurant très incertain. Sans compter une concurrence, déjà visible, entre le ministère des ENR et celui de l'Énergie, dont dépendent Sonatrach et Sonelgaz, pour garder le contrôle du processus... D'ailleurs le PDG de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a annoncé vouloir faire de la société publique un investisseur dans le secteur. Ce qui conduit un expert des ENR à conclure : « S'il veut attirer les investisseurs, le pays doit réaliser un appel d'offres de qualité. Mieux vaut prendre son temps pour acquérir les compétences nécessaires et s'assurer de réussir son coup. » ●



RODGER BOSCH/AFP

L'Algérie ne compte que 400 MW de puissance verte installée. Ici, une éolienne à Serre, en Afrique du Sud.

« S'il veut attirer les investisseurs, le pays doit réaliser un appel d'offres de qualité. »

INVESTISSEURS

Out of Tunisia

Loin de profiter de la délocalisation espérée, le pays assiste à une vague de départs des sociétés étrangères, découragées par les incertitudes politiques et économiques.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS

« **U**ne responsable qualité, qui s'occupe des pièces des portes de l'A350, a été envoyée deux semaines en mars sur le site Latécoère au Maroc. Ils veulent délocaliser nos activités là-bas, c'est sûr. Mais on se battra jusqu'au bout. » Zina Housni est l'une des quelque 300 salariées de Latelec Tunisie, filiale du sous-traitant aéronautique français Latécoère, qui manifestent depuis trois mois devant l'usine de la société au sud de Tunis pour dénoncer des licenciements qu'elles jugent abusifs. « En septembre 2020, poursuit-elle, la direction annonçait que Latelec c'était fini, qu'il fallait accepter le chèque [de licenciement] et partir. Mais aujourd'hui, le site tourne toujours. Ils obligent même les salariés restant à faire des heures supplémentaires! »

Du côté du siège toulousain, on justifie par la pandémie la suppression de 324 emplois sur 779 et la fermeture d'un des deux sites de production. La crise engendrée par le Covid-19 a entraîné en Tunisie un recul d'environ 45 % de la charge de travail en raison de la chute des commandes d'Airbus (de 40 % pour les pièces de l'A320 et de plus de 50 % pour celles de l'A350 et de l'A330) et de Dassault aviation (65 %), les deux principaux clients de la filiale tunisienne.

Si, selon le bilan financier 2020, le groupe français a réduit la voilure sur l'ensemble de ses filiales étrangères avec plus de 1000 suppressions d'emplois, la Tunisie est, de loin, le pays le plus touché. Latelec Maroc,

par exemple, n'a perdu que 10 % de ses salariés et devrait profiter du *nearshoring* (délocalisation d'activités économiques dans une région proche), promis par nombre de dirigeants politiques et économiques tunisiens. Latécoère a, en effet, décidé de transférer l'activité Airbus de son usine mexicaine au Maroc et non en Tunisie.

« La politique d'attractivité des sociétés aéronautiques est très offensive au Maroc. En Tunisie, l'environnement économique reste attractif, même s'il s'érode depuis dix ans. Mais, pour nous l'absence de visibilité sur le moyen terme et le

Le dossier Latécoère est symptomatique de la défiance de plus en plus grande des investisseurs étrangers.

long terme au niveau réglementaire reste l'obstacle le plus contraignant. Dans une logique d'investissement, le manque de stabilité politique et sociale est aussi, forcément, un facteur pénalisant », constate la direction, interrogée par *Jeune Afrique*, qui assure cependant qu'il n'est pas question de quitter le pays. Le dossier Latécoère est symptomatique de la défiance de plus en plus grande des investisseurs étrangers envers la Tunisie. Au premier trimestre,

les investissements directs étrangers (IDE) y ont chuté de 31 %, selon l'agence de promotion de l'investissement extérieur (Fipa). En 2020, la baisse était de 29 %. Le think tank Tema, de l'économiste Hachemi Alaya, recense la disparition de 63 entreprises à capitaux français et italiens entre les premiers trimestres de 2020 et de 2021.

Crainte d'un engrenage infernal

Pour Hachemi Alaya, le *slow exit* du pays des entreprises étrangères est un long processus, dont la pandémie n'est que le catalyseur. Sur la décennie écoulée, il recense la disparition de 476 sociétés exclusivement exportatrices, dont la grande majorité est détenue par des investisseurs étrangers. Les négociations actuelles pour un nouveau prêt auprès du FMI ne suffisent pas à réveiller les ardeurs des entrepreneurs. Ces derniers craignent l'engrenage infernal qui a déjà touché des pays plus robustes comme la Grèce ou l'Espagne en 2008 : conjoncture économique inquiétante, aggravation des risques pouvant aller au défaut de paiement, exposition du marché financier, fragilisation du marché bancaire, déjà très précaire en Tunisie, recours à l'argent public pour sauver les banques au détriment des investissements.

« Les bailleurs de fonds internationaux ont fourni une aide financière pendant des années à la Tunisie, au nom de la consolidation de sa démocratie, en sachant que le pays aurait de plus en plus de mal à rembourser,



ONIS ABID

Des ouvrières de Latelec, filiale du sous-traitant aéronautique français, manifestent depuis trois mois à Tunis pour dénoncer des licenciements qu'elles jugent abusifs.

sans les réformes structurelles qui se font toujours attendre », souligne Francis Ghiles, chercheur senior au Centre pour les affaires internationales de Barcelone (Cidob). « Résultat, les investisseurs privés hésitent à partir ou, du moins, à fortement réduire leur activité, comme Latécoère. »

« Au Royaume-Uni, quand les investisseurs londoniens découvrent qu'il n'y a aucun moyen de transférer rapidement les devises, que des services financiers comme Paypal sont interdits et qu'il est plus facile logistiquement de faire du commerce avec la Libye voisine depuis Malte... il est compliqué de les convaincre de risquer leur argent en Tunisie. Pourtant, il existe un vrai potentiel, notamment grâce à l'exonération d'impôt sur les bénéfices les cinq premières années », résume un fin connaisseur du monde entrepreneurial anglo-saxon. Un constat qui fait d'autant plus mal qu'avec la crise économique frappant de plein fouet les partenaires économiques

historiques, la France et l'Italie, les responsables tunisiens espéraient attirer les livres sterling. Mais, dans la City, la Tunisie n'est pas jugée prioritaire. Trop d'obstacles pour espérer en faire une base continentale, à partir de laquelle amorcer la conquête du marché libyen et/ou des pays anglophones de la Comesa, dont la Tunisie est membre.

La promesse du « nearshoring »

Côté tunisien, on se refuse au catastrophisme. Les résultats sont mauvais mais pas désastreux. La chute des flux entrants d'IDE des deux premiers partenaires, la France (-14,5 %) et l'Italie (-5,6 %), a été moins importante qu'au niveau global, preuve que les sociétés installées depuis longtemps ont moins tendance à partir que les autres. « On ressent une friolité de la part de nouveaux entrants potentiels, mais il serait faux de dire que les investisseurs présents fuient la Tunisie », rassure Hatem Essoussi, directeur de la promotion aux technologies avancées, pour qui la baisse

d'activité est surtout due à des problèmes d'approvisionnement de matières premières en provenance d'Asie et d'Asie du Sud-Est.

« Le *nearshoring* n'est pas une fausse promesse, la réorganisation des chaînes de valeurs au niveau mondial est une réalité, insiste Enis Rouissi, associé consultant à Deloitte Tunisie qui travaille avec la Tunisia Investment Authority (TIA). La Tunisie peut et doit en profiter, comme dans les secteurs de la pharmacie, des TIC, de l'automobile et de l'aéronautique, même si, pour ce dernier marché, c'est plus compliqué. » Raoul Labbé de la Genardière, directeur général de la banque UIB (détenue majoritairement par la Société générale) y croit, pointant « un véritable avancement dans la réflexion des grands donneurs d'ordre européens sur le *nearshoring* ». « À partir du deuxième semestre de 2021, reprend-il, l'économie tunisienne bénéficiera de cette relocalisation des chaînes de valeurs européennes. » À suivre... ●

AGROALIMENTAIRE

Au Maroc, Adil Douiri voit grand pour Mutandis

Malgré la crise sanitaire, l'ancien ministre du Tourisme et fondateur de la banque d'affaires CFG vient d'ajouter une corde à l'arc de son empire commercial.

EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA

Audacieux, Adil Douiri n'en finit pas de l'être. Présent dans plusieurs secteurs, des détergents aux bouteilles alimentaires en passant par les conserves de poisson, son groupe industriel et commercial Mutandis (1,4 milliard de dirhams de chiffre d'affaires, environ 130 millions d'euros) s'est offert, pour 400 millions de dirhams, RAB Food, une entreprise américaine vieille d'un siècle, dont la marque phare « Season » génère 90 % du chiffre d'affaires (CA), soit presque 50 millions de dollars (41 millions d'euros). Ce leader américain de la vente de conserves de sardines de premier choix, distribué dans plusieurs grandes enseignes des États-Unis, dont le géant Walmart, place Mutandis, qui réalisait déjà plus de 30 % de son CA à l'export, notamment sur le continent africain, sur l'échiquier mondial des producteurs de conserverie de poisson.

« Nous avons acheté une entreprise très rentable, qui dégage un bénéfice net et des dividendes solides », se félicite Adil Douiri, serein malgré la dette bancaire contractée pour payer ce nouvel actif. « Avec cette acquisition, Adil Douiri et Mutandis deviennent de sérieux concurrents pour Unimer, le groupe de la famille Alj. Et l'opération permet au passage

au Maroc de conserver le lead dans l'export mondial de conserve de sardines », note un analyste de la place, qui salue l'opération de croissance externe réalisée par Mutandis. Même si l'intégration globale de RAB Food ne doit être finalisée qu'au second semestre de 2022, les investisseurs savent déjà à quoi s'attendre : l'entreprise cotée à la Bourse de Casablanca devrait voir son CA croître de près d'un demi-milliard

Unimer, le groupe de la famille Alj, a désormais un sérieux concurrent.

de dirhams (+ 30 %) et son résultat net d'au moins 45 millions de dirhams (+40 %). Les produits de la mer pèseront alors presque 1 milliard de dirhams dans le CA.

« En tant qu'opérateur industriel, Mutandis dispose de plusieurs leviers pour créer de la valeur via cette acquisition », soulignent les analystes d'Attijari Global Research, qui s'attendent à une nette amélioration de la rentabilité financière

durant les années à venir grâce à la forte notoriété de la marque Season. Cette dernière devrait permettre au groupe marocain d'introduire huiles, câpres, anchois et olives sur le marché américain. L'ancien ministre du Tourisme (2002-2007) – petit-fils d'Ahmed Balafrej, figure emblématique de la lutte pour l'indépendance du Maroc, et fils de M'hamed Douiri, plusieurs fois ministre – compte bien sur une contribution de plus en plus importante de la marque dans les revenus du groupe, grâce à des opérations de marketing, notamment auprès des jeunes, et à l'amélioration de la distribution.

Rentabilisation minimale de 15 %

« C'est beau une marque centenaire, mais on peut toujours s'améliorer ! » assure le PDG de Mutandis, qui relève d'ailleurs que le développement de Season ne s'est accéléré que depuis une dizaine d'années, avec l'arrivée au capital d'un fonds d'investissement géré par Bain Capital Credit, qui a travaillé sur la distribution. Adil Douiri se félicite d'autant plus de l'opération que celle-ci n'avait pas été inscrite dans son plan de bataille des prochaines années. Le deal, confie le fondateur de la banque privée CFG, lui a été présenté récemment par des banques d'affaires. Une opportunité qu'il a aussitôt saisie, même si le

programme présenté dernièrement aux investisseurs prévoyait plutôt une stratégie plus locale, quoique tout aussi audacieuse malgré une année 2020 assez délicate.

« Il s'agissait d'un plan d'action en quatre relais de croissance, répartis sur des secteurs dans lesquels Mutandis est déjà présent », précise l'analyste sollicité. À savoir les produits d'hygiène consacrés aux personnes, les hydrolysats (aliments diététiques pour animaux ou pour sportifs), les produits de la mer tartinables et les jus de fruits de la marque Marrakech, rachetée en 2017. Une stratégie qui n'est pas abandonnée puisque Mutandis a prévu d'y consacrer 450 millions de dirhams d'investissement au cours des trois prochains exercices, à compter de juillet 2021. Et alors que le patron de Mutandis a promis une rentabilité minimale des futurs projets de 15 %, les analystes ont vu l'action en Bourse du groupe progresser nettement depuis le début de

cette année (+25 %). Pour un groupe déjà bien présent dans le secteur des détergents (qui ont généré plus de 660 millions de dirhams de CA en 2020, soit presque 45 % du total), le développement de produits d'hygiène du corps constitue une suite logique, d'autant plus à la suite de la crise sanitaire. En outre, le « *personal care* » offre de meilleures marges que les autres segments de l'hygiène, assurent les analystes questionnés.

Conquête des marchés français

Deuxième relais de diversification identifié, les hydrolysats sont en pleine effervescence, et Mutandis dispose de leur matière première – un substitut de lait. L'entreprise marocaine compte sur cette activité pour nouer des relations à long terme avec des producteurs internationaux de croquettes pour chats et chiens. Sur le segment des « tartinables », son troisième volet d'investissement, « Mutandis se veut un précurseur, grâce à son savoir-faire, pour une

catégorie dynamique de produits, notamment en Europe, mais encore relativement peu développée en Afrique », décrypte notre analyste.

Quant à la marque de jus Marrakech, qui revendique une part de marché de 10 % au Maroc, le groupe d'Adil Douiri compte bien lui ouvrir prochainement les portes des grandes surfaces françaises. Le nom de la marque, créée par Frumat en 1985 et rachetée par le groupe Delassus en 2006, pourrait jouer en sa faveur auprès de consommateurs français pour qui la Ville ocre jouit d'un certain prestige. Conquérir ne serait-ce que 1,5 % des parts du marché dans l'Hexagone suffirait à générer un CA supérieur à l'activité locale, estime l'ex-ministre du Tourisme. « Les promesses faites par Douiri sont ambitieuses, il ne lui reste plus qu'à les concrétiser en tenant compte de l'appétit croissant des investisseurs, qui risquent d'être plus exigeants après le rachat de RAB Food », conclut notre analyste. ●



Fondé en 2008, le groupe Mutandis a vu son action augmenter de 20 % depuis le début de l'année 2021.



Finance durable : pourquoi faut-il se fier aux agences de notation ESG ?

Les nouvelles agences de notation extra-financière décryptent l'impact social, sociétal et environnemental des entreprises et des Etats. Leur méthode et approche en font des organismes influents dont les résultats sont particulièrement scrutés.

Force est de constater que les agences de notation ESG (critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) ont le vent en poupe. Une entreprise ne se limite plus à ses seules performances économiques : ses engagements environnementaux, sociaux, humains, sa politique sociétale et ses réalisations en la matière sont également pris en compte. Si les indicateurs traditionnels permettent d'apprécier la performance financière d'une organisation, les données extra-financières apportent, elles, un éclairage sur la durabilité d'une entreprise dans le temps.

Le travail des agences de notation ESG a connu un développement important depuis la création du « United Nations Global Compact » (UNGC) en 2004, l'intégration des « Principes pour l'Investissement Responsable » (PRI) à la Bourse de New York en 2006, ou encore le lancement de la « Sustainable Stock Exchange Initiative » (SSEI) en 2007. La COP21 et son plaidoyer pour une finance durable ont largement contribué à populariser le recours à ces agences. Plusieurs études ont d'ailleurs souligné le lien entre performances financières et performances ESG, comme le rapport « Who Cares Wins » (IFC, Banque mondiale), en juin 2004, qui insistait sur la pertinence d'intégrer les composantes environnementales et sociales sur les marchés.

La réputation des entreprises est devenue essentielle. Une mauvaise empreinte environnementale, un climat social incertain ou une zone d'activité affectée par le changement climatique, sont autant de facteurs sociaux et environnementaux qui peuvent

Une bonne notation ESG est un passeport sûr et crédible pour les entreprises.

facilement prendre la forme de risques financiers. L'influence de ce type d'agences ne fait que croître. Une bonne notation ESG est donc un passeport sûr et crédible pour les entreprises.

Les agences de notation ESG sont articulées autour d'une large gamme d'évaluation des investissements éthiques et responsables. Les critères de notation sont fondés sur l'impact environnemental, le respect des valeurs sociales, l'engagement sociétal et le mode de gouvernance. Ces évaluations illustrent la viabilité de la stratégie à long terme de l'entreprise, en tenant compte des variables extra-financières. Parmi les agences et benchmarks actifs, Vigeo Eiris, Sustainalytics, RobecoSAM ou encore le World Benchmarking Alliance (WBA). Chacune de ces

agences a développé des particularités : certaines accordent plus d'importance aux critères liés à la gouvernance, à l'éthique ou au dialogue social, quand d'autres privilégient davantage les enjeux liés au changement climatique et à l'environnement.

OCP, leader mondial sur le marché des engrais phosphatés, figure parmi les entreprises les plus engagées en la matière. Le Groupe a obtenu en 2020 la distinction « Top Performers » de **Vigeo Eiris**, confirmant son implication et son leadership en matière de développement durable depuis de nombreuses années. L'évaluation de la performance générale du Groupe OCP a augmenté de 27 points par rapport à l'année 2019, conséquence des avancées systémiques du Groupe sur les questions liées aux domaines étudiés par l'agence : l'environnement, les ressources humaines, les droits de l'Homme, l'engagement communautaire, le comportement dans les affaires et la gouvernance. L'agence a attribué au Groupe une note globale de 66/100, correspondant à un niveau avancé de performance dans le monde, et les scores de 69/100 pour son engagement social et communautaire (soit près du double de la moyenne de l'industrie), et de 72/100 pour sa stratégie de transition énergétique dans la catégorie « avancée ».

Les efforts du Groupe OCP ont porté leurs fruits. Le Groupe a obtenu la distinction Top Performers de Vigeo Eiris.

Rachetée par Standard & Poor's en novembre 2019 et basée à Zurich, la société **RobecoSAM** spécialisée dans les investissements Sustainability et considérée comme pionnière de l'ESG, publie un score de 57 pour le Groupe OCP, bien au-dessus de la moyenne de l'industrie fixée à 36. La dimension Economique et Gouvernance est évaluée à 48 (moyenne de l'industrie à 36), le volet social à 58 (moyenne de l'industrie à 31) et les critères environnementaux à 66 (moyenne de l'industrie à 41).

Le **World Benchmarking Alliance (WBA)** développe également des benchmarks qui évaluent les performances des entreprises spécifiquement sur les Objectifs de Développement Durable, en se fondant sur les normes et standards internationaux en la matière. En attendant dans les prochaines semaines le premier benchmark du secteur « Food & Agriculture » auquel le Groupe OCP a participé, WBA a d'ores et déjà publié une évaluation de base et mis à jour le profil de plusieurs grandes multinationales identifiées. Le Groupe a été sélectionné dans le top 12 parmi 350 entreprises opérant sur la chaîne de valeur du Food & Agriculture par WBA, qui estime que « OCP joue un véritable rôle d'entreprise citoyenne en démontrant des pratiques de pointe en la matière ».

Autour de ces agences et benchmarks se distingue également le **World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)**, organisation indépendante à but non lucratif, qui regroupe une coalition de près de 200 entreprises parmi lesquelles Nestlé, Bayer, Apple, BMW, Danone... Le WBCSD, qui évalue de très près les performances environnementales des multinationales, compte le Groupe OCP parmi ses membres



Station de tête Slurry Pipeline, Khouribga, Groupe OCP

depuis 2019. Le groupe marocain s'est en effet fixé des objectifs ambitieux dans les domaines de l'énergie, des émissions carbone, de la préservation de la biodiversité mais aussi de la transformation des systèmes alimentaires. En 2020, le WBCSD lui a accordé une note globale de 68 %, en progression par rapport à 2019 (58 %), confirmant la stratégie volontaire de divulgation et de transparence de ses performances ESG. Le WBCSD a estimé que le Groupe OCP avait progressé sur la solidité de ses principes, la qualité du contenu publié et l'expérience engrangée. Etre intégré à ce réseau permet au Groupe OCP de travailler étroitement avec ses homologues et de poursuivre la réalisation de ses ambitions de développement durable. L'idée est bien de passer d'une approche linéaire de la consommation des ressources à une approche circulaire, à travers quatre axes prédéfinis : la préservation des ressources, la production durable, la rationalisation de la consommation et la valorisation des déchets en ressources.

NOTATIONS DU GROUPE OCP

Vigeo Eiris

Note globale :

66/100

1^{er} dans le secteur des mines et métaux

2^e dans la Région des Marchés Émergents

RobecoSAM

Score total de durabilité : **57**

WBA

OCP sélectionné dans le **top 12** parmi 350 entreprises opérant sur la chaîne de valeur du Food & Agriculture

Dossier

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES



JOAN SULLIVAN/REUTERS

Le partenariat entre la société De Beers et le Botswana a permis l'installation du centre de tri et de commercialisation de diamants à Gaborone.

« CONTENU LOCAL »

Les recettes qui marchent

Embaucher, fabriquer, s'approvisionner sur place... Voici sept exemples de partenariats qui ont permis à des groupes de concilier leurs performances avec le développement des régions et des communautés alentour.

CHRISTOPHE LE BEC

Recruter, se fournir, transformer localement répond à une double exigence pour les groupes internationaux : d'un côté, il s'agit de participer au développement économique des régions et des communautés qui jouxtent leurs implantations, un objectif clé lié à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ; de l'autre il est question de faire des économies.

Objectif social et économique

Le développement des compétences, la contribution à la réduction du chômage et de la pauvreté, l'appui à l'entrepreneuriat et le financement de projets participent à une intégration réussie des multinationales dans une région. Bien souvent, notamment en milieu rural, les relations avec les communautés locales sont tendues du fait de l'absence de personnel qualifié pouvant être recruté et d'attentes irréalistes de part et d'autre, liées principalement aux barrières

interculturelles. L'augmentation du « contenu local » participe à une pacification.

Dans le même temps, et ce n'est pas contradictoire, il est aussi moins onéreux d'embaucher localement plutôt que de faire venir un expatrié, de recourir aux services d'une entreprise déjà installée sur place plutôt qu'à Dubaï ou Singapour, et de s'appuyer sur des sous-traitants de proximité dont la fourniture ne sera pas dépendante des aléas de la logistique internationale, particulièrement délicate quand il s'agit de rallier des exploitations isolées dans l'hinterland.

Ces deux objectifs – l'un social, l'autre économique –, chacun difficile à atteindre, le sont encore plus conjointement. Parfois, les groupes étrangers ratent complètement le coche : certaines contributions au développement local relèvent plus du caritatif que de la contribution au développement économique durable ; certaines économies envisagées en recourant au tissu industriel

local sont abandonnées faute d'un accompagnement approprié des PME de la région, incapables de se mettre au niveau demandé par un donneur d'ordre trop intransigeant sur le respect de ses standards internationaux.

L'augmentation de la valeur ajoutée est complexe à mettre en place, elle demande du temps. Mais elle est clairement possible, quand une réflexion de fond a été entamée pour aligner les intérêts des communautés avoisinantes, en prenant en compte leur environnement, et ceux de l'entreprise, dans son univers concurrentiel et avec ses équilibres financiers parfois compliqués.

Dans les industries extractives – d'où viennent le concept de « contenu local » et les réglementations attenantes –, l'agroalimentaire, la grande distribution ou les télécoms, nous avons recensé ici sept exemples qui fonctionnent grâce à un partenariat durable et bien pensé entre groupes étrangers et communautés locales. ●

Diamants De Beers et le Botswana, une alliance taillée sur mesure

Avec quatre gisements parmi les plus riches du monde, la production de diamants du Botswana représentait jusqu'en 2019 autour de 24,2 millions de carats, ce qui classait Gaborone au deuxième rang mondial des producteurs, derrière la Russie. Pas moins de 65 % de l'approvisionnement de la compagnie De Beers, partenaire privilégié du pays depuis son indépendance en 1966, est extrait des sites diamantifères du pays. Le groupe, né en Afrique du Sud, filiale d'Anglo American, est actionnaire à 50 % avec l'État de deux entreprises : Debswana, chargée de l'exploitation des quatre mines, et Diamond Trading Company Botswana (DTCB), fondée pour valoriser les diamants. Pour ce pays d'Afrique australe semi-désertique et peuplé de seulement 2,3 millions d'habitants, la plus-value de ses diamants est une question cruciale : la filière pèse plus de 40 % du PIB du pays.

En 2006, pour augmenter la valeur ajoutée localement, le Botswana a décidé de construire son propre centre de tri pour ses diamants. Installés à proximité de l'aéroport de Gaborone dans un bâtiment ultra-sécurisé de DTCB, plus de 230 trieurs – tous botswanais – y classent les pierres précieuses dans l'une des 250 catégories de diamants bruts instituées par De Beers en fonction des « 4 C » : carat [taille], clarté, couleur et coupe. Tous sont passés par la Diamond Academy, une formation maison de six mois organisée sur site.

Pour le pays, valoriser ses pierres est crucial : la filière pèse plus de 40 % de son PIB.

Après le tri, la coentreprise, entre De Beers et l'État, est passée en 2011 à la deuxième étape de son programme de valorisation locale avec la commercialisation de diamants. Depuis, les pierres brutes qui sortent du centre de tri ne sont plus expédiées à Londres, mais la supervision de la taille puis celle de la vente sont pilotées depuis Gaborone par 92 *sightholders* locaux (évaluateurs du potentiel commercial des pierres) qui ont été formés pendant cinq à dix ans par leurs prédécesseurs britanniques qui officiaient auparavant à Londres.

Gaborone, capitale du diamant

Chaque *sightholder* se spécialise sur un segment du marché défini par la nomenclature maison, qui compte 11 000 sous-catégories : des diamants taillés destinés à l'industrie, pour la découpe ou la gravure, et vendus →

→ autour de 30 centimes d'euro le carat, aux plus belles pierres de grande taille et de couleur rare utilisées par la haute joaillerie, et dont le prix peut aller jusqu'à 1 million de dollars le carat.

Désormais, les diamants triés issus des mines botswanaïses gérées par De Beers, mais aussi ceux de

Namibie, d'Afrique du Sud et du Canada arrivent en avion à Gaborone et sont commercialisés à partir de là. Si l'installation au Botswana des *sightholders* a été encouragée par les autorités du pays, soucieuses de remonter la chaîne de valeur et de favoriser l'emploi local, elle répond aussi et surtout à une logique

économique, logistique et sécuritaire pour De Beers. Les deux tiers de la production provenant du Botswana, il était cohérent de choisir ce pays pour y rassembler les pierres : moins de trajets pour les diamants, ce qui signifie moins de dépenses, et un risque réduit de perte ou de vol. ●

Christophe Le Bec

Pétrole La Sonangol, architecte de la montée en compétences



En 2017, Guy Maurice, alors patron de la branche exploration-production de Total en Afrique subsaharienne, vantait le réalisme de l'Angola dans sa politique de « contenu local ». Confronté comme tous les pétroliers à une chute drastique du prix du baril de brut en 2014, passé de 110 dollars à 50 dollars pendant le mois de juillet de cette année-là, le géant français avait malgré tout confirmé la poursuite du mégaprojet Kaombo dans le pays, un investissement de 16 milliards de dollars – initialement, l'enveloppe annoncée devait être de 20 milliards de dollars. En échange de la poursuite du projet, il a obtenu de Luanda une réduction du nombre d'heures travaillées sur place, quand celles-ci occasionnaient un surcoût important, notamment du fait de l'absence de compétences locales. « Les Angolais ont compris qu'il n'y avait guère d'intérêt à faire venir des expatriés à grands frais dans le pays quand les transferts de compétences sur place étaient limités ou impossibles, et qu'on pouvait faire vraiment moins cher ailleurs », se félicitait à l'époque le cadre français. Finalement, le pétrolier a, certes, grâce à ses concessions de Luanda, économisé 1 milliard de dollars sur la facture globale de Kaombo, en plus de 3 milliards d'autres économies issues principalement de réingénierie et de négociations avec des fournisseurs implantés autre part dans le monde.

Mais surtout il a concentré son contenu local sur les parties du projet les plus pertinentes prioritaires par →

Construction de la raffinerie de la compagnie nationale angolaise à Luanda.



Huawei se mobilise pour le développement durable en Afrique grâce à la transformation digitale.

Pour une société plus écologique, Huawei a développé plusieurs solutions vertes sur le continent africain :

En tant qu'entreprise citoyenne responsable, Huawei s'engage à minimiser son **impact environnemental** dans la production, les opérations et tout au long du cycle de vie de ses produits et services. L'objectif principal est de **réduire les émissions de carbone**, de promouvoir les **énergies renouvelables** et de contribuer à des systèmes économiques **plus régénérateurs**.

En Afrique depuis plus de vingt ans, Huawei accompagne le continent dans cette dynamique et propose plusieurs solutions pour **lutter contre le changement climatique**. Huawei est en Afrique, pour l'Afrique, pour un monde connecté, plus intelligent et **plus vert** !

Rural Solar Power

Au Cameroun, Huawei a lancé une solution respectueuse de l'environnement, qui utilise l'énergie solaire et les réseaux ruraux pour aider plus de **350 villages** et **40 000 ménages** à accéder à l'électricité et ainsi moderniser leur agriculture.

Smart Micro Grids

En Éthiopie, Huawei a déployé plus de **400 sites solaires** utilisant des solutions **Advanced Hybrid Power** ainsi que des **Smart Micro Grids**. Ces solutions vertes utilisent l'énergie solaire pour alimenter les stations de base de communication, permettant ainsi d'économiser plus de **12 millions** de litres de carburant diesel par an et de réduire les émissions de carbone de **2 850 de tonnes** chaque année.

RuralStar

Pour améliorer la couverture réseau dans les zones rurales, Huawei a déployé la solution innovante RuralStar dans plus de **14 pays africains** sur le continent. En plus de réduire les coûts de construction et de respecter l'environnement, cette solution relie plus de **1000 villages** et **2 millions** de personnes dans la région Huawei Northern Africa.

→ les autorités angolaises, et en particulier sur la montée en puissance des unités d'assemblage des barges de production pétrolière offshore (FPSO) et de sous-traitance pétrolière implantées à Porto Amboim. Celles-ci avaient déjà participé au projet de Clov, le précédent projet de Total avant Kaombo. À l'époque, pas moins de 10 millions d'heures de travail avaient été réalisées localement ; pour Kaombo, le volume était de 14 millions d'heures en Angola.

Rôle central

Cette agilité de l'Angola sur les sujets de contenu local vient sans aucun doute du rôle central de la Sonangol dans la politique pétrolière du pays. Pour gérer ses relations avec chacun

de ses grands partenaires, elle missionne un haut cadre dirigeant proche à la fois des autorités et de la direction générale de cette grande compagnie nationale africaine, jugée l'une des plus compétentes sur le plan technique par les connaisseurs du secteur pétrolier. Du reste, l'ex-président de la Sonangol, Carlos Saturnino, était jadis chargé des relations de la compagnie avec... Total.

Si les compétences pétrolières du Nigeria sont tout aussi développées qu'en Angola, la compagnie nationale (NNPC) n'y joue pas le même rôle de grand architecte de la montée en compétence locale. Les professionnels nigériens du secteur travaillent avant tout dans des sociétés privées, qu'elles soient locales ou

filiales de groupes internationaux. L'État nigérian, plus inflexible sur les sujets de contenu local, a toutefois davantage de mal à imposer le respect des réglementations en la matière.

Reste que les baisses des cours liées à la pandémie ont mis en exergue la fragilité du secteur pétrolier angolais, du fait de coûts de production plutôt élevés, ce qui pourrait mettre en péril la montée en compétence locale de l'Angola si de nouveaux projets ne sont pas annoncés. Certains opérateurs industriels de Porto Amboim, notamment le néerlandais Heerema, ont décidé à la fin de l'année 2020 de réduire la voilure dans le pays. ●

Christophe Le Bec

Mines Des Burkinabè aux manettes d'Iamgold

Située à 330 km au nord-est de Ouagadougou, la mine d'Essakane emploie quelque 2 500 agents dont 97 % sont d'origine burkinabè. Alors que la société civile burkinabè critique régulièrement les groupes miniers pour leurs recours à des cadres expatriés, Iamgold a mis en place depuis plus d'une décennie un programme offrant une opportunité aux citoyens du pays de gravir les échelons et d'occuper in fine des positions stratégiques.

« Au début du boom minier burkinabè à la fin des années 2000, nous avions des géologues uniquement qualifiés pour l'exploration et très peu d'expertise dans l'exploitation. En 2012, à mon arrivée au sein de la mine, 95 % du personnel était certes local mais très peu d'employés occupaient des postes managériaux », se souvient Oumar Toguyeni, vice-président principal du groupe canadien Iamgold, chargé des affaires internationales et du développement durable.

Dès lors, en accord avec la direction support d'entreprises, implantée à Toronto, un plan de relève (PDR), s'appuyant sur un plan individuel

de développement, a vu le jour pour donner les outils et les formations additionnelles aux agents considérés comme étant à haut potentiel. Pas moins de 168 salariés sont inscrits dans ce programme pour l'année 2021. Les candidats sont évalués en permanence pour s'assurer de leurs progrès. « Pour nous, le bilan est satisfaisant car désormais les nationaux occupent

L'exploitation d'Essakane a accordé 83 % des postes de direction à des nationaux, contre 17 % pour les expatriés.

les postes de direction comme ceux de surintendants ou de coordonnateurs. Nous sommes même fiers d'avoir pu expatrier, grâce à ce programme, des cadres burkinabè au siège de la société à Montréal ou au Suriname », explique William Kader Ouédraogo, directeur des ressources humaines. Lui-même, arrivé en 2008 comme assistant des

ressources humaines, a été promu il y a quatre ans grâce au PDR.

Expérience concluante

Résultat : si au début du programme en 2012, les postes de contremaîtres, de superviseurs, de surintendants étaient occupés par des expatriés, ils sont désormais quasiment tous assumés par des Burkinabè. Essakane indique avoir ainsi pourvu 83 % des postes de direction à des nationaux contre seulement 17 % pour les travailleurs expatriés. Il ne reste plus que 63 postes tenus par des expatriés. « Nous sommes heureux des résultats satisfaisants de cette politique. Je veux dupliquer la même chose au Sénégal avec le projet Boto pour lequel les travaux d'infrastructures sont en cours, notamment la route d'accès de 70 km », assure M. Toguyeni.

Qualifiant l'expérience du PDR de concluante, le minier canadien explique qu'il lui a permis de faire mieux connaître l'entreprise et d'attirer non seulement des résidents locaux, mais aussi une dizaine de cadres de la diaspora dans son management. ●

Nadoun Coulibaly, à Ouagadougou



Nous savons nous y prendre en matière de finance **en Afrique**

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.

Cacao Cargill mise sur la traçabilité, garantissant une production responsable

Plus de neuf ans après le lancement de son initiative dénommée Cargill Cocoa Promise, son programme phare de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), le géant américain du négoce de cacao poursuit ses activités auprès des planteurs. Cette initiative veut changer la donne sur cinq sujets jugés prioritaires par la firme cacaoyère : l'amélioration des revenus des planteurs avec l'instauration d'une prime, le bien-être des communautés villageoises, la sauvegarde de la forêt, la traçabilité de la production et enfin la bonne coordination au sein de la filière.

Cargill a intégré les femmes productrices dans sa chaîne de valeur afin qu'elles bénéficient du même soutien que les hommes. L'entreprise a mis en place une communauté de plus d'une centaine de coopératives de paysans, la Coop Academy, dont

les exploitations sont répertoriées numériquement et accessibles aux chocolatiers via une plateforme dénommée Cocoawise. Ce système permet de tracer la récolte et prouve ainsi que les fèves n'ont pas été le fruit du travail d'enfants ou produites dans les forêts classées ou protégées.

Pression des lobbies

Comme ses concurrents, Cargill subit la pression, depuis plusieurs années, des lobbies de consommateurs sur l'origine de leurs approvisionnements suspectés d'être l'objet de nombreuses infractions aux lois. En février dernier, l'ONG International Rights Advocates a porté plainte devant les tribunaux américains contre Cargill, Nestlé et plusieurs autres chocolatiers. L'ONG agissait pour le compte des familles de six enfants enlevés quand ils étaient mineurs pour venir travailler

dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire.

Depuis la campagne 2013-2014, Cargill distribue en moyenne 20 millions de dollars de primes aux agriculteurs membres de son réseau. L'entreprise achète environ plus

La société distribue en moyenne 20 millions de dollars de primes aux agriculteurs membres de son réseau.

de 400 000 tonnes de fèves par an, dont 250 000 tonnes sont exportées. Cargill souhaitait atteindre 100 % de fèves certifiées, mais l'entreprise stagne entre 55 % et 60 %. ●

Baudelaire Mieu, à Abidjan



Le géant américain peut retracer la provenance des fèves grâce à sa plateforme Cocoawise.



FIER DE SON HISTOIRE ET DE SON RÉCENT DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Sa présence historique, sa palette d'expertises adaptées et innovantes et son engagement au service des populations africaines et de l'environnement constituent autant d'atouts de SUEZ pour poursuivre son expansion en Afrique.

SUEZ en Afrique

SUEZ a débuté en Afrique en 1948 avec la construction d'une première usine d'eau potable en Egypte. Depuis, il a bâti plus de 500 stations de traitement et environ 90 % des capitales africaines sont alimentées par des usines construites par SUEZ. En termes de services, la filiale Lydec gère l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et l'éclairage public du Grand Casablanca depuis 1997. En Algérie, SUEZ pilote les activités d'eau et d'assainissement d'Alger depuis 2006. En Égypte, SUEZ exploite deux grandes stations d'épuration d'eaux usées, au Caire et en Alexandrie. Depuis janvier 2020 SUEZ gère la production et la distribution de l'eau potable en zone urbaine sur tout le Sénégal. Au Maroc, le Groupe se positionne sur la gestion des déchets industriels ainsi que le traitement durable (green landfill), notamment à Meknès.



Une expertise face aux défis du continent

Les besoins en infrastructures et services eau, assainissement et gestion de déchets sont déjà très importants et ne cessent d'augmenter compte tenu de la forte augmentation de la population, l'urbanisation croissante et l'impact du changement climatique.

Face à ces enjeux, SUEZ met en place des solutions autour de 5 axes :

- ❶ Santé et qualité de vie des populations : construction d'usines de traitement d'eau permettant l'accès à l'eau à un plus grand nombre d'habitants comme Kabala au Mali, KMS 3 au Sénégal.
- ❷ Ancrage local : développement des compétences locales à travers le transfert de savoir-faire ; intégration sociale des chiffonniers sur le site d'enfouissement au Maroc et accélération de l'accès à l'eau pour les populations isolées grâce aux unités compactes décentralisées notamment en Côte d'Ivoire.
- ❸ Impact positif sur le climat : captage et valorisation énergétique du biogaz dans le site de Meknès et dans les stations d'épuration d'Alexandrie et du Caire.
- ❹ Impact positif sur le capital naturel : préservation des ressources en eau via la gestion intelligente des réseaux de distribution comme à Casablanca et à Dakar recyclage des eaux usées à Alger, au Caire et en Alexandrie et protection de la biodiversité sur nos sites.
- ❺ Économie circulaire : valorisation des déchets industriels à Tanger et à Kénitra au Maroc.

Les solutions environnementales de SUEZ permettent de satisfaire les besoins des populations africaines tout en veillant à préserver la planète.

Tour CB 21 - 16, place de l'Iris
92040 Paris La Défense Cedex
+33 158812351
flabia.mestre@suez.com
www.suez-africa.com/fr



Agroalimentaire Guinness met du sorgho camerounais dans sa bière

Les 4 500 producteurs de sorgho du septentrion camerounais peuvent se réjouir de leur collaboration avec Guinness Cameroun. Depuis cinq ans, la filiale du groupe britannique Diageo s'approvisionne intégralement en cette céréale auprès de leurs coopératives : le Conseil régional des organisations paysannes de la partie septentrionale du Cameroun (Cropsec) et la Société coopérative de commercialisation des céréales du Nord (Sococcen), pour fabriquer la bière de marque Harp Premium. « Elle est brassée avec plus de 75 % des matières locales [sorgho, sucres et éthanol, ndlr] », soutient Andrew Ross, le patron de Guinness Cameroun.

Grâce à ce partenariat avec le deuxième brasseur du pays, leurs revenus annuels s'élèvent en moyenne à 2,8 milliards de francs CFA (4,26 millions d'euros) par an. Depuis 2018, l'entreprise a dépensé 8,7 milliards de francs CFA pour acheter près de 34 000 tonnes de céréales. Le brasseur fournit également aux agriculteurs des semences améliorées et construit des points d'eau. Guinness a de son côté investi plus de 3 milliards de francs CFA pour adapter sa ligne de production.

« Il est logique pour notre entreprise d'établir des relations solides avec les fournisseurs locaux, afin de réduire les coûts logistiques,

de sécuriser et de diversifier notre chaîne d'approvisionnement, d'améliorer le contrôle de la qualité, de réduire notre exposition fiscale et d'être protégé des fluctuations des taux de change qui peuvent affecter considérablement le coût des marchandises », détaille Andrew Ross.

Pour pérenniser ses relations avec les agriculteurs régionaux, la filiale de Diageo et les coopératives camerounaises envisagent de prolonger le compagnonnage avec la culture du maïs, intéressant pour sa production d'amidon. Et pourquoi ne pas imaginer, un jour, faire pousser de l'orge au Cameroun...? ●

Omer Mbadi, à Yaoundé

Technologies Comment Orange puise dans le vivier des start-up tunisiennes

La Tunisie a des ingénieurs informatiques de qualité. Rien de plus normal pour Orange d'y installer des services techniques. Mais le géant de la téléphonie n'est pas là seulement pour profiter de la main-d'œuvre de qualité et à moindre coût. La synergie entre le monde en effervescence des jeunes pousses et la filiale est devenue un laboratoire d'une nouvelle politique d'innovation.

Le partenariat entre Orange Tunisie et Wattnow en est une parfaite illustration. Cette société pilotée par Issam Smaali propose des compteurs intelligents, qui permettent de mesurer et de modifier en temps réel la consommation énergétique grâce à l'intelligence artificielle. « Cette technologie répondait à un besoin stratégique qui est d'atteindre le net zéro carbone d'ici à 2040 dans les 18 pays d'Afrique et du Moyen-Orient où le groupe est présent », se félicite Youssef Bechaouch, chef du département de RSE à Orange Tunisie. Les économies énergétiques dans la centaine de tours de téléphonie d'Orange

munis des capteurs Wattnow varient entre 15 % et 50 %. Devant ce résultat probant, les bâtiments administratifs en ont également été pourvus. Ces compteurs pourraient donc bientôt apparaître dans les filiales en Afrique et au Moyen-Orient.

« Nous ouvrir aux start-up est au cœur de notre politique RSE, elles permettent d'être plus agile, d'in-

Wattnow a réduit la facture énergétique des tours de télécoms.

nover plus rapidement », explique Youssef Bechaouch, dont les responsabilités englobent également l'innovation et la solidarité numérique. Orange Tunisie propose des programmes (IOT, IA, gaming, etc.) dans 27 écoles d'ingénieurs et universités, une dizaine de centres de formations et d'encadrement (Orange

digital center clubs) et des fablabs solidaires mettant à disposition des outils de pointe (imprimante 3D, découpe laser, etc.) pour permettre aux jeunes de réaliser leurs projets. Environ 25 000 étudiants, jeunes entrepreneurs et gameurs ont pu profiter gratuitement de ces services. De quoi offrir des débouchés en Tunisie à ces cerveaux, généralement attirés par l'expatriation. Un apport évident pour le pays, et pour le numéro 1 de la connectivité sur le continent qui récupère ainsi les meilleurs éléments dans son giron. Au point que l'écosystème mis en place par l'antenne tunisienne est en train d'être dupliqué chez les autres filiales. Avec 15 % de son chiffre d'affaires entre 2019 et 2020, dus à son partenariat avec Orange Tunisie, Wattnow est également gagnant. « Nous avons des contacts avec une filiale subsaharienne, révèle Issam Smaali. Orange est un client exigeant, ce qui nous a permis d'améliorer notre produit de base. » ●

Mathieu Galtier, à Tunis

L'énergie c'est la vie.
Nous en avons tous besoin
et elle est source de progrès.
Alors aujourd'hui, pour contribuer
au développement durable de la planète
face au défi climatique,
nous avançons, ensemble,
vers de nouvelles énergies.

L'énergie se réinvente

et ce chemin des énergies, c'est le nôtre.
Notre ambition est d'être un acteur majeur
de la transition énergétique.
C'est pour cela que

Total se transforme et devient TotalEnergies.



TotalEnergies



HASSAN OUAZZANI POUR JA

Les supermarchés Carrefour, comme ici à Casablanca, s'approvisionnent en produits frais dans le royaume.

Grande distribution Au Maroc, Label'Vie vend local

Grâce à ses 108 points de vente, dont 11 hypermarchés, éparpillés dans 26 villes du royaume, Label'Vie s'est imposé comme un acteur majeur de la grande distribution au Maroc. Le groupe, qui porte depuis 2011 la marque Carrefour, réalise un chiffre d'affaires de 11 milliards de dirhams (1 milliard d'euros) par an, pour 335 millions de dirhams de résultat net comme en 2020. Il se positionne comme une locomotive pour les producteurs locaux.

Récompensé par la CGEM

Au début de l'année 2021, l'entreprise présidée par Zouhaïr Bennani a obtenu le label RSE décerné par la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), le patronat marocain. La première récompense du genre pour un acteur de la grande distribution au sein du pays, principalement grâce à sa politique ambitieuse en matière d'approvisionnement local. Selon le management du groupe, les différents

points de vente distribuent pour 95 % des produits locaux. « Nous nous approvisionnons à l'international quand il n'y a pas d'offre dans le pays », nous explique-t-on au pôle achats et logistique de Carrefour Maroc. Certes, une part non négligeable des produits vendus est pro-

La plateforme logistique assure 80 % de l'assortiment venu de toute la région du Souss.

duite par des usines marocaines appartenant à des multinationales, mais les produits frais – fruits et légumes, viande et produits de la mer – sont achetés à des coopératives, à des agriculteurs et à des pêcheurs marocains.

Une centrale d'achat réservée à ces produits frais a même été créée par le groupe en 2019, avec une plateforme logistique installée à Agadir, qui s'étend sur plus de 1 hectare, à proximité des grandes exploitations agricoles de la région. Elle assure 80 % de l'assortiment venu de toute la région du Souss. Cette plateforme garantit le respect de la chaîne du froid pour tous les produits – notamment du poisson – et constitue un point d'achat à la source pour l'ensemble des magasins à l'échelle nationale.

« Nous essayons également d'aider les petits entrepreneurs, présents dans notre écosystème d'approvisionnement, à exporter, notamment en Côte d'Ivoire où nous sommes présents », poursuit notre source avant d'insister sur le rôle plus large d'accompagnateur joué par Label'Vie auprès de ses fournisseurs. En particulier en matière de qualité et d'hygiène, afin de les aider à maximiser leurs revenus. ●

El Mehdi Berrada, à Casablanca

YOUR REFERENCE PARTNER IN WEST AFRICA*

* VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE
EN AFRIQUE DE L'OUEST

**>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER SUR VOS PROJETS :
MINES | CONSTRUCTION & INFRASTRUCTURES
ENERGY, MANUFACTURING & SERVICES.**

+ 50 000^{m2}
d'Installations

Un Réseau de
+ 2 000
Collaborateurs



2 Centres de
Reconditionnement
de Composants

+ 1 600
Modèles suivis

Un parc actif de
23 000
Équipements



1 Centre
de Formation
Régional



LET'S DO THE WORK.™

© 2021 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

JA Delmas



WWW.JADELMAS.COM

Conception : rade plus strategy.com



Le projet sénégalais de Toubakouta, dans le Sine-Saloum, soutenu par Livelihoods Funds, vise le développement de l'ostréiculture et la restauration de la mangrove.

HELLIO & VAN INGENA, LIVELIHOODS FUNDS

FINANCE

L'outil de développement local privilégié des multinationales

Un nombre croissant de grands groupes internationaux, notamment miniers et pétroliers, créent des fonds d'investissement « à impact ». Objectifs : améliorer les conditions de vie des populations qu'elles côtoient et redorer leur blason.

OLIVIER HOLMEY

À partir du début des années 2000, un gisement de minerai non loin de la ville de Lambaréné, dans l'ouest du Gabon, attise les convoitises d'Eramet. La multinationale minière, dont le siège est à Paris, envisage d'en extraire le niobium, ressource prisée des fabricants d'alliages. Comme souvent, des sommes

importantes sont investies dans le projet sans retombées économiques pour les populations alentour. « La cantine fonctionnait avec des boîtes de conserve, alors même qu'il y a de la production agricole à proximité », se souvient Jérémie Malbrancke, cofondateur de la société de conseil en développement et entrepreneuriat local classM. « Les villages

disaient : "Ils ne font rien avec nous, on voit juste des camions passer. L'argent passe." »

En 2014, Eramet décide de subventionner la création d'une centrale d'achat, La Clé des champs, pour organiser l'approvisionnement en produits frais de sa cantine et de celles des sites pétroliers exploités par Shell et Total, non loin de là. Eramet investit →

Un nouvel élan pour plus d'impact

Les institutions financières et les banques de développement doivent changer leur mode de fonctionnement afin de se donner les moyens d'investir dans la transformation économique de l'Afrique en qualité de partenaires pour susciter plus d'impact et de création d'emplois via notamment le soutien du secteur privé. Dans tous les domaines du développement économique – mais en particulier en ce qui concerne l'action climatique et la lutte contre le COVID-19 – tout le monde a à y gagner, car bon nombre de défis auxquels l'Afrique est confrontée sont des problèmes d'ordre véritablement planétaire auxquels nous devons faire face tous ensemble.

financement du développement à l'heure actuelle. Ils abordent des sujets allant du calcul du risque climatique à des programmes visant à sauver les forêts de Côte d'Ivoire qui sont abattues à un rythme alarmant pour faire place à la production de cacao. Parallèlement à ce rapport, nous publions un nouveau document intitulé **Un partenariat avec l'Afrique** qui examine de manière plus approfondie les idées et propositions d'ordre stratégique et politique qui sont actuellement mises en œuvre pour le développement comme Team Europe, une initiative lancée par la Commission européenne et à laquelle nous avons participé avec enthousiasme en tant que seule



Werner Hoyer,
Président de la Banque
européenne d'investissement

tration concrète de notre contribution à l'engagement de l'UE sur la scène internationale.

Bon nombre de défis auxquels l'Afrique est confrontée sont des problèmes d'ordre véritablement planétaire auxquels nous devons faire face tous ensemble

Notre nouveau rapport **Solutions mondiales, partenariats internationaux – Rapport 2021 de la Banque européenne d'investissement sur le développement** présente le détail des 5 milliards d'euros que nous avons investi en Afrique l'année dernière. Il comporte une série d'articles rédigés par des experts qui soulignent la complexité du

banque multilatérale détenue entièrement et exclusivement par les États membres de l'UE. Notre soutien à hauteur de 600 millions d'euros au programme COVAX contribue à accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès plus juste et équitable à l'échelle mondiale. C'est la démons-

Ces dernières années, nous avons opéré un travail considérable pour adapter au mieux les opérations que nous menons Afrique. Nous réfléchissons désormais à la manière de recentrer notre contribution à l'appui des objectifs de l'Union européenne et de l'Afrique en renforçant encore plus l'impact et l'efficacité de notre action ; Par cette démarche, nous répondrons à la nécessité croissante d'établir des liens plus étroits entre l'Europe et l'Afrique, en intensifiant les relations économiques et commerciales entre les deux continents.



→ 300 000 euros; classM se charge de la mise en œuvre. Sept ans plus tard, La Clé des champs compte parmi ses clients Sodexo, Casino et le groupe hôtelier Radisson Blu, et est implantée non seulement à Lambaréné mais aussi à Libreville et à Port-Gentil, ainsi qu'à Bafoussam, au Cameroun. Son chiffre d'affaires annuel avoisine désormais les 5 millions d'euros.

Nouveau paradigme

De plus en plus de multinationales investissent dans des entreprises locales jugées prometteuses, souvent dans des secteurs d'activités durables à mille lieues du leur. Certains grands groupes y voient un moyen particulièrement efficace de concourir au développement économique au profit des communautés jouxtant leurs sites, souvent en zone rurale. « Ces groupes ont souvent financé l'école ou le centre de santé du coin, sans pour autant recruter ni infirmiers ni professeurs », relate Jérémie Malbrancke, très critique à l'égard des opérations caritatives ponctuelles sans réflexion sur le long terme. « Ils commencent à se rendre compte qu'il est bon de réfléchir autrement à leur stratégie de responsabilité sociétale, poursuit-il. C'est un paradigme nouveau : investir sur la durée pour assurer la pérennité des projets. »

La Clé des champs a bénéficié d'un apport direct d'Eramet. Mais, le plus souvent, ce type de financement passe par des fonds d'investissement « à impact », créés par des grands groupes et gérés par des cabinets spécialisés, qui répartissent l'argent entre différents projets d'entreprise. C'est ce qu'a fait le canadien Endeavour Mining, dont le siège est à Londres. Son fonds à impact, Ecodev, créé en 2018 et géré par classM, a notamment investi 1,2 million de dollars dans le Ranch du Tuy, au Burkina Faso, pour renforcer la filière bovine locale, et 1 million dans Mali Shi, une usine de transformation de beurre de karité au Mali.

D'autres grands groupes préfèrent unir leurs forces. Ainsi, Livelihoods Funds, lancé en 2011, mutualise les dotations de plusieurs entreprises, françaises pour la plupart, mais aussi allemandes et américaines. Michelin, Hermès, Veolia, Crédit

agricole, Schneider Electric, le groupe agro-industriel Mars et d'autres sont représentés au comité d'investissement, qui sélectionne les projets. « À l'époque, c'était très innovant », se souvient Bernard Giraud, président et cofondateur de Livelihoods. « En dix ans, les choses ont beaucoup changé. Le nombre d'entreprises intéressées par cette approche a explosé. » De fait, le premier fonds créé par Livelihoods réunissait 10 entreprises et quelque 40 millions d'euros ; le dernier, lancé cette année, compte 15 investisseurs pour 150 millions d'euros. Livelihoods Funds investit en Europe, en Amérique latine et en Asie, mais c'est en Afrique qu'il a financé le plus d'initiatives : sept projets jusqu'à présent, en Afrique, des zones anglophones et francophones, comme celui de Toubakouta, au Sénégal. Trois des fonds créés par Livelihoods visent à restaurer les écosystèmes naturels tout en soutenant l'économie locale. En contrepartie de leur investissement, les entreprises participantes reçoivent des crédits carbone afin de contrebalancer leurs émissions de gaz à effet de serre. Un quatrième fonds finance des petits agriculteurs afin qu'ils intègrent les chaînes d'approvi-

« Ils commencent à s'apercevoir qu'il est bon de réfléchir autrement à leur stratégie de responsabilité sociétale. »

sionnement des investisseurs, parmi lesquels Danone. Il s'est notamment engagé à soutenir 3 000 producteurs malgaches de vanille. Un financement de 2 millions d'euros sur dix ans qui s'inscrit dans la lutte contre la pauvreté dans le milieu agricole.

« L'investissement à impact n'est pas une panacée », relativise toutefois Bernard Giraud. « C'est simplement une intervention complémentaire à d'autres, une manière d'engager le secteur privé. » Selon lui, cette démarche a du mérite : « Le fait que les fonds d'investissement aient une obligation de résultat nous oblige à structurer

des projets avec beaucoup de rigueur. Cette obligation est contraignante mais vertueuse. » Toutes les filières s'intéressent à ce modèle, mais les industries extractives en sont particulièrement friandes. Au moins 15 sociétés minières présentes en Afrique, dont les géants Anglo American et Newmont, ont lancé des fonds, d'un montant total d'au minimum 50 millions de dollars, qui réservent une partie de leur dotation à des projets de développement économique. Et pour cause : cette filière est particulièrement décriée du fait de sa répercussion sociale et environnementale souvent délétère. Pour les sociétés minières, pouvoir justifier d'une action positive sur l'économie locale devient vital.

« Démarche de fond »

Ces fonds ne seraient-ils donc qu'un outil de communication ? Jérémie Malbrancke s'en défend : « S'il s'agissait juste de préserver leur réputation, ils feraient de belles promesses pour ensuite transmettre le problème au suivant. En l'occurrence, c'est davantage une démarche de fond, une volonté de construire quelque chose. » Il reconnaît néanmoins que les miniers peuvent se servir des fonds à impact pour essayer de convaincre les gouvernements africains de ne pas retirer leurs licences d'exploitation à la suite d'une controverse. Tous ont encore en mémoire les déboires du groupe anglo-indien Vedanta, en Zambie : en 2019, l'État a soudainement repris en main les mines de sa filiale locale, accusée devant les tribunaux britanniques d'avoir pollué des cours d'eau. Interrogé sur le cas d'Eramet, qui communique peu au Gabon sur La Clé des champs, malgré le succès commercial de ce projet, Jérémie Malbrancke sourit : « Ils le gardent sous la main pour le jour où ils ont un petit problème avec l'État », analyse-t-il.

En dépit de l'émergence de cette approche, de nombreuses sociétés ont encore une logique caritative, de dons ponctuels sans suivi, souligne le conseiller. Les fonds à impact pourraient bien se généraliser. « Cette dynamique est nouvelle ; dans quatre ou cinq ans, ce sera la norme », affirme-t-il. ●

Rawbank présente la nouvelle version de son application mobile "illicocash" et collecte des fonds pour soutenir les PME.

Créée en 2002, forte d'un peu plus de 1 800 collaborateurs avec plus de 100 points de vente, un bureau de représentation à Bruxelles et un bureau de Consultance à Pékin, presque 450 000 clients et 27% de parts de marché, RAWBANK accompagne le développement de l'économie congolaise. Rawbank est notée par Moody's, certifiée ISO/IEC 20000 et ISO/IEC 27001. RAWBANK occupe une position de leader dans le secteur bancaire congolais et fournit des services financiers sur le tout le territoire de la RDC.

Rawbank fait désormais partie des 16 membres fondateurs de la CAIBA (China Africa Inter-Bank Association) fondée en 2018 au même titre que les banques internationales et panafricaines telles que Standard Bank, Absa, Attijariwafa, etc., afin de renforcer les liens d'investissement et les échanges commerciaux, entre la Chine et les pays africains. La banque a noué des partenariats de financement avec plusieurs bailleurs internationaux (Shelter Africa, TDB, BAD...). Sûreté, rentabilité et pérennité sont les priorités opérationnelles de Rawbank pour consolider sa stratégie de croissance, notamment en direction des particuliers et du secteur privé.

Rawbank a pour mission de satisfaire tous ses clients (particuliers, entreprises, entités publiques, ONGs, institutions) par la proximité, un accompagnement sur mesure, la réactivité, l'innovation notamment dans le digital, des produits adaptés, le réseau d'agences... Ainsi, Rawbank est une banque solide et fiable qui s'inscrit sur la durée en RDC tout en étant précurseur depuis ses débuts.

Rawbank est un accélérateur de croissance inclusive. Notre mission répond à plusieurs enjeux permettant de pérenniser cette croissance, vertueuse pour l'entreprise mais également pour les congolais :

- Placer le client au centre de toutes nos décisions
- Offrir au plus grand nombre des services adaptés à leurs besoins
- Innover constamment
- Intégrer pleinement le digital dans notre stratégie de développement
- Miser sur le capital humain à travers nos collaborateurs.

La technologie numérique est une priorité absolue pour Rawbank. La banque numérique est un enjeu essentiel en RDC, car elle devrait changer les modes de paiement et accélérer la bancarisation de la population non bancarisée. L'ambition de Rawbank est de rendre les produits financiers numériques innovants accessibles à tous les congolais, où qu'ils se trouvent. Pour atteindre cet objectif, Rawbank s'appuie sur un écosystème numérique sécurisé, qui offre liberté, convivialité et rapidité dans l'exécution des opérations quotidiennes depuis un smartphone.

Banque pionnière dans le domaine de la banque électronique et numérique, Rawbank a développé la solution "IllicoCash", qui regroupe plusieurs services dématérialisés au sein d'une seule application. Envoyer, transférer ou retirer de l'argent, accéder à ses comptes, recharger son crédit de téléphonie mobile, effectuer des transferts internationaux, renouveler un contrat de télévision par câble, tous ces services sont disponibles sur illicocash.

En outre, pour pénétrer le marché du E-commerce déjà en plein essor en Afrique, Rawbank a lancé son interface de paiement en ligne PGS (Payment Gateway Service), une solution sécurisée intégrée au site internet du vendeur et permettant aux détenteurs de cartes VISA ou MASTERCARD de régler directement leurs factures en ligne.

Malgré les difficultés liées aux conséquences économiques de Covid-19, Rawbank a continué à soutenir et à accompagner ses clients. Premier partenaire des PME congolaises, notamment grâce à Lady's First, un programme d'accompagnement dédié aux femmes entrepreneures qui développent le tissu économique local. La banque a par ailleurs conclu en 2020 des partenariats avec la Trade & Development Bank (20 millions de dollars) et avec l'African Guarantee Fund (35 millions de dollars). La totalité de ces lignes de financement sont dédiées au soutien des PME congolaises affectées par les conséquences de la pandémie Covid-19. Ces accords témoignent de la confiance accordée à Rawbank par ses partenaires internationaux de renom.

RAWBANK
is my bank.



FORMATION

OCP veut faire de Ben Guerir un pôle universitaire

En finançant une « ville verte » et le campus de Mohammed-VI-Polytechnique, le géant marocain des phosphates entend impulser un nouveau type de développement économique à la région.

EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA

A 70 km au nord de Marrakech est implantée la ville minière de Ben Guerir, d'où OCP tire une bonne partie de ses phosphates. Au sud-est de cette cité de 100 000 habitants, un ensemble de nouvelles constructions singulières attire l'attention des visiteurs. La fraîcheur et la verdure du campus de l'université Mohammed-VI-Polytechnique (UM6P), construit en 2017, contrastent avec l'atmosphère des quartiers historiques de Ben Guerir, connue pour ses chaleurs estivales étouffantes. Le site s'étend sur 33 hectares au cœur de ce qui s'appelle, depuis 2009, « la ville verte de Ben Guerir ». Le lieu fascine par l'agencement particulier des jardins et des bâtiments, jouant avec les ombres dans un style architectural à la fois moderne et marocain.

« Si Ben Guerir était uniquement connue pour la mine d'OCP et pour sa base militaire aérienne – la plus grande du pays –, maintenant on parle de nous parce que des étudiants viennent de partout », se réjouit un commerçant. La cité a beaucoup souffert depuis que l'autoroute Casa-Marrakech, qui évite Ben Guerir, a été inaugurée, en 2008.

OCP, qui finance intégralement le campus, désire impulser à la ville une dynamique économique autre que celle de la mine. La cité a deux grandes ambitions : universitaire et économique d'une part, avec l'implantation de programmes d'enseignement d'excellence attirant les investisseurs ; environnementale d'autre part, avec la plantation de jardins économes en eau et bénéfiques aux habitants.



L'université Mohammed-VI-Polytechnique, à Ben Guerir.

BAPTISTE DE VILLE D'AVRAY

Les initiateurs du projet ont promis d'ériger le site comme un pôle universitaire de rang mondial, avec l'UM6P comme vaisseau amiral. Le modèle du géant phosphatier, et de son président, Mustapha Terrab, est celui des campus américains s'étendant sur un large foncier.

Qualité des partenariats

Sur ce même terrain, outre les facultés de l'UM6P, il y a aussi une école de code 1337, une des deux répliques marocaines de l'école française 42 de Xavier Niel, ainsi qu'un lycée d'excellence – dont 17 élèves ont intégré l'école Polytechnique de Paris en 2020.

L'UM6P doit préparer une nouvelle génération de talents dans les domaines des sciences, des nouvelles technologies, du management et de l'entrepreneuriat, avec pour objectif d'attirer des entreprises différentes d'OCP. Pas moins d'une trentaine de programmes d'enseignement sont dispensés. La plupart bénéficient de

laboratoires permettant un apprentissage par la pratique.

Ils sont actuellement plus de 2 000 étudiants, sélectionnés sur dossier, à arpenter le campus. L'UM6P essaie d'aller chercher des jeunes dans les régions marocaines défavorisées et isolées. La fondation OCP finance les cours de 70 % des étudiants – dont le coût s'élève à environ 100 000 dirhams par an (9 238 euros). Elle subventionne aussi leurs frais du quotidien à hauteur de 50 %.

Le groupe veille à la qualité des partenariats dans ses domaines de prédilection, comme ceux noués avec l'école des Mines de Paris ou le Massachusetts Institute of Technology (MIT), aux États-Unis. L'entreprise publique compte s'appuyer sur l'UM6P pour faire de son site extractif de Ben Guerir une mine digitalisée. La proximité de Casablanca, où OCP a son siège, à moins de deux heures de route, permet aussi des échanges fructueux entre scientifiques et cadres du groupe. ●



NOVEA

GROUPE RAGNI

L'ÉCLAIRAGE AUTONOME, CONÇU POUR DURER

DÉCOUVREZ
NOVÉA ÉNERGIES



**BATTERIE ROBUSTE
ET DURABLE**



**FACILE À INSTALLER
MAINTENANCE LIMITÉE**



**FABRIQUÉ
EN FRANCE**

**NOUS VOUS ACCOMPAGNONS DANS VOTRE
PROJET D'ÉCLAIRAGE PUBLIC SOLAIRE**

www.novea-energies.com - contact@novea-energies.com





Tribune

James Nicholson *Directeur RSE de Trafigura*

« L'exploitation minière artisanale est un sujet crucial »

Nous savons que le développement du véhicule électrique et le passage aux énergies renouvelables sont au cœur de l'objectif mondial de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La réalisation de ces objectifs nécessitera une augmentation massive de l'offre de métaux comme le cuivre et le cobalt. Mais comment s'assurer de ne pas simplement remplacer les risques environnementaux énergétiques par d'autres, liés à la production et à l'approvisionnement de ces métaux, dont les communautés les plus vulnérables en paieraient le prix ?

Chez Trafigura, nous sommes convaincus qu'il est possible de mettre en place des accords d'approvisionnement responsable dans lesquels les acheteurs de métaux et les consommateurs puissent avoir confiance. Pour ce faire, il faut pouvoir gérer certaines réalités, en particulier le rôle important joué par l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM).

Impliquer tous les acteurs

Les deux tiers de la production mondiale de cobalt proviennent de la RD Congo. L'ASM représente une part importante de ce chiffre. Incontrôlée, elle est une filière souvent dangereuse,

mais est aussi un moyen de subsistance dont dépendent environ 200 000 personnes en RD Congo. La réponse des négociants de métaux ne doit pas consister à exclure les produits provenant des mines artisanales, mais à s'engager, ouvertement et de manière responsable, à y changer les conditions de travail et leurs répercussions sur l'environnement.

● ● ●
Mal encadrée, la filière peut être dangereuse, mais elle fait vivre quelque 200 000 Congolais.

C'est ce que fait Trafigura en RDC avec l'ONG américaine Pact et en coopération avec l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC), filiale de la Gécamines créée en 2019 pour acheter, traiter et vendre du cobalt artisanal. L'une des nombreuses forces de Pact, qui s'appuie sur des décennies d'expérience dans la formalisation de l'ASM en Afrique, y compris en RDC, est sa capacité à aligner les intérêts de nos clients avec ceux des communautés locales concernées.

Trafigura et Pact ont déjà collaboré dans ce domaine, ayant piloté un système de gestion ASM avec l'entité minière de la RDC Chemaf sur la concession Mutoshi à Kolwezi. Quelque 5 000 travailleurs de l'ASM se sont organisés en coopérative. Seul le personnel âgé de 18 ans ou plus, muni de cartes d'identité et d'équipements de protection individuelle a été autorisé à accéder au site. Le cobalt issu de l'ASM a été séparé de la production minière conventionnelle tout au long du processus d'extraction, de transport, de raffinage et de vente. De cette manière, les acheteurs ainsi que les institutions financières soutenant le commerce pouvaient être sûrs de ce qui était acheté et de la façon avec laquelle il était produit. Cette approche collaborative intersectorielle a donné confiance aux autorités de la RD Congo pour autoriser le déploiement de contrôles similaires, à une échelle beaucoup plus large, grâce à l'accord de Trafigura avec l'EGC.

La transformation des conditions de travail et des effets environnementaux de l'exploitation minière artisanale est un sujet crucial, mais il ne peut avancer que si toutes les parties prenantes sont impliquées. ●



Vers une énergie durable pour tous

Notre effort pour une transition énergétique juste associe la nécessité de réduire l'empreinte carbone et celle de favoriser le développement communautaire.

La crise économique et sanitaire actuelle a accru la prise de conscience de la forte interdépendance entre croissance économique et santé de l'environnement naturel et social, ainsi que de la nécessité essentielle de combiner développement économique, gestion prudente des ressources naturelles et création de valeur sociale.

Dans ce cadre, la stratégie de transition énergétique d'Eni vise une réduction significative de l'empreinte carbone du portefeuille grâce également à la contribution du gaz, qui à terme, représentera plus de 90 % de notre industrie Amont. Dans le même temps, l'un des objectifs fondamentaux de notre stratégie est d'améliorer l'accès aux sources d'énergie durables, en favorisant l'utilisation de gaz naturel produit localement dans la transition vers un mix énergétique bas carbone.

Lutter contre la précarité énergétique

Assurer l'accès universel à l'énergie de manière efficace et durable - Objectif de développement durable des Nations Unies n. 7 - est le principal défi du secteur de l'énergie dans le processus de transition vers un avenir sobre en carbone.



C'est également un moteur pour répondre aux besoins primaires liés à l'éducation, à la santé et à la diversification économique. Cela est particulièrement vrai en Afrique, où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie. Eni contribue à ce défi de plusieurs manières. D'une part, dans de nombreux pays d'opérations dont l'Algérie, la République du Congo et le Ghana, 100 % du gaz que nous produisons est destiné aux marchés locaux, pour alimenter les centrales électriques locales. En revanche, la construction d'infrastructures gazières fait partie intégrante du modèle économique d'Eni. Ces initiatives sont fondamentales pour lutter contre la précarité énergétique et répondre aux besoins primaires en énergie.

Renforcer les systèmes électriques africains

En Afrique subsaharienne, Eni a investi dans la construction de centrales thermoélectriques à travers l'exploitation du gaz associé afin de diversifier le mix énergétique en introduisant le gaz naturel. Au Congo, la Centrale Electrique du Congo (CEC), créée en 2010 à Pointe-Noire et agrandie en 2019 pour atteindre une capacité totale installée de 484 MW (avec une augmentation progressive de 484 MW à 1 GW dans les 10 prochaines années), contribue à environ 70 % de la production totale d'électricité du pays. Son positionnement stratégique dans les centres de production industrielle est un atout en termes d'extension de capacité et de commercialisation de l'électricité directement auprès des clients industriels, qui disposent ainsi d'une source d'approvisionnement énergétique fiable et compétitive.

*Pour en savoir plus
sur notre approche
pour l'accès à l'énergie
en Afrique :*



eni.com



Focus Auto

GESTION DE FLOTTE

Les entreprises réajustent leurs déplacements

Du fait de la pandémie et de l'évolution des usages, les groupes privés ont revu à la baisse leurs achats de véhicules sur le continent. Et optent de plus en plus pour la location longue durée (LLD), la télématique embarquée et les services digitaux d'optimisation des transports.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Dérapiage incontrôlé. Parmi les secteurs les plus touchés par les effets de la pandémie de Covid-19 sur le continent, la distribution automobile figure en bonne place. Hors Afrique du Sud, Égypte et Maroc, le marché africain aura plongé de quelque 48 % en 2020, avec seulement 124 989 nouvelles immatriculations, selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles (OICA).

Avec des entreprises fortement contraintes par les restrictions sanitaires, le marché business to business a sombré. À cela s'ajoutent des gouvernements devenus impécunieux qui ont retardé le renouvellement des flottes de leurs administrations. En témoignent les décisions des pouvoirs publics au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana ou au Gabon.

Si, à la fin de mai, dans de nombreux pays, la relance était de mise (+ 40 % en Afrique du Sud, + 12 % au Maroc...), les

distributeurs accusent encore le coup. « En Afrique de l'Ouest, le segment des véhicules vendus aux entreprises a été fortement impacté par ce fort recul du marché l'an dernier et jusqu'au début de 2021, car il concentre traditionnellement environ les trois-quarts des ventes de véhicules neufs », com-

« Nous avions avant la crise une croissance de 7 % à 8 % sur la LLD. Nous mettons tout en œuvre pour retrouver ce niveau. »

mente Marc Hirschfeld, directeur général de CFAO Motors, qui distribue Toyota – une des marques stars sur le continent –, mais aussi Suzuki, Mitsubishi ou Peugeot dans une vingtaine de pays.

Le retournement a été aussi ressenti par l'activité de location longue durée (LLD) aux entreprises, dont le taux de pénétration varie de 5 % à 20 % des véhicules d'entreprise sur le continent. « Nous connaissions avant la crise une croissance de 7 % à 8 % sur la LLD, et nous mettons tout en œuvre pour retrouver ce niveau. Ce qui devrait être le cas assez rapidement », estime Marc Hirschfeld. Propriété de Toyota Tsusho Corporation, CFAO Motors a développé une filiale consacrée à Loxea, en partenariat avec Avis. Affichant une flotte de 5 000 véhicules d'entreprise, en bonne partie des pick-up, Loxea a créé ces dernières années des agences de location longue durée au Sénégal, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Gabon ou encore au Kenya.

De quoi peser sur ce marché face aux acteurs traditionnels tels que les banques – comme la Société générale, qui possède le leader européen



SYLVAIN CHERKAOUJ POUR JA

En Afrique de l'Ouest, les entreprises achètent près de 75 % des véhicules neufs et ont drastiquement réduit leurs acquisitions en 2020. Ici, CFAO Motors à Dakar.

ALD Automotive. Présent au Maroc, ALD affiche un parc d'environ 10 500 véhicules avec des clients comme OCP, l'Onse ou les Chemins de fer du Maroc (ONCF). « Au Maroc, le marché des PME a nettement ralenti pendant les confinements les plus stricts. Celui des grands comptes a résisté. Mais nous avons pris peu de nouvelles affaires. Nous avons mis en place des prolongations de contrats pour certains grands comptes. L'important est de s'adapter aux réalités des clients dans des périodes comme celles-ci », témoigne Tachfine Bekkari, directeur général d'ALD Maroc.

Et aujourd'hui ? « Même si la reprise est perceptible, la concurrence sur le prix entre acteurs reste très rude au Maroc », indique pour sa part Madani Kabbaj, directeur général adjoint du marocain Locafinance, qui exploite la marque Avis, notamment en LLD, avec un parc de 4 000 véhicules et des clients comme Saint-Gobain, Total

ou Fedex. « Nous sommes repartis à la conquête du marché car le potentiel est là : le taux de pénétration de la LLD, même s'il a progressé ces dernières années, reste plus de deux fois inférieur à celui de l'Europe », poursuit-il. Pour doper sa croissance, Locafinance a repensé son offre avec des packages sur mesure, une amélioration de l'expérience client, une réflexion sur l'électromobilité ou encore de nouveaux services ; notamment le *fleet management* ou la télématique embarquée.

Outils de mesure

« Nous avons lancé en pleine crise, l'an dernier, une offre dénommée Avis Connect, conçue avec un prestataire marocain. Au-delà de la simple géolocalisation, l'idée est bien sûr de fournir quasi en temps réel des outils de mesure sur la sécurité, la maintenance, la consommation de carburant et le contrôle de vitesse des conducteurs. »

Que ce soit en location longue durée ou en gestion interne, la télématique émerge sur le marché africain comme la grosse tendance du moment pour la gestion des flottes automobiles et de ses usages grâce à la magie de la connexion à internet mobile des bus de données CAN (boîtiers électroniques) des véhicules.

« Nous avons lancé ce service il y a deux ans avec une offre spécifique Loxea développée avec différents prestataires. Déjà un tiers de nos véhicules en LLD en sont équipés, accessibles avec un léger surcoût pour le client, indique Marc Hirschfeld. Ce service est en perpétuelle évolution car la technologie progresse très vite. Parmi les indicateurs plébiscités par les gestionnaires de flottes figurent le *geofencing* (délimitation de zone de circulation), l'analyse de conduite, les alertes sécurité ou encore la gestion du carburant. »

Plusieurs acteurs numériques et start-up – telle la dakaroise →

IRENE DE ROSEN



Marc Hirschfeld veut faire de Loxea un leader de la LLD.



ORANGE

Les acteurs du numérique se sont lancés dans la télématique embarquée, comme Océan, filiale d'Orange.

→ *Fleeti (lire encadré)* – se sont lancés en Afrique sur ce marché du *fleet management* et de la télématique embarquée. Orange Business Services entend bien faire partie des gagnants. Océan, sa direction consacrée à la télématique automobile, se développe fortement sur le continent avec une présence dans 15 pays francophones. Au menu, une multitude d'indicateurs accessibles aux gestionnaires de flottes : contrôle du carburant, blocage des véhicules aux frontières ou sur une zone, score d'écoconduite, contrôle de vitesse, alerte sur l'intégrité du véhicule... « Nous développons une plateforme dédiée pour l'Afrique avec des équipes de développement connaissant bien les contextes locaux, ce qui est essentiel pour des pays immenses comme la RD Congo »,

« Nous avons renoncé à la possession pour la plupart de nos véhicules. Ce n'est pas notre métier d'être mécanicien. »

explique Stéphane Chaussat, chargé du développement international, notamment Afrique, chez Océan. Selon lui, si l'intérêt est d'abord venu des groupes internationaux, avec des clients comme Wafa LLD, Spie Schlumberger ou Total, les grandes entreprises locales et même les PME sont de plus en plus séduites. « Nous touchons aussi des transporteurs routiers africains car nos services sont déployés sur les véhicules

légers ou les poids lourds », poursuit Stéphane Chaussat.

La mobilité comme service

Cette vogue des services entraîne en Afrique comme ailleurs une réflexion sur la notion d'usage des véhicules professionnels, dont une partie pourrait à terme basculer dans une approche dite « *Mobility as a service* » (Maas, la mobilité comme service). C'est déjà la voie choisie par une multinationale industrielle européenne au Congo-Brazzaville. « Nous avons renoncé à la possession pour la plupart de nos véhicules. Ce n'est pas notre métier d'être mécanicien », témoigne un de ses dirigeants. Le groupe a externalisé une partie de sa flotte locale en LLD, mais il a aussi mis en place un service de mobilité à la demande avec un prestataire et... certains garde-fous. « Le gros enjeu, poursuit ce dirigeant, est de s'assurer de la sécurité technique des véhicules et de la conduite des chauffeurs. »

Marc Hirschfeld indique avoir également développé une approche Maas avec une marque spécifique : Loxea Drive, notamment en Côte d'Ivoire.

Habituée aux pas de géant dans le numérique, l'Afrique pourrait-elle réellement voir ses entreprises renoncer à la détention, voire à la location ? Un sacré challenge pour la filière automobile, aussi bien pour les marques que pour les distributeurs spécialisés. ●

SÉNÉGAL

LA START-UP FLEETI FACILITE LA CIRCULATION

Ancien de Jumia, le Français Iban Olçomendy a créé à Dakar la société Fleeti. En plein essor, l'entreprise est déjà présente dans une demi-douzaine de pays ouest-africains et vient de s'implanter à Maurice. « Nos systèmes se connectent à tous types de véhicules modernes. Le savoir-faire de Fleeti repose sur les algorithmes de traitement de données car celles-ci deviennent vite ingérables. Notre interface permet aux gestionnaires de paramétrer le tableau de bord selon ses besoins, de créer des alertes », détaille Iban Olçomendy, dont le fer de lance est son système d'optimisation de consommation de carburant. ●

P.-O.R.

Une offre de lubrifiants parfaitement adaptée aux attentes des clients africains

Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

Olivier de Pennart : Motul est une entreprise française spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de lubrifiants haut de gamme, destinés principalement à l'automobile, aux poids lourds, aux deux-roues et à l'industrie.

Saïd Ammar : Nous sommes présents sur l'ensemble du continent africain par le biais de distributeurs exclusifs. Au total, la marque Motul est présente dans 35 pays sur le Continent.

fixe les limites des rejets polluants. Notre offre diversifiée de lubrifiants haut de gamme est en parfaite adéquation avec les besoins des clients africains qui sont de plus en plus exigeants.

S.A. : Notre priorité stratégique est de construire une relation de proximité avec nos clients. Nous le faisons par le biais de notre réseau de distributeurs que nous accompagnons sur plusieurs plans (commercial, marketing, technique, formation, etc.), grâce à nos équipes sur le terrain. Ce dispositif nous permet de proposer un accompagnement personnalisé.



Olivier de Pennart

*Directeur général
Afrique du nord,
de l'ouest et centrale*

Saïd Ammar

*Directeur commercial
Afrique du nord,
de l'ouest et centrale*

En Afrique, il y a une forte demande pour des produits de qualité respectant les normes internationales.

Quelle est votre stratégie ?

O.d.P. : En Afrique, le marché des lubrifiants enregistre une croissance régulière qui devrait se poursuivre pendant les années à venir. Le parc automobile est en pleine expansion et il y a un intérêt croissant pour des produits de qualité, respectant les recommandations des constructeurs et les différentes normes internationales existantes telle que, par exemple, l'EURO qui

À titre d'exemple, nous proposons des formations personnalisées à nos clients et à leurs équipes en fonction des besoins qu'ils expriment. De plus, notre équipe marketing propose en permanence des plans d'animation répondant aux besoins de nos partenaires et leur permettant de développer leur business. Nous avons coutume de dire que notre métier n'est pas tant de vendre des lubrifiants mais de mettre tous les moyens en œuvre

pour que nos partenaires vendent plus de lubrifiants.

Comment voyez-vous l'avenir ?

O.d.P. : L'Afrique est une zone stratégique pour le Groupe Motul et nous allons y poursuivre nos investissements afin de renforcer notre présence.

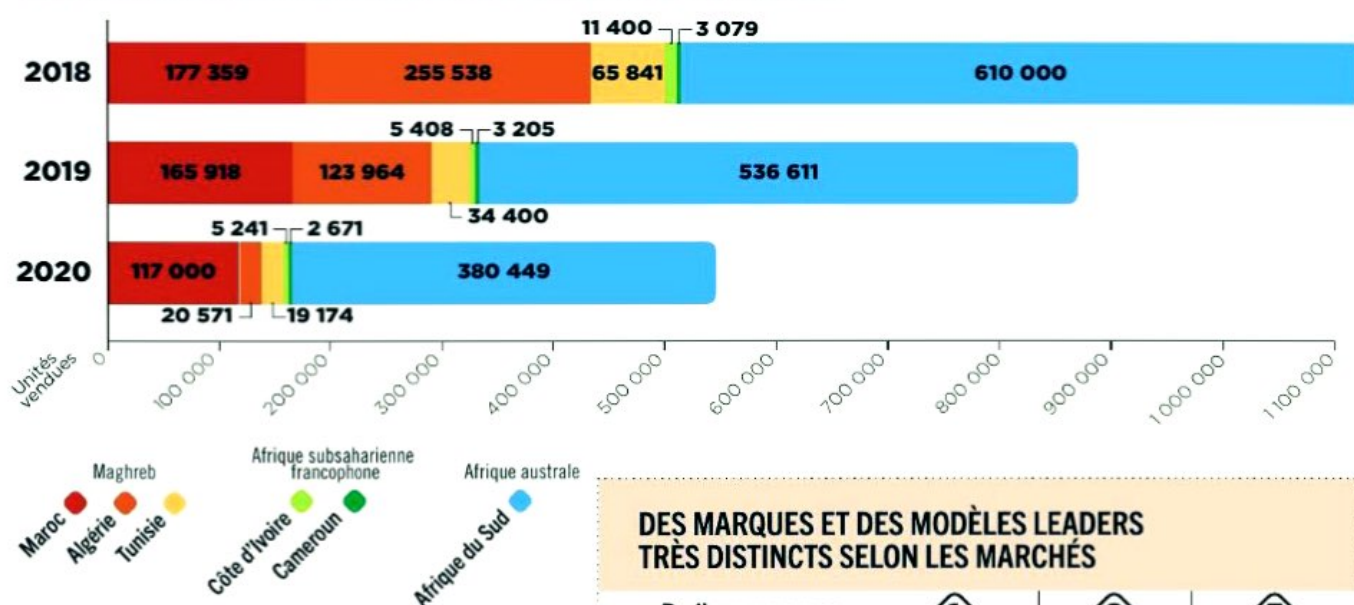
S.A. : Nous allons poursuivre également la diversification de notre offre, notamment sur le marché des additifs qui connaît une forte croissance en raison du besoin de préservation des moteurs. Nous y avons enregistré des premiers résultats très encourageants. Par ailleurs, la demande en produit de forte qualité va continuer à augmenter consécutivement à l'évolution du parc automobile vers des véhicules toujours plus performants.

L'INFOGRAPHIE

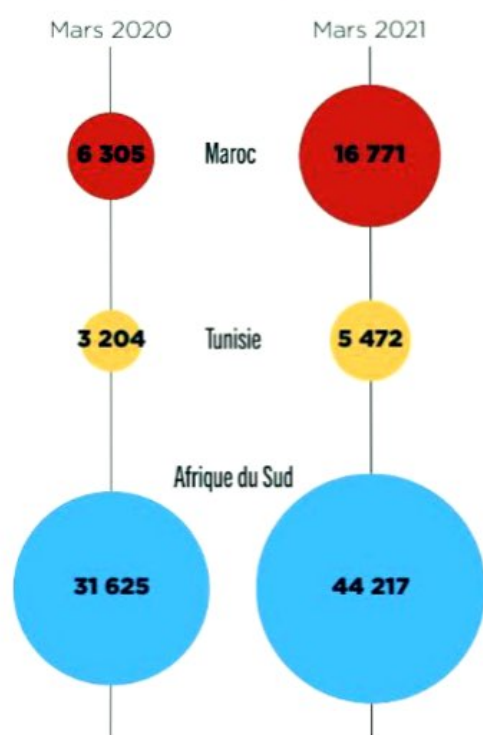
Une pandémie et ça redémarre ?

Les marchés automobiles africains ont été durement affectés en 2020, mais les premiers mois de 2021 sont encourageants. Au Maghreb, les véhicules à bas prix de Dacia ont toujours le vent en poupe, notamment au Maroc, tandis que Toyota et les constructeurs japonais continuent de se tailler la part du lion au sud du Sahara.

UN MARCHÉ AUTOMOBILE DUREMENT AFFECTÉ PAR LA PANDÉMIE...



... MAIS QUI EST DÉJÀ REPARTI EN 2021



DES MARQUES ET DES MODÈLES LEADERS TRÈS DISTINCTS SELON LES MARCHÉS

Podium marques	1	2	3
• Maroc	Dacia	Renault	Peugeot
• Côte d'Ivoire	Mitsubishi	Suzuki	Toyota
• Cameroun	Toyota	Renault	Mercedes
• République démocratique du Congo	Toyota	Nissan	Mitsubishi

Podium modèles	1	2	3
• Maroc	Dacia Sandero	Dacia Dokker	Dacia Logan
• Côte d'Ivoire	Mitsubishi L200	Suzuki Vitara	Toyota Hilux

UN DÉMARRAGE TRÈS TIMIDE DU VÉHICULE ÉLECTRIQUE



MOBILITY

RÉPONDRE
AUX BESOINS
DE MOBILITÉ
DES PROFESSIONNELS
ET DES PARTICULIERS



Avec le plus large réseau de distribution automobile en Afrique, nous proposons une offre multimarque sur l'ensemble des métiers liés à la mobilité, en partenaire de constructeurs mondiaux : vente de véhicules neufs ou d'occasion, location courte ou longue durée, gestion de flottes, maintenance...

Cette offre couvre les secteurs de l'automobile, les deux roues, moteurs marins, bus, camions, engins, pneumatiques et pièces de rechange. Nos sites de production et d'assemblage en Afrique illustrent notre engagement en faveur de l'industrialisation des territoires et de la création d'une offre abordable.

WITH AFRICA FOR AFRICA



www.cfaogroup.com

 **cfao**
Corporation For Africa & Overseas

MUTATION

Quelles perspectives pour le véhicule électrique ?

L'électromobilité – révolution à l'œuvre en Europe – reste encore anecdotique sur le continent, même sur les marchés les plus développés tels que l'Afrique du Sud et le Maroc. Mais on note un timide démarrage sur le locatif du deux-roues en ville.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Un horizon lointain. Ainsi apparaît le marché du véhicule neuf électrique sur le continent. « À ce stade, la demande des entreprises n'est pas perceptible. Hormis les modèles hybrides de Toyota, l'usage de l'électrique n'est pas adapté au contexte régional et aux besoins quotidiens de nos clients professionnels. Il faudra du temps et une action des pouvoirs publics pour que cela change », estime Marc Hirschfeld, directeur général de CFAO Automotive, l'un des premiers distributeurs du continent.

Avec des prix élevés, le caractère aléatoire du réseau électrique et l'absence quasi totale d'infrastructures de recharge, même en milieu urbain, ces véhicules restent loin des réalités africaines.

« Au Maroc, la plupart des "clients entreprises" ne sont pas encore intéressés par ces motorisations jugées trop chères et trop risquées à l'usage en matière de disponibilité de bornes et d'autonomie. Les modèles hybrides peuvent être une solution, mais restent coûteux sur un marché dominé par le prix. Même si la crise sanitaire a fait évoluer les mentalités », soutient Tachfine Bekkari, directeur général au Maroc du loueur ALD, une filiale de Société générale. Dans le royaume chérifien, selon l'Association des importateurs de véhicules automobiles montés (Aivam), il s'est vendu 1018 véhicules hybrides et électriques en 2020 (une part de marché de 0,9 %) contre 1417

en 2019, soit un plongeon de 28 % lié à la crise.

Dans l'un des pays les plus développés du continent, l'Afrique du Sud, les autorités ont recensé en 2020 la vente de 92 véhicules électriques et de 232 modèles hybrides. Ironiquement, dans la patrie de naissance d'Elon Musk, la première Tesla, un Model X, vient seulement d'être importée, en février 2021.

Si les facteurs négatifs sont difficiles à gommer à court terme, les choses pourraient changer sur le marché des entreprises avec les multinationales.

La transition se fera d'abord par l'hybride en attendant le développement des infrastructures.

Ces groupes se sont fixés des objectifs très importants sur le plan mondial en matière d'émission de CO₂, voire de neutralité carbone. Les directions régionales en Afrique devront s'aligner sur ces objectifs. Elles savent qu'elles seront de plus en plus évaluées sur ce critère. « Pour les flottes d'entreprise, la demande viendra de ces grands comptes mondiaux », anticipe Tachfine Bekkari. Ce que confirme Madani Kabbaj, directeur général adjoint du groupe marocain Locafinance, franchisé d'Avis : « Ce

type de clients commence à nous faire part de ces évolutions. Il y a un début de prise de conscience. La transition se fera d'abord par l'hybride en attendant le développement des infrastructures. »

eScooters de livraison

Au Maroc, Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie, a inauguré à la fin de mai 2021, la première borne 100 % marocaine iSmart. Il prévoit une production de 5 000 bornes par an à partir de 2022 pour accélérer le mouvement. De son côté, l'Égypte projette d'installer à court terme 1 000 bornes, par Infinity-E, filiale de la société semi-publique Infinity Solar soutenue par la BEI.

En attendant l'électromobilité à quatre roues, la transition et l'acculturation passent par les deux-roues utilitaires, assez peu coûteux – du fait des énormes économies d'échelle en Chine. Ils sont faciles à recharger et libèrent les entreprises de la gestion des bons d'essence. « Voilà trois ans que nous sommes entrés sur ce marché en proposant la location longue durée d'eScooters de livraison, avec la marque chinoise Takado, très fiable », expose Madani Kabbaj. L'offre de Locafinance comprend un service professionnel avec entretien, remplacement en quatre heures en cas de panne. « Nous en sommes à plusieurs centaines de scooters dans les grandes villes du royaume, notamment auprès de l'e-commerçant Chari.ma ou de la Poste », se félicite le DGA du groupe. ●

MIDAS CONFIRME SA BELLE DYNAMIQUE D'IMPLANTATION EN AFRIQUE.

Fort de ses 65 ans d'expérience, MIDAS, le leader mondial de l'entretien rapide automobile, étend son maillage en Afrique. Déjà présent en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal, en Tunisie et au Maroc, l'enseigne compte accélérer son développement et ouvrir 80 centres à l'horizon 2024.

L'historique de Midas Côte d'Ivoire

Avec un parc de matériels roulant de plus de 650 000 véhicules, la capitale économique ivoirienne reste l'une des plus grandes flottes du continent africain. Cela a constitué pour nous, une réelle motivation pour porter notre

Mali, Burkina Faso, Togo et Guinée) à l'horizon 2024.

Avec cette expansion rapide, la Côte d'Ivoire devient le premier pays franchisé Midas en l'Afrique.

Ce qui fait de nous le leader en entretien automobile multimarques en Côte d'Ivoire.

«Sur le plan développement, nous prévoyons l'ouverture de 30 centres dans la sous-région (...) à l'horizon 2024.»

choix sur le leader mondial de l'entretien automobile à déployer son expertise en Côte d'Ivoire.

Le déploiement des activités de Midas en Côte d'Ivoire a débuté par San Pedro (Ville balnéaire située au Sud-ouest de la Côte d'Ivoire) puis sur Abidjan avec 5 centres ouverts et 1 centre au Bénin.

Sur le plan du développement, nous prévoyons l'ouverture de 30 centres dans la sous-région (Bénin, Ghana,

La plus-value de Midas

Midas est une marque qui détient une notoriété de renommée mondiale avec une présence dans plus de 17 pays pour plus de 90% de franchisés et plus de 2 500 Centres exerçant l'activité.

Midas jouit également d'un apport réel de savoir-faire, d'une expérience et d'un professionnalisme hors pair en plus d'un fort accompagnement facteur clé de notre réussite.

Cette expertise nous permet de



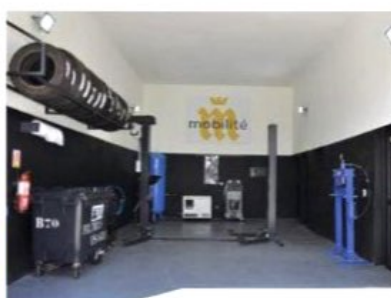
Mme Lucie BARRY TANNOUS
PCA de SIMDA

COMMUNIQUÉ

répondre aux besoins des entreprises et des particuliers et de focaliser sur la satisfaction clients.

La vision de Midas du secteur de l'entretien automobile en Côte d'Ivoire

Le marché de l'entretien automobile est par nature un univers technique concurrentiel où l'innovation fait la différence. Les nouvelles technologies, nouveaux services, formation des équipes... Midas innove dans tous ces domaines d'actions, s'inspirant des standards les plus exigeants et les plus performants. Notre vision du secteur de l'entretien automobile en Côte d'Ivoire, part de ce principe et nous y accordons une importance capitale.



Rejoignez le leader de la maintenance rapide automobile, devenez franchisé ou master franchisé, des opportunités dans toute l'Afrique. Pour en savoir plus, écrivez à

info@midasint.com

ALGÉRIE

Panne sèche

Perturbé par les mesures drastiques des autorités pour favoriser un essor industriel, le marché s'est réduit comme peau de chagrin, au grand dam des concessionnaires, des constructeurs et des consommateurs.

AREZKI SAÏD, À ALGER

Des show-rooms désespérément vides, des concessionnaires automobiles n'ayant plus rien à vendre et un marché de l'occasion avec des prix qui flambent comme jamais auparavant. Avec un parc de plus de 6,5 millions de voitures recensées à la fin de l'année 2019, le secteur automobile algérien, jadis l'un des plus dynamiques d'Afrique, est en panne sèche : les règles d'importation, qui varient sans cesse, ont fini par réduire au minimum les flux de véhicules dans le pays ; quant à la fabrication locale, elle est quasiment à l'arrêt depuis la décision des pouvoirs publics, en mai 2020, d'annuler le régime préférentiel pour l'importation des pièces pour le montage des voitures. Ainsi, l'Algérie est devenue l'un des rares pays au monde où l'on peut acheter une voiture, l'utiliser pendant plusieurs années, puis la revendre plus cher que son prix initial.

Pour le doyen des concessionnaires automobiles algériens et PDG du groupe Elsecom, Abderrahmane Achaïbou, l'Algérie a connu trois échecs dans le domaine de l'industrie automobile : « Il y a eu l'expérience de la défunte Société nationale de construction mécanique (Sonacome) dans les années 1980 ; puis celle du fameux projet Fatia avec Fiat, qui a été abandonné à la suite du faible volume

de production, limité à 30 000 véhicules par an. Enfin, le troisième échec est celui instauré par la loi de finance de 2014, qui a obligé les concessionnaires à se transformer en constructeurs automobiles dans un délai de trois ans », analyse-t-il. « J'ai été dépossédé de mes marques – Kia, Ford, Suzuki, Daewoo et Isuzu – car je suis passé à la télévision pour dire que la politique d'industrialisation n'était pas réaliste », affirme encore le patron d'Elsecom, très remonté contre Abdeslam Bouchouareb, ministre de l'Industrie de 2014 à 2017, qu'il accuse d'avoir favorisé des proches. Ces derniers ont récupéré des contrats de distribution automobile.

En 2012, le marché automobile en Algérie était pourtant florissant, avec un record de 605 000 véhicules importés. Les autorités signaient cette année-là avec Renault un accord pour l'implantation d'une première usine automobile, à Oued Tlelat, près d'Oran. Deux ans plus tard, en 2014, la Renault Symbol, la première voiture assemblée localement, arrive sur le marché avec ce paradoxe qui souligne déjà les contradictions de la politique industrielle algérienne : la Symbol fabriquée à Oued Tlelat coûte plus cher que le même modèle importé.

Peu importe. Attirés par les volumes du marché algérien, des



constructeurs tels que les sud-coréens Hyundai et Kia, l'allemand Volkswagen et le français PSA (aujourd'hui Stellantis) emboîtent le pas à Renault en annonçant des projets industriels, même si les implantations mettent des mois à se concrétiser. Pour PSA, l'usine Peugeot est d'ailleurs encore dans les cartons, faute d'une compréhension mutuelle avec les autorités.

Fausse usines de montage

Les importations ont ensuite prospéré plusieurs années, et certaines usines sont effectivement entrées en production jusqu'à ce brutal coup d'arrêt de mai 2020. Accusés de corruption et d'importation frauduleuse – via de fausses usines de montage –, plusieurs patrons sont condamnés et jetés en prison. La plupart des usines suspendent leur



Pour l'heure, seules trois usines, dont celle de Renault à Oran (photo), ont été autorisées à redémarrer.

– majoritairement de France et d'Allemagne – ou du Moyen-Orient », explique Nadir Kerri, journaliste spécialisé et fondateur du site *Autojazair*. Le gouvernement actuel semble toutefois prendre conscience que la situation actuelle est intenable. Aussitôt nommé, en février 2021, Mohamed Bacha, le nouveau ministre de l'Industrie, a commencé à assouplir les cahiers des charges relatifs à l'importation et à la fabrication des véhicules neufs mis en place au mois d'août 2020 par son prédécesseur, Ferhat Aït Ali, critiqué par les professionnels pour son irréalisme.

Faciliter l'importation

Le taux minimal de 30 % d'intégration de fournisseurs locaux – exigé des usines d'assemblage automobile dès leur démarrage – pourrait être revu à la baisse. « Il n'était pas du tout ajusté au tissu industriel existant », analyse Nadir Kerri. « Finalement, aucun groupe industriel algérien n'a actuellement la capacité de fabriquer un véhicule. Si on doit le faire, autant se préparer pour le véhicule électrique, car dans quelques années le moteur thermique sera dépassé », fait valoir Abderrahmane Achaïbou, le patron d'Elsecom. « On attend également, dans les prochaines semaines, que le gouvernement octroie de nouveaux agréments pour l'importation des véhicules qui entreront sur le territoire à partir de septembre ou octobre », estime Nadir Kerri. Du côté des particuliers, les mesures ayant trait à l'importation se sont un peu assouplies, mais elles restent restrictives. Les Algériens peuvent désormais acheter des véhicules âgés de moins de 3 ans, à raison d'un tous les trois ans en débit d'un compte en devises étrangères ouvert en Algérie. La loi exige que le particulier importateur soit de nationalité algérienne et réside sur place.

Youssef Nebbache, l'ancien président de l'association des concessionnaires algériens, plaide pour un allongement à cinq ans de l'ancienneté des véhicules autorisés à l'importation. « Si le but des autorités est véritablement de permettre aux citoyens d'acquérir une voiture fiable à un prix abordable, il faut qu'elles consentent à l'importation de véritables véhicules d'occasion », estime-t-il. ●

production ou ferment. « En tout, 300 000 véhicules ont été montés localement, pour 8 milliards de dollars. Avec cette somme, on aurait pu importer 800 000 petites cylindrées. Le montage est du ressort des grands constructeurs. Nulle part ailleurs les concessionnaires ne deviennent des constructeurs ! » tonne Abderrahmane Achaïbou.

« Pour l'instant, seuls trois constructeurs – Renault, Volkswagen et le chinois Chery – auraient reçu l'autorisation de redémarrer leurs chaînes de montage après la mesure exceptionnelle de dédouanement des kits de montage, et afin de solder tous les encours de fabrication et de permettre de lever la pression sur la demande de véhicules », regrette Adel Bensaci, le président du Conseil national consultatif de la petite et la moyenne entreprise

(CNC PME). Renault devra ainsi produire 4600 véhicules à Oued Tlelat.

« Le marché de l'automobile algérien est désormais complètement déstructuré. Les usines produisent extrêmement peu. Les concessionnaires ne peuvent plus importer de véhicules neufs. On ne peut les faire venir de l'étranger que par le biais des licences octroyées aux moudjahidine (anciens combattants de la guerre de libération). Ils proviennent d'Europe

**Le gouvernement
actuel semble avoir
pris conscience
que la situation est
intenable.**

Cotonou au goût du jour

Georgiana Viou distille les saveurs du Bénin dans son nouveau restaurant, dans le sud de la France, et dans un ouvrage gastronomique. La cheffe assure ainsi à son pays d'origine un rayonnement international tout en lui rendant une partie de son histoire.





Dans son nouveau restaurant, Rouge, à Nîmes, le 8 juin 2021.

HÉLÈNE JAYET FOUR JA

LÉO PAJON

L

Le sourire est large, mais le regard reste sévère. « Non ça ne va pas, il faut insister plus longtemps sur le poisson », lance Georgiana Viou à une jeune fille de sa brigade, chargée de griller des filets de lisette (un petit maquereau) au chalumeau. Chacun des poissons est recouvert d'une poudre écarlate qui dégage à la cuisson un enivrant parfum d'épices. « C'est une préparation à base de gingembre, de laurier, d'arachide, de piment, qui ressemble à celle que les vendeurs ambulants de tchatchanga mettent sur leurs brochettes », confie la cheffe.

Un ingrédient de snack bon marché dans un restau haut de gamme. Un peu des rues de Cotonou en plein cœur du Midi. Dans son tout nouveau restaurant, Rouge, à Nîmes, la virtuose des fourneaux compose des assiettes qui brouillent les lignes et s'affranchissent des frontières. Les filets de poissons pêchés au Grau-du-Roi, à une cinquantaine de kilomètres, saupoudrés de préparation pour tchatchanga voisinent avec des aubergines et des mûres sauvages de la région et sont encadrés

par une sauce maffé incroyablement onctueuse, liée par du fumet de poisson et mixée. Avec une maestria de diplomate, Georgiana réussit à réunir harmonieusement dans ses plats le meilleur du Bénin et du sud de la France.

Finaliste de *Masterchef*

Enfin, les assiettes sont posées sur les tables. L'établissement se déploie dans la cour intérieure noyée de soleil d'un ancien hôtel particulier du centre-ville. Le jasmin grimpe sur de hauts murs couleur sable tandis que les chanceux du jour se régaleront à l'ombre des platanes. La cheffe au crâne rasé sort de sa cuisine pour jeter un coup d'œil discret et inquiet sur ses hôtes. Elle semble à peine rassurée par leurs soupirs d'aise et les assiettes étincelantes où chaque millimètre carré de sauce a été soigneusement « nettoyé » à la mie de pain.

Son parcours n'a rien d'académique. Et lorsqu'elle égraine les étapes de son ascension en sirotant une menthe à l'eau chargée en sirop (« mettez-m'en plus que ça »),

on comprend qu'elle a dû batailler pour se faire accepter par un milieu réputé pour sa dureté. « Je n'ai pas ressenti d'exclusion parce que j'étais noire ou que j'étais une femme, pose Georgiana Viou. Mais j'étais la "vieille" de la brigade quand j'ai commencé, et on me chambrailait aussi

Elle fait déjà partie des chefs qui comptent dans le sud de la France et a décroché 2 toques au Gault & Millau.

parce que j'ai participé à un concours télévisé de cuisine ouvert aux amateurs. » En 2010, elle est classée parmi les finalistes de *Masterchef*. C'est à peu près au même moment qu'elle professionnalise son activité, après avoir définitivement lâché ses études de langues étrangères. Elle a 33 ans, ce qui est jeune dans la plupart des professions, mais pas celle de





« Ceux qui disent que c'est trop gras, trop pimenté, n'ont jamais mangé en Afrique », affirme cette virtuose des fourneaux.

HELENE JAVET POUR JA

cuistot, un métier où les débutants, en France, sont à peine majeurs.

« J'ai compris que j'avais de sérieuses lacunes, souffle-t-elle. J'ai dégusté des contrats en cuisine, notamment à Itinéraires et à La Maison Kaiseki, à Paris, avant de proposer mes premiers repas dans mon "atelier" puis dans un vrai restaurant, à Marseille. Le bouche-à-oreille a fonctionné... Mes menus sont passés de 10 euros... à 19 euros et 25 euros ! » La cheffe arbore une humilité rigolarde : « On me prend plus souvent pour Claudia Tagbo que pour moi ! » Mais elle fait déjà partie des chefs qui comptent dans le sud de la France. Copine de quelques pontes de la cité phocéenne, comme Alexandre Mazzia (un chef triplement étoilé né à Pointe-Noire, au Congo), elle a déjà décroché de multiples récompenses, dont 2 toques au *Gault & Millau*.

Surtout, elle a mis le Bénin sur la carte de la gastronomie. D'abord parce que sa cuisine métissée permet à sa clientèle de découvrir en douceur les spécialités de son pays d'origine. Malicieusement, elle conjugue ainsi les panisses (des →

RECETTE

Le dja de Georgiana

C'est LA sauce mise à toutes les sauces. Pour déguster du riz blanc, de l'atassi, du ninnoui, des haricots, des frites de pomme de terre, d'igname ou de patate douce, dans du pain ou sur de l'adowè, on peut utiliser cette sauce tomate au parfum intense.

Pour 4 personnes

Préparation : 10 minutes

Cuisson : 1 heure

Ingrédients :

- 20 g de gingembre frais
- 2 gousses d'ail
- 3 cuillerées à soupe de crevettes séchées entières ou en poudre
- 20 grains de poivre noir
- ½ litre d'huile de tournesol
- 750 g de tomates concassées ou en purée (fraîches ou en conserve)
- 1 oignon
- Piment en poudre, de Cayenne ou d'Espelette, selon les préférences
- ½ cuillerée à café de bicarbonate de potassium alimentaire ou de sucre semoule pour modérer l'acidité de la tomate
- 2 feuilles de laurier
- Sel



MAKI MANOURIAN/DUCASSE ÉDITION

1. Mixez ensemble le gingembre et l'ail pelés, les crevettes séchées, le poivre et une pointe d'eau pour former une pâte aromatique. Pelez et mixez l'oignon. Réservez.

2. Faites chauffer l'huile dans une casserole munie d'un couvercle. Quand elle est chaude, ajoutez la tomate et l'oignon mixés. Laissez cuire pendant un gros quart

d'heure : l'objectif est de faire évaporer l'eau de végétation des légumes en jouant sur l'intensité du feu et en remuant sans cesse.

3. Ajoutez la pâte aromatique ainsi que le bicarbonate de potassium ou le sucre. Baissez le feu, rectifiez l'assaisonnement et poursuivez la cuisson. Couvrez s'il y a trop de projections.

4. Attendez 10 minutes

et ajoutez les feuilles de laurier. Pensez à mélanger très régulièrement, en contrôlant toujours l'intensité du feu. Le plat est prêt lorsque la texture de la tomate est épaisse et que sa couleur est d'un beau rouge foncé.

5. Ajoutez le piment et laissez chauffer encore 2 minutes. Il faut compter, en tout, une bonne heure de cuisson. ●

→ spécialités provençales à base de farine de pois chiche) avec le dja, l'indétrônable sauce tomate béninoise. Mais aussi parce qu'elle a publié il y a quelques semaines *Le Goût de Cotonou*, un ouvrage de référence, mélange d'histoire, de sociologie et (quand même) de recettes, aux éditions Ducasse. Le maître de la gastronomie française salue en préambule un travail de « dévoilement » : comme il le rappelle, il n'y a pas une cuisine africaine, comme on le pense généralement hors du continent, mais bien des cuisines africaines qui ont chacune leur singularité.

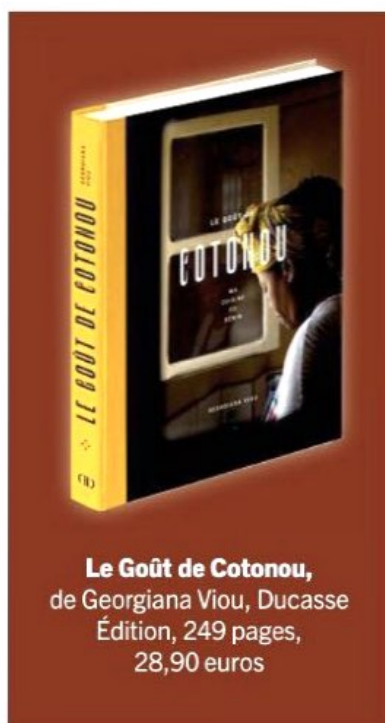
Influence des colonisateurs

« C'est ma grand-mère Georgette et ma mère Romaine qui m'ont transmis la cuisine, explique la cheffe. Chez nous, on l'apprenait aux garçons comme aux filles, mais de façon orale. Lorsque ma grand-mère est décédée, je me suis dit qu'il fallait que j'écrive ses recettes, sinon elles disparaîtraient. » Rapidement, le projet dépasse le simple livre de cuisine. Entamé avec l'auteure Sophie Brissaud, il entend raconter la cuisine du Bénin à travers son histoire.

Marie-Cécile Zinsou, présidente de la fondation Zinsou, explique ainsi, dans un chapitre introductif passionnant, l'influence des colonisateurs sur la cuisine du royaume du Dahomey, dont Ouidah, la ville d'origine de Georgiana Viou, est le premier port. Ce sont ainsi les Portugais qui importent le maïs et le manioc dans la région au XVIII^e siècle. Les Français y cultivent les agrumes (citron, orange) pour lutter contre le scorbut qui sévit sur les navires de la traite négrière. Les Agoudas, descendants d'esclaves revenus du Brésil au XIX^e siècle, y importent leurs propres spécialités,

qui donneront par exemple la fechouada, à base de haricots rouges, cousine de la feijoada brésilienne.

Le peuple, les soldats et les souverains consomment au XIX^e siècle des plats différents. Les plus modestes achètent leur nourriture auprès de marchands ambulants, dans la rue. Ils mangent de l'akassa agrémenté



Le Goût de Cotonou,
de Georgiana Viou, Ducasse
Édition, 249 pages,
28,90 euros

de sauce feuille, des rôtis pimentés, beaucoup de fritures. Les Amazones partent au combat avec des sachets de boulettes d'ignames frites censées leur permettre de tenir plusieurs jours (avant de se servir dans les réserves des ennemis défaits). Le roi est un surhomme qui n'est pas censé manger... Il « blague » cependant régulièrement, et l'on sait que lui sont envoyés des fruits, de la bouillie épicée, du poulet rôti, des fritures...

Le résultat, sur place, est une cuisine d'une grande variété et d'une grande complexité. « Et certaines influences ont perduré, sourit Georgiana Viou. Ma grand-mère nous préparait parfois des entrées inspirées de la cuisine française : de la chair de capitaine cuite mélangée à de la mayonnaise qu'elle reconstituait en forme de poisson, couvert d'« écailles » de concombre. »

Richesses africaines

Comment se fait-il que le patrimoine béninois soit aujourd'hui encore méconnu hors des frontières du pays ? « Nous, Africains, nous avons peur, nous avons honte de proposer notre cuisine ici, juge la cheffe. Sûrement parce que nous voulons nous intégrer. » En résulte une indifférence ou une méfiance des gastronomes français. Georgiana Viou s'enflamme contre les clichés visant la cuisine afro : « Ceux qui disent que c'est trop gras, trop pimenté, n'ont jamais mangé en Afrique. Chez nous, on a par exemple toujours servi le piment à part. »

Quelques pionniers ont déjà amorcé un travail de pédagogie pour faire découvrir les subtilités et les déclinaisons de la cuisine africaine. « C'est le cas par exemple d'Alexandre Bella Ola [chef camerounais médiatique du Rio Dos Camaraos, à Montreuil] qui a fait un gros boulot. Mais peut-être est-il arrivé trop tôt, les gens n'étaient pas prêts, estime-t-elle. Je pense qu'aujourd'hui c'est le moment. Il va se passer pour la cuisine africaine ce qu'il s'est passé il y a dix ans pour la cuisine asiatique. Des gens un peu plus curieux que les autres vont se rendre sur place et comprendre qu'il y a une vraie richesse culinaire en Afrique. » ●

SES BONNES ADRESSES À COTONOU

Le maquis **La Savane**, dans le quartier Saint-Michel : « Pas très loin du marché de Dantokpa, ce restaurant au décor sobre (chaise en bois, table en raphia...) est un des meilleurs spots de la capitale pour découvrir l'igname

pillée, les sauces graines et arachides. »

Chez Mathilde Glidja, dans le quartier de la Haie vive : « C'est vraiment l'endroit où aller pour goûter les yovo doko, ces beignets faits à partir de farine de blé et

que l'on peut parfumer à la cannelle, à la vanille... »

Mathilde et sa maman tiennent leur stand juste devant chez elles. »

Home Bénin, dans le quartier Cadjehoun : « C'est très rare de manger des

tchatchanga dans un restaurant... La plupart de ces brochettes épicées sont vendues par des hommes dans la rue. Mais ici, il y en a de délicieuses, et l'on peut profiter du meilleur rooftop de Cotonou. »

HÉLÈNE JAVET POUR JA



HÉLÈNE JAVET POUR JA

HÉLÈNE JAVET POUR JA



Georgiana Viou réussit à mêler harmonieusement dans ses plats le meilleur du Bénin et du sud de la France.

EXPOSITION

Quand l'Afrique sort des cases

Présente sur le continent dès le début du XX^e siècle, la bande dessinée n'a cessé de s'émanciper des codes, des oppressions et du monde de l'édition. Le panorama « Kubuni », à Angoulême (France), revient sur cette histoire en devenir.

NICOLAS MICHEL

En France, deux événements culturels majeurs devaient avoir lieu en 2020 et en 2021, avant qu'un petit virus teigneux vienne contrarier les plans des institutions culturelles : Africa 2020 et BD 20-21, année de la bande dessinée. La fermeture des musées a occasionné de nombreux changements de programme, et ce n'est donc qu'aujourd'hui que s'ouvre enfin l'exposition « Kubuni, les bandes dessinées d'Afrique.s », à la Cité internationale de la bande dessinée et de l'image (à Angoulême, dans le sud-ouest de la France, jusqu'au 26 septembre 2021). À la croisée de deux grands projets portés par l'État français, « Kubuni » offre une immersion didactique dans le monde foisonnant du neuvième art tel qu'il se développe en Afrique subsaharienne.

« Depuis qu'on a commencé à travailler sur ce projet, en 2018, on a chaque jour découvert un nouvel auteur ou une nouvelle autrice sur internet », raconte la co-commissaire d'exposition Joëlle Épée Mandengue, elle-même créatrice de la série *La Vie d'Ebène Duta* sous le pseudonyme d'Elyon's. Pour monter « Kubuni » (« création imaginaire », en swahili), il a donc fallu sélectionner et se restreindre, notamment en laissant de côté la création d'Afrique du Nord, qui a déjà fait l'objet d'une attention médiatique importante. Les commissaires – Joëlle Épée Mandengue et Jean-Philippe Martin, conseiller scientifique de la Cité internationale de la bande dessinée et de

l'image – ont ainsi opté pour une approche chronologique simple, mettant en avant les débuts de la bande dessinée en Afrique, ses développements contemporains et son avenir.

La première partie de l'exposition offre ainsi une assise solide à la bande dessinée africaine en honorant ses pionniers. Si les « images narratives » sont bien antérieures au XX^e siècle sur le continent (bas-reliefs, appliqués...), les commissaires signalent les travaux

Un événement qui nous offre une immersion didactique dans le monde foisonnant du neuvième art subsaharien.

pionniers du Camerounais Ibrahim Njoya (né vers 1890), qui s'inspire de la tradition et de l'histoire de la royauté bamoun et travaille sur l'alphabet « shu-mom » développé à l'époque. Son adaptation du conte *La Rate et les Quatre Ratons*, vers 1940, est considérée par l'historien Christophe Cassiau-Haurie comme la toute première BD camerounaise. Quelques années auparavant, aux alentours de 1915-1916, le Livingstonia Mission Press avait publié au Malawi quelques numéros d'un magazine humoristique, le *Karonga Kronikal*, pour divertir les troupes britanniques...

Dès le départ, la bande dessinée africaine se trouve ainsi à la croisée des influences, entre pures traditions africaines et approches occidentales. Les commissaires le montrent sans fard en associant dans la salle des « pionniers » le travail du Congolais Barly Baruti (né en 1959), celui du Nigérien Tayo Fatunla (né en 1961 en Angleterre) et celui du Français Bernard Dufossé (1936-2016), qui collabora, à partir de 1972, aux magazines *Kouakou* et *Calao*, créés par Pierre Rostini à destination des pays d'Afrique francophone. Pour Gaspard Njock (né en 1985 à Douala), auteur de *Maria Callas, l'enfance d'une diva* (2020) et d'*Un voyage sans retour* (2018), c'est cependant la BD occidentale qui a le plus contribué à l'émergence de bédéistes africains. « Quand j'étais enfant, se souvient-il, je lisais les mêmes auteurs que les petits Français, j'avais les mêmes rêves. Je ne connaissais même pas les auteurs africains, on ne trouvait pas leurs livres dans les Centres culturels français. »

Influences et singularité

Dans leur note d'intention, les commissaires écrivent à ce propos : « La colonisation, qui a imposé une acculturation aux pays dominés, explique certainement l'influence esthétique de bandes dessinées dans certaines régions du continent et les similarités d'un pays à l'autre. Ainsi les contrées sous domination française ou belge se caractérisent souvent par des albums inspirés par →



La série *Kwezi*, de Loyiso Mkize (Afrique du Sud).

→ la ligne claire hergéenne, les récits lus dans *Pif Gadget* ou ceux proposés dans les "petits formats", tandis que les régions anglophones sont marquées par une très nette influence de la tradition anglo-américaine et particulièrement celle du genre des super-héros. À ces modèles extérieurs s'ajoute celui du manga, résultat du phénomène de globalisation de la culture populaire japonaise [...]

Il serait pourtant erroné de croire que les jeunes auteurs africains se couleraient dans le moule sans chercher à exprimer leur singularité. La seconde partie de l'exposition, qui présente des travaux aussi divers que ceux d'Annick Kamgang (*Lucha*, 2018), Didier Kassā (*Tempête sur Bangui*, 2015), Koffi Roger N'Guessan (*Les fins limiers*, 2016) ou Loyiso Mkize (série *Kwezi*), démontre si besoin était que les artistes s'emparent de toutes les techniques, de tous les sujets, pour les traiter à leur manière. Et en la matière, leur liberté semble parfois plus grande que dans d'autres domaines, culturels ou médiatiques. Selon Joëlle Épée Mandengue, qui est aussi la créatrice du Bilili BD Festival de Brazzaville, pour permettre le « réseautage » entre auteurs, scénaristes, éditeurs, « la créativité n'a plus de frontières, les auteurs sont libres d'aborder toutes les thématiques ». « Si je veux,

je peux parcourir d'autres sentiers, explorer d'autres mondes », ajoute-t-elle. Un point de vue que partage Gaspard Njock : « Dès le départ, la bande dessinée a toujours su s'emparer de tous les sujets. Flexible, habile, ne nécessitant pas forcément beaucoup de moyens, elle peut explorer des champs très larges. Il y a par exemple des sujets qui font polémique à l'écran, comme l'homosexualité ou les migrations, qui passent mieux à travers ce médium. »

Internet, espace de liberté

La troisième partie de l'exposition s'ouvre sur un autre espace de liberté : internet. Il n'est désormais plus nécessaire, pour exister, d'être publié par une grande maison d'édition européenne. Les réseaux sociaux et les nouveaux moyens de communication permettent de se faire connaître, virtuellement, partout dans le monde. C'est ce qu'a fait Reine Dibussi, autrice de la série afrofuturiste *Mulatako* : « À la sortie de mes études, je voulais faire un récit de science-fiction jeunesse, avec des couleurs pétantes, dit-elle. Je n'ai reçu aucune réponse de la part des éditeurs français, alors j'ai publié les six premières pages sur mon blog et choisi l'autoédition. Puis, en association avec la scénariste, on a créé une petite maison, Afri Éditions, pour publier le tome II, au début de 2021. »

Certaines frontières économiques finissent aussi par tomber ! Et si la série *Mulatako* n'est pas conçue pour être diffusée sur tablette ou téléphone, certains n'hésitent pas à franchir le pas d'une diffusion essentiellement numérique. Même si beaucoup d'artistes, comme Gaspard Njock, restent féroce-ment attachés au papier. « Je résiste de toutes mes forces à la numérisa-

Certains n'hésitent pas à franchir le pas d'une diffusion essentiellement numérique. D'autres restent féroce-ment attachés au papier.

tion, même si c'est une chance. J'ai un rapport sensuel au papier que je ne souhaite pas abandonner. J'aime me salir les mains, sentir la matière, gratter la surface... » Cette sensualité de la page, les visiteurs de « Kubuni » ne pourront malheureusement pas vraiment la percevoir : pour des raisons économiques, les œuvres exposées sont en grande majorité des reproductions. ●



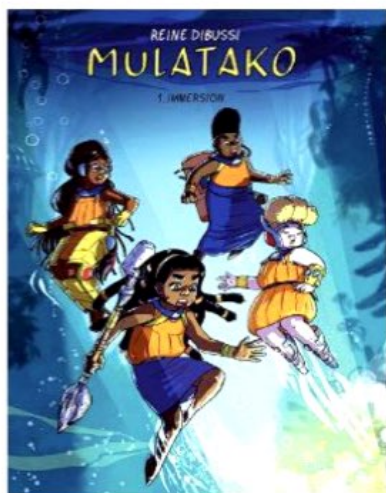
CHRISTOPHE NANGIARD POUR LA CIBICI

« Kubuni, les bandes dessinées d'Afrique.s », à la Cité internationale de BD et de l'image (à Angoulême).



Djeliya, de Juni Ba (Sénégal).

S'AFFRANCHIR DES FRONTIÈRES DE STYLE ET DE GENRE



AFROFUTURISME

Des couleurs saturées, une utilisation assumée de l'écriture inclusive, des effets numériques à foison, des cases éclatées, beaucoup d'action et des références aux mythes précoloniaux : *Mulatako* est une bande dessinée qui ose un afrofuturisme débridé. Reine Dibussi, son autrice, n'a pas trouvé d'éditeur, mais, qu'à cela ne tienne, elle s'est autopubliée. « Tout commence par une histoire que j'ai écrite adolescente, raconte-t-elle dans sa postface. C'était une histoire de science-fiction qui nous mettait en scène, mes amies et moi. Une bande de filles qui se battaient contre les méchants et "sauvaient le monde". Eh oui, les personnages féminins noirs et/ou africains étaient tellement rares dans les productions artistiques qu'il m'était donné de voir qu'il me fallait créer. » Mais la force de *Mulatako* repose surtout sur les références au mythe des Miengu, communément appelés « mami-wata ». « Les enfants sont fascinés par cet univers, raconte aujourd'hui Reine Dibussi. Quant aux adultes, au Cameroun, ils sont séduits par les mots et les références que j'emploie et sont étonnés de savoir que j'ai accès à cette connaissance d'anthropologue. » *Mulatako*, tome I et tome II, de Reine Dibussi et Carine Bahanag, Afiri Éditions, 56 pages, 12 euros



HISTOIRE

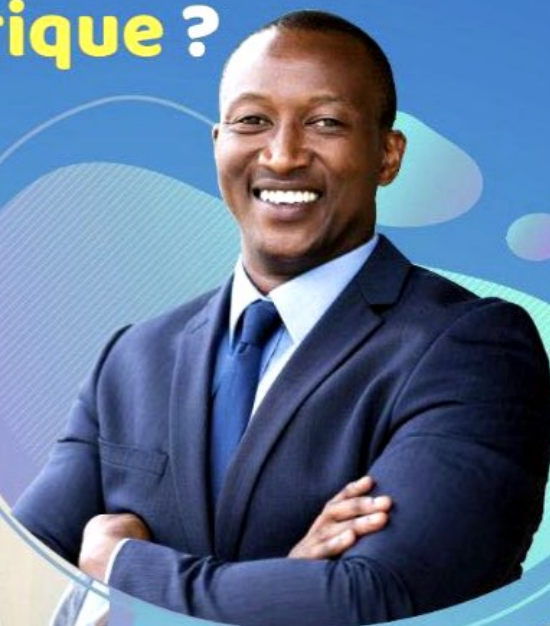
La Revue dessinée, née en 2013, propose tous les trimestres des reportages en bandes dessinées et ouvre ses pages à des créateurs de tous horizons sur des sujets d'actualité. Le décalage, la distance et la mise en perspective que permet le dessin sont exploités pour donner un rendu évocateur, synthétique, construit. Dans le numéro de juin 2021, *La Revue dessinée* propose un long reportage scénarisé par Hélène Ferrarini et dessiné par Damien Cuvillier intitulé « Privé de retour ». Il s'agit d'une enquête didactique sur la question, omniprésente depuis le discours du président Emmanuel Macron à Ouagadougou, de la restitution des œuvres d'art pillées en Afrique pendant la période coloniale. Habilement, les auteurs condensent et mettent en scène les grandes questions et les développements contemporains autour de cette problématique. Demandes africaines, actes militants, réticences françaises, avancées légales, angles morts, tout y est ou presque pour un rendu à la fois synthétique, vivant et précis. *La Revue dessinée* n° 32, juin 2021, collectif, 16 euros



DIASPORA

La vie de Stéphanie Saint-Clair est un roman. D'ailleurs le romancier Raphaël Confiant ne s'y était pas trompé : Avec *Madame St-Clair, reine de Harlem*, paru en 2015, il nous racontait avec sa verve habituelle l'histoire vraie de cette Martiniquaise débarquée à New York en 1912 et qui parvint à y établir sa propre entreprise criminelle, d'abord en toute indépendance, puis en se plaçant sous la protection de Lucky Luciano. Aujourd'hui, Elizabeth Colomba (dessin et scénario) et Aurélie Lévy (scénario) ont uni leurs forces pour raconter, en bande dessinée, la vie violente et étonnante de « Queenie », qui sut s'imposer dans le « milieu », au cœur d'un monde masculin ultra-violent. Servi par un noir et blanc épuré, *Queenie* explore toutes les facettes du personnage, son enfance martiniquaise, sa pugnacité, ses compromissions, tout en offrant de nombreux détails sur une période sombre qui vit aussi croître et se développer le mouvement pour les droits civiques. *Queenie, la marraine de Harlem*, d'Elizabeth Colomba et Aurélie Lévy, Éditions Anne Carrière, 176 pages, 24,90 euros, parution le 27 août 2021

Besoin de trouver
un **fournisseur adapté ?**
des **partenaires en Afrique ?**



Besoin d'un
devis ?



Le réseau professionnel

www.goafricaonline.com

une
seule adresse

GRAND FORMAT **CÔTE D'IVOIRE**

ENJEUX p.174 | ÉCONOMIE p.186 | SOCIÉTÉ p.208



Pour la première fois depuis 2011, Alassane Ouattara va devoir composer avec une opposition renforcée par le retour de Laurent Gbagbo. Plus que jamais, la réconciliation est au centre de toutes les préoccupations, alors que le pays sort d'une année hors norme, marquée par le Covid et le décès de deux Premiers ministres.

Pour vous, BGFIBank Côte d'Ivoire fait de l'Excellence, une exigence.



Certification ISO 9001:2015

Système de management
de la qualité.



Certification PCI DSS

Sécurisation des données
bancaires clients.



Notation financière A+

Risque de solvabilité
financière maîtrisé.

Marcory, Boulevard Valéry Giscard d'Estaing, Côte d'Ivoire
Tél. : +225 27 21 56 91 56 - Eqp: +225 27 22 52 80 70
Fax: +225 27 21 26 82 80
E-mail Ecoute Qualité Clients : eqc@bgfigroupe.com
www.cotedivoire.groupebgfibank.com



À vos côtés depuis 50 ans





Édito Damien Glez

Sous les braises, la paix

Le 17 juin, l'ex-président Gbagbo, acquitté par la justice internationale, est rentré dans son pays. L'événement, aussi historique soit-il, ne suffira pas à réaliser la réconciliation nationale tant attendue. Les adversaires d'hier doivent aller au-delà des incantations et faire leur *aggiornamento*.

En matière de trajectoires politiques nationales, le pire n'est jamais sûr et le meilleur rarement garanti. Ce n'est que bien après les événements – même censément historiques comme le retour d'un ex-président – que l'on constate, avec le recul, si telle ou telle période remarquable fut un véritable point d'inflexion...

Enivrée ou traumatisée par le retour au pays natal du « Christ de Mama », la Côte d'Ivoire de 2021 inaugurera-t-elle « l'Eburnie d'après » ? Après le péché originel d'un balayeur balayé. Après le retour chaotique à l'autostrade démocratique. Après les 3 000 morts d'une

crise postélectorale mal digérée. Après le jugement maladroit d'un clan et le bilan tronqué des responsabilités d'un autre. Après l'élection légale d'un président à un troisième mandat, quand il s'était engagé à n'en faire que deux. Après le sable imbibé d'hémoglobine de Grand-Bassam. Après la mise sur la touche de fils spirituels – Guillaume Soro et Blé Goudé. Après les décès surinterprétés de deux Premiers ministres en moins de neuf mois. Après le coronavirus...

Réconciliation nationale

Vœu pieux ou condition sine qua non ? Comme de bien entendu, les adversaires d'hier appellent aujourd'hui à la « réconciliation nationale ». Si d'anciennes victimes des deux camps déclarent souffrir d'un manque de cette vérité que l'on dit indispensable au pardon – vérité notamment sur les commanditaires des violences –, les cravatés psalmodient leur absence de ressentiment

et appellent de leurs vœux des amnisties pourtant peu originales.

La réconciliation n'est pas qu'une incantation et ne concerne pas que le tragique dérapage du fractionnement géographique des années 2000. C'est à tous les niveaux que les gestionnaires passagers de pouvoir doivent faire leur *aggiornamento*. Pas seulement les trois monopolisateurs de la politique, qui sont tous âgés de plus de 75 ans. Pas seulement un bloc « pro-Ouattara » et un bloc « pro-Gbagbo ». Au fil du temps, l'opportunisme politicien ivoirien a tissé toutes les combinaisons possibles – RDR-FPI, FPI-PDCI/RDA ou RHDP –, et rares sont les formations politiques qui ont échappé totalement à l'attraction militariste ou aux dissensions internes.

Les politiques devront moins parler et davantage écouter ce qu'il reste de plaies mal cicatrisées et de rancœurs citoyennes parfois compréhensibles. Et ceci en s'appuyant sur les relais sociaux traditionnels que ne peut impressionner le trompe-l'œil inabouti d'une trop ambitieuse Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR) d'un Charles Konan Banny.

Que la richesse culturelle bigarrée des régions ivoiriennes, le talent satirique consensuel d'un *Gbich!*, « l'ambiance facile » conscientisée d'un Magic System ou le ressort économique manifeste du poumon économique d'Afrique de l'Ouest francophone président à l'esprit nouveau tant attendu. D'où il est, le « canonisé » Félix Houphouët-Boigny saura reconnaître les siens. ●



Votre partenaire international depuis 15 ans,
renouvelle son image pour vous accompagner davantage.

PARIS ■ DUBAÏ



**POUR LA FOURNITURE
DE MATIÈRES PREMIÈRES
ET D'INGRÉDIENTS
AUX INDUSTRIELS D'AFRIQUE
RENDEZ-VOUS SUR :**

www.ce-mp.com

(+33) 1 48 40 67 61 ■ cemp@ce-mp.com

ENJEUX

La nouvelle garde de Ouattara

Ébranlé par la perte de deux Premiers ministres, le chef de l'État a revu le fonctionnement de l'exécutif. Son frère, ministre de la Défense, et son directeur de cabinet y jouent un rôle plus important que jamais. Explications.

VINCENT DUHEM, À ABIDJAN

Il y a des âges où l'on n'aime guère bousculer ses habitudes. À 79 ans, Alassane Ouattara (ADO) y a été contraint, surpris par la perte soudaine d'Amadou Gon Coulibaly (AGC) en juillet 2020, puis par celle de Hamed Bakayoko, en mars 2021. Deux piliers de son système, décédés tragiquement en moins d'un an... Un coup du sort aux lourdes conséquences.

Le chef de l'État ivoirien aimait dire d'AGC qu'il était son double sur le plan intellectuel. Au cours de plus de trente années de compagnonnage, ils avaient appris à travailler ensemble. Ces deux technocrates parlaient le même langage. ADO en avait fait un secrétaire général de la présidence tout-puissant. Tous les dossiers passaient par son bureau ou par celui des nombreux conseillers qui l'avaient suivi à la primature lorsqu'il y avait été nommé en janvier 2017.

AGC était aussi la pierre angulaire du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Ce parti avait été taillé sur mesure pour lui. Ses cadres, redevables, devaient l'accompagner dans la conquête du pouvoir.

La mort de Hamed Bakayoko a également affecté le chef de l'État. Ministre de l'Intérieur, puis de la Défense, et enfin Premier ministre

après le décès d'AGC, le golden boy faisait partie du carré des fidèles d'ADO. Il s'était rendu indispensable dans la gestion de certains dossiers sécuritaires. C'était aussi l'homme des missions sensibles, parfois même secrètes.

« Le président reconnaissait les qualités de Hamed. Mais il n'éprouvait pas à son endroit la même certitude ni le même attachement qu'à l'égard d'AGC, qui était son plus proche collaborateur depuis près de trente ans. Puis, lorsque Bakayoko a été Premier ministre, il y a eu beaucoup de rivalités au sein du RHDP. Le climat est aujourd'hui beaucoup plus

apaisé », précise l'un des vieux amis d'Alassane Ouattara.

ADO a également perdu le soutien de plusieurs autres personnalités de son entourage qui n'avaient guère supporté le choix d'AGC en tant que dauphin : l'ancien vice-président Daniel Kablan Duncan ou l'ex-ministre des Affaires étrangères Marcel Amon-Tanoh. Sans oublier Mamadi Diané, ancien conseiller spécial aussi discret qu'important, et Sidiki Diakité, ex-ministre de l'Intérieur, qui tous deux sont décédés. Jusqu'à son départ du gouvernement en mars 2020, Amon-Tanoh était, avec AGC et Téné Birahima Ouattara, l'un des



De g. à dr.,
Patrick Achi,
Téné Birahima
Ouattara et le
président de la
République,
à Abidjan,
le 7 avril.



LUC GNAGNON/REUTERS

membres de la « troïka », ce groupe autour duquel tout s'articulait à la présidence.

Quatuor

C'est donc tout son système qu'il a fallu rebâtir. Échaudé par l'expérience Duncan, le chef de l'État ne compte toujours pas nommer de nouveau vice-président. Il s'appuie désormais sur un quatuor formé par le Premier ministre, Patrick Achi, son frère cadet, Téné Birahima Ouattara, son directeur de cabinet, Fidèle Sarassoro, et le nouveau secrétaire général de la présidence, Abdourahmane Cissé.

Patrick Achi est en contact permanent avec le président de la République. Toutes les semaines, notamment avant le Conseil des ministres, désormais bimensuel, il le retrouve en compagnie de Fidèle Sarassoro et d'Abdourahmane Cissé pour une réunion de travail. Il a la main sur les dossiers économiques. ADO lui a également confié certaines questions sensibles, comme la gestion du retour de Laurent Gbagbo. Les relations bilatérales et la Défense demeurent, en revanche, la chasse gardée du chef de l'État, qui, sur ces dossiers, est épaulé par Téné Birahima Ouattara.

L'ombre de celui que l'on surnomme « Photocopie » plane au-dessus du Premier ministre. Le frère cadet est, aujourd'hui, la personne en laquelle Alassane Ouattara a le plus confiance, sans oublier son épouse, Dominique, toujours influente, ainsi que sa nièce Masséré Touré. Cette dernière, épouse du ministre de la Construction, Bruno Koné, est présente en tant que directrice de la communication de la présidence, lors de la plupart des entretiens du chef de l'État. Et elle a son mot à dire dans la stratégie présidentielle.

Ministre des Affaires présidentielles jusqu'en mars 2021, Téné Birahima secondait déjà son frère sur de nombreux dossiers. Il supervisait les services de renseignements, les questions de sécurité et jouait parfois le discret émissaire ou médiateur. Responsable de la Défense depuis le décès de Hamed Bakayoko, il a vu son pouvoir se renforcer considérablement. « Tout tourne autour de Photocopie. Dès qu'un ministre a un problème, c'est à lui qu'il s'adresse », raconte un membre du gouvernement. D'ordinaire si discret, le voilà désormais exposé. C'est une nouveauté, tant pour le principal intéressé que pour Alassane Ouattara, qui n'aime guère que l'on parle de sa famille, notamment dans les médias.

Au cœur du système

Présent à la présidence depuis cinq ans, Fidèle Sarassoro devrait, de son côté, voir ses compétences élargies. Il cumule déjà sa fonction de directeur de cabinet avec celle de secrétaire du Conseil national de sécurité (CNS). Il est chargé de certains dossiers techniques et pourrait être amené à jouer un rôle plus important au sein du RHDP. À la demande d'ADO, il s'est présenté aux élections législatives dans son fief de Sinématiali (Nord), où il a été élu facilement. Une manière pour le président de faire émerger de nouvelles figures en pays sénoufo.

Du haut de ses 39 ans, Abdourahmane Cissé a intégré, en avril, le cercle rapproché du chef de l'État. Il a pour mission de faire le lien entre la présidence et le gouvernement. Technocrate, diplômé de la prestigieuse École polytechnique, près de

Paris, ancien de la banque d'affaires Goldman Sachs International : son profil plaît à ADO. À partir de 2012, Abdourahmane Cissé a été conseiller aux finances publiques, conseiller spécial pour les affaires économiques et financières, puis ministre du Budget. Désormais secrétaire général de la présidence, il est au cœur du système.

Géopolitique

Alassane Ouattara a également décidé de nommer Claude Sahi comme chef de cabinet. Le poste qu'avait occupé par le passé le ministre Sidi Tiémoko Touré était resté vacant plusieurs mois durant. Ancien proche d'Ibrahim Coulibaly, il fut l'un des piliers du ministère de l'Intérieur, où il était le directeur des affaires politiques. Hamed Bakayoko l'avait recruté en 2014. « Sahi poussait pour être ministre de l'Intérieur depuis le décès de Sidiki Diakité. En le nommant, ADO bénéficie de sa bonne connaissance de l'administration. C'était un manque dans son entourage, qui créait de légers blocages », explique une source à la présidence.

Adeptes de géopolitique, Alassane Ouattara accorde une importance particulière à certains postes, tels ceux de Premier ministre et de secrétaire général de la présidence, qu'il voit comme un tremplin pour la primature. Il est également très attentif au choix des personnes et à la confiance qu'il peut leur accorder. Surtout, il prend rarement des décisions dans la précipitation. Il est froid, calculateur. Il observe, analyse, puis tranche.



À Bouaflé, le 23 septembre 2020, lors de la campagne présidentielle.

Alassane Ouattara prend rarement des décisions dans la précipitation. Il est froid, calculateur. Il observe, analyse, puis tranche.

Les pertes d'Amadou Gon Coulibaly et de Hamed Bakayoko, au-delà des personnes, ont-elles contraint le chef de l'État à faire évoluer sa manière de travailler ? Près de dix mois après l'élection présidentielle, « il est encore trop tôt pour le dire », estime l'un de ses proches. S'il a toujours été très présent dans la gestion du pays, l'absence d'AGC l'oblige toutefois à moins déléguer qu'auparavant.

L'ancien haut fonctionnaire est, en tout cas, toujours aussi méticuleux. Levé tôt, il se rend dans son bureau au premier étage de la présidence, après avoir passé ses premiers appels, répondu à quelques e-mails et écouté les nouvelles à la radio. Il demande beaucoup d'implication à ses collaborateurs. À peine le nouveau gouvernement formé, il a mis la pression sur ses ministres pour qu'ils nomment le plus rapidement possible leur directeur de cabinet, provoquant un vent de panique chez certains.

« Aujourd'hui, il se donne le temps de voir tout le monde à l'œuvre. C'est une sorte de période d'essai pour déterminer le niveau de compétence et de confiance », poursuit l'un de ses vieux amis. « Le patron est exigeant », répète Patrick Achi à ses proches, depuis sa nomination. ●

QUI POUR REMPLACER AMADOU GON COULIBALY AU RHDP ?

Encore plus que la perte de Hamed Bakayoko, le décès d'Amadou Gon Coulibaly (AGC) a considérablement affaibli le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Pour compenser cette absence, Alassane

Ouattara devrait nommer, dans les prochains mois, un nouveau président du directoire. Le poste est de facto occupé par Adama Bictogo, officiellement directeur exécutif du parti. L'homme d'affaires, vice-président de l'Assemblée nationale, se verrait

bien poursuivre l'aventure. Mais ADO pourrait choisir de placer une personnalité, peut-être moins ambitieuse, en laquelle il ait pleinement confiance. « Pour le moment, il n'a pas tranché. Bictogo a pris du poids dans son dispositif

en l'absence d'AGC et de Hamed Bakayoko. Mais le président n'est pas totalement rassuré », souligne un membre de son entourage. De nouvelles figures devraient émerger dans les prochains mois. ●
V.D.

Aux côtés des entreprises ivoiriennes pour la compétitivité et la croissance économique

Institution centenaire, créée en 1908, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire oeuvre au développement du secteur privé ivoirien.

Entretien avec

MONSIEUR FAMAN TOURÉ,

Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)



Quel a été l'impact du Covid-19 sur les entreprises ivoiriennes ?

Les entreprises ivoiriennes ont subi de plein fouet l'impact de la COVID-19. Les mesures prises pour contenir la propagation de la maladie ont eu un impact direct sur l'activité économique. Plusieurs secteurs tels que le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, le transport en ont été lourdement affectés.

L'impact du covid-19 pourrait se résumer en baisse de l'activité économique de 26,2%, la destruction temporaire d'environ 23 000 emplois en avril 2020 et la baisse des commandes de 44%.

Toutefois, une nette reprise de l'activité économique est observée depuis la levée du confinement. Concernant les relations avec l'étranger, il y a un net

rebond avec la reprise des vols internationaux sur plusieurs destinations.

Quel bilan tirez de votre mandature à la tête de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) ? Quelles actions avez-vous menées en vue de contribuer à la résilience des entreprises ivoiriennes ?

Après notre élection à la tête de la CCI-CI, nous avons organisé les états généraux de la CCI-CI. Cette rencontre a servi de cadre pour adopter une vision et des axes stratégiques ainsi qu'un règlement intérieur. Les animateurs de la CCI-CI ont été également désignés à travers la nomination du bureau et des présidents de commissions.

La vision adoptée consistait à faire de la CCI-CI, un acteur majeur de l'émergence et de la promotion du secteur privé. Les actions stratégiques définies à cet effet, tournaient autour de l'amélioration de la notoriété de la CCI-CI. Nous avons mis également l'accent sur l'organisation d'activités en faveur du développement des entreprises.

Après environ 5 ans à la tête de la CCI-CI, nous pouvons affirmer que notre bilan est largement positif. Les invitations des pouvoirs publics, la sollicitation des partenaires au développement, les requêtes adressées à nous par le secteur privé montrent à quel niveau nous avons pu hisser la notoriété de la CCI-CI.

Concernant l'appui aux entreprises, nous avons diversifié et élargi le champ d'action de la CCI-CI grâce à plusieurs programmes de soutien et de formations.

Quelle est votre vision du rôle du secteur privé dans la situation actuelle de la Côte d'Ivoire ?

Ma vision sur le rôle assigné au secteur privé, ne diffère pas de celui que lui a assigné l'Etat qui est d'être le moteur de la croissance et l'artisan principal de création de la richesse.

La chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire entend poursuivre son œuvre d'appui au développement d'un secteur privé ivoirien encore plus performant.

Une amélioration constante du climat des affaires est opérée, afin de permettre au secteur privé d'investir, d'accroître la production nationale de biens et services, et créer des emplois.

Quels sont vos projets pour le reste de la mandature ?

Pour les années à venir, l'accent sera mis sur la création d'infrastructures d'intérêt collectif et des activités garantissant un revenu à la CCI-CI tout en aidant les entreprises.

Hôtel Consulaire de la CCI-CI, inauguré en 1927



MAJORITÉ

Kandia Camara

Ministre des Affaires étrangères

« Notre objectif est de créer une nation »

Première femme à accéder au poste de cheffe de la diplomatie, cette fidèle du président Alassane Ouattara dresse le bilan des dernières législatives et se positionne résolument en faveur de la réconciliation et du pardon.

AÏSSATOU DIALLO,
ENVOYÉE SPÉCIALE À ABIDJAN

A la fin de mai, à l'occasion du sommet des chefs d'État de la Cedeao consacré à la crise malienne, Kandia Camara a fait ses premiers pas sur la scène continentale en accompagnant Alassane Ouattara à Accra. Nommée ministre des Affaires étrangères il y a moins de trois mois, cette fidèle du chef de l'État est la première femme à diriger la diplomatie ivoirienne. Un domaine qu'elle découvre et où elle demeure un soutien pour le président, s'exprimant plus volontiers sur les projets de la majorité que sur les dossiers internationaux.

Active en politique depuis trente ans, Kandia Camara est l'une des figures du parti au pouvoir, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), dont elle est membre du conseil politique et du directoire.

Jeune Afrique : Quel bilan votre famille politique, le RHDP, tire-t-elle des législatives de mars ?

Kandia Camara : Le bilan est très satisfaisant, car le RHDP a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Il l'est aussi parce que, depuis près de vingt ans, c'est la première fois que tous les principaux partis politiques de Côte d'Ivoire participent à une élection.

Aujourd'hui, toutes les institutions de la République sont en marche. Le président de l'Assemblée nationale a été élu. Le président de la République, Alassane Ouattara, a été réélu en octobre 2020, le Conseil économique et social est aussi en place. La Côte d'Ivoire démontre qu'elle est un pays démocratique et stable.

Huit ministres, sur environ trente, n'ont tout de même pas réussi à se faire élire députés...

C'est la preuve de la vitalité de notre démocratie. Les élections se sont déroulées en toute transparence. Que des ministres en poste perdent des élections, j'en ai personnellement ressenti une certaine tristesse car ce sont des collègues qui ont toujours été aux côtés de leurs administrés et qui ont beaucoup travaillé sur le terrain. Mais les électeurs ont fait d'autres choix. Et nous les respectons.

Quels sont les prochains chantiers de la majorité ?

Le président de la République et le gouvernement ont une grande ambition pour la Côte d'Ivoire. Beaucoup de chantiers ont été lancés et réalisés depuis 2011. Nous avons mené des actions de développement en matière d'infrastructures routières,

scolaires et sanitaires. Malgré cela, nous estimons que beaucoup reste à faire. Il existe un vaste programme d'adduction d'eau potable dont bénéficieront les populations et un programme d'électrification de tous les villages de plus de 500 habitants.

Pour ce qui est du soutien aux femmes, la première dame, Dominique Ouattara, à travers le fonds Fafci [Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire], a permis à plus de 200 000 femmes de sortir de la précarité et de mener des activités génératrices de revenus. Nous comptons poursuivre ces chantiers. Le gouvernement a aussi décidé d'accorder la priorité au secteur privé, moteur de la croissance du pays. Il est le plus grand pourvoyeur d'emplois pour les jeunes et les femmes. La chose la plus importante est d'améliorer les conditions de vie et de travail de nos concitoyens.

Quels sont les équilibres au sein du RHDP ?

Dans ce parti majoritaire qu'est le RHDP, il y a des militants issus de plusieurs mouvements politiques : RDR, FPI, PDCI, UDPCI, MFA, UPCI, UDCI... Mais le RHDP n'est plus une coalition, c'est un seul parti. Nous faisons en sorte que tout le monde se fonde dans un seul et unique moule.

Quel rôle peut encore jouer Laurent Gbagbo après son retour ? Doit-il se retirer de la politique ?

Cette question lui revient. Mais la crise postélectorale a engendré 3 000 morts et fait beaucoup de blessés. De nombreux Ivoiriens ont perdu des biens. Des milliers de victimes sont encore là. C'est pour cela que nous disons que tout le monde doit faire profil bas et ne pas remuer le couteau dans la plaie. Le président Houphouët-Boigny disait : « La paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement. »

Pour le paraphraser, je dirais que la réconciliation n'est pas un vain mot. C'est dans les actes que l'on voit si une personne est prête à la réconciliation. Ayons une attitude qui favorise la réconciliation et le pardon.

Face à la crise sécuritaire, la Côte d'Ivoire doit-elle rejoindre le G5 Sahel ?

La Côte d'Ivoire est très préoccupée par la question sécuritaire, dans notre pays et dans la sous-région. Nous nous associons à toute initiative visant à assurer la sécurité des populations vivant dans notre espace géographique. La Côte d'Ivoire est un pays ouvert à toutes les initiatives. Récemment, le ministre de la Défense a entrepris une tournée au Burkina, au Mali, et se rendra prochainement dans d'autres pays.

Au niveau diplomatique, nous sommes également à la manœuvre. Nous échangeons avec nos collègues. Que ce soit dans le cadre de l'Union africaine, de la Cedeao, de l'Uemoa ou du G5 Sahel, partout où les questions sécuritaires seront évoquées la Côte d'Ivoire répondra présent. Nous avons intérêt à mutualiser nos capacités pour être efficaces. C'est ce qui justifie l'inauguration de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme, à Jacqueville, le 10 juin.

Où en est la réforme du franc CFA ?

Le passage du franc CFA à l'eco est une décision prise par nos chefs d'État. Les discussions se poursuivent à leur niveau. ●

Prenez par exemple le gouvernement, toute la Côte d'Ivoire y est représentée au-delà des étiquettes politiques. Vous avez des Ivoiriens de différentes obédiences politiques, provenant de pratiquement toutes les régions, de presque tous les grands groupes ethniques et de toutes les grandes religions... Le président

« **Partout où les questions sécuritaires seront évoquées, nous répondrons présent. Nous avons intérêt à mutualiser nos capacités.** »

Ouattara s'inscrit dans la même vision que le président Houphouët-Boigny. Notre objectif est de créer une nation.

C'est avec cette même volonté que chaque jour le président tend la main à l'opposition. Les Ivoiriens n'ont pas oublié la crise de 2010. Mais le président leur a demandé de pardonner. Après cette crise, il y a eu des arrestations, notamment de personnes de l'opposition qui étaient

fortement impliquées dans les événements. Mais il a gracié dans un premier temps plus de 800 personnes, dont Mme Simone Ehivet Gbagbo.

Récemment, le président a donné des instructions afin de faciliter le retour de dizaines de milliers d'Ivoiriens qui étaient en exil. La quasi-totalité d'entre eux est rentrée. Je viens de signer des laissez-passer pour des exilés qui arrivent d'Accra. Le gouvernement et l'opposition ont organisé régulièrement des réunions pour préparer le retour de l'ancien président Laurent Gbagbo. Pour consolider la paix et aller à la réconciliation, tout le monde doit se mettre autour de la table.

Comment se réconcilier sans justice ?

On a coutume de dire qu'il ne peut y avoir de réconciliation sans justice. C'est la raison pour laquelle il y a eu des procès et des condamnations. Certains ont été arrêtés et ont purgé leur peine. D'autres ont bénéficié de la grâce présidentielle... Tout cela illustre la volonté du président d'ouvrir une nouvelle page pour la Côte d'Ivoire et pour les Ivoiriens, afin que le pays s'installe définitivement dans la stabilité et la paix. C'est une condition sine qua non au développement.

Bridge Bank Group CI **Performances et perspectives**

Au démarrage de ses activités le 14 juin 2006, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire « **BBG CI** » était uniquement dédiée aux PME puis a progressivement élargi son scope par la prise en charge des Particuliers moyen et haut de gamme, des Entreprises locales de grande taille, des Institutionnels et du Secteur Public. Son personnel qualifié, sa gouvernance, son organisation souple et adaptable et son corpus procédural ont posé définitivement les fondamentaux d'un dispositif efficace de contrôle et de maîtrise des risques et des dépenses sans pour autant freiner la croissance de ses activités commerciales. Ainsi, l'équilibre financier atteint après seulement deux (2) exercices, la Banque a entamé le développement de son réseau d'agences pour mieux se rapprocher de sa Clientèle.

BBG CI opère en fin 2017 des ajustements stratégiques, toujours guidée par la satisfaction de sa Clientèle. Les premiers résultats sont visibles en 2018, avec l'obtention de **la certification ISO 9001 version 2015** pour l'ensemble de sa chaîne de traitements. Le prix « **pépites de l'accueil** » du secteur bancaire remporté trois années consécutivement vient la conforter dans son orientation qualité, gage de sa performance. La mise en production de ses services digitaux permet une prise en charge distancielle de la Clientèle, opportun compte tenu du nouveau contexte sanitaire. Dans le même temps, la Banque entreprend une réorganisation structurelle qui aboutit en 2020 à une organisation de type matricielle, les forces de ventes et les produits d'un côté qui sont appuyés par les équipes de traitement, de contrôle, de crédit et les supports. L'offre de produits et services s'enrichit avec notamment le Trade Finance, le Cash Management, le financement de la chaîne de valeur tandis qu'une direction de Trésorerie avec une salle de marché est mise en place. Enfin, BBG CI obtient en octobre 2020 l'autorisation de la Commission Bancaire de s'installer au Sénégal en qualité de succursale et devrait y démarrer ses activités sur le dernier trimestre 2021, marquant le début de son expansion régionale conformément à son plan stratégique 2021-2025.



Ehouman KASSI
Directeur Général de Bridge Bank Group CI

BBG CI en chiffres pour l'exercice 2020, c'est un pied de bilan de plus FCFA 550 milliards, des ressources clientèle de **FCFA 400 milliards**, un résultat net de **FCFA 10,8 milliards**, soit le double de celui de 2018 et enfin un coefficient d'exploitation de **48%** parmi les meilleurs du marché. Les fonds propres de **FCFA 44 milliards** lui permettent de satisfaire aux exigences réglementaires tout en assurant un service de dividendes à ses actionnaires, dont les principaux sont le **Groupe Teyliom** et la **Caisse Nationale de Prévoyance Sociale « CNPS »**.

Les fruits de cette croissance maîtrisée sont en partie alloués à son **Action Citoyenne**. Ainsi la Banque a facilité la scolarisation de jeunes défavorisés, singulièrement les jeunes filles à travers son **partenariat avec la Fondation Sainte Marie pour l'Éducation (FSME)**. Dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, BBG CI a offert un **dispositif complet et durable d'hospitalisation au Service des Maladies Infectieuses et Tropicales (SMIT)** du CHU de Treichville.

L'ensemble des actions et performances succinctement présentées supra ont permis à BBG CI de décrocher en **Mars 2021, le Prix de la meilleure banque en Côte d'Ivoire**, décerné par Global Finance, référence internationale dans le domaine de l'actualité financière. Honorée de cette dernière distinction et forte de la richesse de son Capital Humain, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire affute désormais ses armes pour sa nouvelle conquête « **Être la Banque sur mesure offrant des solutions innovantes adaptées aux besoins de sa clientèle PME et entreprises locales ainsi qu'aux particuliers moyen et haut de gamme dans la sous-région d'ici à 2025** ».

MEILLEURE BANQUE DE COTE D'IVOIRE 2021



Gage de qualité
et de performance



OPPOSITION

Le camp Gbagbo regonflé à bloc

Ragaillardis par le retour de leur champion, les partisans de l'ex-président comptent bien regagner du terrain. D'autant qu'après dix ans de boycott des législatives, ils disposent désormais d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.

BENJAMIN ROGER, ENVOYÉ SPÉCIAL

Voilà plus de dix ans qu'ils n'avaient pas participé à une élection. Le 6 mars dernier, les GOR, les partisans restés sur la ligne « Gbagbo ou rien » au sein du Front populaire ivoirien (FPI), effectuaient leur grand retour sur la scène politique à l'occasion des législatives. Cette stratégie mûrement réfléchie avait été décidée en 2018, lors du congrès du FPI pro-Gbagbo, à Moossou. Pour les fidèles de l'ancien président, il n'était plus possible de rester en dehors du jeu électoral. Trop coûteux politiquement et financièrement. « Ce n'était plus tenable. Si nous étions restés dans cette logique de boycott, nous serions morts à petit feu », confie l'un d'entre eux.

Le FPI légalement reconnu étant toujours présidé par Pascal Affi N'Guessan, avec lequel la réconciliation est au point mort, les candidats de l'ex-chef de l'État ne pouvaient pas faire campagne avec le sigle et le logo du parti que leur leader a fondé en 1982. Pour ce retour aux urnes, les GOR se sont donc regroupés sous la bannière d'Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS). Fort d'une alliance avec le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) dans la plupart des 205 circonscriptions du pays, EDS est parvenu à obtenir 17 sièges de députés – dont seulement 2 femmes – sur les 255 que compte l'Assemblée nationale. De quoi en

faire le deuxième groupe parlementaire d'opposition, derrière celui du PDCI, qui compte 65 élus.

Même si ce résultat n'est pas tout à fait à la hauteur de ce qu'ils espéraient, les pro-Gbagbo le jugent satisfaisant. « Il faut être réaliste. Nous n'avons participé à aucune élection depuis dix ans et nous avons très peu de moyens par rapport à nos concurrents. Obtenir 17 députés dans ces conditions est donc tout à fait honorable », estime une figure des GOR.

« Il faut être réaliste. Obtenir 17 députés dans ces conditions est tout à fait honorable », estime une figure des GOR.

Pour eux, l'essentiel est ailleurs : ils sont de retour sur l'échiquier politique ivoirien et disposent désormais d'une tribune à l'Assemblée nationale. Tout un symbole, alors que Laurent Gbagbo est lui-même rentré à Abidjan le 17 juin, plus de dix ans après son arrestation et un procès à rallonge devant la Cour pénale internationale (CPI) à l'issue duquel il a finalement été définitivement acquitté le 31 mars. Toujours

déterminé à jouer un rôle de premier plan, il pourra s'appuyer sur « ses députés », dont voici les principales figures.

GEORGES-ARMAND OUÉGNIN

Stratège de l'alliance avec le PDCI

Quand il évoque Laurent Gbagbo, il le décrit souvent comme son « référent politique ». S'il n'est pas l'un des compagnons de la première heure de l'ancien président, Georges-Armand Ouégnin n'en est pas moins devenu l'un de ses principaux lieutenants. Ces derniers mois, le président d'EDS n'a cessé de défendre la cause de l'ex-chef de l'État. Après avoir soutenu sa candidature infructueuse à la présidentielle puis boycotté le scrutin qui a abouti à un troisième mandat d'Alassane Ouattara, ce chirurgien-urologue de formation a mobilisé les GOR en vue des législatives du 6 mars. Lui-même a été élu à Yopougon, fief historique de Laurent Gbagbo et du FPI. Une victoire acquise, notamment grâce à la liste commune que les GOR y ont présentée avec le PDCI.

Cette alliance entre les pro-Gbagbo et le parti d'Henri Konan Bédié, Ouégnin, 69 ans, en a été l'un des grands artisans. Et pour cause.



Hubert Oulaye, Auguste Dago Kouassi, Michel Gbagbo et Georges-Armand Ouénin.

Comme il s'amuse à le dire, il est « issu d'une famille 100 % PDCI ». Son père a été député de Grand-Bassam de 1960 à 1980 et était proche de Félix Houphouët-Boigny. Son frère aîné, Georges Ouénin, en a été l'emblématique directeur du protocole.

Membre du bureau politique de 1991 à 2001, Georges-Armand Ouénin prend ses distances avec le parti puis rejoint le Rassemblement pour la paix (RPP), de Laurent Dona

Fologo, en 2008. En 2010, il soutient la candidature présidentielle de Laurent Gbagbo, qui le nomme secrétaire d'État chargé de la Sécurité sociale dans son gouvernement. Après la chute du président, le 11 avril 2011, il est lui aussi arrêté et envoyé en prison, à Boundiali. À sa sortie, il se rapproche d'Aboudramane Sangaré et des pro-Gbagbo.

Progressivement, il s'impose au sein du dispositif piloté depuis

Bruxelles par Gbagbo. En 2017, la plateforme EDS est créée. Ouénin en prend la tête. Avec le retour de son mentor à Abidjan se pose désormais la question de la réunification du FPI et donc celle de l'avenir d'EDS, sorte de vitrine légale du FPI pro-Gbagbo. « Ce sera à lui de décider ce qu'il veut faire d'EDS. Nous, nous sommes à sa disposition », tranche celui qui a été élu vice-président de l'Assemblée nationale.

En attendant d'y voir plus clair, une chose est certaine : les députés d'EDS entendent maintenir leur alliance avec les élus du PDCI. « Nous allons continuer à travailler ensemble, dans la droite ligne des bonnes relations entre les présidents Gbagbo et Bédié », assure-t-il.

MICHEL GBAGBO

Les liens du sang

Il occupe forcément une place à part. Le fils de l'ancien président Michel Gbagbo était à ses côtés dans son bunker quand celui-ci a été arrêté par les forces d'Alassane Ouattara, le 11 avril 2011. Tandis que son père est envoyé en détention à Korhogo, lui est transféré à Bouna, dans le nord-est du pays. Il y reste deux ans, durant lesquels il subit les mauvais traitements et les humiliations de la part de ses geôliers. Une fois libéré, il reprend son métier de professeur de psychologie à la faculté d'Abidjan. Il continue aussi à s'investir au sein du parti de son père, dont il devient secrétaire général adjoint. Après y avoir songé pendant plusieurs années, il se lance en quête de son premier mandat de député lors des dernières législatives. Avec Georges-Armand Ouégnin, il apparaît comme la tête d'affiche de la liste commune présentée par le FPI et le PDCI à Yopougon.

Selon Hubert Oulaye, ce retour n'est « pas une revanche, mais une victoire » sur « tous ceux qui pensaient qu'il ne reviendrait pas ».

Désormais auréolé du titre d'« honorable », Michel Gbagbo, 51 ans, se félicite du retour des GOR dans le jeu électoral. « Les trois grands partis du pays [Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix-RHDP, le PDCI et le FPI pro-Gbagbo] ont participé à ces législatives, qui se sont globalement bien déroulées. Et, aujourd'hui, ils sont tous présents à l'Assemblée

nationale, ce qui n'était plus arrivé depuis plus de dix ans. C'est une sorte de retour à la normale », analyse-t-il. À ses yeux, cette réapparition d'un groupe parlementaire pro-Gbagbo dans l'hémicycle, combinée à la venue de son père à Abidjan, représente un nouveau départ pour leur famille politique. « Nous allons pouvoir davantage faire entendre notre voix dans le débat public. Cela va aussi nous permettre de poser des jalons pour l'avenir », affirme-t-il.

HUBERT OULAYE

Le fidèle

Il est l'un des vieux camarades de Laurent Gbagbo et l'une des personnalités emblématiques des GOR. Hubert Oulaye, 67 ans, a adhéré au FPI en 1990 après avoir dirigé le Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (Synares) dans les années 1980. Ce professeur de droit et de sciences politiques à l'Université Félix-Houphouët-Boigny, à Cocody, a été le directeur de cabinet de l'ancien président de 1996 à 1999, avant que ce dernier accède à la magistrature suprême, en 2000. Une fois son patron au pouvoir, Oulaye occupe, sans surprise, plusieurs postes de ministre jusqu'en 2010 : de la Fonction publique, du Travail, de la Communication...

Connu à Guiglo, dont il a déjà été député en 2000, il est réélu dans sa circonscription natale lors des législatives du 6 mars. Ce politique expérimenté est alors choisi pour être président du groupe parlementaire EDS. S'il tient à l'autonomie de ses troupes, lui aussi affirme qu'elles « entretiendront des relations très proches » avec celles du PDCI et de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), l'autre groupe parlementaire d'opposition à l'Assemblée nationale.

Il se réjouit surtout du retour de Laurent Gbagbo à Abidjan, qui, selon lui, devrait permettre de réunir enfin les différentes branches du FPI. « Ce parti représente beaucoup, tant d'un point de vue politique qu'historique. Beaucoup de nos militants y sont très attachés. Laurent Gbagbo est le fondateur et le président du FPI. Il faut régler nos divisions internes.

Et sa présence permettra que tout le monde se retrouve », estime-t-il, en évoquant notamment le cas de Pascal Affi N'Guessan. Selon lui, ce retour n'est « pas une revanche mais une victoire » sur « tous ceux qui pensaient qu'il ne reviendrait pas ». Se contentera-t-il d'une posture de vieux sage ou jouera-t-il un rôle plus politique ? « Il revient avec l'intention de faire de la politique. Et pourquoi pas imaginer qu'il se présente à une élection s'il le souhaite ? » conclut-il, sourire en coin.

AUGUSTE DAGO KOUASSI

La jeune pousse

À 46 ans, il est le cadet du groupe parlementaire EDS. Et l'une des jeunes pousses du FPI, dont il estime être un « pur produit ». Auguste Dago Kouassi milite dans le parti de Gbagbo depuis la fin des années 1990. Il prépare alors une licence de droit public. Après une maîtrise et l'École nationale d'administration (ENA), il devient administrateur des affaires maritimes et portuaires.

Lors des législatives du 6 mars, il se présente pour la première fois à une élection dans la circonscription de Hiré. Il parvient à battre le député-maire RHDP sortant, Gilbert Francis Kacou. Désigné secrétaire du groupe parlementaire EDS, le néophyte ne tarit pas d'éloges sur Laurent Gbagbo. « C'est une icône. Il s'est battu pour la démocratie et la souveraineté de notre pays. Je n'ai jamais eu la chance de le rencontrer, mais j'ai épousé son idéologie. Nous sommes nombreux à nous être engagés à ses côtés sans le connaître personnellement », explique-t-il.

Affichant trente ans de moins que son idole, Auguste Dago Kouassi incarne la nouvelle génération du FPI, dans un pays où les doyens continuent à tenir les premiers rôles. « Dans les instances du parti, les jeunes sont présents. Le renouvellement se fera avec le temps, de façon subtile, assure-t-il tout aussi subtilement, en prenant soin de ne froisser personne. Je suis jeune et j'ai été élu. Même s'ils n'ont pas été élus, nous avons beaucoup d'autres jeunes candidats. C'est la preuve que nous avons un vivier. » ●

« NOUS PROPOSONS AUX GOUVERNEMENTS UNE SÉCURISATION TOTALE DES FRONTIÈRES DANS UNE LOGIQUE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ »

Entretien avec **Pablo Moratinos**, directeur général Afrique subsaharienne de SECURIPORT

Pouvez-vous vous présenter ?

Fondée en 2001, Securiport a mis au point « The Science of Safer Nations » (La science des nations plus sûres), une réponse technologique aux défis de la criminalité transnationale qui permet de sécuriser les frontières dans le monde entier. Nous avons développé un concept qui propose une approche scientifique de la sécurité de l'aviation civile et du contrôle des frontières.

La gamme complète d'outils de contrôle de l'immigration de Securiport comprend des systèmes experts et des services de soutien pour le traitement de l'immigration, la reconnaissance biométrique des passagers, la gestion intelligente de l'information et la création de rapports permettant d'établir des profils de criminels et de détecter des personnes présentant un intérêt. Le système de contrôle de l'immigration de Securiport est entièrement intégré aux listes de surveillance internationales, telles qu'Interpol, et permet un traitement entièrement automatisé des documents de voyage.

Les solutions exclusives de gestion des frontières de Securiport garantissent que les voyageurs et les migrants sont contrôlés avec précision et que toutes les menaces potentielles sont identifiées. Notre offre permet aux gouvernements de détecter et de mettre fin aux menaces à la sécurité, de détecter les activités transnationales illégales et d'empêcher les criminels d'entrer ou de sortir de leur pays sans être détectés.

Comment travaillez-vous avec les gouvernements ?

Securiport facilite le cycle de vie complet des services destinés aux Gouvernements grâce à un modèle type BOT « Fabrication-Maintien-Transfert » dans lequel la société fournit,

déploie et entretient tous les systèmes, forme le personnel gouvernemental qui les utilise, remplace et met à jour toutes les technologies nécessaires tout au long de la durée de contrats pluriannuels. Tout cela sans frais pour le client puisque Securiport effectue tous les investissements nécessaires. Nous travaillons dans une logique de partenariat public-privé.

Securiport fournit :

- Tout le financement du projet pour une technologie et des solutions gratuites comprenant des services complets.
- La préparation experte et transfert de tous les systèmes, permettant aux clients d'être pleinement opérationnels et protégés tout au long de notre partenariat actif.
- La formation complète et soutien continu de tout le personnel gouvernemental désigné lui permettant d'utiliser la technologie en toute autonomie.
- La création importante d'emplois pour les professionnels nationaux.

Quelle est l'importance de l'Afrique ?

L'Afrique est le deuxième continent du monde en termes de superficie et de population. Avec 1,4 milliard de personnes en 2021, l'Afrique représente environ 16 % de la population mondiale. Securiport collabore depuis 2008 avec de nombreux gouvernements du continent.

**Les technologies biométriques
multimodales de pointe
permettent un traitement et une
identification rapide et précise
des voyageurs**

www.securiport.com



ENTREPRISES

Jean-Marie Ackah

« La reconquête des marchés d'exportation sera difficile »

Placé au cœur du Plan national de développement, le secteur privé, qui a globalement bien résisté à la crise liée au Covid-19, attend plus de soutien de la part du gouvernement. Le président du patronat nous explique pourquoi.

PROPOS RECUEILLIS À ABIDJAN
PAR AÏSSATOU DIALLO

Pour se rendre au siège de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) d'Abidjan, il suffit de traverser le boulevard de la République depuis le palais présidentiel, dans le sud du quartier du Plateau. Ce qui est sans doute le signe des bonnes relations qui ont toujours existé entre le patronat et l'État. La crise du Covid-19, qui a éprouvé les économies mondiales, a plus que jamais rendu indispensable une bonne synergie entre le secteur privé et les gouvernements. Impact de la pandémie sur les sociétés ivoiriennes, contribution du patronat à l'élaboration du Plan national de développement (PND) 2021-2025, industrialisation du secteur agroalimentaire, conséquences des délestages en série depuis avril... L'homme d'affaires Jean-Marie Ackah, patron du groupe agroalimentaire Avos (Sipra, LMCI, Sares), à la tête de la CGECI depuis octobre 2016, répond aux questions de *Jeune Afrique*.

Jeune Afrique : Selon le FMI, l'économie ivoirienne a relativement bien résisté à l'épidémie de Covid-19 en 2020. Comment l'expliquez-vous ?

Jean-Marie Ackah : Cette crise liée au Covid-19, inédite au niveau mondial, a secoué la Côte d'Ivoire comme tous les pays du monde. Mais la réactivité de nos gouvernants a évité qu'elle

ne se transforme en catastrophe sanitaire et humanitaire. L'épidémie a eu un impact direct sur l'économie nationale. L'action conjuguée du gouvernement et du secteur privé a néanmoins permis à notre pays de ne pas entrer en récession, en conservant une croissance très légèrement positive. La CGECI a joué un rôle essentiel dans la riposte du gouvernement.

Nous lui avons rapidement soumis 35 propositions pour atténuer l'impact de la pandémie, qui a débuté en février-mars 2020. Quinze ont été retenues. Cela allait de mesures d'assouplissement de la charge fiscale, à travers des différés dans le paiement de l'impôt, à l'appui financier apporté à certains secteurs très sinistrés, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises. Le secteur privé ivoirien a, en même temps, enclenché des concertations avec les partenaires sociaux, notamment les organisations syndicales, afin de réfléchir à la meilleure manière de limiter les destructions d'emplois.

Quel a été l'impact de l'épidémie sur le secteur privé ?

La crise sanitaire a eu des effets sur le fonctionnement des entreprises, avec notamment des ruptures de chaînes d'approvisionnement, des baisses d'activité et de revenus liés aux périodes de confinement... Les enquêtes que nous avons menées

au sein du patronat en mai 2020, quelques mois après le début de la crise, indiquaient que plus de 80 % des entreprises interrogées constataient dès cette époque une baisse de leur chiffre d'affaires. Ce qui a été confirmé par les études de l'Institut national de la statistique. Ces enquêtes ont également permis de noter que, tout au long de cette crise, nous avons enregistré plus de 1800 licenciements pour motif économique et que plus de 34 000 personnes ont été mises au chômage technique. C'est toujours trop, mais ces chiffres montrent que le secteur privé a été capable de contenir l'incidence de cette crise sur les emplois.

En parallèle, le gouvernement a mis en place un mécanisme de soutien financier aux entreprises. Mais ses résultats sont mitigés. D'une part, les dotations n'ont pas été suffisantes, d'autre part, le mécanisme de gestion de ces fonds était assez lourd, ce qui rendait l'accès aux PME, leur principale cible, difficile. L'une des raisons majeures de la résilience de l'économie ivoirienne, par comparaison avec les autres pays de la sous-région, c'est la robustesse de son secteur privé.

Quel secteur a été le plus touché et lequel est le plus résilient ?

Les secteurs les plus touchés ont naturellement été ceux liés au tourisme, à l'hôtellerie, à l'industrie →



Au siège de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, à Abidjan, le 2 juin 2021.

ISSAM ZELLY POUR JA

→ des loisirs, etc. Le secteur le plus résilient a été celui de l'agroalimentaire. La Côte d'Ivoire a une force : son agriculture. Environ 2 millions de tonnes de cacao, 700 800 tonnes de noix de cajou et un tonnage significatif des produits issus de l'hévéa et du palmier à huile sont exportés chaque année. Cela a été le principal facteur de notre résilience.

Quel est l'engagement du secteur privé à porter la relance ?

Le PND 2021-2025 prévoit une contribution du secteur privé de 74 %. Les entreprises jouent leur partition en continuant leurs programmes d'investissement. Malgré la crise du Covid, la ville d'Abidjan vient d'inaugurer très récemment un hôtel cinq étoiles. Un autre le sera dans les tout prochains mois. Autant que possible, les sociétés cherchent également à préserver les emplois parce que cela rend la croissance plus inclusive. Et c'est un cercle vertueux car cela permet in fine d'entretenir la consommation domestique.

Mais il est nécessaire que le gouvernement continue à créer les conditions de cette croissance. Cela passe par un environnement des affaires encore plus favorable, l'amélioration du système judiciaire, un cadre réglementaire adapté et stable, une politique de formation et d'éducation qui mette à la disposition du secteur privé une main-d'œuvre et des ressources humaines de qualité. Cela nécessite également des infrastructures qui permettent un fonctionnement optimal du secteur privé.

Quelles ont été vos contributions à l'élaboration du PND 2021-2025 ?

Comme lors du précédent PND, nous avons en effet été consultés. Concrètement, nous avons notamment transmis une étude que nous avons réalisée sur la politique d'industrialisation de la Côte d'Ivoire. Ce rapport, qui préconise la mise en place de clusters industriels [des concentrations d'acteurs interconnectés] bien précis, a été très largement pris en compte par le gouvernement.

C'est-à-dire ?

Nous avons identifié les secteurs sur lesquels l'accent devrait être

mis. La transformation des matières premières doit être l'un d'entre eux. Nous sommes par exemple le premier exportateur mondial de noix de cajou, mais nous n'en transformons qu'environ 10 %. Il faut créer des clusters qui aménageront des environnements appropriés à même d'améliorer la compétitivité dans notre chaîne de production. Toutes ces propositions de schémas d'organisation industrielle ont été portées à la connaissance du gouvernement.

L'État et le secteur privé marchent-ils d'un même pas ?

Les relations entre le secteur privé et l'État sont bonnes. Les autorités ivoiriennes ont toujours affiché une volonté claire de promouvoir le dialogue entre public et privé. Oui, nous marchons ensemble. Mais pas toujours à la même allure. Et c'est un peu embêtant parce qu'on risque de se faire des crocs-en-jambe. À travers cette image, je veux dire que tous

« **Il est indispensable qu'il y ait plus de grandes entreprises contrôlées par des nationaux.** »

les sujets sont discutés sans tabou dans le cadre de nos concertations. Mais nous, secteur privé, souhaitons que leur traitement soit effectué de manière plus diligente. Beaucoup d'efforts sont fournis. Mais attention, l'économie a un rythme. Et celui de l'économie privée est encore plus exigeant. Si l'on veut que tout cela porte ses fruits, il faut que l'État et les entreprises s'inscrivent dans le même tempo.

La place réservée aux entreprises ivoiriennes dans des projets publics d'envergure tels que les infrastructures est-elle satisfaisante ?

Le tissu des entreprises ivoiriennes n'est pas à la hauteur de ce que la Côte d'Ivoire représente sur le plan économique. Donc, la réponse est clairement non. Nous n'avons cessé

de défendre « la promotion de champions nationaux ». C'était d'ailleurs l'un de nos slogans. Et nous pensons que cette préoccupation commence à être comprise parce que c'est aussi une condition de l'inclusivité de la croissance. Notre développement économique sera d'autant plus inclusif qu'il sera aussi réalisé en partie par des compagnies nationales.

En mai, le Conseil des ministres a pris des dispositions sur le cacao en faveur des exportateurs nationaux. Cela va dans le bon sens. La Côte d'Ivoire n'est pas dans une posture de fermeture vis-à-vis des investisseurs étrangers, mais il est indispensable qu'il y ait plus de grandes entreprises contrôlées par des nationaux. Nous sommes fiers de voir dans l'agro-industrie des groupes comme Sifca, ou NSIA dans la finance. Mais pour un pays de 26 millions d'habitants qui pèse 40 % de l'économie de l'UEMOA, je devrais être en mesure de vous citer un peu plus d'exemples...

Quelles sont les conséquences des délestages pour les entreprises ?

Nous n'avons pas compilé tous les retours, mais les délestages se traduisent par des baisses de chiffre d'affaires pour certaines entreprises. Les capacités de production sont fortement réduites, et certaines sociétés sont obligées de renoncer à leurs marchés à l'export. Les compagnies industrielles enregistrent également une diminution de leur rentabilité en raison du recours à des groupes électrogènes qui multiplie le coût de l'énergie par trois ou quatre. Cela se traduit par des tensions de trésorerie très fortes et des difficultés pour certains à honorer le paiement de leurs factures. C'est une situation difficile.

Nous sommes en discussion avec le gouvernement pour voir comment la situation peut être améliorée. Après plus d'une année de crise liée au Covid, il faut trouver des mesures d'accompagnement pour que les entreprises ne soient pas les seules à porter le poids d'une situation dont elles ne sont pas responsables. Si nous sommes obligés d'abandonner des marchés et que cette situation perdure, nous aurons du mal à les reconquérir. ●



Acteur majeur de l'inclusion financière

Orange Money Côte d'Ivoire, filiale de l'opérateur multiservices, digital et engagé, Orange Côte d'Ivoire, est un pionnier du mobile money dans le pays avec plus de 10 millions de clients.



En 13 ans, **Orange Money** a su se transformer en passant de solutions traditionnelles de transfert d'argent à un portefeuille électronique permettant à ses clients d'avoir accès à une diversité de services : paiement de facture, de salaires...

Depuis plusieurs années, **Orange Money Côte d'Ivoire** a fait le pari de la diversification des services. La structure prend part à l'inclusion financière en Afrique, mais aussi à l'inclusion numérique. Des millions de personnes, initialement exclues du système financier, ont pu accéder aux services de transferts et d'épargne. Le volet économique et social n'est pas en reste : avec plus de 40 000 points de vente répartis dans tout le pays, **Orange Money Côte d'Ivoire** a créé de nombreux emplois sur le territoire. L'entreprise a contribué à réduire les distances physiques entre les populations, participant ainsi au désenclavement de certaines zones et compensant le manque d'infrastructures financières dans les zones rurales. De même, à travers son service de transfert international avec le Burkina-Faso, le Sénégal, le Mali, le Niger et la Guinée-Bissau, **Orange Money Côte d'Ivoire** permet une meilleure traçabilité des flux financiers autrefois « informels » dans le secteur du commerce, de l'agriculture et des transferts d'argent entre les communautés des pays.

La digitalisation des moyens de paiement est l'un des enjeux majeurs dans un contexte de crise sanitaire et de forte pénétration du mobile et d'internet dans le quotidien des populations. Le marché des paiements digitaux est estimé à 2073 milliards F CFA et le mobile money et l'e-wallet en constituent 87 % en termes de valeur.

Orange Money Côte d'Ivoire entend jouer pleinement son rôle dans ce tournant stratégique avec des offres d'encaissement et de paiement déjà existantes. L'un des atouts majeurs est la fiabilité de son système. Les efforts d'**Orange Money Côte d'Ivoire** et sa capacité à garantir la sécurité des données personnelles, la protection de son système contre les menaces et les cyber-attaques, la maîtrise des risques liés à la sécurité de l'information, l'assurance de la continuité des services essentiels ont valu, en février dernier, le renouvellement du certificat ISO 27001 pour le Système de Management de la Sécurité de l'Information par la structure AFAQ – AFNOR, pour une période de 3 ans.

REPÈRES

- ✓ Orange Money Côte d'Ivoire, c'est plus de **54 000** transactions par heure.
- ✓ Actions liées à la crise COVID : **Gratuité** des frais de transfert jusqu'à 20 000 F CFA, facilitation des ouvertures de compte, participation active au paiement de fonds de soutien de l'État envers les populations vulnérables.
- ✓ Perspectives 2021 : Orange Money Côte d'Ivoire devrait passer le cap de **11 millions** de clients avec toujours plus d'innovations.

www.orange.ci

INFRASTRUCTURES

Abidjan attend toujours son métro

Projet emblématique du troisième mandat du président Ouattara, le chantier du train urbain de la capitale économique peine à entrer dans sa phase de réalisation, tandis que l'État doit encore indemniser les habitants installés sur le tracé.

BAUDELAIRE MIEU, À ABIDJAN



Les travaux de la future ligne du métro n'en sont toujours qu'à leurs prémices.

La scène était symbolique pour un projet qui avance à vitesse réduite. Le 29 avril 2021, lors de son passage à Abidjan, Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie et des Finances, a parcouru en compagnie d'Amédé Kouakou, le ministre ivoirien de l'Équipement et de l'Entretien routier, le même tronçon du futur train urbain de la capitale économique que celui emprunté par Emmanuel Macron et Alassane Ouattara en 2017. Sur les 37 kilomètres de cette première phase, 32,5 sont actuellement exploités par Sitarail, filiale de Bolloré, attributaire du contrat de concession de la ligne d'Abidjan à Ouagadougou, avec des locomotives au diesel.

Dans les faits, le chantier de ce que l'on appelle le métro sur les bords de la lagune n'a toujours pas démarré,

malgré les accords définitifs signés entre l'État ivoirien et la Société des transports abidjanais par rail (Star), un consortium d'entreprises françaises emmené par le groupe Bouygues.

Négociations

Le géant français du BTP sera chargé des infrastructures et du génie civil; Colas Rail, des voies, de l'alimentation en énergie; Alstom, de l'équipement roulant, de la signalisation, de la billetterie; Keolis, de l'exploitation et de la maintenance. Les concepteurs ont prévu dix-huit stations pour un métro capable d'accueillir aux heures de pointe jusqu'à 540 000 passagers.

Même si le financement, évalué à 1,36 milliard d'euros, est bouclé, via le contrat de désendettement et de développement (C2D) géré par l'Agence française de développement (AFD) et un crédit export de la

Banque publique d'investissement (BPI) française, la phase de réalisation a pris beaucoup de retard. Des relevés topographiques et des sondages sont toujours en cours. D'abord annoncée pour 2017, puis pour 2019, la fin du projet est maintenant fixée à 2022. Une nouvelle échéance reportée à 2025 pour l'entrée en service de la ligne est même évoquée.

Certains sites du tracé sont encore squattés par des habitations de fortune, alors que les occupants avaient jusqu'en septembre 2018 pour quitter les lieux. Depuis mars 2021, les négociations sont en cours pour la signature de certificats de compensation. Les indemnités sont à la charge de l'État ivoirien, qui devra verser environ 52 milliards de F CFA (79,3 millions d'euros) aux 9 519 personnes impactées par le tracé. « C'est la partie ivoirienne qui gèrera les indemnités et les purges des droits. Sur le tracé, il y a beaucoup d'habitats précaires et quelques biens de valeur », a confié une source française proche du dossier. Selon nos informations, le gouvernement ivoirien peinerait à réunir les fonds nécessaires.

La première phase concerne les communes d'Anyama, d'Abobo, d'Adjamé, du Plateau, de Treichville, de Marcory et de Port-Bouët. Avant même les premiers paiements, certains sinistrés se plaignent déjà du montant des indemnités, qui ne leur permettrait pas de se reloger. L'État réfléchirait à étoffer sa proposition pour trouver une issue acceptable afin de mettre, enfin, sur les rails l'un des projets les plus emblématiques du troisième mandat d'Alassane Ouattara. ●



Orange Bank Africa au service de l'inclusion financière en Côte d'Ivoire.



La banque digitale en Afrique du Groupe Orange née du partenariat avec le Groupe de bancassurance NSIA, s'est engagée à relever le défi de l'inclusion financière en lançant ses activités le 23 juillet 2020, à l'ère du numérique qui bouleverse les usages dans le monde.

L'accès au crédit et aux services bancaires pour les populations encore en marge du système bancaire classique est une problématique économique et sociale à laquelle Orange Bank Africa répond de façon concrète. En surfant sur le succès d'Orange Money, la banque digitale est rapidement devenue l'un des moyens les plus efficaces pour toucher toutes les couches socioprofessionnelles par des offres bancaires accessibles à des conditions attractives, 24h/7, depuis le mobile. Son développement fondé sur l'innovation continue lui permet de modifier et fluidifier les processus bancaires pour changer la vie des populations. L'ouverture de compte Orange Bank dédiée au client Orange Money est une démarche gratuite, et sur la base de la pièce d'identité valide, enregistrée lors de l'identification de leur puce chez Orange. Les services de prêt à partir de 5.000 FCFA et d'épargne dès 1 FCFA regroupés dans la gamme Tik Tak, sont disponibles par le canal Orange Money au #144*33#

ou via l'application mobile Orange Money Afrique. Une agence physique complète les canaux digitaux comme point de repère pour les clients ayant besoin d'un accompagnement personnalisé lors d'une réclamation ou dans le cadre de l'ouverture d'un compte bancaire classique pour particulier ou entreprise.

Chez Orange Bank Africa, accorder un prêt Tik Tak en 10 secondes sans justificatif de revenu, à partir d'un puissant outil de scoring, est l'avancée technologique majeure sur le marché ivoirien, qui a déjà séduit près de 600.000 clients. Cet attrait du public confirme la pertinence du modèle de banque digitale complémentaire à Orange Money, leader du Mobile Money dans un pays où le taux de bancarisation relativement faible est estimé à 24% en 2020 par la BCEAO.

La proximité au coeur de la dynamique commerciale

Orange Bank Africa contribue à accélérer l'inclusion financière par le déploiement d'une politique de proximité accrue. Présente sur le terrain au travers d'équipes proactives, la banque sillonne les zones urbaines et rurales de Côte d'Ivoire. Un contact permanent avec les populations qui vise, au-delà des actions de prospection, à renforcer efficacement l'éducation financière.

Basée à Abidjan, Orange Bank Africa couvrira dans un futur proche, d'autres marchés de la zone UEMOA.



www.orangebank.ci

À LA LOUPE

Pourquoi la Côte d'Ivoire manque de jus

Depuis avril, le pays est soumis à des délestages. Analyse des causes et des enjeux de cette situation, qui devrait durer au moins jusqu'à août.



Des barrages à sec

Produisant environ 35 % de l'électricité du pays, les barrages sont à sec en raison d'une période de sécheresse prolongée. La Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), qui en détient le contrat de distribution, est accusée d'avoir mal géré le niveau des eaux des retenues, dont elle a aussi la charge.

Azito pointée du doigt

Avec ses 460 MW, la centrale thermique d'Azito, propriété du britannique Globeleq, représente environ 20 % des capacités de production installées dans le pays. Elle a connu depuis novembre 2020 une série de pannes. Actuellement, une de ses turbines est en réparation, tandis que la construction d'une nouvelle unité de production a pris du retard en raison de la crise du Covid-19.

Des ressources en gaz insuffisantes

En Côte d'Ivoire, entre 60 % et 70 % de l'électricité, distribuée par la Compagnie ivoirienne d'électricité, filiale d'Eranove, proviennent de centrales thermiques, notamment de Ciprel, également filiale d'Eranove, et d'Azito, filiale de Globeleq, mais aussi de Vridi, filiale d'Aggreko. L'approvisionnement en gaz de ces centrales est aujourd'hui insuffisant, ce qui explique en partie les

difficultés du pays à augmenter sa production d'électricité. Le gouvernement a demandé à la société Foxtrot International (groupe Bouygues), qui exploite un bloc gazier au large des côtes ivoiriennes, d'améliorer cet approvisionnement. Mais cela ne sera pas possible avant plusieurs mois. La société étatique Petroci a elle aussi relancé des travaux de forage pour augmenter sa production.

Des conséquences lourdes

Environ 180 entreprises industrielles et plusieurs millions de foyers à travers tout le pays sont affectés par les coupures d'électricité. Pour Jean-Marie Ackah, président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), cette situation pourrait obliger certaines sociétés à abandonner une partie de leurs marchés d'exportation faute de pouvoir produire suffisamment.

Une centrale de secours

Face aux conséquences très lourdes de ce qu'il appelle un rationnement, pour éviter de parler de délestage, le gouvernement a demandé que soit étudiée la construction d'une centrale thermique de réserve de 200 MW, prévue pour parer aux futures urgences. Le britannique Aggreko, spécialiste de ce type de solutions, est sur les rangs.

Une production qui stagne

En 2018, le gouvernement avait annoncé que la capacité installée des centrales ivoiriennes serait portée à 4 000 MW au total en 2020. Lourdeurs administratives et problèmes de gouvernance ont ralenti presque tous les projets avant même la crise engendrée par le Covid-19. Le pays dispose actuellement d'une capacité de 2 400 MW. À la fin de l'année 2022, Eranove devrait achever la construction de la centrale d'Atinkou (390 MW), rendant encore plus importante la mise en exploitation de nouveaux puits gaziers au large des côtes ivoiriennes.

Des exportations qui continuent

Grâce à l'augmentation de la capacité installée des centrales à gaz après 2012, le pays est devenu un exportateur d'électricité au niveau régional. L'interconnexion des réseaux lui permet par exemple d'en vendre au Mali, au Burkina Faso et au Liberia. Bien que les coupures se multiplient, la Côte d'Ivoire doit quand même tenir ses engagements vis-à-vis de ses voisins sous peine de pénalités. En revanche, elle ne parvient pas à acheter de l'électricité, car les grands pays producteurs, comme le Nigeria, sont eux-mêmes déficitaires et préfèrent satisfaire en priorité leurs besoins. ●

Baudelaire Mieu

Le Groupe SGS, votre partenaire pour le secteur immobilier et la construction

Le secteur immobilier se réinvente pour sortir de la crise

Alors que les économies africaines se relèvent progressivement de la crise sanitaire, le secteur immobilier a été lourdement touché, notamment par l'augmentation des délais des chantiers de construction ces derniers mois, la frilosité des investisseurs dans le secteur et une réduction persistante de la demande, en particulier pour les espaces de bureaux et les hôtels. Pour les acteurs du secteur immobilier, il est devenu primordial de se différencier de la concurrence. C'est pourquoi SGS a renforcé son offre pour soutenir le secteur et a développé des

sanitaire et l'effectivité des mesures de prévention mise en place, par une approche alliant notre expérience d'audit de terrain, d'analyse de risque et de solutions technologiques. En outre, SGS déploie sa nouvelle gamme de capteurs connectés AirSense et SmartSense pour contrôler en temps réel la qualité de l'air intérieur dans tous types de bâtiments et être informé en cas de dépassement ou d'exposition anormale. Nos laboratoires sont également équipés pour analyser la qualité de l'air, de bruit, d'amiante, vérifier la présence de légionelle dans vos circuits de climatisation ou analyser la qualité de votre eau.



Benjamin Van der Auwera
 Global Market Developer
 Real Estate Solutions
 SGS Groupe

SGS soutient le secteur de l'immobilier et de la construction pour réduire l'exposition aux risques sur vos biens et garantir un environnement sain et sûr dans vos bâtiments.

solutions innovantes pour surmonter ces nouveaux défis. SGS est le leader mondial de la certification, l'inspection, la vérification et l'analyse. Avec plus de 50 ans d'expérience en Afrique, SGS est présent dans plus de 30 pays et emploie environ 7000 personnes

Comment garantir un environnement intérieur de qualité aux usagers de bâtiments ?

Plus que jamais, il importe que vos espaces intérieurs soient sains et désinfectés. SGS a développé divers outils permettant d'analyser le risque

La sécurité et la stabilité des bâtiments restent primordiales

Pour garantir des bâtiments sûrs et fiables, une gestion des risques est indispensable afin de maintenir une valeur optimale de ces actifs. Nos solutions innovantes et notre réseau d'experts et de laboratoires vous aident à assurer un environnement sûr, des installations techniques conformes (prévention incendie, climatisation, électricité) et des enveloppes de bâtiment efficaces, tant lors de construction neuve, que de l'exploitation ou de la rénovation de bâtiments. SGS

certifie également les matériaux de construction, et réalise des contrôles non-destructifs in situ.

Qu'en est-il de la durabilité des bâtiments ?

Aujourd'hui, les banquiers et investisseurs conditionnent de plus en plus le financement de projets sur base des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Grâce à la certification de bâtiments durables avec la norme EDGE Buildings de la SFI/Banque Mondiale, SGS vous permet de démontrer la pertinence de vos projets de construction et de rénovation pour l'efficacité environnementale (énergie, eau, matériaux) pour répondre à ces nouvelles exigences du marché.

En conclusion, que vous soyez promoteur immobilier, investisseur, propriétaire ou facility manager, SGS peut vous aider à réduire votre exposition aux risques sur les biens immobiliers et assurer aux usagers de vos bâtiments un environnement sain et sûr.

CROISSANCE INCLUSIVE

Encore un effort...

En dépit d'une forte progression du PIB, les inégalités n'ont pas été suffisamment réduites. Mais, depuis deux ans, le gouvernement annonce vouloir rectifier le tir.

JULIEN CLÉMENTOT

« **L**es grands-pères sont en train de résoudre leurs problèmes, mais qu'est-ce que cela apporte aux jeunes », tempête Francis Akindès. Interrogé par JA au début de juin, le sociologue regrette que la classe politique se concentre autant sur le retour au pays de l'ancien président après son acquittement devant la Cour pénale internationale. « Ils oublient l'autre dimension de la réconciliation, la réconciliation intergénérationnelle, celle du partage des richesses », estime le sexagénaire.

Alors que les moins de 25 ans représentent plus de 50 % de la population, « on ne les convoque en politique que pour leur musculature. On leur promet l'avenir, mais le présent leur échappe », juge le chercheur.

Pourtant, depuis 2012, la Côte d'Ivoire arbore une croissance à la chinoise. Plus de 8 % en moyenne, après une décennie de stagnation. La performance fait la fierté du pouvoir et entretient la mobilisation en faveur du pays, des bailleurs de fonds et des institutions internationales. Elle s'est également traduite par une montée en puissance du secteur privé avant la crise liée au Covid-19, avec des investissements directs étrangers multipliés par deux entre 2012 et 2019, selon la CnuCED, et un taux d'investissement du privé passé de 6 % à 16 % du PIB, alors que celui du public est stable, autour de 6 %.

Élu l'an dernier pour un troisième mandat, le chef de l'État n'avait pas manqué, pendant la campagne, de mettre en avant les réalisations

enregistrées depuis son arrivée au pouvoir : 40 000 kilomètres de routes construites ou réhabilitées, des accès à l'électricité et à l'eau potable améliorés, des centaines de classes ouvertes, des universités et des hôpitaux construits et rénovés. Mais le goudron ne se mange pas, répond la rue.

Microbes et « brouteurs »

« Le pouvoir assure que le taux de pauvreté a diminué, mais les gens ne font pas le même constat, remarque Francis Akindès. Les jeunes ont du mal à s'insérer, même ceux qui vont à l'université. Ils constatent le désengagement de l'État, qui a, en parallèle, favorisé le développement du secteur privé. » Avec une dépense consacrée à l'éducation tombée à moins de 4 % du PIB entre 2015 et 2018, les chiffres confirment ce sentiment.

« La massification des effectifs, accentuée par la décision du président en 2015 de rendre l'école obligatoire jusqu'à 16 ans, n'a pas été suffisamment accompagnée, et les infrastructures sont insuffisantes, en dépit des fonds apportés par la coopération française dans le cadre

du C2D [contrat de désendettement et de développement] », estime Koffi Christian N'da, chercheur au laboratoire d'analyse et de modélisation des politiques économiques (Lampe).

L'absence de débouchés pour une partie de la jeunesse se traduit dans les villes par les phénomènes des microbes (bandes de jeunes délinquants) et des brouteurs (cyberescrocs). « C'est une manière pour ces jeunes de trouver une place, par l'informel et la violence », juge Francis Akindès.

À son arrivée au pouvoir, le chef de l'État a choisi de dépolitiser la sortie de la crise en mettant de côté des sujets comme la citoyenneté, à l'origine du conflit de 2010-2011. Il a fait de l'émergence son principal objectif, et de la réussite individuelle l'un de ses marqueurs. Un discours en partie accepté par une population épuisée, aspirant à une vie normale. Mais, avec ce discours, il a aussi créé des frustrations.

Le revenu par habitant a doublé entre 2011 et 2019, passant de 1 120 dollars à 2 290 dollars, mais ce chiffre masque d'importantes disparités. Une partie de la croissance est, par ailleurs, gommée par l'augmentation de la population (2,4 % par an), qui est six fois plus importante qu'en Chine.

Les politiques impulsées par Alassane Ouattara, ancien haut fonctionnaire du FMI et libéral assumé, offrent une source permanente de critiques pour l'opposition, « alors qu'elle-même n'a pas de solution », souligne Francis Akindès.

Le revenu par habitant a doublé entre 2011 et 2019, mais cela masque d'importantes disparités.



Les moins de 25 ans, qui représentent plus de la moitié de la population, profitent peu de la forte croissance économique.

« C'est vrai que pour les privilégiés du régime le bilan est fantastique puisqu'ils se sont enrichis comme jamais. Pour la majorité de notre population, c'est une autre histoire », dénonçait, par exemple, Kouadio Konan Bertin, membre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et conseiller du président de cette formation, Henri Konan Bédié, dans une interview donnée à JA l'an dernier.

« Personne ne peut nier les efforts entrepris », analyse l'économiste Denis Cogneau, mais les inégalités n'ont pas été pour autant réduites de manière significative. Elles restent importantes en Côte d'Ivoire. Moins qu'en Afrique du Sud ou en Angola, mais plus qu'au Mali ou au Burkina Faso. Elles se situent à peu près au niveau des États-Unis », témoigne le chercheur, qui a travaillé sur une comparaison internationale de 1990 à 2018. « C'est un héritage que l'on ne peut pas imputer seulement au pouvoir actuel. Il remonte au moins à la fin des années 1980 », précise-t-il.

En quarante ans, les planteurs de cacao ont, par exemple, vu leur pouvoir d'achat divisé par trois. Premier producteur mondial de fèves, la Côte d'Ivoire a bien tenté ces deux dernières années de créer un cartel avec le Ghana pour tirer un meilleur profit de ses exportations, mais son influence sur les cours mondiaux – contrôlés par les multinationales de l'agroalimentaire – est restée très limitée. Pour la petite campagne de 2021, qui s'étale de janvier à mai, les cacaoculteurs devront se contenter de 750 F CFA par kilo (1,14 €/kg), un niveau similaire à ce qu'ils recevaient en 2010.

Selon le gouvernement, qui s'appuie sur une étude régionale de la Banque mondiale, le taux de pauvreté a pourtant baissé sous la présidence d'Alassane Ouattara, passant de 55 % de la population en 2011 à 39,4 % en 2018. La situation est cependant encore loin de celle du milieu des années 1980, où ce chiffre plafonnait à 10 %. À Abidjan, les pouvoirs publics estiment qu'il

manque 500 000 logements, tandis que 1,2 million de personnes vivent actuellement dans les 130 bidonvilles recensés de la capitale économique.

L'électricité pour tous

Depuis un peu plus de deux ans, le chef de l'État a fait de l'inclusion économique une thématique plus présente dans ses discours. À la fin de 2018, il a confié à la primature la conception et la supervision d'un programme de réduction des inégalités réparti sur deux ans, baptisé PSGouv. « Perçu comme le président des grandes infrastructures, il a voulu donner plus de visibilité à la dimension sociale de son action », indique une source gouvernementale. Pendant la mise en œuvre de ces projets, le Premier ministre en a suivi l'avancement tous les quinze jours et en a rendu compte une fois par mois à Alassane Ouattara.

En mars 2021, le gouvernement a indiqué qu'ils avaient été réalisés à 90,4 %. Près de 2 000 villages ont été électrifiés, contre un peu plus de

1500 entre 1994 et 2010. Désormais, 80 % de la population a accès à l'énergie, et le pouvoir vise 100 % en 2025. Par ailleurs, 227 000 ménages ont bénéficié des filets sociaux avec un transfert de 36 000 F CFA par trimestre.

S'il s'est publiquement félicité des progrès enregistrés, le président sait que le gouvernement devra poursuivre ses efforts avec davantage d'intensité pour prétendre à l'émergence à l'horizon 2030. D'ici là, le pouvoir ambitionne de créer 8 millions d'emplois et d'abaisser le taux de pauvreté à moins de 20 % de la population.

La question est de savoir si l'État favorisera davantage les classes populaires dans les prochaines années, alors que la croissance a fortement ralenti en raison du Covid-19 en 2020 (2 %) et qu'elle devrait atteindre 6,5 % cette année. Les transferts sociaux sont encore peu nombreux. Seulement 3 millions d'Ivoiriens peuvent prétendre à la couverture mutuelle universelle (CMU), dont l'efficacité est bridée par la qualité de l'offre de soins, notamment en milieu rural. À la fin de 2020, ce dispositif avait débouché sur la prise en charge médicale de 143 335 assurés.

Pour faire décoller son pays, l'économiste Alassane Ouattara a largement repris les recettes houpouëtistes en misant beaucoup sur l'agriculture. « Il est difficile de comprendre précisément les ressorts de la performance ivoirienne,

car la comptabilité disponible n'est pas très détaillée », regrette Denis Cogneau. Selon le chercheur, les sources de la croissance ont varié suivant les années depuis 2012. Celle-ci est tantôt portée par les exportations de cacao (2016, 2018), tantôt par le décollage de l'anacarde (2018), auxquels on peut ajouter les cultures vivrières (2014). « Cela met en évidence une grande agilité de la part des agriculteurs ivoiriens, et, dans la mesure où ils font partie des ménages modestes, cela constitue une forme d'inclusivité », estime-t-il.

Industrie : peut mieux faire

C'est moins le cas pour la croissance reposant, selon les années, sur l'extraction d'or ou de pétrole, les services (2016), la consommation boostée par la hausse du salaire des fonctionnaires, ainsi que le BTP et les télécommunications (2018). Malgré des progrès réels, Denis Cogneau ne voit pas le signe d'une industrialisation importante de l'économie nationale.

Les raisons sont multiples. Le coût du travail – toujours élevé comparé à d'autres pays en développement –, l'insuffisant niveau de qualification de la population, des difficultés à mobiliser les capitaux nécessaires et une monnaie forte comptent parmi les principales explications. Les coupures d'électricité enregistrées depuis le mois d'avril dernier constitueraient un obstacle supplémentaire

à ce processus si elles devaient se prolonger.

Le manque de recettes domestiques fait aussi peser un doute sur la capacité de l'État à offrir un modèle plus inclusif. La pression fiscale de la locomotive de l'Uemoa tourne autour de 15 % du PIB, quand le Maroc est à plus de 20 % et qu'il faudrait, en réalité, atteindre 25 %. « Sur ce point, Alassane Ouattara n'a que marginalement redressé la pression fiscale depuis 2011 », affirme Denis Cogneau.

Le président sait que le gouvernement devra poursuivre ses efforts avec plus d'intensité pour prétendre à l'émergence à l'horizon 2030.

Selon le chercheur, Abidjan se situait, en 2019, derrière Dakar et ne collectait pas plus d'impôts que ne le faisait l'administration à la fin de la période coloniale, alors que la forte croissance du PIB (observée depuis 2012) aurait dû s'accompagner d'une hausse des taxes prélevées. Cela s'explique sans doute par la baisse du poids du commerce extérieur et une tendance à « l'informalisation » de l'économie. En 2014, seulement 6 % des chefs de famille étaient salariés des secteurs publics et privés, contre 17 % en 1998.

« Pour élargir l'assiette des contributeurs, il faut convaincre une partie de la population de sortir du secteur informel et, pour cela, revoir les taux de prélèvement de ces ménages à la baisse », estime Koffi Christian N'da.

À l'autre bout de l'échelle sociale, le pouvoir doit mieux taxer les plus riches, dont la plupart, non salariés, ne sont donc pas concernés par la retenue des impôts à la source. La tâche est difficile vis-à-vis d'une élite qui a largement soutenu Alassane Ouattara depuis 2011. Mais le chef de l'État sait que partager les fruits de la croissance est le meilleur moyen d'éloigner un peu plus les fantômes des crises du passé et d'imprimer aux yeux de tous une marque positive dans l'histoire de son pays. ●



Le chef de l'État a rendu l'école obligatoire jusqu'à 16 ans, mais les infrastructures sont encore insuffisantes.



« NOTRE USINE DE FABRICATION D'EXPLOSIFS CIVILS APPROVISIONNERA L'ENSEMBLE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST »



Entretien avec
PHILIPPE GILLET
Directeur du développement
international de Titanobel

Pouvez-vous vous présenter ?

Titanobel est un groupe français, qui depuis 1871 est, spécialisé dans la conception, la fabrication, la distribution et la mise en œuvre d'explosifs civils destinés aux carrières, aux mines et aux chantiers de travaux publics. Nous déployons également une activité de forage minage et disposons d'un parc global de 60 machines.

L'Afrique est une zone géographique que nous connaissons bien car nous y sommes présents depuis une vingtaine d'années. Nous avons deux filiales commerciales dédiées aux explosifs civils, au Bénin et au Cameroun, et deux filiales industrielles de forage minage en Afrique du sud (Enviro Blasting (EBS) et au Sénégal (AOD Sofiter).

Notre stratégie de développement repose sur la croissance de notre activité à l'international. L'Afrique, principalement l'Afrique de l'ouest, est une cible stratégique.

Pour quelles raisons ?

Le secteur des carrières et des mines a un grand potentiel de croissance. Le sous-sol de l'Afrique est très riche et les gouverne-

ments souhaitent exploiter les ressources disponibles dans une logique de développement durable et socialement responsable. La mise en valeur de ce potentiel offre une opportunité exceptionnelle pour développer les tissus productifs, diversifier la structure des économies et créer des emplois. Nous souhaitons être des acteurs à part entière de ce processus de développement qui nous semble incontournable.

Quelle est votre offre ?

Nous avons mis au point, conjointement avec la société NPGM, une solution intelligente de fabrication modulaire d'explosifs directement sur le site minier. L'usine est entièrement préfabriquée sous forme de conteneur. Cette option présente plusieurs avantages. L'usine peut être montée rapidement et évite l'importation des explosifs ainsi que les risques de sécurité afférents. Par ailleurs, cette solution donne la possibilité de moduler l'offre et de fournir les quantités nécessaires d'explosifs, en vrac ou en cartouche, en fonction de la taille et des caractéristiques de la mine.

Envisagez-vous d'aller plus loin ?

Nous avons la volonté de nous implanter de façon durable avec la mise en place de dépôts d'explosifs et, à terme, la création d'une usine de fabrication d'explosifs qui approvisionnerait l'ensemble de l'Afrique de l'ouest. La taille et le potentiel du marché minier justifient un tel investissement.

Le groupe Titanobel a été admis au sein de la première promotion de l'Accélérateur Afrique, un programme d'accompagnement sur 12 mois de 25 entreprises françaises, mis en œuvre par Bpifrance. Dans le cadre de cette initiative, j'ai participé à une première mission en Côte d'Ivoire, en juin 2021. Une deuxième mission en Afrique est prévue pendant le deuxième semestre de cette année.

Qu'est-ce qui vous différencie de la concurrence ?

Le groupe Titanobel est reconnu pour la qualité et la performance de ses explosifs. Notre stratégie est parfaitement en phase avec les attentes des compagnies minières. Par exemple, elles utilisent de plus en plus d'explosif de type émulsion pour amorcer leur tir plutôt que la dynamite qui a des effets nocifs sur la santé des collaborateurs, qui présente des risques bien plus importants en matière de sécurité, et qui est moins performante en matière de protection de l'environnement. Par ailleurs, nous accompagnons nos clients dans l'optimisation du tir (choix des explosifs, implantation du tir, qualité du forage, etc.). Enfin, notre groupe applique des règles très strictes en matière de sécurité, avec des tableaux de bord et des indicateurs de performance très élaborés.

Quelle est l'importance de la formation ?

Elle est essentielle et prioritaire dans nos activités. En France, nous disposons de l'agrément réglementaire pour assurer la formation au Certificat de Préposé au Tir (CPT) qui valide la connaissance des règles techniques et de sécurité en matière de tir. En Afrique, nous organisons régulièrement des séances de formation du personnel de nos filiales avec des experts de notre groupe. Nos tirs sont réalisés par nos collaborateurs africains qui obtiennent d'excellents résultats en termes de performance et de sécurité.



EXPLOSIFS • FORAGE • MINAGE

Rue de l'industrie
21270 PONTAILLER SUR SAÔNE - FRANCE
Tél. : +33 (0)3 80 47 67 10
Email : philippe.gillet@titanobel.com
In Suivez-nous sur LinkedIn



COOPÉRATION

Le Qatar prend ses quartiers à Abidjan

Du secteur aérien à la finance en passant par les infrastructures, l'émirat intensifie ses activités dans la capitale économique. Stratégie, acteurs principaux, moyens... Découvrez les coulisses de cette expansion.

BAUDELAIRE MIEU

Du côté de Doha, on attendait la fin de l'élection présidentielle de 2020, mais la volonté de « réchauffer » la coopération avec Abidjan était assumée par le Qatar au plus haut niveau depuis plusieurs mois maintenant.

En avril dernier, cette ambition a commencé à se matérialiser avec le déploiement de Qatar Airways

à Abidjan. Une action prévue de longue date selon nos informations. La compagnie a inauguré une ligne entre son hub de Doha et Abidjan le 16 juin, avec une fréquence de trois vols hebdomadaires.

Cette arrivée de Qatar Airways est le premier pas d'un rapprochement entre la compagnie qatarie et Air Côte d'Ivoire, détenu majoritairement

par l'État, dont la plateforme de correspondance naturelle est l'aéroport international d'Abidjan et ses 2,36 millions de voyageurs par an.

Ce trafic pourrait être boosté avec l'implantation de Qatar Airways. Des travaux d'extension de l'aéroport d'Abidjan permettront de passer de 3 à 5 millions de voyageurs, voire à 7 millions d'ici à 2025. →



Alassane Ouattara avec Tamim Ben Hamad Al Thani, l'émir du Qatar, au Palais princier de Doha, le 17 septembre 2018.

C. JIBOU, PRÉSIDENCE CÔTE D'IVOIRE

« Notre stratégie de transformation digitale nous a rendu plus résilients face à la crise »

Entretien avec monsieur Paul-Harry Aithnard,
Directeur Général de Ecobank Côte d'Ivoire, Directeur Exécutif de la Région UEMOA

Quelle a été votre réponse face au Covid-19 ?

Au début, nous avons en priorité assuré le bien-être de nos employés, et nous nous sommes organisés pour permettre d'une part à certains employés de travailler de la maison, et à d'autres d'être physiquement présents dans les agences et nos points de vente. Vis-à-vis de nos clients, nous faisons aujourd'hui le constat d'une complémentarité nécessaire entre présence physique de proximité et capacité à traiter les opérations à distance. Grâce à nos investissements dans la technologie et à notre stratégie de transformation numérique, nos clients, particuliers, professionnels, PME ou grandes entreprises, ont pu effectuer leurs transactions sans se déplacer, grâce à l'application mobile Ecobank et à nos services en ligne tels que Ecobank Online, Ecobank Omni Lite et Ecobank Omni. Les utilisateurs de l'application mobile étaient 70% plus nombreux en 2020. Près de 12 000 à 15 000 personnes téléchargeaient notre application chaque mois, ce qui leur permet de faire leurs opérations à partir de leur téléphone.

Notre réseau de distribution externe, nos Points Xpress Ecobank ont aussi enregistré une hausse du nombre d'utilisateurs de 70% et une croissance de 62% du volume de transactions en 2020.

Enfin, afin de maintenir le lien avec nos clients, nous avons augmenté nos effectifs dans nos centres d'appels en recrutant un nombre important de jeunes.

Comment avez-vous appuyé les entreprises ?

Avant tout, nous avons voulu leur faciliter la vie dans un contexte économique incertain. Ainsi, nous avons renoncé aux frais sur certains virements interbancaires ; augmenté nos limites de transactions quotidiennes sur les services bancaires mobiles ; et réduit les frais de transfert, conformément aux directives réglementaires. Nous avons aussi tiré parti des différentes mesures de soutien aux PME pour prêter à des secteurs vitaux, soulagé certains clients en difficulté grâce aux moratoires proposés par les régulateurs et encouragé la digitalisation des entreprises dans leurs interactions avec les clients et fournisseurs.

En somme, nous avons continué à croître dans l'environnement incertain qu'aura été 2020 et à créer de la valeur pour nos investisseurs. A ce titre, Ecobank Côte d'Ivoire a reçu deux distinctions majeures de Global Finance, traduisant les profondes mutations en cours au sein d'un établissement qui consolide sa position de leader du marché local : Meil-

leure banque pour le financement du commerce et Meilleure banque pour le cash management.

Quelle est l'importance du digital ?

Dès ma prise de fonctions, j'ai engagé une stratégie de transformation digitale, qui s'est accélérée en 2020 avec la pandémie. La digitalisation est un axe transversal de notre feuille de route stratégique « Réussir Ensemble » qui a 3 orientations stratégiques : la Croissance, la Diversification et l'Efficiencia. Le lancement de nouveaux produits et services digitaux, le renforcement des équipes et de leurs capacités, l'écoute des clients et la prise en compte systématique de leurs retours d'expériences, les partenariats avec les acteurs des télécommunications et l'écosystème des fintechs, sont les actions fortes qui ont permis à Ecobank Côte d'Ivoire de connaître une croissance de 66% du nombre d'utilisateurs des plateformes digitales.

L'application mobile d'Ecobank qui a connu un rafraichissement avec une version 4 lancée début 2020 et les services Push and Pull (bank to wallet) lancés dans plusieurs filiales (MTN, Orange, Airtel etc.), sont des améliorations majeures de notre offre digitale aux clients particuliers. Ainsi, le nombre d'utilisateurs de l'application mobile a progressé de 70% en 2020.

Et cette année ?

Nous pensons que 2020 est un point d'inflexion dans l'évolution vers la banque de demain qui sera de plus en plus digitale. 2020 nous a démontré que nous sommes plus résilients avec la digitalisation. 2021 confirmera la tendance, avec plusieurs chantiers ouverts pour déployer davantage notre offre digitale. Ainsi, grâce à de nouveaux partenariats, nous comptons participer activement au défi de l'inclusion financière des populations rurales, et contribuer encore plus à l'émergence d'un secteur privé local ivoirien.



JAMG - PHOTO : D.R.

→ Les négociations se poursuivent entre les deux transporteurs aériens. « Nos discussions sont très avancées. Notre souhait est de conclure, dans un premier temps, un accord qui permette d'exploiter les mêmes vols », a confié une source au sein d'Air Côte d'Ivoire.

Fonds de charité

Le lancement des vols de Qatar Airways est une aubaine pour la compagnie ivoirienne, qui cherche à gagner en rentabilité et à envisager de nouveaux projets, comme l'ouverture de lignes vers les États-Unis. Les Ivoiriens espèrent aussi une entrée des Qataris dans le capital d'Air Côte d'Ivoire au travers de la cession d'une partie des parts de l'État et de certains actionnaires comme Goldenrod pour financer le développement du pavillon ivoirien.

L'offensive de l'émirat à Abidjan ne s'arrête pas à l'aérien. En 2020, les autorités ivoiriennes ont octroyé un agrément à Qatar Charity. Ce fonds de charité ouvrira des bureaux dans le pays, avec le statut d'institution diplomatique et les avantages fiscaux y afférents.

En janvier dernier, le fonds Kasada Capital Management, bras armé de Katara Hospitality, le véhicule d'investissement du Qatar dans l'hôtellerie, avait déjà racheté huit hôtels du groupe Accor en Côte d'Ivoire (dont le Pullman, le Novotel, les Ibis Marcori et Plateau, à Abidjan), ainsi qu'au Cameroun et au Sénégal.

Par ailleurs, après plusieurs tentatives, la Côte d'Ivoire a accueilli dans ses eaux, en mai 2020, Qatar Petroleum, qui a bouclé sa première grosse transaction dans le pays avec l'acquisition de 45 % de parts sur les permis pétroliers CI-705 et CI-706 auprès de Total, pour un investissement anticipé de 90 millions de dollars dans l'exploration et les forages.

Les premiers rapprochements entre Ivoiriens et Qataris ont commencé en mai 2013, lorsque le président Alassane Ouattara s'est rendu à Doha pour négocier le financement de projets, parmi lesquels l'autoroute qui doit relier Yamoussoukro à Ouagadougou, la capitale burkinabè, sur près de 1300 km. Ce projet majeur de

l'intégration sous-régionale est estimé à 4 milliards de dollars (3,29 milliards d'euros). Un tronçon a déjà été construit en Côte d'Ivoire entre Yamoussoukro et Tiébissou (37 km), financé par la Banque islamique de développement (BID). Son premier actionnaire est l'Arabie saoudite, mais 7,5 % du capital est détenu par le Qatar.

Les relations économiques entre Abidjan et Doha se sont renforcées quand, en décembre 2017, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani a effectué une visite d'amitié et de travail en Côte d'Ivoire, la première d'un émir du Qatar au pays des éléphants. En juin 2018, la présidence ivoirienne a répondu en ouvrant une ambassade à Doha, puis y a nommé Cissé Abdoul Karim, précisant qu'il s'agissait d'un « poste diplomatique de haute portée stratégique ».

Dans la foulée, en septembre 2018,

Le pays a accueilli dans ses eaux, en mai 2020, Qatar Petroleum, qui a bouclé sa première transaction pour 90 millions de dollars.

le président Alassane Ouattara s'est à nouveau rendu à Doha pour relancer les discussions avec les Qataris concernant des investissements dans les infrastructures et dans la transformation du cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial. Durant cette visite, une commission mixte Côte d'Ivoire-Qatar a été instituée pour assurer le suivi de grands dossiers de coopération entre les deux nations.

L'année suivante, cet appel du pied a produit ses effets avec, notamment, l'ouverture de l'ambassade du Qatar à Abidjan et la nomination de Jaber Al Marri. « Notre relation avec la Côte d'Ivoire est excellente. Nous la renforcerons au cours des prochains mois. Une délégation ivoirienne est d'ailleurs attendue à Doha », assure à *Jeune Afrique* Jaber Al Marri.

Outre la présidence de la République, plusieurs hauts dirigeants ivoiriens se sont impliqués dans le rapprochement avec l'émirat. Feu Hamed Bakayoko, ancien Premier ministre et titulaire du portefeuille de la Défense, était allé à Doha en mars 2018 pour solliciter un soutien financier dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il avait rencontré l'émir Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani et le vice-Premier ministre Khalid Ben Mohammad Al Attiyah.

Tribunal du Plateau

Bien avant, en 2015, Adama Toungara, alors ministre du Pétrole, avait séjourné à Doha, négociant notamment des accords confidentiels avec Qatar Petroleum pour un investissement dans une centrale thermique d'électricité au gaz naturel liquéfié (1000 MW). Estimé à plus de 2 milliards de dollars, ce projet n'a jamais vu le jour. Mais son successeur au ministère de l'or noir, Abdourahmane Cissé – aujourd'hui secrétaire général de la présidence –, a pu mener à bien avec Saad Sherida Al Kaabi, son homologue à Doha, et avec le PDG de Qatar Petroleum, l'accord qui a permis l'arrivée du géant qatari dans l'offshore ivoirien.

Pour sécuriser ses investissements à venir dans le pays, l'émirat a financé en 2019 – à la demande du gouvernement ivoirien –, le pôle financier du tribunal de première instance d'Abidjan-Plateau chargé de lutter contre la corruption et les délits économiques. À cette époque, Sansan Kambilé, garde des Sceaux et ministre ivoirien de la Justice, et son collègue Ally Coulibaly, alors ministre des Affaires étrangères chargé aujourd'hui de l'Intégration, s'étaient rendus à Doha pour négocier la formation des magistrats ivoiriens. Ce dossier est toujours porté du côté qatari par le ministre de la Justice, Issa bin Saad Al Jafali Al Nuaimi, et le procureur général du Qatar, Ali Bin Fetais Al Marri.

« Le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, tient à sa relation avec le Qatar. Ce sont des rapports qu'il privilégie », selon Ally Coulibaly. Le dossier qatari était suivi par Patrick Achi, l'actuel Premier ministre, quand il officiait encore comme secrétaire général de la présidence. ●



Jean-Claude KOUASSI
Directeur Général du LBTP

Le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP), certifié ISO 9001 Version 2015 et fort de plus de 60 ans d'expériences acquises depuis 1954 dans le Secteur du Génie Civil, de l'Industrie et de l'Energie du bâtiment a développé une expertise dans le domaine de la sécurité des infrastructures.

Cette expertise permet d'assister les maîtres d'ouvrages, les maîtres d'œuvres et les entreprises dans la construction et la maintenance de leur infrastructure. En effet, dans une société ivoirienne en développement et confrontée aux nombreux et divers problèmes de besoins :

- Disposer de données nécessaires à la réalisation des infrastructures de base (routes, bâtiments, barrages, quais...);
- Bénéficier de bâtiments et équipements économe en énergies;
- Etre rassuré de la qualité et des meilleures conditions de mise en œuvre des matériaux de construction;
- Bénéficier d'installations électriques sûres;
- Disposer de résultats d'essais et d'analyses pour l'établissement de normes conformes aux conditions locales, est une exigence impérieuse.

Le LBTP à travers ses missions d'essais, d'étude, de contrôle de qualité, d'expertise, d'économie d'énergie et de Securel pour la conformité de vos installations électriques, apporte des réponses concrètes à ces préoccupations, grâce à ces moyens techniques et modernes et à son personnel hautement qualifié. Afin de mieux répondre à vos besoins dans ce secteur très complexe, le LBTP s'est structuré en fonction de ses activités. Ainsi nous avons :

Le Département Génie Civil

Il comprend trois (03) divisions :

- La division matériaux de construction ;
- La division routes et ouvrages d'art,
- La division sols et fondations.

Le département Génie Civil a pour mission de fournir avant la construction, des données nécessaires à l'établissement des projets dans le domaine des bâtiments, des routes, des barrages, des ouvrages d'art, des infrastructures portuaires, aéroportuaires et industrielles. Pendant la construction, il intervient pour contrôler la qualité des matériaux et leur mise en œuvre en vérifiant la conformité des travaux par rapport aux prescriptions imposées et aux règles de l'art. Après la construction, le département Génie Civil intervient pour analyser le comportement des ouvrages au cours de leur vie en vue de détecter d'éventuelles anomalies et apporter des solutions appropriées.

Le Département Contrôle Industriel et Energétique

Le LBTP est spécialisé dans la sécurité et l'optimisation des méthodes d'exploitation des systèmes électriques.

Le développement économique et la protection de l'environnement

obligent toujours à une gestion plus rigoureuse de l'énergie utilisée. Pour mener à bien cette mission, le Département Contrôle Industriel et Energétique est composée de deux (02) divisions :

- La division économie d'énergie
- La division Contrôle Industriel.

Le Département Recherche Formation et Qualité

Il a pour mission la formation et la vulgarisation du savoir-faire technique acquis au cours des longues années d'expérience du LBTP.

Ce département est chargé de l'exécution de tous les essais de laboratoire. Il apporte son aide aux producteurs de matériaux de construction pour l'amélioration technique de leurs produits et participe ainsi à la lutte contre la pauvreté par le développement de nouveaux matériaux bon marché.

Le département recherche formation qualité est composé de trois (3) divisions

- La division recherche Appliquée et Formation ;
- La division Qualité ;
- La division Laboratoire

Le Département Securel

L'énergie électrique, bien qu'utile à l'homme à plusieurs niveaux, présente des dangers pour ce dernier. Dans le souci de minimiser ces dangers l'Etat a, par le décret n°81-388 du 10 juin 1981, mandaté le LBTP de faire le contrôle de conformité des installations électriques intérieures avant leur première mise sous tension.

Le département Securel pour remplir cette mission comprend deux (2) divisions :

- La division Securel Abidjan ;
- La division Securel intérieur.

Pour atteindre ses missions le LBTP s'appuie sur trois piliers

- Une organisation efficiente,
- Un personnel ayant une grande expertise,
- Du matériel à la pointe de la technologie.

Quelques projets que le LBTP a accompagnés :

- Les joyaux architecturaux de Yamoussoukro dont la Basilique Notre Dame de la Paix, l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INPHB), l'Hôtel Président ;
- Plusieurs ponts dont Henri Konan Bédié, de Gaulle, Félix Houphouët Boigny ;
- Les autoroutes Abidjan-Yamoussoukro et Abidjan-Grand Bassam ;

Plusieurs routes sur toute l'étendue du territoire ivoirien ;

- L'Aéroport d'Abidjan ;
- Le Port Autonome d'Abidjan(PAA) ;
- Le barrage de Soubré

Quelques projets que le LBTP a accompagnés à l'international :

- Le pont St Vicente de Guinée Bissau ;
- La corniche de Dakar ;
- Le Stade de Malabo ;
- L'Hôtel Hilton de Bata.

AGRICULTURE

Transformer plus pour gagner plus

Champion incontesté du cacao, de l'anacarde, de l'hévéa et du coton, le pays exporte la majorité de ses productions agricoles brutes en dépit des annonces répétées d'industrialisation des filières. *Jeune Afrique* fait le bilan culture par culture et avance des explications sur le retard pris dans ce domaine.

BAUDELAIRE MIEU

Année après année, la Côte d'Ivoire confirme son statut de puissance agricole de niveau mondial. Grâce à des politiques incitatives, à la clémence de son climat et à l'extension des surfaces cultivées, le pays est aujourd'hui le premier producteur mondial de cacao, concentrant à lui seul environ 40 % de la production globale. Depuis quatre ans, la Côte d'Ivoire a franchi la barre de 2 millions de tonnes de fèves récoltées annuellement. Pour la saison en cours, le Conseil café cacao, qui gère la filière, table sur environ 2,4 millions de tonnes, qui jusqu'à la fin de septembre rejoindront les ports d'Abidjan et de San Pedro.

L'or brun, qui fait vivre environ 5 millions d'Ivoiriens, n'est pas la seule production à connaître un développement exponentiel au cours de la dernière décennie. En 2020, la récolte d'anacarde a frôlé 850 000 t, en progression de 34 % par rapport aux 634 631 t de l'année précédente. Depuis trois ans, le pays s'est hissé au premier rang mondial des producteurs de noix



En 2020, 88 % de la production de noix de cajou brutes ont été exportés.

de cajou, dépassant le Vietnam ou le Brésil.

Même performance remarquable pour le secteur hévéicole, qui profite à nouveau d'un véritable engouement de la part des paysans ivoiriens. En 2020, 1 million de t de sève, utilisée pour faire du caoutchouc, a été collecté, faisant là aussi du pays le premier producteur africain et le quatrième au niveau mondial derrière la Thaïlande, l'Indonésie et le Vietnam. D'ici à cinq ans, le

gouvernement espère voir cette production doubler.

Très affectés par la longue crise politico-militaire qui a vu, de 2002 à 2011, la rébellion armée occuper le nord du pays, les cotonculteurs ont eux aussi redressé la tête avec des récoltes record. En 2021, la Côte d'Ivoire anticipe une production de 580 000 t, se plaçant au deuxième rang africain après le Bénin.

Pour le président Ouattara, ces performances ne sont que la →

Numéro un mondial de l'or brun, la Côte d'Ivoire contrôle à elle seule environ 40 % de la récolte globale.

BSIC CÔTE D'IVOIRE

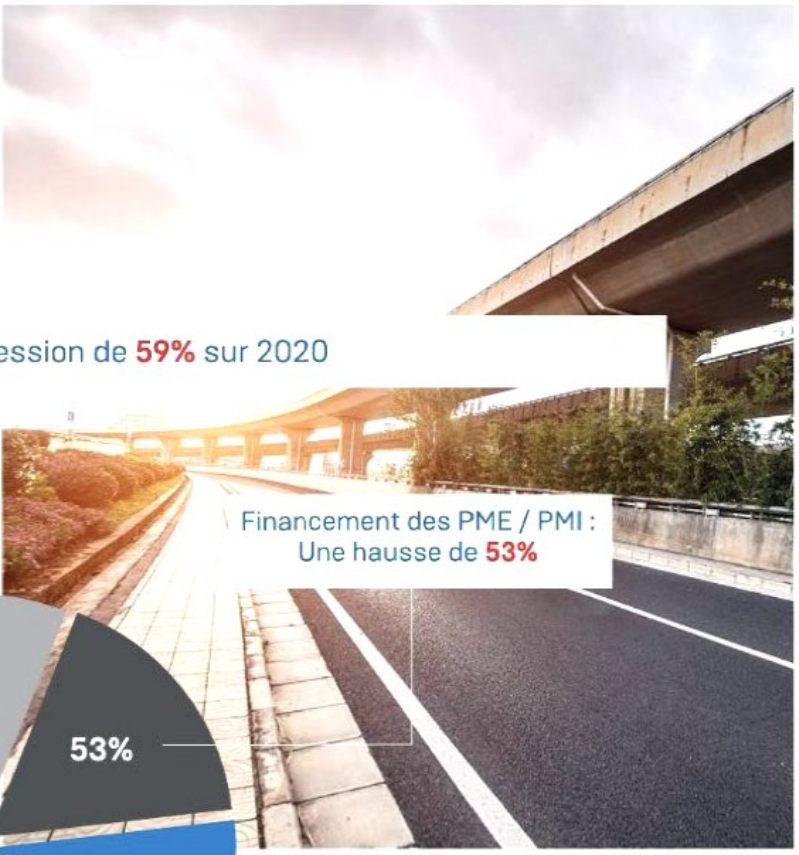
AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



TOTAL BILAN : Une progression de **59%** sur 2020



Financement des Corporates :
Une hausse de **19%**



Financement des PME / PMI :
Une hausse de **53%**



Marché financier : Accroissement
significatif de **163%**



Financement des Particuliers
et Professionnels : **+13%**

→ première étape d'une stratégie qui doit faire de son pays un acteur important de l'agro-industrie. L'objectif est d'échapper autant que possible au diktat des cours des matières premières en réalisant sur place des opérations de transformation qui confèrent davantage de valeur ajoutée aux produits exportés ensuite.

Orientés à la hausse sur le marché mondial, notamment en raison de la forte demande chinoise, les prix agricoles peuvent être des facteurs de déstabilisation importants de l'économie nationale lorsqu'ils baissent fortement, amputant d'autant les revenus du secteur agricole, qui, selon la Banque mondiale, emploie 46 % de la population active.

À grand renfort de communication, le chef de l'État n'a cessé depuis 2012 de fixer des objectifs ambitieux, mais sans jamais être en mesure d'annoncer leur réalisation. Première filière agricole du pays, dont les recettes pèsent lourd dans le budget du pays (40 % des recettes d'exportation), l'industrie du cacao ne transforme qu'environ un tiers des fèves récoltées, alors que le gouvernement comptait sur 50 % de la production en 2020. Le reste est exporté notamment par les industriels et les traders internationaux Barry Callebaut, Olam, Cargill, Ecom, Sucden et Touton.

Opérateurs engagés

Pour Souleymane Diarrassouba, ministre de l'Industrie et du Commerce, il ne s'agit que d'un contretemps. « Nous nous sommes fixé un nouvel objectif qui est d'atteindre ce pourcentage de transformation à l'horizon 2025. Nous avons passé plusieurs conventions avec les broyeurs pour les aider à créer de la valeur et des d'emplois en cohérence avec la vision du chef de l'État. » Afin d'y parvenir, les industriels ont obtenu en 2017 de nombreux avantages fiscaux, comme un abattement allant de 10 % à 34 %, en fonction du degré de transformation des fèves et du droit unique de sortie (DUS) sur les produits semi-finis issus des fèves.

D'ici à 2022, les chocolatiers se sont engagés à porter le volume des

fèves broyées à 678 000 t. Un volume qu'ils pourraient théoriquement déjà absorber. En 2020, les capacités de broyage des industriels avaient atteint 850 000 t.

Comme pour la filière cacao, le pouvoir entend également mieux valoriser la production de noix de cajou. Entre 2019 et décembre 2020, 33 entreprises ont signé une convention avec le gouvernement pour installer de nouvelles unités de transformation. Au total, ces sociétés devraient être capables de traiter 289 300 t d'anacardes.

Le pays a transformé, en 2020, 12 % des 848 000 t de sa production brute de cajou, également appelé anacarde, et « vise à terme un taux de 50 % à l'horizon 2025 », a affirmé à l'Agence France Presse Adama Coulibaly, directeur du Conseil du coton et de

L'objectif est de réaliser sur place des opérations conférant davantage de valeur ajoutée aux produits exportés ensuite.

l'anacarde (CCA), qui gère la filière. Un objectif très difficile à atteindre dans des délais aussi courts, alors que la crise liée au Covid-19 a gelé quasiment tous les projets industriels en Côte d'Ivoire pendant un an.

Dans le secteur de l'hévéa, le processus d'accélération de la transformation est aussi en cours. Une dizaine d'opérateurs se sont engagés à traiter 442 232 t sur la période 2020-2021. Le déficit de capacité était estimé à 400 000 t l'an dernier. En avril 2021, la Société internationale de plantation d'hévéas (SIPH), filiale du groupe Sifca (30 % de la production de caoutchouc ivoirienne), a annoncé la construction d'une usine à Soubré pour produire dans un premier temps 60 000 t de caoutchouc par an et le doubler à terme. Cet investissement est évalué à 26 millions d'euros.

Traditionnelle en Côte d'Ivoire, la cotonculture est mieux lotie. Les

14 industriels du secteur peuvent transformer environ 605 000 t de coton graine, soit l'intégralité de la production actuelle. En avril, la France, par l'intermédiaire de l'Agence française de développement, a accordé un financement de 45 milliards de F CFA pour consolider la filière, qui bénéficie en outre d'une subvention d'environ 22 milliards de F CFA par an de la part du gouvernement.

Obstacles structurels récurrents

En dépit des volontés politiques affichées, la création d'une industrie agricole bute cependant sur des obstacles structurels, à commencer par la hausse continue des facteurs de production, dont le coût de l'électricité et des salaires. Si les industriels ont modernisé ces dernières années leurs usines pour gagner en productivité, ils sont aussi confrontés à un manque de main-d'œuvre qualifiée, ce qui favorise encore l'exportation de produits bruts pour les transformer sous d'autres cieux.

« Malgré les mesures du gouvernement, transformer hors de Côte d'Ivoire revient moins cher. Pourtant, les taxes et la parafiscalité sur les matières premières à l'exportation ne sont pas un facteur contraignant », explique le patron d'une multinationale, qui a requis l'anonymat. Actuellement, la noix de cajou fait par exemple l'objet d'un commerce triangulaire, au cours duquel le décorticage se fait au Vietnam et en Inde avant d'être commercialisée notamment aux États-Unis.

Autre obstacle récurrent, en particulier dans le secteur du cacao, les difficultés d'approvisionnement des unités de transformations installées dans les villes portuaires de San Pedro et d'Abidjan, en raison de goulots d'étranglement logistiques.

Reste une question plus fondamentale. La première transformation de productions agricoles (broyage des fèves, filature) permettra-t-elle de réduire les effets des fluctuations des cours mondiaux. L'économiste Philippe Chalmin, fondateur du rapport « Cyclope », répond que non car les produits dérivés obtenus sont eux-mêmes considérés par les industriels comme des matières premières. ●



ENTREPRISE CITOYENNE

Ecologie

Emploi

Ethique

Développement Durable

Quatre axes prioritaires définis par la direction Générale

- * Un accent particulier sur la santé des travailleurs, leur qualité de vie, l'équité et une solidarité entre tous
- * La recherche sans cesse de l'efficacité économique avec l'engagement et la participation de tous les travailleurs.
- * Le soucis permanent de protéger l'environnement avec l'investissement dans l'achat de deux lignes de recyclage.
- * La formation des agents et des cadres pour un meilleur accès au savoir.

Innover pour satisfaire

Plastica Cote d'Ivoire Koumassi Zone Industrielle Tel: +225 27 21 75 73 80



Plastica CI



www.plasticaci.com

ISO 9001

BUREAU VERITAS
Certification



UN PÔLE D'EXPERTISE DE HAUT NIVEAU AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

CONCEPTION ET ÉTUDES + ASSISTANCE ET CONSEIL + SUIVI ET CONTRÔLE DE TRAVAUX

SUPRÊME

DOMAINES D'ACTIVITÉS

- INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS
- CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENTS
- GESTION URBAINE
ET DÉVELOPPEMENT LOCAL
- INDUSTRIE, ÉNERGIE
- • INFORMATION GÉOGRAPHIQUE
- ÉCONOMIE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRE
- AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL
- ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT
ET HYDRAULIQUE
- ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

L'INNOVATION POUR SOUTENIR LA CROISSANCE

Entretien avec Kinapara COULIBALY, Directeur Général du BNETD

Présentez-nous le BNETD

Avec plus de 40 ans d'expérience, le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) est l'un des premiers bureaux d'études pluridisciplinaires d'Afrique.

Notre cœur de métier est le conseil, la maîtrise d'œuvre (conception, suivi et contrôle de travaux) dans l'univers des infrastructures de développement.

Nos employés sont des experts chevronnés qui travaillent en étant orientés « client ». Nous œuvrons en partenaire au côté de l'État ivoirien en étant fiers d'avoir contribué à la plupart des grands chantiers du pays.

Notre expertise s'exporte également dans 16 pays africains répartis en 3 bureaux régionaux. Nos domaines d'intervention couvrent les principales infrastructures allant du bâtiment-aménagement du territoire, au transport, à l'environnement, à l'information géographique et numérique, à l'agriculture, l'industrie et à l'économie.

Quelle est votre vision pour cette structure ?

Après un quinquennat au cours duquel nous avons consolidé leadership et croissance, nous travaillons à faire du BNETD, une ingénierie d'excellence qui imagine et bâtit des solutions durables pour porter le développement de la Côte d'Ivoire et son rayonnement. Notre visée est d'offrir à nos clients des prestations innovantes avec un impact significatif sur les populations.

Quelle est votre stratégie en termes d'infrastructures sociales ?

En dehors de notre contribution sur les grands projets : routes, ponts, stades..., nous continuons à accompagner le gouvernement ivoirien dans le déploiement de ses priorités que sont le Programme National de Développement et la mise en œuvre du Programme Social.

La réalisation d'importantes infrastructures éducatives et sanitaires sur toute l'étendue du territoire permet une véritable redistribution des fruits de la croissance. Toutes les régions en bénéficient avec la réhabilitation de plus d'une quinzaine d'hôpitaux, la construction de plus d'une douzaine de centres hospitaliers régionaux ainsi que le renforcement de plateaux techniques. Au total, 400 établissements sanitaires de premier contact ont été portés sur des fonds baptismaux.

Les infrastructures éducatives se développent également avec la construction de plusieurs universités et collèges de proximité qui aideront à accroître le taux d'alphabétisation dans les régions, à favoriser l'éducation des jeunes filles.



AUDIOVISUEL

TNT, saison 3

Amorcé en 2019, le déploiement de la télévision numérique terrestre n'est pas encore achevé. Mais les téléspectateurs profitent déjà d'une profusion de programmes inédits. Reste aux nouvelles chaînes à trouver un équilibre financier pour faire de la libéralisation du secteur une réussite.

AÏSSATOU DIALLO

Depuis le lancement de nouvelles chaînes en 2019, le monopole de la Radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI) n'est plus. Désormais, les spectateurs ont le choix entre six canaux qui se livrent une rude concurrence. En plus des trois chaînes qu'offre le service public, RTI 1, RTI 2 et RTI 3, trois autres télévisions privées ont fait leur apparition sur les écrans : Life TV, A+ Ivoire et la Nouvelle Chaîne ivoirienne (NCI). Une quatrième chaîne d'information en continu, 7 Infos, a également reçu le feu vert de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (Haca), et se prépare à diffuser d'ici à la fin de l'année.

« Nous avons opté pour une ouverture contrôlée. Aujourd'hui, nous sommes fiers de la qualité de nos chaînes de télévision », se réjouit Amadou Coulibaly, ministre de la Communication, des Médias et de la Francophonie. Nommé le 6 avril dernier, il doit parachever le chantier de la Télévision numérique terrestre (TNT), qui était censée être totalement opérationnelle en juin 2020. Pour l'heure, la Société ivoirienne de télédiffusion (IDT) estime qu'environ 80 % de la population est couverte. Mais sans prendre en compte l'équipement des ménages en décodeurs, plus complexe à réaliser qu'il n'y paraît. Cependant, Amadou Coulibaly se veut confiant : « Nous

éteindrons le dernier signal analogique d'ici à la fin de cette année. » En attendant de connecter tous les Ivoiriens à la TNT, le contenu audiovisuel, lui, connaît déjà une révolution. « L'une des plus belles réussites de la libéralisation réside dans la diversification des programmes », explique René Bourgoïn, président de la Haca.

Pluralité de l'information

Séries télévisées, émissions de faits divers, téléactualités, émissions humoristiques, talk-shows, etc. Les nouvelles chaînes investissent dans la création de programmes de divertissement. C'est le cas de Life TV, du groupe de communication Voodoo, dont le directeur des programmes, Guy Sahouegnon, dit travailler avec une dizaine de sociétés de production. Parmi elles, celle de Jean-Marc André Kouadio, fondateur de Puzzle Médias, a débuté en fabriquant des contenus pour des marques (*brand content*), avant de produire des émissions et des séries pour Life TV à partir de 2019.

S'il pense qu'il est encore trop tôt pour dresser un bilan parce que les chaînes existent depuis à peine deux ans, le jeune producteur estime que la libéralisation permet effectivement de réaliser des contenus locaux que la RTI n'aurait jamais pu faire seule. « J'ai pu tester de nouveaux formats, comme la série Les

Histoires de Roro, qui est une fiction narrée, dont la troisième saison est en cours de production. J'ai également lancé une courte série de faits divers qui s'appelle *Moins un*. Nous avons l'habitude ici de lire les faits divers. Mais c'est la première fois que des histoires vraies sont mises en images », raconte Jean-Marc André Kouadio. Les émissions de talk-show se sont également multipliées sur les écrans. Des sujets de société à la politique, tout est analysé et débattu sur les plateaux. « Dans un salon de coif-

La télé a remplacé la radio. Des sujets de société à la politique, tout est analysé et débattu sur les plateaux.

fure, par exemple, la télé est toujours allumée en fond. Elle a remplacé la radio. Les talk-shows sont des émissions de flux qui, en plus, ne coûtent pas cher », analyse Alain Toussaint, consultant en communication politique et chroniqueur au *Life Talk*.

Mais en plus de ces motifs économiques, le chroniqueur voit d'autres raisons au succès de ces émissions : « Les gens avaient soif d'espaces d'expression. » Enfin, cette libéralisation

des chaînes a favorisé la pluralité dans le traitement de l'information. « Sur la RTI, on estimait que l'orientation des contenus était à sens unique. La chaîne publique a dû revoir sa

Sur la RTI, on estimait que l'orientation des contenus était à sens unique. La chaîne publique a dû revoir sa manière de travailler.

manière de travailler. Pour notre part, nous donnons la parole à tout le monde et essayons de promouvoir la diversité d'expressions », explique Ali Diarrassouba, directeur de l'information et présentateur de JT à NCI.

Malgré le dynamisme du secteur, les nouvelles chaînes privées rencontrent des difficultés financières

et attirent l'attention des autorités. « La première difficulté a été l'épidémie de Covid-19, qui a ralenti l'activité. Certains annonceurs ont revu leur budget de communication à la baisse », détaille Guy Sahouegnon. « Il faudrait créer un environnement économique propice aux chaînes de télévision », renchérit Alain Toussaint. Les télévisions privées dénoncent aussi une concurrence « inéquitable » avec la RTI, qui conserve selon elles le monopole du marché de la publicité, estimé à environ 10 milliards de F CFA (15,24 millions d'euros) selon certaines sources, en plus de la redevance.

Monitoring des audiences

Une table ronde regroupant les ministres de la Communication, de l'Économie, du Budget, la Haca et les chaînes, dont la RTI, est prévue le 24 juin afin de trouver de nouvelles pistes pour résoudre ces difficultés. « Certaines télévisions demandent

non seulement que la redevance soit partagée entre toutes les chaînes, mais aussi que la RTI, qui jouit de l'aide de l'État, ne bénéficie plus de publicité en *prime time*. Sans préjuger de ce qui se dira lors de cette table ronde, il nous semble peu probable de partager la redevance entre tous les éditeurs pour la simple raison que c'est de la parafiscalité. Celle-ci ne peut pas profiter à des intérêts privés », précise René Bourgoïn.

Un autre point encore en réflexion devrait permettre de préciser la répartition du marché publicitaire : le monitoring des audiences. « Des études existent, mais, pour que les résultats soient acceptés de tous, leur encadrement devrait être fait par une autorité indépendante », estime le président de la Haca. Pour le ministre de la Communication, Amadou Coulibaly, « les chaînes ont besoin d'être accompagnées car elles sont aussi notre vitrine. C'est également un secteur qui crée de l'emploi. Tout cela sera discuté ensemble. » ●

Des Solutions EFFICACES

Pour ...



Résidentiel



Basse Tension



Moyenne Tension



Industrie



Tertiaire



DISTRIBUTEUR DE SOLUTIONS TECHNIQUES AUX PROFESSIONNELS DE L'ÉLECTRICITÉ



Plus de 6000 m² d'entrepôt

Plus de 10 000 Références-produits

La Disponibilité des produits



L'Expertise au bout du fil

La Proximité du service

L'Accompagnement-terrain de nos équipes

Distributeur de Matériel Électrique depuis 1995,

Notre **offre** : riche, évolutive et adaptée à chaque type de clientèle.



APPAREILLAGES ET PROTECTION



CÂBLES, CONDUITS ET CANALISATIONS



COURANTS FAIBLES, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ



INDUSTRIE



QUINCAILLERIE, FIXATIONS ET OUTILLAGES



ÉCLAIRAGE



VDI, CÂBLAGE ET RÉSEAUX INFORMATIQUES



Nous sommes présent sur l'Ensemble des Marchés de l'électricité !












+225 27 21 24 07 43

+225 07 07 01 98 11

dmeib-electric.com



Une vue générale du Port avec l'implantation des projets



Le canal de Vridi élargi et approfondi

Une Référence Internationale

2020 : LE PORT D'ABIDJAN GARDE LE CAP DES 25 MILLIONS DE TONNES

En 2020, face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 qui a fortement impacté l'économie mondiale, le gouvernement ivoirien a pris un train de mesures vigoureuses pour lutter contre la propagation du virus.

Le Port d'Abidjan a fait siennes ces mesures et a mené des actions en vue de garantir la continuité des activités sur la plateforme portuaire.

Ainsi, le Port d'Abidjan a terminé l'année 2020 avec un trafic maritime global de 25 350 923 millions de tonnes contre 25 738 345 millions de tonnes en 2019, soit un repli seulement de -1,5 %.

Cette baisse est notamment due à celle du trafic national (-2,7 %), baisse atténuée par la hausse des marchandises générales +4,9 % (croissance de nos produits de rente tels que le caoutchouc brut et le latex +17,2 %, la noix de cajou +17,6 %, le cacao dérivé +3,7 %, la noix de coco +17,6 %). Par contre, les produits pétroliers connaissent une baisse de (-17,6 %). Cette décroissance du trafic pétrolier observée au niveau mondial est due à la crise sanitaire.

Quant au trafic en transit avec les pays de l'hinterland, il a connu une embellie qui s'est soldée par une progression de 16,4 %.

Ce résultat encourageant qui démontre la bonne capacité de résilience du Port d'Abidjan, consacre également sa position en



Le Président de la Côte d'Ivoire SEM. Alassane OUATTARA pose la 1^{ère} pierre des travaux de superstructures du TC 2

tant que premier port de la Côte Ouest Africaine, en termes de volume de marchandises traitées.

Ce bilan presque inespéré, du fait des prévisions liées à la conjoncture de la crise sanitaire, est dû à la non rupture de trafic avec nos principales zones d'échanges commerciales à savoir l'Asie, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique.

Ainsi, en 2020, malgré la crise sanitaire, le port d'Abidjan, tant à l'import qu'à l'export, a maintenu son trafic avec tous ses partenaires. Il en a été de même au niveau des armements qui ont maintenu, pour la plupart, leur escale à Abidjan.

Cette confiance de nos partenaires et clients est due non seulement à la vitalité de l'économie ivoirienne qui a su résister au choc de la crise sanitaire, mais aussi au déploiement rapide d'une batterie de mesures pour assurer la continuité des activi-



40 hectares remblayés pour l'implantation de nouvelles unités industrielles

tés, et au respect par toutes les parties prenantes des actions de prévention et de lutte contre la propagation de cette maladie sur la plateforme portuaire d'Abidjan.

Au final, les résultats ont été encourageants : l'exploitation portuaire s'est poursuivie de façon quasi normale à la grande satisfaction des clients, armateurs et chargeurs, et la zone portuaire n'a jamais enregistré un taux de contamination susceptible d'entraîner un arrêt de ses activités.

En outre, en dépit de cette situation inédite de crise sanitaire, le port d'Abidjan a poursuivi, la politique de modernisation de ses infrastructures.

Ainsi, après le lancement des travaux de construction du terminal céréalier en février 2020, celui des travaux de réalisation des superstructures du deuxième terminal à conteneurs (TC2) du port d'Abidjan a été fait le 05 octobre 2020, par le Président de la République SEM. Alassane OUATTARA.

Par ailleurs, le système de management qualité et environnement a été davantage renforcé en vue de maintenir la certification aux normes ISO 9001 et 14001. Au niveau des exigences sécuritaires, le maintien de la conformité des installations du port d'Abidjan aux exigences du code ISPS a été également une priorité qui s'est traduite par des investissements conséquents aussi bien dans l'acquisition des équipements que dans la formation du personnel dédié à cette fonction.

Au titre de la gouvernance financière, les efforts ont été poursuivis pour maintenir le cap et obtenir de l'agence de notation Bloomfield Investment Corporation, sur la période allant de Juin 2020 à Juin 2021, la note A1- pour le court terme avec perspective stable et AA- pour le long terme avec perspective stable.

Tous ces résultats, performances et acquis inattendus obtenus pendant une année 2020 fortement marquée par la crise sanitaire inédite, démontrent bien la capacité de résilience du port d'Abidjan qui possède aujourd'hui des fondamentaux solides pour assurer son développement et réagir efficacement face aux défis d'un secteur maritime et portuaire complexe et en mutation permanente. ●



Travaux de construction du Terminal céréalier



Vue de la plateforme du terminal roulier et du deuxième terminal à conteneurs



Une vue du Terminal à conteneurs 1



Le môle du Port de pêche en exploitation

IMMOBILIER

Construire à tout prix

À Abidjan, où 80 % des immeubles sont bâtis sans permis, les effondrements ne sont pas rares. L'État manque de moyens pour juguler le phénomène. Mais l'annonce de la construction de logements sociaux laisse présager des jours meilleurs.

FLORENCE RICHARD, À ABIDJAN



Sillonner Abidjan, c'est être frappé par le bouillonnement immobilier qui agite la capitale économique ivoirienne de plus de 5 millions d'habitants. Depuis les voies rapides qui traversent les communes huppées, on aperçoit ces nouvelles zones résidentielles de standing destinées aux classes moyennes et supérieures.

Dans les quartiers les plus populaires et à la périphérie de la ville, les constructions, moins modernes et moins luxueuses, là aussi se multiplient. Depuis 2011, le marché immobilier ivoirien connaît une croissance de 18 % par an alimentée par l'urbanisation croissante du pays.

Selon la Banque mondiale, 52 % des Ivoiriens vivent actuellement en ville, contre seulement 39 % en 1988. Cette tendance s'accompagne d'un phénomène préoccupant : la multiplication des effondrements de ces constructions, dont 80 % sont bâties sans permis de construire et au mépris de toutes les règles en vigueur.

Entre 2016 et 2020, le ministère de la Construction, du Logement et de

l'Urbanisme en a comptabilisé vingt et un, onze pour la seule année 2020. En mars dernier, c'est un immeuble en construction de cinq étages situé dans le village d'Anono, sur la commune de Cocody, à Abidjan, qui n'a pas tenu, causant la mort de treize personnes, dont sept enfants. Quelques jours avant ce drame, trois balcons s'étaient détachés d'une façade, toujours à Cocody, sans faire de victimes.

Une « inspection du contrôle »

Malgré un renforcement ces dernières années de son cadre législatif, avec notamment l'obligation pour les promoteurs de faire appel à un architecte et à un ingénieur-conseil pour les bâtiments de plus de deux étages, la Côte d'Ivoire peine à contrer efficacement ceux qui choisissent l'illégalité.

Première difficulté : « un manque de moyens humains et logistiques » qui limite le nombre de contrôles et que ne cache pas le ministère. « En octobre 2020, nous avons recruté 124 contrôleurs supplémentaires et investi dans une centaine de motos afin qu'ils puissent se déplacer sur

le terrain. Auparavant ils n'étaient qu'une trentaine sans aucun moyen de mobilité. Mais cela reste insuffisant pour une ville comme Abidjan », admet le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné.

« Pour l'anecdote, plusieurs jours par mois, je me mets au volant d'un véhicule banalisé. Je cible des immeubles, surtout ceux dont l'élévation paraît suspecte, et je demande des comptes », confie-t-il à *Jeune Afrique*.

Un temps évoquée, l'idée de mettre en place une plateforme coopérative de contrôle incluant les services du ministère et les communes du district d'Abidjan n'a jamais abouti.

En mars, un immeuble en chantier de cinq étages n'a pas tenu, causant la mort de treize personnes, dont sept enfants.



SIA KAMBOU/AFIP

Si leur nombre augmente, encore faut-il que les contrôles soient efficaces et réguliers. Face aux soupçons récurrents de corruption des agents de l'État, accusés d'arrangements financiers avec les propriétaires d'immeubles, Bruno Koné annonce la mise en place prochaine d'une « inspection du contrôle ». Des contrôleurs pour contrôler les contrôleurs.

« Les projets qui disposent de tous les documents légaux sont les gros programmes immobiliers, souvent de luxe, pour lesquels les banques exigent des garanties précises, des contrôles a priori et a posteriori. Pour les autres, dans la majorité des cas, rien n'est fait, même pas d'étude sur la qualité des sols », déplore Hamed Troaré, le directeur exécutif du Groupement ivoirien du bâtiment et des travaux publics, le GIBTP. D'après lui, le taux des édifices sans permis de construire frôlerait même les 90 %.

Le ministre reconnaît des lenteurs et une opacité dans la délivrance du permis qui favorisent l'explosion de ces constructions illégales et dangereuses : « Nos concitoyens jugent souvent les démarches fastidieuses

et reprochent un manque de transparence dans la procédure. Face à cela, nous devons, en tant qu'État, mettre en place des solutions. »

Celle d'un guichet unique, qui, depuis 2019, réunit au même endroit tous les acteurs concernés, a été trouvée. « Cette solution permet de rendre le processus plus transparent, plus clair, et de faciliter l'accès aux informations, notamment au sujet des normes exigées, à tous les demandeurs. Autre avantage : réduire et uniformiser les coûts d'accès », expose le ministre. Le permis peut être délivré en vingt et un jours si le dossier ne requiert aucun arbitrage.

Retard considérable

Une initiative saluée par Hamed Traoré, mais qui reste d'après lui insuffisante : « Certaines entreprises attendent leur permis depuis un an. Il faut passer à la vitesse supérieure en digitalisant les démarches et en associant plus étroitement l'ordre des architectes et des ingénieurs-conseils. »

Une digitalisation que le gouvernement a engagée dans le domaine du foncier urbain, problématique majeure à Abidjan, source de fraudes, de conflits et d'obstacles décuplés pour les promoteurs sérieux. « Ce projet de simplification et de transformation digitale a pris du retard en raison de la pandémie, mais c'est bon, une première équipe

d'IGN FI, une entreprise française spécialisée dans l'exploitation des données cartographiques, est actuellement en Côte d'Ivoire », assure Bruno Koné.

Si la nécessité s'impose de construire mieux afin d'éviter de nouveaux drames, celle de construire plus se révèle tout aussi nécessaire. Les besoins de logements sont immenses, estimés à 500 000 unités, un déficit structurel qui se creuse de 10 % chaque année. À Abidjan, environ 130 bidonvilles abritent aujourd'hui 1 million de personnes.

Les différents projets de logements sociaux ont pris un retard considérable. À ce jour, Abidjan n'offre que 17 000 logements sociaux pour plus de 5 millions d'habitants. « Depuis 2011, notre pays a eu tellement d'autres priorités que cet aspect n'a pas été complètement traité », admet Bruno Koné, qui évoque « une perte de crédit des populations pour ces projets ».

Le ministre compte aujourd'hui sur l'engagement d'opérateurs internationaux pour sortir de terre 300 000 logements d'ici à cinq ans. Le pays a d'ores et déjà sécurisé 2 000 hectares de réserves foncières mises à disposition de ces promoteurs. Reste une interrogation pour beaucoup d'Ivoiriens : comment garantir que ces logements bénéficient bien aux plus démunis ? Bruno Koné assure qu'il y veillera. ●



GODONGESIP VIA AFP

À Abidjan, environ 130 bidonvilles abritent aujourd'hui 1 million de personnes.



© uppba - stock.adobe.com

Groupe Africa Link Capital

Des services financiers, une valeur ajoutée.



M. Jean-Christian KOUDOU
Directeur Général Africa Link Capital



M. Olivier GUI
Directeur Général Africa Link Capital Titrisation

Son expérience multisectorielle et sa connaissance des marchés régionaux et internationaux font du Groupe ALC un acteur incontournable du monde de la finance.

Fondé en 2006, le Groupe ALC (Africa Link Capital) comprend deux pôles d'intervention, à savoir le pôle Banque d'Affaires et le pôle Titrisation.

La Banque d'Affaires assiste les activités des entreprises publiques et privées opérant dans divers secteurs tels que l'énergie, les infrastructures, le transport, les services financiers, l'agro-industrie et les télécoms.

En termes de mission, ALC offre les services de conseil financier et stratégique dans les domaines tels que la structuration et la négociation de partenariat publics-privés (PPP), de restructuration financière, de modélisation financière, d'élaboration de stratégie de gestion de risques, ainsi que la structuration et la levée de fonds (capital/mezzanine/dette).

L'expérience de ALC en matière de conseil financier et stratégique a permis de développer des modèles économiques et des structurations uniques. La structuration financière du Fonds d'Entretien Routier (FER) en Côte d'Ivoire ; modèle étendue à l'ensemble des pays d'Afrique occidentale, en est une parfaite illustration.

De même, l'approche intégrée, développée par le Groupe, a permis de mener avec succès des restructurations financières de secteurs stratégiques. ALC a en effet, conduit des restructurations financières d'entreprises telles que PALMCI, SN SOSUCO, SOTRA...

Les résultats obtenus ont non seulement permis de sauvegarder l'outil industriel, mais de préserver des emplois et amorcer un développement optimal.

À ce jour, ALC a mobilisé un montant global de plus de FCFA 800 milliards (1,2 milliard d'euros) et les clients du Groupe bénéficient d'une compétence pluridisciplinaire de ses équipes.

Le Pôle Titrisation comprend deux entités distinctes capables d'offrir une approche globale à ses clients « one stop shop » : **ALC Structuration** (société d'origination et d'arrangement des opérations de titrisation) et **ALC Titrisation** (société de gestion de Fonds Communs de Titrisation de Créances). Rappelons que l'activité origination-structuration consiste en une succession d'étapes d'analyse fine du profil des créances sélectionnées, en l'élaboration du plan d'affaires de la transaction et au montage de l'opération. L'activité de gestion quant à elle, couvre les étapes du montage du FCTC en collaboration avec le structureur, la gestion, et in fine, la liquidation du fonds.

Les clients du Groupe ALC bénéficient de l'expérience multisectorielle, d'une approche innovante et adaptée aux besoins spécifiques.

Le Groupe ALC a pris l'initiative de se rapprocher des acteurs économiques et des gouvernements afin de partager sa vision sur les possibilités offertes par le puissant levier financier que représente la titrisation. À ce jour, ALC Titrisation compte six opérations de titrisation menées avec succès. Elles ont permis de mobiliser plus de FCFA 150 milliards sur le marché financier régional. L'une des opérations, le « FCTC NSIA BANQUE 7% 2020-2025 », a fait l'objet de la première cotation en bourse d'un FCTC sur la place financière régionale, contribuant ainsi à l'approfondissement de l'offre boursière. Au mois de mai 2021, ALC Titrisation a piloté une opération d'un montant de FCFA 20 milliards en faveur du Groupe Teyliom, adossé sur des créances immobilières, le « FCTC TEYLIOM IMMO 7% 2021-2028 » qui fera l'objet d'une cotation très prochaine.

Il convient de rappeler que l'activité mésosofinance, à travers le Groupe COFINA, a également bénéficié de la puissance de cet instrument à travers une levée de fonds de FCFA 10 milliards, « FCTC COFINA 7,5 2018-2019 ».

Le Groupe ALC propose une offre de services de qualité qui intègre une approche sur-mesure aux standards internationaux, garant de la bonne conduite des transactions. Pour l'avenir, la vision du Groupe Africa Link Capital reste axée sur une offre globale intégrant conseil financier, structuration et levée de fonds. L'objectif est aussi de raffermir la position du Groupe dans les domaines de l'offre en conseils stratégiques et financiers en Afrique occidentale, en étant un partenaire de référence indépendant et de qualité, et qui entend contribuer à la montée en gamme du capitalisme africain. Enfin, ALC souhaite consolider la position de son offre en matière de titrisation de créances, par le financement hypothécaire, des projets d'infrastructures, de la trésorerie des États et des entreprises.

UNE VISION

Selon Serge Tidiane DIOP, Administrateur Général, le Groupe ALC entend poursuivre sa croissance graduelle et maîtrisée, en proposant une réponse adaptée à la spécificité de chaque client. Dans cette perspective, l'offre en conseil financier se doit d'être professionnelle et rigoureuse afin de dérisquer l'accompagnement de projets. L'offre globale en titrisation, devrait constituer ce chaînon manquant, à même de répondre aux défis posés en matière de financement de nos économies.

QUELQUES RÉALISATIONS

PÔLE BANQUE D'AFFAIRES

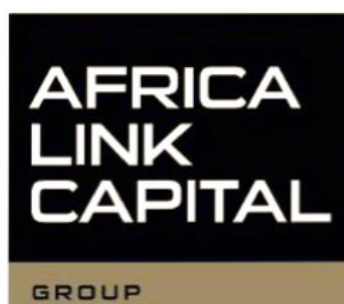
Levée de Fonds : SOTRA, PALMCI, Côte d'Ivoire Telecom, TEYLIOM, SOSUCO, Fonds d'Entretien Routier (RCI)...

CONSEIL FINANCIER ET STRATÉGIQUE

SENELEC, AEICORP, CI-ENERGIES, CIE, Comité National PPP (RCI), Ministère des Infrastructures (RCI), Ministère des Transports (RCI), PETROCI, AERIA

PÔLE TITRISATION

Groupe COFINA, NSIA BANQUE, TEYLIOM



GROUPE AFRICA LINK CAPITAL

Cocody, angle de la rue Brooker Washington et du boulevard Hassan II, Immeuble Ivoire Trade Center, Tour C, 1^{er} étage, BP 191 Post' Entreprises

Abidjan, Côte d'Ivoire

Tel : (225) 27 22 55 92 70 - Fax (225) : 27 22 55 92 71

Email : infos@alc.ci

www.alc.ci

CRÉATION

Ibrahim Fernandez, « chouchou des Abidjanaises »

En quelques années, le styliste autodidacte est devenu une figure de la mode en Côte d'Ivoire. Fabriqués en lin, en dempé, en bogolan ou encore en faso dan fani, ses modèles inspirés de la vie quotidienne font fureur dans les soirées mondaines.

AÏSSATOU DIALLO

Pour trouver Ibrahim Fernandez, il suffit de se rendre dans son showroom, qui fait également office d'atelier, à Marcory, un quartier populaire d'Abidjan. Dans la vitrine, des mannequins mettent en valeur quelques-unes de ses créations colorées.

Mèches blondes, élancé... Le jeune styliste hyperactif discute avec une cliente qui cherche une tenue de soirée. Il lui présente alors quelques pièces de sa dernière capsule prêt-à-porter. « Mes matières de prédilection sont le lin, le dempé, le bogolan ou encore le faso dan fani pour du sur-mesure, explique-t-il. Je travaille avec des femmes du quartier de Treichville qui ont un savoir-faire pour les imprimés. »

Né à Abidjan d'un père fonctionnaire et d'une mère vendeuse de tissus, Ibrahim Fernandez s'est d'abord orienté vers le marketing. Véritable geek qui passe des heures sur son ordinateur à faire des montages vidéo, il obtient un master dans une école de commerce de la capitale économique ivoirienne. C'est en 2013, alors qu'il vit au Maroc et qu'il doit rentrer pour assister aux funérailles de son père, que la mode entre dans sa vie : « Je n'avais plus rien à me mettre. Comme ma mère vendait des tissus, je lui en ai pris pour confectionner une tenue. Je l'ai dessinée et fait faire par un couturier. Plusieurs personnes m'ont demandé où je l'avais achetée. C'est de là que tout est parti. » Au fil des mois, il apprend la couture sur le tas, se forme sur internet, puis chez un couturier.



L'ancien geek a installé son showroom à Marcory.

La même année, Ibrahim Fernandez se fait connaître avec une première collection. Sa marque, qui s'appelle alors Zango (« élégant », en argot ivoirien), est tout de suite bien accueillie. En quelques années, « le chouchou des Abidjanaises » devient une figure incontournable de la mode ivoirienne. Ses créations, inspirées de la vie quotidienne, se retrouvent dans les soirées mondaines et sur les plateaux télévisés. « Les collections naissent de mes émotions ou du choix de mettre en avant un tissu en particulier », explique le styliste.

Rançon du succès

Les photos des Nandi (surnom qu'il donne à ses clients) portant ses créations, tendances pour des soirées cocktails, sophistiquées pour des cérémonies, plus strictes pour la sphère professionnelle, ont envahi

les réseaux sociaux. Ses capsules restent accessibles : 70 000 F CFA (106,70 euros) pour une combinaison ou 15 000 F CFA pour un top en soie.

« Certains se battent pour conquérir les États-Unis. Mais il existe une clientèle, ici, en Côte d'Ivoire. Les gens comprennent qu'il faut acheter local, et le marché devient de plus en plus important », se réjouit-il. La rançon du succès ? Depuis quelques mois, le styliste est victime d'une forme de pillage. Ses modèles sont réutilisés par des commerçants qui fabriquent des tenues en Turquie et les revendent à bas coût en Afrique de l'Ouest. « C'est une violation de la propriété intellectuelle. Je me sens démuné. Heureusement, les gens savent reconnaître la qualité », soupire-t-il, l'esprit déjà tourné vers sa nouvelle collection, prévue pour la fin de 2021. ●



Se Soigner en Tunisie

facilement en toute sécurité, mieux et moins cher



www.sesoignerentunisie.com



+216 27 58 36 36

SÉCURITÉ

À l'école de la lutte antiterroriste

Pour contrer une menace jihadiste grandissante, le pays s'est doté, avec le soutien de la France, d'un centre de formation pour unités d'intervention spécialisées. Visite de cette académie unique en Afrique.

BENJAMIN ROGER

Ils sont plusieurs à s'affairer, transpirants, autour d'une case et d'un faux cadavre au milieu de la brousse. À côté stationne un Toyota Hilux, portières ouvertes. Il y a là un gendarme tchadien, un officier burkinabè, un autre sénégalais, une commandante ghanéenne... Munis de gants, de sachets et de marqueurs, ils essaient de récolter un maximum d'éléments. Au sol, de fausses kalachnikovs, un ordinateur, des téléphones, des clés USB, de quoi confectionner un engin explosif improvisé. « Une partie du matériel vient de Gao et a été récupérée lors d'opérations de Barkhane. L'objectif est d'être le plus réaliste possible », explique l'un de leurs formateurs français, un lieutenant-colonel qui préfère conserver l'anonymat.

Pour la petite dizaine de participants à ce stage de formation aux techniques de Sensitive Site Exploitation (SSE), l'heure est venue de mettre en pratique ce qu'ils ont appris durant la semaine : recueillir sur le terrain les renseignements laissés par les groupes jihadistes pour les exploiter et les judiciaireiser. Ils ont quarante-cinq minutes, pas une de plus, pour récolter un maximum d'éléments. Leurs instructeurs semblent satisfaits du travail accompli. Eux aussi. « C'est très utile et formateur. Nous pourrions bientôt réutiliser ces techniques chez nous et les transmettre à notre tour à nos collègues », glisse l'un des stagiaires.

Des formations comme celle-ci, l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), installée près de la station balnéaire de Jacqueville, à une cinquantaine de kilomètres d'Abidjan, en dispense chaque semaine depuis le début de l'année. Déjà opérationnelle bien que toujours en travaux, cette académie unique sur le continent a pour vocation de former les forces de défense et de sécurité africaines à la lutte antiterroriste.

Ce projet ambitieux avait été lancé par Emmanuel Macron et Alassane Ouattara en octobre 2017, en marge du sommet Afrique-Union européenne (UE) à Abidjan. « Il est né d'une inspiration française qui répondait aux besoins de formation

des Ivoiriens », précise une source diplomatique hexagonale. Paris y voit notamment un outil pour que les États africains puissent assurer « eux-mêmes leur sécurité » – et donc, à terme, permettre à la France de moins s'impliquer sur ces enjeux sécuritaires.

Bibliothèque

L'AILCT a été officiellement inaugurée le 10 juin par le Premier ministre ivoirien, Patrick Achi, et par Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères, qui a spécialement fait le déplacement à Abidjan pour l'occasion. Une étape symbolique pour une structure qui a failli ne jamais voir le jour, la faute à des problèmes de financement.



La Frap, l'unité d'élite de la police ivoirienne, s'entraîne sous la supervision d'un membre du Raid.

Après le lancement officiel des travaux à grand renfort de bulldozers, en novembre 2018, déjà en présence de Jean-Yves Le Drian, accompagné par l'ex-ministre ivoirien de la Défense, Hamed Bakayoko, le terrain militaire en bordure d'océan est bien déblayé mais les infrastructures peinent à sortir de terre. « Le projet était à l'arrêt. Nous avons failli abandonner », reconnaît l'un des responsables du site. Grâce à un premier financement français de 18 millions d'euros (sur un budget total estimé à 65 millions d'euros), l'AILCT s'esquisse progressivement. La seconde tranche, qui devrait être financée par l'UE, est attendue pour 2022.

En cette fin d'avril, des dizaines d'ouvriers s'activent pour que tout soit prêt (ou presque) le jour J. Autour de la place d'armes, plusieurs bâtiments blancs sont en cours d'achèvement. Le site comp-

Un village sahélien a été entièrement recréé, avec ses maisons, ses ruelles, son marché et son grenier à grain. Les stagiaires peuvent y simuler des interventions.

tera un amphithéâtre de 100 places, une quinzaine de salles de cours, une salle multimodale pour des formations à distance, une bibliothèque, une infirmerie... Un mess de 200 couverts et plusieurs dortoirs pouvant accueillir jusqu'à 80 personnes sont aussi prévus. En attendant de pouvoir résider sur place, les stagiaires, dont les formations sont entièrement prises en charge par l'AILCT, sont logés dans des hôtels aux alentours.

L'académie dispense plusieurs stages, en collaboration avec les ministères ivoiriens et français de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice. Objectif : former les différents acteurs de la lutte antiterroriste – unités d'intervention spécialisées, magistrats, police scientifique... – à



L'académie, située à 50 km d'Abidjan, s'étend sur 1 171 hectares.

ses nombreuses facettes et renforcer leur coopération à tous les niveaux. « Nous avons aussi pour ambition de créer un réseau et de mettre du liant entre ces acteurs. Pour qu'ils soient efficaces, il est très important qu'ils se connaissent et qu'ils travaillent ensemble », souligne l'un des encadrants. L'AILCT comptera également un institut de recherches stratégiques sur le terrorisme afin de développer les travaux de chercheurs sur le sujet et de promouvoir davantage qu'une approche « sécuritaire ».

G5 Sahel

Au cœur des programmes de l'académie : la formation et l'entraînement des unités d'intervention spécialisées. Qu'elles soient issues de l'armée, de la police ou encore de la gendarmerie, toutes les unités qui sont amenées à lutter contre des groupes terroristes peuvent être formées à l'AILCT, où des encadrants expérimentés leur transmettent un savoir-faire technique et des modes d'action opérationnels.

Pour ces entraînements spécifiques des forces spéciales, l'académie dispose de différentes structures dispersées à travers un immense terrain de plusieurs dizaines d'hectares. Outre le campement de brousse, un village sahélien a ainsi été entièrement recréé, avec ses maisons, ses ruelles, son marché et son grenier à grain. Les stagiaires peuvent y simuler des interventions, des arrestations ou encore des visites de personnalités. Un peu plus loin, un « milieu urbain », avec cette fois un hôtel et une « zone

de poser » d'hélicoptère. L'AILCT dispose aussi de son stand de tir pour les snipers. Ce matin, les balles y sifflent. Des membres de la Force de recherche et d'assistance de police (Frap), l'unité d'élite de la police ivoirienne, sont venus s'exercer. « Nous avons des capacités d'entraînement très variées. À terme, nous aurons un centre assez unique au monde », se félicite l'un des formateurs.

Outre les policiers de la Frap, plusieurs unités ivoiriennes spécialisées sont déjà passées par l'académie de Jacquerville. Notamment celles déployées dans le nord du pays, frontalier du Mali et du Burkina Faso. Ces derniers mois, la pression des groupes jihadistes y est croissante – ce qui préoccupe sérieusement les autorités et leurs partenaires français. Plusieurs attaques meurtrières ont visé des casernes militaires, dont celle de Kafolo, ciblée à deux reprises, en juin 2020 et en mars 2021.

Face à l'expansion des groupes jihadistes sahéliens et à leur volonté affichée de s'en prendre aux pays côtiers, les responsables de l'AILCT considèrent que la priorité « immédiate et urgente » est désormais de former du personnel des pays du G5 Sahel et du golfe de Guinée. Mais l'AILCT ne se contente pas de cette dimension régionale. Elle ambitionne aussi de devenir un hub continental de la lutte antiterroriste et a donc ouvert ses formations aux pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est, comme le Kenya ou l'Ouganda. ●



Tribune Lassina Diarra

Chercheur spécialiste des mouvements terroristes en Afrique de l'Ouest

« La partie peut être gagnée »

En Afrique de l'Ouest, les terroristes défient les paradigmes sécuritaires des États. Le credo religieux et les tactiques de dissimulation se conjuguent à d'autres facteurs, tels que l'implication de civils dans des projets militaires, l'atomisation et la pluralité des motivations. La guérilla mouvante et imprévisible observée en Côte d'Ivoire apparaît comme la conquête de la nouvelle frontière d'un califat déjà à l'œuvre au Sahel et dans le nord du Nigeria.

Après le choc de l'attaque de Grand-Bassam, en 2016, la Côte d'Ivoire de 2021 se trouve confrontée à un jihadisme « discount » et de pure ruralité. À partir de rien, des groupuscules de quelques dizaines de membres mènent l'offensive et multiplient les gestes d'hostilité à l'égard du pouvoir, alliant la coercition et la séduction, l'enracinement et la volatilité.

Les actions violentes, bien qu'en progression, se concentrent encore dans la région du Bounkani, précisément dans le département de Téhini, contigu au Burkina Faso. La zone présente un ensemble exceptionnel de vulnérabilités – surnatalité, migration climatique, déforestation, orpaillage, destruction des écosystèmes, choc des modes de vie et des pratiques culturelles – entre migrants et autochtones. En s'imbriquant, ces vulnérabilités forment un terreau idéal pour une exacerbation des

discordes et le développement d'un extrémisme violent.

Depuis le début de l'année, les raids et les sabotages visent les positions de l'armée et les soumettent à rude épreuve. La chronologie martiale, au lendemain de l'attaque de Kafolo, en juin 2020, accrédite la thèse de la duplicité d'une frange de la population transfrontalière.

Les promesses financières des groupuscules en armes expliquent aussi leur succès auprès des habitants d'extraction modeste. Bien en amont des combats, l'activisme de certains entrepreneurs ethno-islamistes se sert des rivalités intercommunautaires pour le contrôle des ressources locales afin d'instiller l'idée d'une insurrection nécessaire.

D'une manière générale, le terrorisme islamiste inscrit insidieusement le combat dans une temporalité longue. Cette notion échappe aux services de renseignements. En Côte d'Ivoire, l'islamisme préjihadiste pose les jalons de l'action violente. L'intolérance se propage et bouleverse, en sourdine, les usages de convivialité et de diversité culturelle.



**Nous nous trouvons
confrontés à un
jihadisme « discount ».**

Le septentrion, foyer du jihad en Côte d'Ivoire, se retrouve au cœur de l'effort du contre-terrorisme. Le pays, en danger, fait l'étalage de ses moyens militaires. Les forces régulières privilégient la réponse de l'engagement que l'ennemi leur impose. Pourtant, la menace dans les pays sahéliens et dans ceux du Golfe de Guinée vient avant tout de la dissémination d'un conditionnement mental qui encourage à tuer et à mourir au service d'une idée absolue. Aussi la perspective du passage à l'acte guerrier, de la part d'un civil que rien ne destinait au martyre, se banalise dans certains discours. Il serait réducteur de n'expliquer la propagation du terrorisme que par l'injustice, la corruption, la misère et l'abandon administratif.

Dimension multiconfessionnelle

Néanmoins, plus que le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la Côte d'Ivoire possède le capital culturel, grâce à sa dimension multiconfessionnelle et au brassage ethnique et culturel de sa population, indispensable à son salut. À condition que ses dirigeants s'en persuadent à temps et établissent – ensemble – les termes de l'union sacrée contre un danger largement sous-estimé, la victoire reste à portée.

Il faudrait au préalable admettre et traiter la montée de l'extrémisme civil, qui précède l'attentat, et, surtout, ne pas gommer le lien entre les deux. ●

OMOA et le Développement Durable

La vision du groupe OMOA est de « Mettre à disposition des populations d'Afrique des moyens de paiement sécurisés et innovants afin de contribuer au développement économique des individus et des pays ». Avec ce développement économique, des obligations Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG) s'imposent.

La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) a pris une nouvelle envergure et s'inscrit aujourd'hui dans les stratégies des entreprises comme levier pour l'amélioration des performances. De façon concrète, les questions environnementales et de développement durable se déclinent au sein des entreprises sous différentes formes :

- Protection de l'environnement,
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre,

- Amélioration de la qualité des produits,
- Inclusion sociale et culturelle,
- Développement économique.

En tant qu'acteur de référence en Afrique dans la fourniture de solutions digitales de paiement, OMOA a intégré la RSE dans sa stratégie au sein des directions QHSE et RH. En 2020, l'empreinte carbone d'OMOA, calculée par l'organisme accrédité EcoAct, ressort à 17 tCO2e/FTE. De même, le rapport ESG AND IMPACT REPORT publié par notre actionnaire unique, Adenia Partners, témoigne de l'implication que nous avons également pour le développement humain.

Enfin, nous accompagnons nos clients dans la gestion de leurs Déchets d'Equi-



Bart J.L. WILLEMS,
Directeur Général
Groupe

pements Electriques et Electroniques (DEEE) à travers des partenariats signés avec des entreprises spécialisées et agréées en la matière.

OMOA se définit comme un groupe écoresponsable et gère le cycle de vie de ses équipements : de la fabrication, livraison, installation et maintenance jusqu'à la désinstallation et la destruction.

FRISOMAT
Innovators in steel buildings

we shelter your business



Assemblage intelligent & rapide sur site



Supervision par un monteur Frisomat expérimenté



Transport et livraison vite & optimal



Plus de 500.000m² de bâtiments installés en Afrique

Réalisations en Côte d'Ivoire



Semlex



Denia Stockage



SDC Industry

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE

DIRECTION GÉNÉRALE TECHNIQUE DES RESSOURCES,
DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
ET DE LA FORMATION

N°890/PR/MSPSN/SE/DGM/DGTRIE/DRHF/21

UNITÉ - TRAVAIL - PROGRES



جمهورية تشاد

رئاسة الجمهورية

وزارة الصحة العامة
والتضامن الوطني

أمانة الدولة

الإدارة العامة للوزارة

الإدارة العامة الفنية للموارد
والمعدات

إدارة الموارد البشرية والتدريب

قسم التدريب المستمر

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNATIONAL

Dans le cadre du renforcement en Ressources Humaines pour la Santé (RHS), le Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale (MSPSN) au Tchad, lance un avis de recrutement international de quarante-neuf (49) médecins spécialistes pour les Hôpitaux et Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) du Tchad dans les domaines cités dans le tableau ci-dessous :

N°	SPÉCIALITÉS	Nombre
1	Anatomopathologie	1
2	Anesthésie-réanimation	2
3	Bactériologie	1
4	Biochimie	1
5	Biologie	1
6	Cancérologie/ oncologie	2
7	Cardiologie	1
8	Chirurgie générale	1
9	Chirurgie vasculaire	1
10	Chirurgie pédiatrique	1
11	Chirurgie dentaire	2
12	Chirurgie ORL	2
13	Dermatologie	1
14	Diabétologie/Endocrinologie	1
15	Gastroentérologie	2
16	Gynécologie	1
17	Hématologie	2
18	Imagerie médicale	2
19	Infectiologie	2
20	Médecine interne	2
21	Néonatalogie	2
22	Néphrologie	1
23	Neurochirurgie	2
24	Neurologie	2
25	Ophthalmologie	2
26	ORL	1
27	Pédiatrie	1
28	Pneumologie	1

29	Psychiatrie	1
30	Stomatologie	1
31	Traumatologie	2
32	Urgence médicale	2
33	Urologie	2

Profil/conditions:

- Être Médecin spécialiste dans l'une des disciplines citées ci-dessus ;
- Avoir des compétences en clinique et enseignement ;
- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans les CHU ;
- Disposer de toutes ses facultés physiques et psychiques.

Pièces à fournir:

- Une demande manuscrite signée, adressée au Ministre de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale ;
- Une lettre de motivation signée ;
- Un Curriculum Vitae détaillé actualisé et signé ;
- Les copies authentifiées et certifiées conformes des diplômes ;
- Les copies de certificats de travail ;
- Une copie certifiée conforme de l'acte de naissance datant d'au moins trois (3) mois ;
- Les certificats de travail ;
- Un certificat de nationalité ;
- Un certificat médical datant de moins de trois (3) mois ;
- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- Une copie du passeport en cours de validité ;
- Deux (2) photos d'identité récentes format 4X4.

Langues de travail : français et/ou arabe ;

Contrat : les critères de contrat seront négociés une fois la candidature retenue.

Les dossiers doivent être envoyés au courriel : mspstchad@gmail.com avec copie à barhb@yahoo.com.

Cet appel à candidature est ouvert jusqu'au **31 juillet 2021**.

NB : Le formulaire est téléchargeable sur le site web du Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale : <https://sante-tchad.org/recrutements/>

**Le Directeur Général du Ministère de la
Santé Publique et de la Solidarité Nationale**

المدير العام لوزارة الصحة العامة والتضامن الوطني

Dr ISMAEL BARH BACHAR

د/ إسماعيل بحر بشر

Retrouvez
toutes
nos
annonces
sur le site :

www.jeuneafrique.com



World Food Programme

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)

RECRUTE AU SÉNÉGAL ET EN GUINÉE

01 SENIOR NATIONAL DEVELOPMENT ADVISOR, NOD

Lieux d'affectation : Dakar - Sénégal | Conakry - Guinée

Date limite : 18 juillet 2021

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du Directeur ou de la Directrice de pays et en étroite coordination avec les équipes chargées des programmes et des partenariats, vous contribuerez aux efforts du bureau national en matière de création de programmes, de partenariats et de mobilisation des ressources avec le Gouvernement, les Institutions Financières Internationales (IFI) et les autres acteurs du développement. Vos responsabilités principales sont résumées ci-dessous :

- Conseil et analyse stratégique.
- Engagement des parties prenantes.
- Gestion et positionnement de la marque de l'organisation. (Plus de détails sur : www.wfp.org/careers)

QUALIFICATIONS, EXPERIENCES REQUISES ET CONDITIONS POUR POSTULER

- Diplôme universitaire supérieur en administration publique, sciences politiques, économie, développement international ou autre domaine pertinent.
- Au moins huit (08) ans d'expérience de travail dans le secteur public.
- Expérience avérée auprès du gouvernement, de la planification économique du secteur public et des processus budgétaires au niveau stratégique. Capacité à interagir efficacement avec les parties prenantes au niveau ministériel et au niveau de la direction des IFI.
- Idéalement, expérience de niveau Directeur-trice au sein du gouvernement, de préférence au sein du Ministère des Finances, de la Planification ou d'un Ministère de tutelle ayant une interaction significative avec les IFI.
- Idéalement, expérience des questions de développement et expérience significative dans le développement de relations et la gestion de partenariats stratégiques avec les gouvernements et les partenaires de développement, en particulier les IFI.
- Expérience avérée de création de nouveaux partenariats, de négociation de relations avec des partenaires et d'engagement à un niveau élevé.
- Expérience des processus de conception de projets et de la coordination avec les parties prenantes internes et externes, y compris les gouvernements et les IFI.
- Maîtrise de niveau C du Français et de l'Anglais.
- Être citoyen du Sénégal pour le poste basé au Sénégal et de la Guinée pour le poste basé en Guinée.

POUR POSTULER

- Les candidatures sont reçues en ligne, sur la page emploi du PAM: www.wfp.org/careers.
- Rechercher le poste par pays (Sénégal ou Guinée), domaine d'expertise (Executive Management), type de contrat (Long Term Opportunities).
- Créer un profil sur la plateforme en utilisant une adresse email et un mot de passe qui seront valides pour toutes les transactions liées au processus de recrutement en ligne.



wfp.org/careers



AVIS D'APPEL À CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE DIRECTION POUR UN NOUVEL HÔTEL DE CLASSE INTERNATIONALE EN COURS D'OUVERTURE À YAOUNDÉ (CAMEROUN)

Notre client est une mutuelle d'entraide et de solidarité créée pour une durée illimitée, entre personnels actifs et retraités, propriétaire d'un nouvel hôtel de classe internationale à Yaoundé (Cameroun).

Titre du poste : Directeur Général, **Lieu :** Yaoundé, République du Cameroun

Rôle et principales missions :

Sous la supervision du Conseil d'Administration, le Directeur Général assure la gestion quotidienne et le bon déroulement de l'ensemble des opérations de l'établissement hôtelier, tant au niveau de l'hébergement que de la restauration. Il planifie, organise, dirige et contrôle l'exploitation de l'hôtel afin d'assurer l'atteinte des standards et objectifs fixés par le Conseil d'Administration. Pour cela, il devra : Assurer l'ouverture de l'hôtel, Mettre en œuvre la vision stratégique, Créer, développer et maintenir l'esprit d'équipe au sein du personnel de l'hôtel, Optimiser les ressources financières et matérielles de l'hôtel, Mettre en œuvre des normes et standards élevés dans l'établissement hôtelier, Représenter l'hôtel vis-à-vis des tiers.

Qualités requises :

Bonne connaissance du marché local et international de l'hôtellerie, Grande capacité à sélectionner, à développer les compétences et à motiver son équipe, Bonnes capacités relationnelles et de communication, Leadership, Sens élevé de l'éthique.

Qualifications et expérience requises :

- Niveau d'études : Diplôme d'études supérieures en gestion hôtelière (Minimum BAC +4), Nombre d'années d'expérience professionnelle : minimum 5 années d'expérience au poste de DG d'hôtel, Maîtrise du français et de l'anglais parlé et écrit, Bonne connaissance pratique des logiciels de gestion hôtelière

Procédure de candidature :

Le dossier de candidature comprendra : Une lettre de motivation, un curriculum vitae (CV) signé et daté, une copie du diplôme requis, extrait de casier judiciaire, et 2 lettres de recommandation. Les candidats intéressés doivent envoyer leur dossier de candidature scanné par e-mail au plus tard le 10 juillet 2021 aux adresses suivantes : recruitment@bekolo-partners.com et contact@bekolo-partners.com

Emile C. Bekolo,
Associé Directeur Général

ANNONCES CLASSÉES



APPEL À CANDIDATURES – DIRECTEURS DE MISSION Région : Afrique francophone

Profil recherché : Directeurs de mission d'audit / diagnostic

2AC - Associés Audit et Conseil, créé en 1988, est un cabinet d'audit et d'expertise-comptable inscrit en France auprès de l'Ordre des experts-comptables et de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. Le cabinet exerce ses activités à l'international dans les domaines de l'audit financier et opérationnel, le conseil en finances publiques auprès des États et des collectivités publiques des pays émergents et des Institutions de financement du développement en Afrique.

Contexte d'intervention

Nos experts interviennent dans le cadre d'audits / diagnostics de projets et programmes, dans divers secteurs économiques tant publics que parapublics sur mandat d'institutions telles que l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (UE), la Banque mondiale (BM), DANIDA (Agence danoise de développement international), etc.

Profil recherché

Nos directeurs de mission sont appelés à intervenir principalement en Afrique, soit seuls, soit en supervision d'auditeurs seniors et juniors. Le siège de 2AC leur fournit les appuis méthodologiques et les outils nécessaires.

Références attendues

- Niveau Bac + 5 en audit/gestion/comptabilité/finance/sciences économiques ;
- Accréditation comptable et/ou certification professionnelle ;
- Expérience générale d'au moins 15 ans en tant qu'auditeur comptable/financier ;
- 8 ans d'expérience cumulée en tant qu'auditeur de programmes et projets financés par des institutions et/ou des bailleurs internationaux ;
- Maîtrise des procédures des bailleurs de fonds : Union européenne, AFD, DANIDA, BM, KfW, etc. ;
- Solide expérience en audit de passation de marchés ;
- Parfaite maîtrise du français ;
- Atouts : Expérience en Afrique subsaharienne et maîtrise de l'anglais.

Les candidats sont invités à envoyer leurs CV, incluant les références, à l'adresse : cv@2ac.fr
Nous vous invitons à visiter notre site web : www.2ac.fr



- + ROBUSTE
- + QUALITATIF
- + ABORDABLE

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT

~1 000m²
\$52 425
1 Container 40' OT

~900m²
\$54 458
1 Container 40' OT

*Prix de départ HT, offre soumise à conditions, transport via conteneur non inclus. Photos non contractuelles.

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
Tel : 00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com



Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
Organization for the Harmonization of Business Law in Africa
Organización para la Armonización en Africa del Derecho Mercantil
Organização para a Harmonização em Africa do Direito dos Negocios

L'OHADA recrute !

Pour les besoins de ses services, l'OHADA recherche des femmes et des hommes qualifiés pour occuper cinq (5) postes de haut niveau basés dans ses trois institutions opérationnelles à Yaoundé (Cameroun), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Porto-Novo (Bénin). Les différents postes sont ouverts pour un contrat de quatre (4) ans, renouvelable une fois.

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Monsieur le Secrétaire Permanent de l'OHADA. La date limite de réception des candidatures est fixée au 5 juillet 2021. Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation datée et signée ;
- Un curriculum vitae détaillé contenant les coordonnées de trois (3) personnes référentes ;
- Une copie certifiée conforme du ou des diplômes exigés ;
- Un extrait d'acte de naissance ou tout document en tenant lieu ;
- Un certificat de nationalité ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de six (6) mois.

Pour une description détaillée de chaque poste et des qualifications requises, cliquez sur le poste concerné.

Les personnes intéressées devront faire parvenir en toute confidentialité leur dossier de candidature dans un seul fichier électronique bien identifié avec le prénom et le nom de famille du candidat au courriel suivant :

A. Poste basé au Secrétariat Permanent sis à Yaoundé (Cameroun)

a. Directeur des Affaires Juridiques, de la Documentation et de la Communication de l'OHADA : (daj@sggroup.net)

B. Postes basés à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage sise à Abidjan (Côte d'Ivoire)

a. Secrétaire Général du Centre d'Arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA : (sgarbitrage@sggroup.net)

b. Un Juriste référendaire : (jref@sggroup.net)

c. Un Chef de Service du Système d'Information : (cssi@sggroup.net)

C. Poste basé à l'École Régionale Supérieure de la Magistrature sise à Porto-Novo (Bénin)

a. Directeur Général de l'École Régionale Supérieure de la Magistrature de l'OHADA : (dgersuma@sggroup.net)

Les candidatures transmises par toute autre voie ne seront pas considérées.

Pour de plus amples informations concernant ces postes veuillez consulter les descriptions détaillées des postes au complet en utilisant le lien suivant :

<https://www.dropbox.com/sh/li19t34v8zjpd2/AAAT-zTG149X7sP14F6P6ofa?dl=0>



Le groupe de gouvernance stratégique inc.
Brossard (Québec), Canada

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

CABINET
WURI

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

**Avis d'Appel d'offres international
Pour Système d'Information
(Conception Fourniture et Installation)
(Lorsqu'une pré-qualification n'a pas été effectuée au préalable)**

Projet : WURI - Togo

Acheteur : Agence Nationale d'Identification (ANID) - Pays : Togo

Crédit N° : IDA V 3240 du Projet WURI - Togo

AAO N° : AOI N° : 001-2021/MENTD/CAB/PRMP/WURI-Togo Emis le : 01/06/2021

1. Le Gouvernement de la République Togolaise a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet d'Identification Unique de l'Afrique de l'Ouest pour l'Intégration et l'Inclusion Régionales - Phase 2 (traduction anglaise : West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion) dénommé WURI - Togo, et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du marché de Conception, Fourniture, Installation et la Maintenance du Système d'Information pour l'Identification Unique Biométrique au Togo.

2. L'Agence Nationale d'identification (ANID) du Togo sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir le développement et la mise en oeuvre de la solution technologique e-ID du Togo et la délivrance des titres d'identité e-ID du Togo aux personnes. Le projet s'étendra sur une période de 5 années et se déroulera sur l'ensemble du territoire togolais. La solution technologique e-ID Togo devrait être mis en service, avec un ensemble de fonctionnalités et de caractéristiques, durant les trois (3) premiers mois à la suite de la signature du contrat, et d'autres modules seront ajoutés au cours des trois (3) mois qui suivront. Le système tel que détaillé dans le périmètre de travail sera intégré à d'autres systèmes afin de fournir des services aux résidents. Un certain nombre d'améliorations seront apportées au système durant toute la période du contrat, telles que : l'ajout de nouveaux modules, le renforcement de la sécurité et les intégrations avec d'autres systèmes. En ce qui concerne la phase de maintenance la date de début ne sera pas notifiée, au vu du développement important nécessaire pour la mise en oeuvre de la solution.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) (juillet 2016, révisé en novembre 2017 et août 2018) ("Règlement de Passation des Marchés"), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de :

Monsieur Silété DEVO

**Directeur Général de l'Agence Nationale d'Identification
Bureau N° 106 - Avenue Abdoulaye Fadiga - Lomé-Togo**

Téléphone : (+ 228) 22 20 44 25

Courriel : silete.devo@anid.gouv.tg avec copie à kodzo.tsogbe@numerique.gouv.tg ; marches.publics@anid.gouv.tg et projet.wuri@anid.gouv.tg

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous de 8h 00 à 12h 00 le matin et de 15h00 à 17h00 (TU)

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet WARCIP-Togo

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire

intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de **cinquante mille (50 000) F CFA**.

Le paiement sera effectué en espèces pour les soumissionnaires localement représentés. Pour ceux qui n'ont pas de représentation locale, il leur est demandé de prendre attache avec le secrétariat du WARCIP aux coordonnées ci-dessous, pour les modalités de paiement du DAOI :

• **E-mail : assistante.warcip@numerique.gouv.tg
kodzo.tsogbe@numerique.gouv.tg**

• **Tél. : (+ 228) 22212263 / (+ 228) 22209195 / (+ 228)90044134**
Le dossier d'appel d'offres leur sera envoyé par courriel.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **28/07/2021 à 9H00 (TU)**.

**Secrétariat Général du Ministère de l'Economie Numérique
et de la Transformation Digitale.**

Bureau N° 114 - Avenue Abdoulaye Fadiga ; Lomé-Togo

Téléphone : (+ 228) 22 20 44 25

Ville : Lomé - Pays : Togo

En raison de situation d'urgence du COVID 19, le Soumissionnaire a la possibilité de faire sa soumission par voie électronique.

À cet effet, les copies de certains documents devant faire l'objet de signature tels que la procuration, la garantie de soumission et les formulaires de soumission, etc. et les documents devant faire l'objet de paraphe seront traités comme s'il s'agissait d'originaux durant la situation d'urgence du COVID-19.

La procédure de soumission par voie électronique est décrite dans le dossier d'appel d'offres.

Les soumissions présentées hors délais seront rejetées. Les Soumissions seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister à l'adresse ci-dessous le **28/07/2021 à 10H00 (TU)**.

Salle de réunion du WARCIP

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale.

Avenue Abdoulaye Fadiga ; Lomé-Togo

Téléphone : (+ 228) 22212263 / 22209597 / 22209195

Ville : Lomé - Pays : Togo

7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre, pour un montant de **trois cents millions (300 000 000) F CFA**.

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

Cina LAWSON



AVIS D'APPEL D'OFFRES À L'INTERNATIONAL

Avis d'Appel d'Offres International (A00I)

Acquisition d'une station de contrôle de fréquences radio électrique pour le centre régional du Nord à Matam

F_ARTP_005

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « Sud Quotidien » n°8292 du vendredi 08 janvier 2021.
2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a obtenu dans le cadre de son budget 2021 des fonds, afin de financer l'acquisition d'une station de contrôle de fréquences radioélectriques pour le Centre Régional du Nord à Matam et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché N° F_ARTP_005, « Acquisition d'une station de contrôle de fréquences radioélectriques pour le Centre Régional du Nord à Matam ».
3. L'ARTP sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir une station de contrôle de fréquences radioélectriques pour le Centre Régional du Nord à Matam.

Des variantes ne pourront pas être considérées.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à l'international tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes auprès de **Madame Mana AIDARA (Email : mana.aidara@artp.sn) ou de Mamadou Dieng (E-mail : mamadou.dieng@artp.sn)** ; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP** au rez - de-chaussée, bureau A 020 ouvert du lundi au jeudi de 8 heures à 17 heures avec un temps de pause de 13 heures à 13 heures 30 et le vendredi de 8 heures à 13 heures.
6. Les exigences en matière de qualification sont :
 - La production des états financiers certifiés pour les années, 2017, 2018 et 2019. Ils doivent être certifiés par un « expert-comptable » agréé par l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) ou par un « cabinet d'expertise comptable » agréé pour les candidats Sénégalais. Pour les non Sénégalais, les états financiers doivent être certifiés par un organisme équivalent ou similaire à l'ONECCA dans l'Etat dont ils sont ressortissants,
 - La réalisation, durant les cinq (5) dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) d'au moins, un (1) marché de nature et de taille similaires ;
 - Le soumissionnaire devra disposer d'une équipe ayant une bonne connaissance dans les domaines objet de l'appel d'offres. Le candidat doit prouver qu'il dispose d'au moins un ingénieur en électronique et / ou radiocommunication ou équivalent ayant au moins cinq (5) années

d'expérience générale dans le support et l'assistance commerciale de Clients ayant acquis les outils techniques objet du présent appel d'offres.

- La capacité d'exécuter des obligations contractuelles en matière de formation du personnel en prouvant la disponibilité d'un formateur avec un profil d'ingénieur en Télécommunications ou Electronique ou équivalent avec au moins 5 années d'expérience et ayant de solides connaissances dans le domaine des réseaux de radiocommunications, toutes technologies confondues ;
- Le soumissionnaire doit apporter la preuve que le type de matériel proposé a déjà fonctionné dans au moins un (1) pays ayant les conditions climatiques similaires à celles du Sénégal.

Une marge de préférence de 15% sera applicable à certaines fournitures fabriquées dans les Etats membres de l'UEMOA sera octroyée aux candidats éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : **Autorité de Régulation de Télécommunications et des Postes, Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP**, contre un paiement non remboursable de **25.000 F CFA (vingt-cinq mille)**. La méthode de paiement sera par chèque certifié au nom de l'ARTP ou en espèces. Le document d'Appel d'offres sera adressé par retrait au niveau de l'ARTP ou téléchargeable sur les sites www.artp.sn ou www.marchespublics.sn.

Un exemplaire sera disponible sur place pour être consulté gratuitement.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : l'Autorité de Régulation de Télécommunications et des Postes, **Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP, au rez - de-chaussée au bureau A 020** au plus tard le **18 août 2021 à 11 heures**. Les offres soumises après la date et heure limite de dépôt des offres, ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après susmentionnée à la salle de conférence du 4ème étage à le **18 août 2021 à 11 heures**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de deux millions cinq cents mille (2.500.000) FCEA. La garantie de soumission doit être délivrée par un Etablissement financier ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et du Budget pour les candidats de droit sénégalais. Pour les candidats non Sénégalais, cette garantie doit être délivrée par un organisme équivalent ou similaire dans l'Etat dont ils sont ressortissants. La durée de validité de la garantie de soumission est de vingt-huit (28) jours après l'expiration de celle des offres. Les offres demeureront valides pendant une durée de **90 jours** à compter de la date limite de soumission.

Le Directeur général



Autorité de Régulation des
Télécommunications et des Postes

AVIS D'APPEL D'OFFRES À L'INTERNATIONAL

Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)

CONTRAT DE MAINTENANCE DU SOUS-SYSTÈME DE GESTION DU SIGAF

N° S-ARTP-047

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « Sud Quotidien » n°8292 du vendredi 08 janvier 2021.
2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a obtenu, dans le cadre de son budget 2021, des fonds, afin de financer la maintenance et le support du sous-système de gestion du Système Informatisé de Gestion Automatisé des Fréquences (SIGAF), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de prestation de services de maintenance et support pour le sous-système de gestion du Système Informatisé de Gestion Automatisé des Fréquences (SIGAF).
3. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les services suivants :
 - la mise à jour à la dernière version des modules (SpectraEMC, SpectraPlus, SpectraPLAN et MonitorPLUS, SpectraDB,...) du sous-système de gestion existant du SIGAF;
 - la fourniture d'une licence ORACLE compatible avec la nouvelle version de SPECTRA.
4. La passation du Marché sera conduite par appel d'offres ouvert à l'international tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de M. Mamadou DIENG de la Direction Approvisionnement et Finances (e-mail : mamadou.dieng@artp.sn) et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :
 - **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP), Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP, du lundi au jeudi de 8h00 à 13h30 et de 14h à 17h00 et le vendredi de 8h00 à 13h00, auprès de M. Mamadou DIENG (Direction Approvisionnement et Finances).**
6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - La mise à disposition de ses états financiers certifiés des années 2017, 2018 et 2019 (ils doivent être certifiés soit par un « comptable » ou un « expert-comptable » agréé par l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Sénégal) ou par un « organisme assimilé » pour les candidats Sénégalais. Pour les non Sénégalais, les états financiers doivent être certifiés par un organisme équivalent ou similaire à l'ONECCA dans l'Etat dont ils sont ressortissants ;
 - Justifier l'exécution au moins d'un (1) marché similaire de même nature et de même complexité durant les cinq (5) dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) avec un taux d'exécution de 70% ;

joindre les attestations de bonne exécution ou attestations de service fait signées par l'Autorité compétente ;

- Une attestation de disponibilité de liquidités et/ou de facilités de crédit net d'autres engagements contractuels d'un montant de 10 000 000 FCFA ;
- Être un partenaire agréé par l'éditeur du logiciel à savoir LS TELCOM ;
- La disponibilité des ressources humaines suffisantes (au moins un ingénieur ayant suivi une ou des formations de LS TELCOM sur la maintenance logicielle des modules SPECTRA).

Une marge de préférence de 15% applicable à certaines fournitures fabriquées dans les Etats membres de l'UEMOA sera octroyée aux candidats éligibles. Voir le document d'appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, Ouakam, route des Almadies, Immeuble ARTP**, contre un paiement non remboursable de vingt-cinq mille (25.000) F CFA. La méthode de paiement sera par chèque certifié au nom de l'ARTP ou en espèces. Le document d'appel d'offres sera adressé par retrait au niveau de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP), Ouakam route des Almadies, Immeuble ARTP, ou téléchargeable sur le site www.artp.sn.

Un exemple du dossier d'appel d'offres sera disponible et consultable sur place aux heures d'ouverture pour les soumissionnaires qui en expriment le besoin

8. Les offres devront être soumises à l'adresse indiquée au point 5 au plus tard **le 18 août 2021 à 12 heures** précises. Les offres soumises après la date et heure limite de dépôt des offres, ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse signalée au point 5 le **18 août 2021 à 12 heures** précises.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant d'un million cinq cents mille (1.500.000) FCFA. La garantie de soumission doit être délivrée par un Etablissement financier ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et du Budget pour les candidats de droit sénégalais. Pour les candidats non Sénégalais, cette garantie doit être délivrée par un organisme équivalent ou similaire dans l'Etat dont ils sont ressortissants. La durée de validité de la garantie de soumission est de vingt-huit (28) jours après l'expiration de celle des offres. Les offres demeureront valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Personne responsable du marché



MINISTÈRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

Caisse des Pensions et des Prestations
Familiales des Agents de l'État (CPPF)



AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (international)

Visa de conformité de la DGMP :

Date de lancement : 1^{er} juillet 2021

Appel à manifestation d'intérêt : N° 001/AMI/CPPF/2021

Nom du projet : Réalisation d'une étude actuarielle des régimes de sécurité sociale gérés par la CPPF

Source de financement : État gabonais

1. OBJET

Par le présent appel à manifestation d'intérêt, la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales des Agents de l'État (CPPF) propose d'arrêter une liste restreinte des Consultants qualifiés qui seront appelés à soumissionner pour la réalisation d'une étude actuarielle des régimes de sécurité sociale.

2. PARTICIPATION

Le présent appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux bureaux d'études nationaux ou internationaux qui ne sont pas concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité de l'article 93 du décret n° 00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant code des marchés publics.

3. CRITÈRES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

4. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent comprendre les éléments suivants :

- une déclaration de manifestation d'intérêt signée du représentant du consultant faisant apparaître son nom, sa qualité, son adresse, sa nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués;
- les documents arrêtant la constitution ou le statut, le lieu d'enregistrement et le domicile légal de la société. Ces documents comprennent l'agrément de commerce ou registre de commerce;
- une attestation de non faillite délivrée par le tribunal compétent du lieu du siège social du consultant et datant de moins de trois (3) mois;
- une attestation d'imposition prouvant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales au titre de l'année 2019 (uniquement pour les candidats nationaux, sauf s'ils bénéficient d'une dérogation) ;
- une attestation CNSS du 4^e trimestre 2020 (uniquement pour les candidats nationaux, sauf s'ils bénéficient d'une dérogation) ;
- un relevé d'identité bancaire;
- Liste du matériel ;
- La liste du personnel clé avec leurs fonctions respectives et leurs CV signés ainsi qu'une copie des diplômes traduits et authentifiés par l'autorité compétente;
- Les références générales et spécifiques du candidat dans le domaine concerné par l'appel à manifestation d'intérêt (joindre les fiches projets précisant la valeur en FCFA des prestations réalisées) ;
- La liste des sous-traitants, le cas échéant.

Les consultants peuvent s'associer et présenter une candidature unique. Pour cela, ils doivent présenter un accord de groupement entre bureaux. Cet accord doit préciser le statut juridique, le chef de file du groupe, le rôle et les titres de chaque membre. Chaque membre doit, par ailleurs, produire les pièces demandées ci-dessus.

Ils ne doivent comporter aucune proposition financière et être présentés en un original et 4 copies.

5. CRITÈRES DE PRÉSÉLECTION

Les candidatures seront examinées suivant les critères ci-dessous :

- le candidat doit justifier d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans les prestations similaires;
- le candidat doit justifier des moyens matériels, techniques adéquats et d'un personnel clé en adéquation avec la mission;
- le candidat doit justifier d'un chiffre d'affaires moyen de 500 millions F CFA, pendant les cinq (5) dernières années;
- le candidat doit justifier d'une capacité financière lui permettant de démarrer l'exécution des prestations dès la notification du marché (joindre les documents attestant l'accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédits, etc.);
- le candidat ne doit pas avoir d'antécédent de non exécution de marché. Le soumissionnaire doit établir qu'il a exécuté et achevé tous les marchés obtenus pendant au moins les trois (3) dernières années, et qu'il n'a pas de litige qui lui soit imputable en cours avec l'Administration.

6. DATES LIMITES DE DÉPÔT DES OFFRES, LIEU DE DÉPÔT ET D'OUVERTURE DES PLIS

Les dossiers d'appel à manifestation d'intérêt doivent être adressés à l'adresse ci-dessous, au plus tard le **18 août 2021 à 10h00**. Les plis seront ouverts en présence des représentants des candidats qui le souhaitent à la même date à 11h00.

164 Impasse André MBA OBAME
B.P. 3932 Libreville - GABON
Tél : +241 11 74 27 22/62 16 15 23

Le Directeur Général des Marchés Publics

Eugène Pénafort MINTSA OYAME

Le Directeur Général de la Caisse des Pensions
et des Prestations Familiales des Agents de l'État

Sorel ONGOLLO



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DES MINES, DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
PROGRAMME SCALING SOLAR™

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OCTROI DE CONCESSIONS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

1. L'État ivoirien (État ou Autorité Concédante) a mandaté la Société Financière Internationale (IFI), agissant par l'intermédiaire de son département de services de conseil en transactions PPP (IFI Advisory), pour agir en qualité de principal conseiller de transaction. Avec le soutien d'IFI Advisory, l'État représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie entend inviter des sociétés ou consortium de développement provenant du secteur privé à participer à un processus de sélection compétitif d'un ou plusieurs producteur(s) indépendant(s) d'électricité (IPP) pour la conception, le financement, la construction, l'installation, la mise en service et l'exploitation de deux centrales photovoltaïques d'une capacité installée totale cumulée anticipée d'au moins 60 MWc situées à Laboua et Touba en Côte d'Ivoire (Scaling Solar™ Côte d'Ivoire ou le Projet).
2. L'État structurera le Projet en ayant recours à l'initiative Scaling Solar™ du Groupe de la Banque mondiale. Le marché est constitué de deux (2) lots distincts. Un soumissionnaire peut concourir pour l'un ou l'autre ou l'ensemble des deux (2) lots, et peut être attributaire des deux (2) lots s'il propose les meilleurs prix. La durée de la Concession sera de vingt-cinq (25) ans. Le site web www.ifi.org/scalingsolar contient plus d'informations sur le sujet.
3. En application de la réglementation sectorielle en vigueur en Côte d'Ivoire, notamment la Loi n°2014-132 du 24 mars 2014 (le Code de l'Électricité), la mise en place du Projet requiert, entre autres, l'octroi à un IPP, par voie d'appel d'offres, d'une concession de production d'électricité. Le processus d'appel d'offres est organisé et géré par l'Autorité Concédante, conformément au Décret n°2016-782 du 12 octobre 2016 relatif aux conditions et modalités de conclusion des conventions de concession pour l'exercice des activités de production, de transport, de dispatching, d'importation, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique (le Décret Énergie).
4. La première étape du processus d'appel d'offres Scaling Solar™ consiste en une pré-qualification des soumissionnaires potentiels possédant l'expérience, l'expertise et les ressources financières requises pour réaliser un projet de production indépendante d'énergie de source solaire de

grande taille dans des délais resserrés. Dans le cadre de la seconde étape du processus, les soumissionnaires pré-qualifiés seront invités à présenter leur offre conformément au document d'appel d'offres (le Document d'Appel d'Offres).

5. Le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie à travers CI-ENERGIES invite par conséquent les soumissionnaires potentiels en mesure de remplir les critères de pré-qualification à transmettre des dossiers de pré-qualification conformément aux exigences énoncées dans le document de pré-qualification (le Document de Pré-qualification).
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir le Document de Pré-qualification en formulant une demande par courriel à l'attention de l'État à l'adresse électronique scaling.solar@cinergies.ci; avec copie à l'attention d'IFI Advisory à l'adresse électronique RCL_Solar@ifi.org.
Contre un paiement non remboursable des frais de participations de cinq cent mille (500.000) francs CFA ou son équivalent en Euros ou Dollars Américains au taux de change correspondant le jour du paiement. Le paiement se fera par dépôt d'espèces ou par virement sur le compte bancaire qui sera communiqué sur demande.
7. Les dossiers de pré-qualification devront être déposés par voie électronique sur la Plateforme dont les règles d'accès et d'utilisation sont définies dans Document de Pré-qualification, au plus tard le 6 septembre 2021 à 10 heures 00 minutes GMT.
8. Les dossiers de pré-qualification en retard ne seront pas acceptés.
9. L'ouverture des dossiers se fera le 6 septembre 2021 à 10 heures 30 minutes à l'adresse ci-après :

Côte d'Ivoire Énergies (CI-ENERGIES)
Tour EECL Plateau- Avenue Verdier, 1^{er} étage, Abidjan-Plateau,
01 BP 1345 ABIDJAN 01 - Côte d'Ivoire

MANIFESTATION D'INTÉRÊT - DIVERS



HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF SIM GROUP



**LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE
ET DE REMPLISSAGE POUR
BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET
BOUTEILLES EN VERRE**

APPLICATION

Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE

1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE

Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré



Adresse
42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations
www.htgindustry.com

Téléphone
+33 (0) 344 265 893

Contact
contact@htgindustry.com



ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SÉNÉGAL

SOCIÉTÉ DE GESTION DE L'ÉNERGIE DE MANANTALI

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

SÉLECTION D'UN CABINET POUR LE RECRUTEMENT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE MANANTALI ET FELOU (SEMAF SA)

1. La Direction Générale de la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM) a l'intention de recruter, par une procédure ouverte et transparente, pour le compte de sa filiale dénommée Société d'Exploitation de Manantali et Félo (SEMAF-SA), un Cabinet de Recrutement de Haut Niveau pour préparer et conduire la procédure de recrutement du Directeur Général de la SEMAF-SA.
2. Les services demandés au Cabinet de Recrutement sont, entre autres :
 - a. Assister la SOGEM dans la finalisation des Termes de Références du Directeur Général ;
 - b. Préparer et faire publier l'avis de recrutement dans les journaux de large diffusion dans les Etats membres de l'OMVS (Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal), dans au moins une revue à portée internationale (Jeune Afrique, par ex.) et sur des sites web accessibles et à grande audience (SOGEM, cabinet de recrutement, ...);
 - c. Gérer, avec la SOGEM, toute la période de préparation et de remise des dossiers de candidatures ;
 - d. Recevoir les dossiers de candidatures, conformément à une procédure transparente, garantissant l'égalité de traitement des candidats, la confidentialité et l'efficacité ;
 - e. Evaluer de façon objective et transparente les dossiers de candidatures ;
 - f. Organiser et conduire les entretiens avec les candidats présélectionnés ;
 - g. Préparer et transmettre à la SOGEM le rapport de mission avec des recommandations de sélection à l'attention du Conseil d'Administration de la SOGEM.
3. Le Directeur Général de la SOGEM invite les Cabinets (personnes morales) hautement qualifiés (expertise confirmée dans le domaine), légalement installés et admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.
4. Les Cabinets intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des services, leur expérience dans l'exécution de prestations similaires. Ils devront être capables de mobiliser un personnel hautement qualifié pour la mission. La SOGEM se réserve le droit d'exiger ou de chercher, si nécessaire, des informations supplémentaires pour vérifier/confirmer la régularité et l'authenticité des informations et documents fournis, avant la finalisation de la liste restreinte.
5. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont a) l'expérience générale du Cabinet (années d'expérience et domaines d'intervention), b) les expériences spécifiques des Cabinets (références pertinentes), c) l'aptitude à mobiliser pour la mission le personnel compétent/adéquat requis, et d) connaissance de la région (expérience de travail dans l'espace OMVS, en Afrique de l'Ouest).
6. Il est porté à l'attention des Consultants qu'ils doivent prêter une attention particulière aux dispositions relatives au conflit d'intérêt, dans le cadre des Services objet de la présente Sollicitation de manifestation d'intérêt, tel que défini dans toutes les procédures ouvertes de sélection (standards internationaux et « bonnes pratiques »).
7. Les Cabinets peuvent s'associer avec d'autres firmes/Cabinets pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. Un Cabinet sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur le « Moindre Coût », telle que décrite dans le Manuel des Procédures des Marchés de la SOGEM, Edition Février 2016, les standards internationaux et les « bonnes pratiques ». En application des dispositions du manuel de la SOGEM, le nombre de candidats à retenir sur la liste restreinte sera de trois (3) à six (6).
8. Il est porté à l'attention des Cabinets que les dispositions des clauses 1.5 « Conditions de participation aux marchés de la SOGEM » et 1.7 « Principes d'éthique et d'intégrité-Sanctions » du Manuel des Procédures des Marchés de la SOGEM, Edition Février 2016 sont applicables.
9. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence, tous les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures, à l'adresse suivante : Direction Générale de la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM), ACI 2000 BP E 4015, Bamako, République du MALI/Tél : + (223) 20 23 32 86, E-mail : spdg@sogem-omvs.org; mamadoud.diaw@sogem-omvs.org et seydou.sidibe@sogem-omvs.org
10. Les manifestations d'intérêt, en **langue française**, doivent être déposées, au plus tard le **vendredi 09 juillet 2021, à 16 heures précises (heure de Bamako)** avec la mention « **Sélection d'un Cabinet pour le recrutement du Directeur Général de la Société d'Exploitation de Manantali et Félo (SEMAF-SA)** », aux adresses ci-après :
 - a) Direction Générale de la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM). Adresse : ACI 2000 Parcelle n° 2501-, Bamako, République du MALI - Tél : + (223) 20 23 32 86/20 23 26 57/Secrétariat du Directeur Général, 3^{ème} Etage
ou
 - b) courriels suivants : spdg@sogem-omvs.org ; mamadoud.diaw@sogem-omvs.org et seydou.sidibe@sogem-omvs.org.

Bamako, le 21 juin 2021
Le Directeur Général de la SOGEM
Tamsir NDIAYE

► Le tour de la question



Un groupe du bataillon de chasseurs à pied en opération contre les groupes armés terroristes (GAT) au Burkina Faso, le 5 novembre 2019.

Fin de l'opération Barkhane Et maintenant ?

L'annonce était attendue et n'avait rien d'une surprise. Il n'empêche. Elle constitue un tournant majeur dans la politique française en Afrique de l'Ouest. Le 10 juin, lors d'une conférence de presse en amont du sommet du G7 au Royaume-Uni, Emmanuel Macron a officialisé ce qu'il avait déjà laissé entendre ces derniers mois : la « fin de l'opération Barkhane en tant qu'opération extérieure et la transformation profonde » de l'engagement militaire français au Sahel.

Selon le président français, la plus importante « opex » française depuis le début du XXI^e siècle sera remplacée par une « opération d'appui, de soutien et de coopération aux armées des pays de la région qui le souhaitent » afin d'y poursuivre la lutte contre le terrorisme. La fin de Barkhane n'est donc pas synonyme de départ des militaires français du Sahel. L'armée française y sera toujours bien présente, mais avec des moyens allégés : moins de troupes et de logistique, pour laisser place à un dispositif plus maniable et plus adapté à la lutte contre les jihadistes. Le calendrier et les modalités de cette « transformation » seront précisés ultérieurement. Dans ce dispositif remanié et internationalisé, la *task force* Takuba, qui regroupe des forces spéciales de plusieurs pays européens venues en soutien des Forces armées maliennes

(Famas), sera appelée à jouer un rôle de plus en plus important.

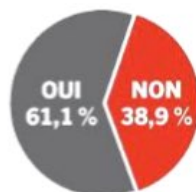
Conséquences incertaines

Sur nos différents réseaux, les annonces du président n'ont pas manqué de vous faire réagir. Les lecteurs y voient un leurre et considèrent que l'ancienne puissance coloniale devrait se retirer complètement du Sahel. « Que la France arrête de changer le nom de ses opérations. Nous voulons le retrait pur et simple de ses troupes du Mali », écrit l'un d'eux. Nos articles publiés sur le sujet ont aussi suscité le débat sur l'utilité ou non de faire appel à la Russie, puissance rivale de la France, pour pallier la fin de l'opération. « La Russie a montré son efficacité en RCA. Donc ce sera mille fois mieux ! » estime un de nos lecteurs. « La Russie ne fera certainement pas mieux. Par contre, ce qu'elle parvient très bien à faire est de vous manipuler ! » lui répond un autre. « Il est temps que l'Afrique développe ses propres armées. Autrement les Français seront remplacés par des Russes, des Chinois ou d'autres, soit juste un changement de maîtres », conclut un dernier. Une chose est claire, les conséquences de cette reconfiguration de l'intervention française au Sahel restent incertaines. ●

Benjamin Roger

Paroles d'abonnés

Génocide des Tutsi au Rwanda : Emmanuel Macron aurait-il dû présenter ses excuses au nom de la France ?



OUI. Demander pardon, c'est prendre conscience du tort causé à autrui. La politique africaine du président Emmanuel Macron tranche avec celles de ses prédécesseurs ; qu'il aille donc au bout de sa doctrine « rien n'est tabou, on peut tout se dire ».

Éric Ouedraogo, France

NON. Avant les excuses, il faut d'abord admettre ses fautes et ses erreurs. Quand les cœurs seront apaisés par la reconnaissance de la faute commise, alors les excuses pourront être présentées par qui de droit et ensuite être acceptées par les victimes.

Adama IDO, Côte d'Ivoire

NOTRE RÉPONSE

S'il n'a pas présenté d'excuses, le président Emmanuel Macron a reconnu les responsabilités françaises dans le génocide, tout en scellant le rapprochement diplomatique entamé en 2017. Pour le président Paul Kagame, la manière de son homologue de dire les choses avait plus de valeur que des excuses formelles.

► **Ce jour-là...****10 juillet 1971****À Skhirat, Hassan II frôle la mort**

Le roi du Maroc fêtait son 42^e anniversaire en compagnie de 1 200 convives quand des putschistes prirent d'assaut son palais. Voici le récit qu'en fit l'historien français **Jacques Benoist-Méchin** à JA, il y a cinquante ans.

Les heures que je viens de vivre, le 10 juillet à Skhirat, sont de loin les plus atroces et les plus dramatiques qu'il m'ait été donné de connaître. [En y allant, dans l'après-midi], j'ai vu, tout le long de la route, une file de camions chargés de soldats à la mine sombre, casqués, armés jusqu'aux dents, les bandes de mitrailleuses engagées, et cet aspect m'a serré le cœur. Je me suis dit : « Dans ces pays, c'est souvent comme ça que les révolutions commencent. » Je dis à mon chauffeur : « Accélérez de façon à arriver avant la colonne. »

Je me précipitai dans le palais où je trouvai une atmosphère de festivités joyeuses. Les convives buvaient, écoutaient de la musique. Je voulus m'approcher de la table du souverain pour l'aviser de ce que je venais de voir. Je n'en eus pas le temps : la fusillade éclatait.

Nous avions tous l'impression que notre dernière heure était venue. On a rarement vu à notre époque une page aussi tragique et théâtrale à la fois, car cette violence, ces coups de feu, ces grenades, ces détonations de mortiers, éclatant au milieu d'une atmosphère de fête, offraient un contraste insupportable.

C'était une sorte de fin du monde avec des détails affreux : les femmes de la famille royale sorties à coups de crosse et de pied de la pièce où elles se tenaient ; parmi elles, la princesse Lamia, la femme du prince Moulay Abdallah, enceinte

de huit mois, le visage marqué par la souffrance.

On ne semble pas s'être attaqué seulement aux grands de ce pays, on s'est attaqué aussi aux étrangers, et, c'est bien étrange de la part des



● ● ●
**On dénombrera
une centaine de
morts et quelque
deux cents blessés.**

révolutionnaires, à des petites gens : chauffeurs, marmiteuses, caddies de golf, à des domestiques que l'on a enfermés. Puis on a jeté des grenades au milieu de la pièce...

C'était une hécatombe de diplomates, de cuisiniers, de musiciens et de docteurs, mais j'ai éprouvé un

sentiment de commisération pour les soldats qui nous tenaient en joue car nous savions que les uns ou les autres devaient mourir.

Ces soldats n'étaient manifestement pas dans leur état naturel : quelque chose les avait métamorphosés. Ils avaient l'écume aux lèvres, les yeux fixes et dilatés, et si l'on osait plonger un regard dans le leur, ils hurlaient : « Baisse les yeux ou je tire. »

C'est une journée où l'incroyable était roi, mais l'incroyable a aussi été le renversement de la situation provoqué par la mort du général Medbouh [instigateur du putsch, tué accidentellement au cours de ce dernier].

Deux scènes resteront à jamais gravées dans ma mémoire : le prince Moulay Abdallah, très droit et digne, marchant entre des soldats, sa djellaba blanche inondée de sang car trois personnes étaient mortes sur lui, et le roi lui-même faisant preuve de beaucoup de calme, de décision et d'autorité à un moment où nous ne savions pas ce qui allait se passer, puisque je l'ai vu être obligé de s'asseoir les mains en l'air.

Des soldats l'ont emmené. Il était 5 heures, 3 minutes. J'ai entendu une rafale de mitrailleuse qui m'a fait penser que tout était terminé. Puis, j'ai vu le roi revenir, décontracté. S'adressant [au général] Oufkir, d'une voix de commandement : « Je te donne tous les pouvoirs, prends la situation en mains. » ●

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



ABONNEZ-VOUS !

OFFRE PRINT
12 numéros par an

79€



OFFRE
PRINT+DIGITAL

12 numéros par an,
accès illimité aux articles sur
jeuneafrique.com

129€



Pour les abonnements entreprises,
merci de nous contacter au +33 (0)1 44 30 19 03



BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à : Service Abonnements Jeune Afrique - 56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

+ SIMPLE + RAPIDE
abonnez-vous sur

www.laboutiquejeuneafrique.com

☐ **OUI**, je m'abonne

à **Jeune Afrique**

Je choisis ma formule en cochant
la case correspondante

Offre Print - 1 an

France	UE	Reste du monde
☐ 79€	☐ 114€	☐ 119€

Offre Print+Digitale - 1 an

France	UE	Reste du monde
☐ 129€	☐ 164€	☐ 169€

Pour une licence digitale multi-utilisateurs,
contactez-nous au 01 44 30 19 34 ou
par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : Prénom* :

Société* :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Pays* : Téléphone mobile* :

E-mail* : @

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par :

☐ Chèque (joint à l'ordre de SIFUA)

☐ Virement bancaire : CIC Paris EST Taubout GCE - 11 bis, Bd Haussmann - 75009 Paris - IBAN FR76 3006 6106 6000 0100 4680 237

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Date et signature obligatoires

www.jeuneafrique.com/abonnements/

+33(0)1 44 70 14 74

abonnement-ja@jeuneafrique.com

Service Abonnements Jeune Afrique
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

Offre valable jusqu'au 31/12/2021 en France métropolitaine. Les articles peuvent être échangés séparément.
Prix de vente au numéro : 7,50 €. Jeune Afrique est une publication de SIFA, S.A. au capital de
15 000 000 € au 31/12/2020, 75008 Paris, France. SIFA est une entreprise à but non lucratif.
Informations et modalités d'abonnement : voir le site www.jeuneafrique.com ou le service client au 01 44 30 19 34.
Conformément à la loi n° 2016-1024 du 27/07/2016, nous vous informons que les données personnelles que vous nous fournissez sont traitées à des fins de gestion de votre abonnement et de diffusion de nos contenus.
CODE : AJ302



Post-Scriptum Fouad Laroui

Ces étranges morceaux d'Europe en Afrique du Nord

L'Espagne et le Maroc ont des rapports compliqués. En temps normal, les deux voisins se proclament amis, mais il suffit d'un rien pour que l'un ou l'autre se dresse sur ses ergots. En ce moment, c'est le Maroc qui proteste contre la mauvaise manière que lui a fait Madrid en accueillant sur son sol, sous une fausse identité, le chef du Polisario.

Quelques jours plus tard, des milliers de migrants déferlaient dans l'enclave espagnole de Ceuta, la police marocaine regardant ailleurs, histoire de rappeler aux Espagnols que sans sa coopération ce sont des centaines de milliers d'Africains qui y entreraient chaque année.

« Européaniser » la crise

Le gouvernement espagnol a alors voulu « européaniser » la crise en suscitant une résolution du Parlement européen admonestant le royaume chérifien : la frontière espagnole, c'est la frontière de l'Europe ! Ah oui ? On peut se demander si les députés européens ont une idée claire de ce qu'ils avancent. Veulent-ils vraiment de

cette frontière qui est la plus bizarre du monde ? On devrait organiser une visite guidée pour qu'ils le constatent eux-mêmes. Suivez le guide.

Vous voyez ce petit rocher, à quelques dizaines de mètres de la côte marocaine ? Les Espagnols l'appellent Perejil. C'est en Europe.

– Comment ça ? On n'y voit pourtant aucun béret basque, aucune Suédoise aux tresses blondes, aucune pizza napolitaine arrosée de bière bavaroise ?

C'est parce que personne n'habite sur ce rocher. Personne n'y a jamais habité. Son intérêt économique ou stratégique est très exactement nul.

– Mais alors pourquoi nos amis hidalgos disent-ils que c'est à eux ?

Je ne sais pas. Peut-être qu'on y découvrira un jour un demi-baril

● ● ●
On n'y voit pourtant aucun béret basque, aucune Suédoise aux tresses blondes...

de pétrole ou une nouvelle variété d'escargot. Continuons en direction de l'est. Regardez cet autre rocher, un peu plus grand que Perejil, sur lequel les Espagnols ont construit une minuscule caserne où végète un quarteron de soldats neurasthéniques. Une bande de sable le relie à la côte marocaine. On est en Europe... à exactement dix mètres de la plage, qui est marocaine. Vous trouvez ça normal ?

Continuons. Ça, c'est la ville de Ceuta, Sebta en arabe. La moitié de la population est marocaine, mais la ville est officiellement espagnole – ils s'en sont emparés il y a quelques siècles sans demander la permission à quiconque. Le soir, quand ils font leur *paseo*, les Espagnols de Ceuta voient au loin le rocher de Gibraltar. Et ils ne manquent pas de pester contre la perfide Albion, qui l'occupe depuis 1713. « C'est à nous ! » s'étranglent-ils, alors que Gibraltar a été cédé à l'Angleterre par un traité en bonne et due forme. Autrement dit, arpentant les rues d'une ville qui n'est pas la leur (Ceuta), ils en réclament une autre (Gibraltar), qui n'est pas légalement la leur. Vous trouvez ça normal ?

Étonnante apathie

– C'est en Europe, Ceuta ?

Vous venez de l'affirmer, Mesdames et Messieurs les euro-députés. Mais si on vous traitait de colonialistes, vous feriez une crise de nerfs, non ? Il y a une autre ville un peu plus loin, Melilla, un morceau d'Afrique occupé depuis des siècles. Et puis un chapelet de petites îles. Et là-bas, ce petit rocher inhabité...

– N'en jetez plus ! Nous ne savions pas. Nous retournons à Strasbourg reconsidérer cette ténébreuse affaire.

Ouais. On verra bien. À propos, y a-t-il une résolution de l'UA qui exige que l'Espagne – ou l'Europe – rende ces confettis surréalistes au Maroc ? Non, semble-t-il. Il serait temps que l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et les autres pays qui se prétendent « révolutionnaires » et « anticolonialistes » s'expliquent sur leur étonnante apathie dans ce dossier. ●

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs



L'OCÉAN EST L'AFFAIRE DE TOUS.

Les océans assurent à eux seuls 90% du trafic international de marchandises. En tant que leader mondial du transport maritime et de la logistique, nous opérons une flotte moderne et efficace qui facilite les chaînes d'approvisionnement durables tout en continuant à réduire notre empreinte.

[msc.com/sustainability](https://www.msc.com/sustainability)

MOVING THE WORLD, TOGETHER.

